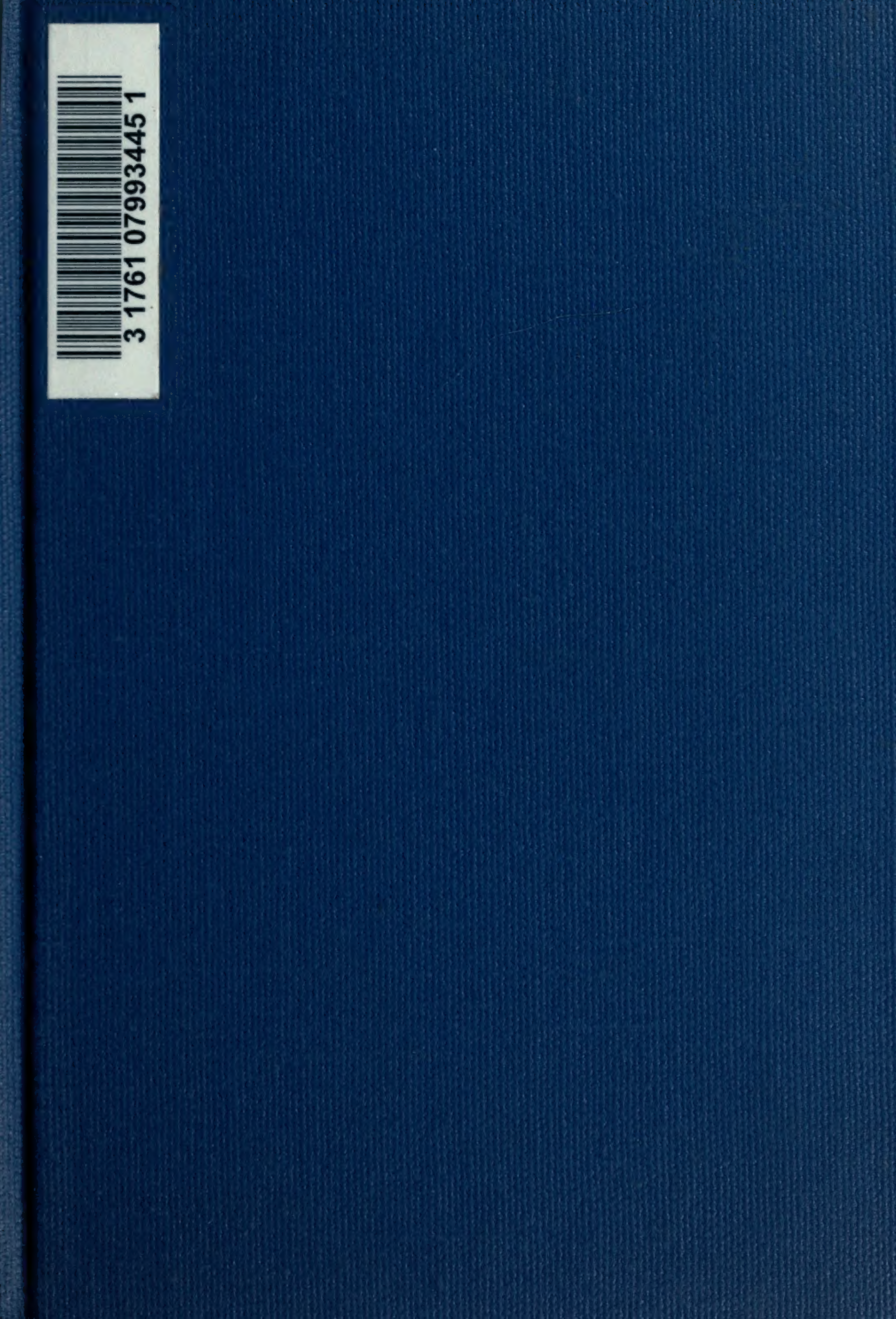
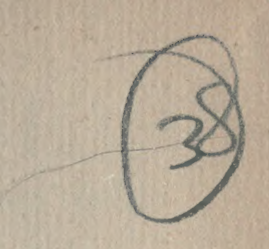

3 1761 07993445 1



NOTRE TEMPS

I. — SCÈNES D'HISTOIRE

DU MÊME AUTEUR

CHEZ FASQUELLE :

Notes d'un journaliste (Vie, Littérature, Théâtre). . 1 vol.
Le Cœur et l'Esprit (Nouvelles). . . . . 1 vol.
L'Enfermé (avec le masque de Blanqui, gravé à l'eau-forte par Bracquemond). . . . . 1 vol
Pays d'Ouest (Nouvelles). . . . . 1 vol.
L'Apprentie (Roman). . . . . 1 vol.
Hermine Gilquin (Roman). . . . . 1 vol.

Les Industries artistiques françaises et étrangères à l'Exposition de 1900. Nombreuses illustrations (chez E. Lévy). . . . . 1 vol.
L'Œuvre de Carrière. Nombreuses illustrations (chez Masson et Piazza). . . . . 1 vol.
La Cité et l'Ile Saint-Louis. Illustrations d'Auguste Lepère (chez Ollendorff) . . . . 1 vol.
Belleville. Dessins de Sunyer (chez Ollendorff). . . . 1 vol.
Rubens. 24 illustrations (chez Laurens) . . . . . . 1 vol.
Yvette Guilbert. Etude sociale du Café-Concert. Lithographies de H. de Toulouse-Lautrec (chez Marty). . . 1 vol.
La Bretagne. In-4° illustré (chez Hachette). . . . . 1 vol.
La Vie artistique. Huit séries ornées de pointes-sèches et de lithographies de Carrière, Rodin, Renoir, Raffaëlli, Pissarro, Fantin-Latour, Vierge, Willette (chez Floury). 8 vol.
Les Musées d'Europe : La Peinture au Louvre. — La National-Gallery. — Versailles. — La Hollande. — La Belgique. — La Sculpture au Louvre. — Madrid. Nombreuses illustrations (chez Per Lamm). . . . . 7 vol.

GUSTAVE GEFFROY

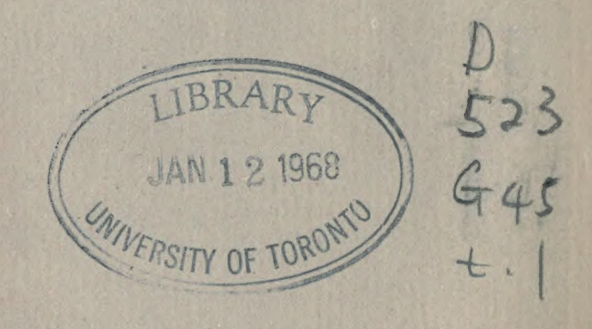
NOTRE TEMPS

I. — SCÈNES D'HISTOIRE



SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET Cie
15, rue de Cluny, 15
PARIS

1908



AVERTISSEMENT

Je commence la publication, sous le titre de **Notre Temps**, d'une série de volumes où l'on retrouvera des événements et des œuvres de ces vingt dernières années. Je crois devoir réunir ces pages éparses sans y rien changer. Si elles ont quelque intérêt, c'est de donner sous leur forme la plus nette, la plus directe, les impressions ressenties, les jugements formulés au contact des faits et des idées. A notre époque, il ne doit pas s'écrire beaucoup de Mémoires, parce que la vie a pris une allure précipitée et inquiète qui ne permet guère la halte et le regard en arrière. On trouvera donc les Mémoires des hommes d'aujourd'hui ou quelques fragments de Mémoires dans des feuillets de ce genre, qui tentent de faire marcher de pair les observations, les sensations et les conclusions possibles.

Ce sont donc des « Essais », pour prendre ici modestement cette belle expression rendue définitive et

immortelle. Donnons la moisson de notre champ, si humble qu'elle soit. Il n'est pas un ouvrier dont la tâche ne soit utile pour l'œuvre commune. La poésie de l'humanité se fait du labeur de tous, de l'effort de chacun.

Dans ce premier volume, *Scènes d'Histoire*, se mêlent des choses vues, notées sur place, des portraits de personnages entrevus dans la réalité ou à travers leurs actes, des drames de la vie publique, des catastrophes sociales, des guerres proches ou lointaines, tout ce qui émeut, passionne, exalte les peuples et les individus.

Ce recueil sera suivi de plusieurs autres, études sur les différentes formes de la vie de l'esprit, *Littérature*, *Théâtre*, *Art*, *Tableaux de mœurs*, *Visions de Paris*. Enfin je raconterai *Mes Voyages*, et pour donner une cohésion à ces livres, écrits au jour le jour sur des sujets divers, je noterai en un dernier volume les faits essentiels et j'énumérerai les œuvres significatives qui représentent le *Bilan du XIXe siècle*.

G. G.

NOTRE TEMPS

SCÈNES D'HISTOIRE

I. — NAPOLÉON

§ I. NAPOLÉON CONTRE L'HOMME. — § II. NOTES SUR BONAPARTE. — § III. LES MALADIES DES BONAPARTE. — § IV. NAPOLÉON A L'ILE D'ELBE. — § V. LE CENTENAIRE DE L'EMPIRE. — § VI. AUTRE ANNIVERSAIRE. — § VII. LE PHARE D'ECKMUHL. — § VIII. GUERRE ET DÉPOPULATION. — § IX. TALLEYRAND. — § X. MARÉCHAL MACDONALD, DUC DE TARENTE. — § XI. Mme JUNOT, DUCHESSE D'ABRANTÈS. — § XII. MARCO SAINT-HILAIRE.

§ I
NAPOLÉON CONTRE L'HOMME

La discussion sur le premier Empire, c'est une occupation de Bas-Empire. En sommes-nous là ? S'agit-il vraiment pour nous de savoir si l'ombre de Napoléon va, oui ou non, marcher à notre tête, entraîner encore une fois la foule vers son destin ? Qui suivrait-elle, cette foule vivante, quel chef veut-on lui donner ? Un squelette, exhumé, remis debout, coiffé du chapeau en bataille, enveloppé de la redingote grise, un pauvre corps humain évanoui, dissous dans le néant. Cette foule, on lui demande de marcher derrière un conducteur disparu depuis près

d'un siècle, de suivre à la piste une odeur de mort.

L'homme est mort, dira-t-on, — les idées ne meurent pas, et l'idée de celui-ci est vivante, c'est elle qui revient sous les apparences, sous l'image qui parle à l'imagination, c'est elle qui va de nouveau exalter l'individu. L'état d'esprit actuel veut cette évocation, il lui faut cette représentation de lui-même, cette incarnation. Ce passé réel projette son mirage sur l'avenir.

Soit. Mais que l'on dise donc tout de ce passé. C'est un coup hardi que de vouloir supprimer l'Histoire, que d'en garder seulement le résumé de deux sous d'une image d'Épinal. C'est là ce qui compte, croit-on, ce César sur son cheval blanc qui galopait aux murs des mansardes, des ateliers, des chaumières. Ceux qui épinglaient l'image, qui avaient au cœur l'idée simpliste du petit caporal, qui ont cru pendant si longtemps à son retour de Sainte-Hélène, comme de l'île d'Elbe, qui l'ont vu porter aux Invalides et qui ne croyaient pas encore à sa mort, ceux-là ne se soucient guère des documents, de la critique, des livres qu'ils ne lisent pas, qui sont enfermés à portée de la main de quelques-uns, dans les salles silencieuses des bibliothèques.

Soit encore. Mais ceux qui parlent plus directement aux passants, aux anonymes, ceux qui ont lu ces livres, cherché à comprendre le sens de l'Histoire, ceux-là ne vont-ils pas dire ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont compris, et comment cette idée, que l'on dit vivante, mène à la mort ?

Sur Bonaparte, la documentation grossit, se complète. La haute critique historique compte, quoi qu'on en dise, a convaincu, cela est certain, des esprits, joue son rôle d'avertisseuse, de conductrice, autant que la gloire d'Épinal adorée aux chaumières. Les faits sont connus,

interprétés, la vérité a ses adeptes, solidement armés pour un débat. Ces idéologues, ces historiens : Chateaubriand, Lamartine, Vigny, Barbier, Michelet, Lanfrey, Taine, ont gardé une voix de longue portée. Elle clame haut et loin hors de leurs livres, et il serait facile d'en multiplier les échos. Les Mémoires, eux non plus, ne sont pas abrogés. Les éléments sont là, significatifs, se complétant, chez les amis comme chez les ennemis : Lucien Bonaparte, Mme de Rémusat, Miot de Mélito, Marbot, tous ceux que l'on voudra, qui ont vu quelque chose, qui l'ont dit.

Il n'est pas question, d'ailleurs, ici, de la physionomie particulière de l'Empereur, de son individu aperçu au jour le jour, exactement circonscrit. C'est sa signification dans l'espace, son rôle par rapport à l'humanité, c'est le symbole de son action qu'il faut maintenant définir.

Que son Code, pesant sur l'individu, ne soit même pas discuté. Que son génie soit hors de cause. Que l'on n'examine aucunes circonstances, aucuns hasards, aucunes des infériorités adverses. Que la Correspondance qui a révélé l'homme ne soit pas invoquée. Aucune annotation, aucune polémique. C'est le phénomène seul de Napoléon que nous avons devant les yeux. Or, la haine, ici, est froide, concède sans réticence la magnificence de l'exception, la force individuelle. Ce mot de haine, même, est trop violent. C'est un sentiment de nette opposition, de refus de se donner. Napoléon, comme Alexandre, César, Tamerlan, Gengis-Khan, Attila, prend place dans la collection des beaux monstres. Le monstre est admirable, mais c'est un monstre. Le cataclysme a sa grandeur, mais c'est le cataclysme.

Rien à dire à ceux qui l'admirent, qui l'aiment, qui ont le

vertige à contempler la course effrénée de cet instinct : Napoléon, une action avant d'être une pensée. Ils peuvent avoir absolument raison dans tout ce qu'ils disent pour démontrer la valeur de ce rare exemplaire humain. A un point de vue d'histoire naturelle, un Napoléon occupe certes une place spéciale dans le tableau des êtres. C'est une des organisations où s'est le plus violemment manifestée la volonté d'agir, c'est une conjonction de forces, un résumé d'énergies.

Et après ?

C'est toujours lui que l'on regarde, c'est seulement sa face pâle et grasse, durement résolue, que l'on évoque. La sujétion qu'il a décrétée dure encore : lui seul figure dans l'histoire de Napoléon.

Il n'y a pas eu que lui, pourtant.

On regarde toujours en haut, regardons en bas.

Son rôle ne s'arrête pas aux attitudes et aux gesticulations de sa personne. Il a vécu vingt ans parmi les hommes. Quelle trace a-t-il laissée parmi eux ?

La même trace que le boulet de canon. Il passe, creuse un sillage, et les rangées s'abattent, ne se relèvent plus. Il n'y a plus derrière lui que les derniers mouvements fébriles de l'agonie, des corps sanglants, des visages immobiles, des yeux éteints, — la vie changée en mort. Il fait sa rafle dans l'humanité exactement comme les maladies foudroyantes qui courent çà et là, effleurent les vivants, les suppriment. Il est, tout à la fois, le Typhus, la Peste, le Choléra. Il émane de sa personne une atmosphère mortelle, un miasme terrible qui change en cimetière la terre fleurie. Il traverse à cheval, inexorable, incompréhensif, une plaine qu'il a changée en champ de bataille et qui est couverte de corps de vingt-cinq ans.

C'est un élément : on n'est Bonaparte qu'à la condition de ne pas être conscient. Celui-là était né pour tuer, pour vider les villes, les villages, pour prendre les hommes mûrs, les vieux, les enfants, pour les envoyer par milliers vers les abattoirs où les attendaient la gloire et la mort.

A-t-il jamais eu un arrêt dans sa marche ? A-t-il été jamais éclairé d'une révélation ? Peut-être, mais il a passé outre. Il est revenu de l'île d'Elbe pour faire massacrer les quelques-uns qui avaient résisté à dix ans d'Empire, — il serait revenu de Sainte-Hélène pour faire la levée des infirmes qui restaient seuls dans les hameaux de France.

Il y a de lui des mots qui dénotent une tranquillité d'inconscience extraordinaire : le mot de Condé qu'il répète au soir d'Eylau devant les cadavres : « Une nuit de Paris réparera tout cela » ; — le mot dit à Mme de Staël : « La femme supérieure est celle qui a fait le plus d'enfants » ; — et cet autre : « J'ai quatre-vingt mille hommes de rente. » Ce sont les mots de l'ogre qui veut de la chair fraîche, — qui oublie qu'il n'a guère laissé d'hommes pour ce labeur d'une nuit de Paris, — et qui parle de sa rente alors qu'il vit sur son capital.

A Sainte-Hélène, il a dit autre chose, il a fait son total de Français tués : un million sept cent mille.

C'est ce chiffre que l'on voudrait voir figurer dans les apologies des suiveurs actuels, c'est ce chiffre qu'il faudrait inscrire sur le socle de la colonne Vendôme. L'œuvre est là. Supprimer ce renseignement, c'est falsifier l'Histoire. On est stupéfait, tout de même, que cela soit tellement passé sous silence, que cette considération soit non avenue. Banalité, ce million sept cent mille morts : il n'y a pas à en parler.

J'en parle. C'est la sanglante, la formidable objection contre Napoléon. C'est l'argument irréfutable des adversaires, comme c'est la seule raison d'être du guerrier, tueur d'hommes. Le vrai buveur de sang, l'assassin méthodique, implacable, qui amoncelle les corps, c'est lui. Son aigle est un oiseau charognard, qui vole de charnier en charnier.

Assez de l'homme d'en haut ! L'homme d'en bas a le droit d'exister. C'est à l'homme d'en bas qu'il est temps de penser, à celui dont la guerre vient déranger la vie, dévaster le champ, tuer les fils avec le père, tuer de douleur la mère et la femme, affoler le cerveau. C'est à l'inconnu de vingt ans qui est mort, à Austerlitz ou à Waterloo, dans une sonnerie de victoire ou un sauve-qui-peut de défaite, c'est à celui-là, pris au seuil de la vie, qu'il faut penser. Cet anonyme aurait peut-être été plus grand que Napoléon. Le génie de la guerre n'a pas le droit de supprimer le génie de la pensée.

Et quand même celui-là, ce mort inconnu, n'aurait pas été un génie, quel droit de le supprimer ? Les pauvres diables d'hommes quelconques, les obscurs qui passent, qui ouvrent les yeux sur les choses pendant l'instant de la vie, va-t-on leur voler cet instant, leur interdire d'exister ? Pour cet homme-là, Napoléon est l'ennemi, le féroce qui ne peut vivre que dans la vie des autres, le représentant des instincts affreux. Qu'est-ce que cela me fait, à moi, homme, que ce Bonaparte fasse épanouir sa personnalité, s'il a besoin, pour cela, de supprimer la mienne ? Je veux vivre ma vie, et non la donner en aliment à la sienne ! (*17 décembre 1893.*)

§ II
NOTES SUR BONAPARTE

Les *Souvenirs d'un médecin de l'expédition d'Egypte* reproduisent, dit l'avertissement, « un album d'apparence ancienne » trouvé dans les papiers du docteur Malgaigne par un de ses héritiers. « Cet album renfermait les notes autographes d'un médecin de l'expédition d'Égypte sur des faits curieux qu'il avait recueillis au cours de cette mémorable campagne, et, en particulier, sur des propos tenus par le général Bonaparte lui-même. Tout donnait à penser que l'auteur de cet écrit n'était autre que le médecin en chef de l'armée d'Égypte, l'illustre Desgenettes. Un examen plus attentif ne fit que confirmer notre première impression sur l'origine de ce document. Nous avons, en conséquence, rétabli partout le nom de Desgenettes, indiqué seulement par des initiales dans le texte original. »

Il s'agit d'une série de feuillets de ton véridique où des anecdotes, des conversations, des mots, ont été jetés un peu vite, mais qui donnent vraiment à entendre les sons des voix disparues. Berthier, Monge, Berthollet, Caffarelli, Kléber, passent, parlent rapidement, disparaissent, et c'est la gesticulation effacée, la parole lointaine, le dessin en silhouettes des êtres qui ont figuré dans la féerie de l'Histoire. De Kléber, il est des phrases rudes et expressives, d'esprit observateur et de parler soldatesque. Mustapha-Pacha, prisonnier de Bonaparte, garde le verbe solennel et fier — se levant de table lorsqu'il est parlé de l'empereur Selim II d'une manière qui lui paraît injurieuse ; — répondant au général qui veut rendre compte au « grand seigneur » de la bravoure de son pacha : « C'est un avis superflu ; le grand seigneur me connaît mieux que toi » ; —

disant à Kléber : « La peau du visage de votre Bonaparte ne m'a jamais plu » ; — interrompant une discussion avec ce même Kléber, surexcité et demandant à l'Oriental : « Savez-vous ce que je veux vous dire en vous parlant d'honneur ?... » « Oui, général, — dit Mustapha, — l'honneur est une religion universelle. »

C'est Bonaparte, toutefois, qu'il faut écouter, c'est lui, dans ce petit livre, qui prend l'intérêt par quelques reparties nettes, par quelques aphorismes d'une brutalité renseignante.

Il éveille Eugène de Beauharnais qui dort sur le sable : « Allons, Eugène, debout ! Ce repos ne convient ni à votre nom, ni à votre profession. Il faut qu'un homme de guerre soit sans repos comme sans pitié. »

Il parle ainsi aux troupes fatiguées, qui murmurent : « Vous vous trouvez mal. Sans doute, vous souffrez ; mais quand vous direz que c'est pour moi... que vous avez fait ma gloire ! c'est trop. N'ai-je rien fait aussi pour la vôtre ? » Et le rédacteur de ces notes rapproche de ces paroles des paroles équivalentes dites en Espagne, en 1809, à la garde impériale de mauvaise humeur : « Vous êtes dégoûtés, vous n'en voulez plus, vous voudriez être à Paris où je n'ai pas besoin de vous ; serait-ce pour me garder ? Il y a à Paris deux demi-brigades de vétérans et une à Versailles, c'est plus qu'il ne m'en faut. Vous ne sentez donc pas l'honneur que je vous ai fait de vous placer à la tête de mes armées ? Vous voudriez bien peut-être aussi la paix. La paix ! La France aura encore la guerre pendant plus de deux cents ans. Allons ! allons ! en avant ! »

Autre proclamation d'Égypte : « Citoyens, après ce qui vient d'arriver à l'escadre, il faut sortir d'ici grands comme l'histoire ancienne ; si quelqu'un de vous avait des idées de

fortune, qu'il se mette bien dans l'esprit qu'il ne faut s'occuper que de défendre son existence. »

Une réponse à cette affirmation que l'Égypte était dans la décadence : « C'est justement pour cela que nous nous y trouvons. »

Enfin, la parole accompagnée de l'action, ainsi qu'on va le voir : « La garnison de Jaffa fut passée au fil de l'épée après avoir été trois jours admise à une sorte d'hospitalité dans notre camp. Le général Berthier ayant remontré à Bonaparte l'inhumanité de cet ordre : « Tenez, — dit-il à Berthier en lui montrant un couvent de capucins, — entrez là, et si vous m'en croyez, n'en sortez jamais ; allons, monsieur le major général, faites exécuter mes ordres, entendez-vous ? » — Et les ordres furent exécutés.

Ce sont là des paroles qui trouveront place, désormais, dans les récits de la campagne, et qui vont augmenter le dossier cérébral de Bonaparte. Le rêveur de gloire, lancé dans l'aventure égyptienne, prend conscience de son rôle, évalue au prix qui lui convient l'importance de l'humanité, et la tranquille assurance des mangeurs de peuples se fait jour à travers les phrases cruelles et badines qu'il prononce. Ne semble-t-il pas, à l'entendre, qu'il lui soit impossible d'avoir une colère sérieuse ? Il peut parler avec violence, la plaisanterie n'en perce pas moins. Il prend sa rude voix de donneur d'ordres, mais il a le sourire méridional en coin de bouche. Vigny l'a admirablement catalogué, inscrit comme un acteur de comédie et de tragédie : chaque mot de lui qui nous vient en est une preuve nouvelle.

Il sait qu'il joue le grand rôle, et qu'il faut le jouer vite, sans s'attarder à la réflexion, ou plutôt sa réflexion est en parallélisme perpétuel avec son action. Il va sans cesse au

plus pressé, prévient les coups, cherche à frapper les hommes d'étonnement. S'il s'est trompé, il revient sur ses pas avec précipitation pour essayer une autre combinaison : il laisse l'armée en Égypte comme il la laissera en Russie.

C'est une intelligence, et une intelligence formidable, puisqu'il a eu de la vie la conception que l'on sait, puisqu'il a considéré la terre comme une surface de carte géographique à diviser, à modifier, à refaire sans cesse, puisqu'il a regardé la foule des hommes comme un élément auquel il pouvait commander. Mais jamais l'intelligence n'est apparue aussi bien poussée par l'instinct. Après la période de jeunesse, de tâtonnement, où il s'ignore, où il essaie ses forces, où il interroge les forces environnantes, il n'y a plus chez Napoléon aucune hésitation. Il a trouvé le commencement du tracé de sa route, il ne sait quelle ellipse il va inscrire pour toujours dans l'espace, mais il obéit à l'attraction, il sait que là est sa voie, ce qu'il a sans cesse appelé son destin, et il part, d'une vitesse vertigineuse, dans cette course de météore éperdu qui a sillonné le ciel de notre siècle. Il ne s'était pas préoccupé de ce qui pouvait l'arrêter, des chocs possibles, des chutes dans la nuit, de la dissolution certaine. Il part pour partir, non pour arriver, puisqu'il ne sait pas, qu'il ne peut pas savoir où il arrivera, puisqu'il ne peut prévoir sa chute de bolide sur le roc de Sainte-Hélène. Un tel homme échappe forcément à la critique qui resterait purement d'analyse, si juste et si utile que soit cette critique. On pourra trouver en lui des insuffisances, des médiocrités et des grossièretés en nombre. Une quantité de perceptions délicates lui ont manqué, et il pourra, parmi les penseurs, faire figure d'un barbare qui n'a pas en lui le répertoire des grandes idées et méprise les

idéologues. Mais s'il n'avait pas eu ce mépris, s'il avait eu l'amour des idées, il n'aurait pas été Napoléon.

Tel qu'il est, il représente un amas d'énergies humaines, il est un foyer de fièvre concentrée, il contient une exagération de calorique à faire flamber tout un continent. Et de fait, le continent a flambé, et il s'en est fallu de peu que l'incendie ne se propageât plus loin, en Afrique et en Asie, que le génie de l'action, surexcité chez un seul, ne vînt pas aggraver l'action à peu près équilibrée qui est la loi de l'humanité entière. On peut penser à cela, en lisant les quelques pages de ces *Souvenirs d'un médecin de l'expédition d'Egypte*, en s'arrêtant aux quelques phrases par lesquelles Bonaparte exprime naturellement son âme insatiable, emploie l'humanité aux besognes de ses guerres, ordonne le spectacle nécessaire à son besoin de mouvement. Ces parcelles sont à ajouter à ce que l'on possédait déjà, à tout ce qui constitue, non seulement la biographie particulière de l'homme, mais encore la psychologie du type du conquérant. (*10 novembre 1892.*)

§ III
LES MALADIES DES BONAPARTE

Un travail intéressant par les documents qu'il résume et qu'il rapproche, a été fait par M. Edmond Poirier. L'auteur s'est ingénié à rechercher la signification des agonies et des morts des Bonaparte, il a pris tous les membres de la famille les uns après les autres, il a scruté les ordonnances des médecins, et il est arrivé à cette conclusion que tous ces mourants avaient payé le tribut aux mêmes souffrances, que tous ces morts étaient morts de la même maladie.

Tous ou presque tous sont morts avant la vieillesse. Mais, vieux ou jeunes, que le mal les fauche dans la force de l'âge ou s'apaise jusqu'à leur permettre de croire à la vie longue et sereine, toujours la crise qui les emporte est semblable, présente les mêmes diagnostics, amène les mêmes conclusions de médecins.

C'est d'abord Bonaparte, le père, celui qui fonde en Corse la dynastie qui doit régner sur la France. Il meurt à Montpellier âgé de trente-huit ans. Son fils, Napoléon, meurt à Sainte-Hélène, et il a cinquante-deux ans. L'une de ses filles, Caroline, meurt à cinquante-six ans; l'autre, Pauline, à quarante-quatre ans; l'autre, Élise, à quarante-trois ans. Le duc de Reichstadt meurt à vingt et un ans. Les deux filles de Joseph meurent, l'une à cinquante-trois ans, l'autre à trente-huit ans. « Des enfants de Lucien, — ajoute M. Poirier, — celui qui meurt le plus âgé est le prince Pierre, père du prince Roland, mort à soixante-trois ans ; les autres sont emportés dans la vigueur de l'âge, le prince de Canino à cinquante-quatre ans, le prince Lucien à quarante-quatre. Des enfants de Louis, l'aîné, le plus aimé, celui qu'avant le divorce Napoléon avait adopté et que les médisants disaient être son fils, était mort à huit ans, à la Haye, en 1806 ; le second, Louis, meurt à vingt-sept ans, en Italie, pendant l'insurrection de 1831 ; le fils aîné, le prince de Montfort, meurt à trente-trois ans, en 1847. »

La conclusion, — en dehors des causes accidentelles, — c'est que les Bonaparte sont de tempérament arthritique. Le cancer accompagne parfois l'état arthritique, et il apparaît généralement chez les sujets vers la cinquantaine, très rarement plus tard. C'est le cas de Napoléon. Déjà, en Italie, le général Bonaparte apparaissait ainsi au comte d'Antrai-

gues, surveillant à la solde du comte d'Artois : « Bonaparte est un homme de petite stature, d'une chétive figure, les yeux ardents... d'une santé très mauvaise, par suite d'une âcreté prodigieuse dans le sang. Il est couvert de dartres, et ces sortes de maladies accroissent sa violence et son activité... Il dort trois heures par nuit, ne fait des remèdes que lorsque ses souffrances sont insupportables... » Ce sont les signes révélateurs du cas des Napoléon. En 1818, à Sainte-Hélène, quand l'empereur sentira les premiers frissons de la dernière crise, il se souviendra que son père est mort d'un squirre au pylore, il relira en pensée le procès-verbal d'autopsie rédigé en 1785 à Montpellier, et il confiera ses craintes à O'Meara d'abord, puis à Antomarchi. Quelques jours avant sa mort, il dit : « Les vomissements qui se succèdent presque sans interruption me font penser que l'estomac est celui de mes organes qui est le plus malade, et je ne suis pas éloigné de croire qu'il est atteint de la lésion qui conduisit mon père au tombeau, je veux dire d'un squirre au pylore..... Je m'en suis douté dès que j'ai vu les vomissements devenir fréquents et opiniâtres.... » Puis encore : « Faites avec soin l'examen anatomique de mon corps, de l'estomac surtout. Les médecins de Montpellier avaient annoncé que le squirre au pylore serait héréditaire dans ma famille. »

Voici maintenant en quels termes Antomarchi rédigeait, presque dans les mêmes termes que les médecins anglais, le procès-verbal de l'autopsie : « Toute la surface interne de l'estomac était occupée par un vaste ulcère cancéreux, s'étendant depuis l'orifice du cardia jusqu'à un pouce du pylore ; à la partie supérieure, sur la petite courbure de l'estomac, la paroi était détruite par l'ulcération

jusqu'au péritoine, et, sans les adhérences qui s'étaient faites à ce niveau avec le foie, l'estomac eût été perforé. » Mais l'orifice même du pylore « était dans un état tout à fait normal ». En revanche, l'épiploon et les glandes lymphatiques du péritoine commençaient à se prendre ; elles « étaient en partie tuméfiées, squirreuses, quelques-unes même en suppuration ».

La démonstration médicale se poursuit. Lucien, dit son historien Yung, meurt des suites d'un cancer de l'estomac à Viterbe, en 1840. Pour Pauline et pour Caroline, même fin. Le partage des affections arthritiques est constaté chez la plupart des membres de la famille : « Aux uns, le rhumatisme et ses suites ; aux autres, la goutte, la gravelle, et comme complication de celle-ci, le calcul de la vessie ; aux derniers enfin le diabète. » Suivent des détails sur la fin du prince Napoléon à Rome. La remarque importante, la remarque à retenir, c'est que le premier des Napoléon fut un malade de l'estomac. On sait assez quelle humeur en résulte dans la vie de tous les jours du premier venu, par quelles crises inquiètes, chagrines, bouleversantes, peut passer l'homme au mauvais estomac. Une telle affection devient singulièrement grave quand elle complique et aggrave le pouvoir personnel de l'être qui a toute autorité au dedans et au dehors. C'est le malaise et la menace pour le pays qui a installé sur le trône l'arthritisme et le cancer. Malaise et menace sans fin : autant que l'Empire, la prédisposition à la maladie est héréditaire. (*22 mars 1891.*)

§ IV
NAPOLÉON A L'ILE D'ELBE

Le livre publié par M. Paul Gruyer : *Napoléon roi de l'île d'Elbe*, est un livre d'histoire qui vaut par sa documentation, par son sérieux, par sa simple manière de dire. L'auteur prend son personnage au départ de Fontainebleau, alors que le traité du 11 avril 1814 lui a donné la royauté de l'île d'Elbe, avec un revenu annuel de deux millions de francs, porté en rentes sur le Grand Livre de la France. C'est le 20 avril que Napoléon monte en berline, suivi de treize autres voitures et de soixante chevaux de poste, emmenant avec lui Bertrand, Drouot, le colonel Jerzmanowski, le trésorier Peyrusse, un médecin, un pharmacien, un secrétaire, un régisseur de la dépense, deux fourriers du palais, deux valets de chambre, deux cuisiniers, un maréchal ferrant, une demi-douzaine de valets de pied et palefreniers, et quatre commissaires étrangers, un autrichien, un russe, un prussien, un anglais, chargés de veiller à sa sécurité et de le faire embarquer à Saint-Tropez. Environ quinze cents cavaliers de la Garde escortent leur ancien chef jusqu'à Nevers. De Nevers à Roanne, pas d'escorte. A partir de Roanne, des hussards autrichiens et des cosaques sont chargés de protéger l'Empereur.

Le voyage, après Lyon, fut piteux et tragique. Napoléon fut accueilli, à Avignon, par ce cri justifié : « A bas la Mort ! » A Orgon, il fut obligé d'assister à la pendaison et à la mise au feu d'un mannequin enluminé de sang, sur lequel était fixé un écriteau portant son nom : *Buonaparte*. Le maître de la veille, pour éviter d'être écharpé, dût revêtir la livrée des courriers qui précédaient sa voiture. Il s'effondra, éreinté par le galop du cheval, à l'auberge de la Calade,

près d'Aix, où la femme de l'aubergiste fit des plaisanteries à propos du couteau qu'elle aiguisait, et du coup que Napoléon pourrait bien boire en mer. Il prit peur, ne toucha pas au dîner, jeta son vin à terre, se fit un costume mi-partie autrichien et russe, et c'est ainsi, sous les huées des populations, et entouré de hussards autrichiens, qu'il parvint, non à Saint-Tropez, mais à Saint-Raphaël où il s'embarqua, le 28 avril, pour l'île d'Elbe, sur la frégate anglaise l'*Undaunted*.

Il resta dix mois à l'île d'Elbe, jusqu'au 26 février 1815, et c'est l'histoire de ce séjour que nous conte M. Paul Gruyer après M. Marcellin Pellet, mais de manière plus détaillée.

L'auteur a visité l'île, il a séjourné à Porto-Ferraio, où il a vu, dans une église, *la teste di Napoleone*, reproduction du masque moulé à Sainte-Hélène par le docteur Antomarchi. Il décrit la maison de Napoléon, le palais impérial, qui ressemble aux villas italiennes bâties sur la côte qui va de Bordighera à Gênes. Il s'extasie sur le paysage de l'île, de la mer et du ciel, aperçu à travers les myrtes du jardin, et il aime à croire que l'homme enfermé là, par ce cercle lumineux, a pu connaître, certains jours, la joie du repos et la sérénité de la nature. Il est probable que Napoléon connut surtout l'ennui devant ce décor qui lui paraissait toujours le même, et qu'il ne regarda la mer qu'avec l'idée de confier encore une fois sa fortune aux vagues dont la clameur d'appel venait jusqu'à lui.

La sensation qu'il éprouva au débarquement dut persister chez lui. « En abordant, — dit M. Gruyer, — le front de l'Empereur se plissa. La réalité s'emparait de lui. Cette terre où il posait le pied, entrevue de loin, dans la fantasmagorie de la distance, lui apparaissait tout à coup pour ce

qu'elle était : une prison. Du pont même de la frégate, Porto-Ferraio, baigné dans son éclatante lumière et cerclé de ses flots d'azur, lui avait semblé autrement. De près, ce n'était plus qu'une petite ville levantine, jaune et crasseuse, aux relents nauséabonds, aux façades entassées, suintantes, depuis des siècles, d'eaux fétides. Ce serait sa capitale ! Et ce peuple étranger, ces gens descendus des villages de la montagne, aux hurlements de sauvages et aux faces d'égorgeurs, ce serait son peuple ! Ceux qui étaient près de lui remarquèrent l'étonnement et la répulsion qui se peignaient sur son visage. Mais, se reprenant presque aussitôt, il s'avança, souriant, vers les autorités qui l'attendaient. »

De fait, cela le changeait de Paris, de ses Tuileries, et des capitales de l'Europe, où il entrait, dictant la loi du plus fort.

L'image de Chateaubriand sur l'ascension de Bonaparte peut être évoquée ici : « Bonaparte n'avait pas, au début de sa vie, le moindre pressentiment de son avenir : ce n'était qu'à l'échelon atteint qu'il prenait l'idée de s'élever plus haut ; mais, s'il n'aspirait pas à monter, il ne voulait pas descendre : on ne pouvait arracher son pied de l'endroit où il l'avait une fois posé. » Il s'aperçut forcément, à l'île d'Elbe, qu'il avait descendu quelques échelons. Il s'y occupa comme il put, employant son génie d'assimilation à connaître tout de l'île, étonnant ses interlocuteurs par ce qu'il leur disait de leur existence, de leurs mœurs, de leurs besoins, de leurs montagnes, de leurs ports, etc. L'explication du mystère est bien simple : de Fontainebleau, l'Empereur avait demandé à Paris les notes officielles concernant l'île d'Elbe, et avec quelques livres et quelques cartes, il avait complété son éducation d'Elbois.

On lit avec le plus vif intérêt ce qui concerne l'installation de Napoléon dans la maison de Mulini. L'auteur, qui cite tous les ouvrages auxquels il a eu recours, a coordonné les renseignements acquis, et il a vu par lui-même les endroits dont il parle. Il décrit avec un soin particulier la société qui entourait l'Empereur, cette petite cour où tout était réglé comme la veille aux Tuileries, et il n'a eu garde d'omettre le côté caricatural de ce minuscule royaume où se démenait celui qui ne trouvait pas le monde assez grand pour son agitation frénétique.

Les incidents ne manquent pas : l'arrivée de la Garde impériale, commandée par Cambronne ; la venue de la mère de l'Empereur, Mme Lœtitia, et de sa sœur Pauline Borghèse ; le refus de Marie-Louise de rejoindre son époux ; et surtout la visite de la comtesse Walewska, maîtresse de Napoléon en 1807, avec laquelle il avait vécu en intimité publique au quartier général de Finkenstein, qu'il garda auprès de lui à Vienne et à Paris, et qui, enfin, fit le voyage que la femme légitime refusa de faire. Ils passèrent deux jours ensemble à l'île d'Elbe, dans l'ermitage de la Madone, sur le Monte Giove, puis ils se séparèrent. L'épisode est montré sans romanesque, sans phrases inutiles, et l'effet n'en est que plus grand. D'ailleurs, il y a, dans le livre de M. Paul Gruyer, la preuve du désir de vérité. Il ne cèle rien du caractère de Napoléon, dit son agitation, ses colères, son avarice, et comment il joua la comédie pour cacher son départ. C'est un livre d'érudition, où il n'y a pas les travers fréquents de l'érudition, laquelle a ses partis pris et ses opinions, comme on sait. Ne s'est-elle pas appliquée à l'exaltation de Napoléon quand même, comme elle s'applique d'autre part au décri de la Révolution ? L'auteur

de *Napoléon roi de l'île d'Elbe* n'est pas de cette école : simplement, il a voulu montrer, et il montre. (*12 janvier 1906.*)

§ V
LE CENTENAIRE DE L'EMPIRE

Il y a un centenaire qui a été passé sous silence, c'est celui de l'établissement de l'Empire, le 18 mai 1804. Il faudra maintenant attendre l'an 2004, le vingt et unième siècle. Je me trompe, pourtant, lorsque je dis que ce centenaire a été passé sous silence : il ne pouvait l'être, puisque M. Frédéric Masson est là, et que toutes ses pensées vont vers Napoléon et le régime napoléonien. Historien excellent pour le détail des événements, serviteur passionné de la vérité à laquelle il croit, écrivain pittoresque, non seulement dans ses récits napoléoniens, mais dans un livre sur Rome qu'il a publié sans sa signature, M. Frédéric Masson achèvera probablement l'histoire, non pas anecdotique, mais biographique, qu'il a entreprise, et qui nous donnera la vie de Napoléon à peu près jour par jour. Et il aura rendu un très grand service à tous ceux que passionne l'Histoire. Je laisse de côté son point de départ et sa conclusion, puisqu'il apporte ses recherches, son érudition, son talent, comme les preuves de son dévouement à l'Empereur et à l'Empire. On ne saurait interpréter les faits comme lui, puisqu'il les tient à l'avance comme les signes d'une destinée providentielle pour la France. Il a exposé, sur ce point, la théorie sincère ou feinte de Napoléon.

Lisez plutôt : « Il a fallu, pour que cette chose folle devînt possible, une succession d'événements tels qu'ils passent l'humanité. Un petit Corse sans nom, sans appuis,

sans biens, débarque en France pour occuper en un collège de boursiers une place de faveur, et, en vingt ans, par des échelons, tous de victoires, ce petit Corse monte, soulevé par la fortune, jusqu'à emplir la France de sa gloire et le monde de sa renommée ; pour lui, les désastres mêmes se sont tournés en succès, et, tant a été constante la progression, qu'il ne doit point douter qu'elle ne soit le résultat d'une loi supérieure, qu'il ne soit lui-même un instrument de la Divinité. En face de sa destinée, il ne peut demeurer sceptique. Il doit croire qu'il est désigné, marqué, promis. Et, ce qui est devant lui, ce qu'il peut prendre en étendant la main, c'est la couronne — celle de France et celle du monde. »

C'est ainsi que M. Frédéric Masson célèbre, à lui tout seul, par un article de journal, le centenaire de l'Empire, qui, sans lui, aurait pu être inaperçu. Il y a cent ans, en effet, que Napoléon mit la main sur la couronne impériale. Le 18 mai 1804, le Sénat vota le sénatus-consulte qui créait un Empereur, avec l'hérédité pour assurer la stabilité de ce régime de hasard. Le peuple ratifia l'Empire et l'hérédité par 3.572.329 voix, contre 2.569 voix. Le sacre eut lieu le 2 décembre, à Notre-Dame, où le pape Pie VII vint, obéissant comme un caporal, consacrer le nouveau souverain. Ce fut une belle mascarade, réglée par Isabey, à l'aide de petites poupées, et qui eut pour peintre officiel le régicide David. Les généraux portaient, sur des coussins, la couronne, le sceptre de l'Empereur, l'anneau de Joséphine, promue, du coup, impératrice. Napoléon se fit attendre, bâilla pendant la cérémonie, mais néanmoins garda son sérieux pour jurer qu'il maintiendrait « l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité de

la vente des biens nationaux ». Enfin, lorsque le Pape s'approcha pour le couronner, il s'empara de l'objet et se couronna lui-même, puis il couronna Joséphine.

Mais si l'on rappelle ce grand changement et ce cérémonial, il ne faut pas omettre non plus quelques autres événements de 1804, qui sont inséparables de la montée de Bonaparte à l'Empire.

Il en est un fameux, qui suffit à donner la mesure morale de l'homme : c'est l'assassinat du duc d'Enghien. Il faut, pour le commémorer dignement, relire l'instruction signée : *Bonaparte*, datée du 10 mars 1804, et prescrivant au ministre de la guerre de faire enlever le duc d'Enghien, à Ettenheim, par le général Ordener. Tout y est prévu : le nombre d'hommes, l'heure du départ de Schlestadt, l'heure de l'arrivée à Rheinau, le nombre de pontonniers qui se trouveront à Rheinau, le nombre de bateaux suffisant pour faire passer trois cents chevaux, le pain, les cartouches, etc. Bonaparte, retiré à la Malmaison, écrit le 15 mars à Réal pour faire tout préparer au château de Vincennes. Il prévoit que le duc d'Enghien demandera à le voir, il refuse d'avance et ordonne que le jugement rendu sera exécuté sur-le-champ.

Lorsque le duc d'Enghien arriva à Vincennes, le 20 mars, la fosse qui devait recevoir son cadavre était déjà creusée. Lanfrey cite, à l'appui du fait, une lettre de M. Laporte-Lalanne, l'un des commissaires chargés de l'enquête, le procès-verbal des commissaires, la déposition du sieur Bonnelet, terrassier. Réveillé à minuit, le duc fut interrogé d'abord par le capitaine Dautencourt, rapporteur de la commission. Il n'y eut ni public, ni témoins, ni défenseurs pour l'accusé, il n'y eut pas non plus de juges, il y eut des militaires qui allaient juger *par ordre*. Après un huis clos

pour la délibération et la rédaction de l'arrêt, le gouverneur du château vint chercher le prisonnier et le conduisit, vers quatre heures du matin, dans les fossés du château. Les gendarmes de Savary sont là. A la lueur d'une lanterne, l'arrêt du conseil de guerre est lu au condamné. On le fusille.

A cinq heures du matin, Bonaparte, couché auprès de Joséphine, à la Malmaison, lui dit : « A l'heure qu'il est, le duc d'Enghien a cessé de vivre ! » Depuis, il a ergoté sur l'événement, donnant à entendre qu'il avait été mal servi par Réal, Talleyrand, ou autres sous-ordres. Talleyrand a joué un rôle dans l'affaire, mais les explications du principal intéressé n'en tiennent pas mieux debout pour cela, et le jugement de Lanfrey reste difficile à réfuter. « Comment l'homme qu'on voit dans sa correspondance si minutieux, si attentif aux plus imperceptibles détails, si pénétrant et si inquisitif lorsqu'il s'agit des agents les plus insignifiants de la conspiration, l'homme qui dictait lui-même les interrogatoires et dirigeait toutes les poursuites contre le prévenu Querelle ou la femme Pocheton, aurait-il pu devenir du jour au lendemain le jouet des quiproquos, des distractions et des bévues énormes qu'on lui prête lorsqu'il s'agit d'un Bourbon et d'un Condé ? »

Le 21 mars, le duc d'Enghien était fusillé. Le 6 avril, on trouvait Pichegru étranglé dans sa prison. Étranglé par lui-même, racontait le *Moniteur* en un récit circonstancié, véritablement extraordinaire. Étranglé par lui-même, alors qu'il voulait parler devant les juges, ayant toujours refusé de répondre aux interrogatoires. Passons. Pour Georges Cadoudal et onze de ses compagnons, ils furent exécutés le 26 juin, tandis que sept autres conspirateurs étaient graciés. Moreau, enfin, était proscrit.

Tels sont quelques-uns des faits qui accompagnent providentiellement la transformation du Premier Consul en Empereur, et qui doivent figurer dans cette célébration d'un anniversaire si lourd à la mémoire de la France. (*18 juin 1904.*)

§ VI
AUTRE ANNIVERSAIRE

Il était question, la semaine dernière, du centenaire de l'Empire, et voilà que l'on annonce la célébration d'un autre anniversaire qui vient logiquement compléter le premier. C'est de la commémoration de Waterloo qu'il s'agit. On va, en effet, par les soins de la Société de la *Sabretache*, inaugurer sur le champ de bataille de 1815 un monument à la gloire funèbre des soldats français morts à Hougoumont, à Mont-Saint-Jean, à la Haie-Sainte. Ce monument est du peintre-sculpteur Gérôme, et nous l'avons vu au Salon des Artistes français : un aigle immense, blessé, les ailes brisées, qui va donner la réplique, là-bas, au lion anglais. Carnivore et rapace seront bien placés là pour représenter la guerre, bêtes repues de chair et de sang. On leur donne aujourd'hui une signification de gloire victorieuse ou de défaite héroïque. L'humanité de demain les regardera avec dégoût, songeant aux sacrifices de vies humaines faits au dieu des batailles.

Nombre d'écrivains ont raconté Waterloo : Walter-Scott, Stendhal, Lamartine, Vaulabelle, Charras, Quinet, Thiers, Victor Hugo, Henry Houssaye. J'ajoute à ces récits les impressions de Jules Vallès, publiées par la *Revue Universelle*. On a beaucoup discuté pour savoir si le génie de Napoléon avait faibli en cette suprême rencontre. Il est possible que non, et que l'homme, à quarante-six ans, malgré son

inquiétude et son état maladif, ait encore eu la conception nette et la décision prompte. Mais son génie militaire a pu être incomplet, comme Littré s'est attaché à le prouver par l'étude qu'il publia en 1868-69 dans la *Revue de philosophie positive*, à l'occasion du centenaire de Napoléon et de l'histoire de la campagne de 1815 par le colonel Charras.

Littré marque deux phases dans la vie militaire de Napoléon : d'abord des succès surprenants, des armées réduites à l'impuissance en un seul jour, des capitales conquises, presque toute l'Europe sous la loi du vainqueur ; puis, des revers aussi formidables que les succès, des désastres effrayants, Paris pris deux fois, et deux fois le trône impérial renversé. L'historien recherche alors la raison de ces périodes si dissemblables, se demande si les succès sont uniquement dus au génie, et les revers à la fatalité, comme tous les admirateurs du grand homme l'ont répété. Hugo, pour expliquer le désastre de Waterloo, n'écarte-t-il pas Wellington et Blücher comme quantités négligeables, et n'affirme-t-il pas ceci : « Napoléon avait été dénoncé dans l'infini, et sa chute était décidée. Il gênait Dieu. » Je sais bien que le romancier des *Misérables* explique que Napoléon était une surcharge, troublait l'équilibre de la destinée humaine, qu'il avait contre lui le sang qui fume, le trop-plein des cimetières, les mères en larmes. Rien de tout cela n'empêche d'examiner, avec Littré, la qualité du génie militaire de Napoléon.

Cette qualité était le goût de l'offensive, la hardiesse à marcher en avant, à frapper le premier. Littré observe que la République, dont Napoléon était le général, n'avait pas à changer sa défensive en offensive, et qu'elle aurait pu se passer de pénétrer dans le Piémont et de gagner les possessions autrichiennes. Par deux fois, Bonaparte lance

ainsi l'armée, fait de la France une menace pour l'Europe, la seconde fois en revenant d'Égypte. Tout en frappant l'Autriche, il menace d'envahir l'Angleterre. L'Autriche se soulève de nouveau, il lui répond par Austerlitz. La Prusse se met de la partie, et c'est Iéna. Au tour de la Russie, maintenant, vaincue à Eylau et à Friedland.

Littré, énumérant ces victoires, ne ménage pas les éloges au vainqueur : « Rien n'est fortuit : le regard du capitaine détermine le point où le coup doit être porté ; sa pensée calcule les moyens, sa volonté les exécute avec autant de rapidité que de sûreté. » Mais aussi, il est obligé de constater que toutes les opérations sont des offensives, et que les adversaires de Napoléon ne surent pas lui opposer d'habiles défensives, parce qu'ils étaient imbus d'orgueil militaire et qu'ils désiraient le « champ clos », comme Napoléon lui-même. Seulement, ils n'avaient pas son calcul rapide, sa décision foudroyante, et leurs troupes n'avaient pas l'habitude de la guerre, l'esprit militaire des armées léguées à l'Empire par la République.

La situation fut autre en Espagne, où Napoléon se trouva en face d'un ennemi qui sut employer la défensive, et il s'usa quatre années contre l'insurrection espagnole et contre Wellington. Il se fatigua de cette guerre qu'il ne menait pas en personne : après avoir pris Madrid en 1808, il partit pour ne plus revenir. En 1812, il se remet en route, mais pour la Russie. Là, il trouva devant lui un capitaine qui lui fut supérieur, puisqu'il déjoua ses projets : Barclay refusa sans cesse la grande bataille que lui offrait Napoléon, et l'attira au cœur du pays. On sait ce qu'il en advint : l'incendie de Moscou, la retraite, l'armée russe reprenant alors l'offensive. Napoléon commit la grosse faute, une folie inexpli-

cable, en restant à Moscou pendant plus d'un mois après l'incendie, jusqu'au 19 octobre, décidant la retraite de quarante jours en plein hiver. Son odieuse obstination perdit l'armée.

« Ainsi Napoléon, — écrit Littré, — ne sut faire la guerre ni contre une nation insurgée qui se dérobait aux combinaisons stratégiques, ni contre un général qui, de parti pris, manœuvra pour le harasser et l'épuiser sans se compromettre. » Que sera-ce lorsque, avec une faible armée, dernier produit de la France appauvrie d'hommes, il se trouvera en présence de la Prusse qui a su, en sept ans, se faire une armée pour prendre sa revanche d'Iéna? Napoléon qui savait tout, ne savait pas cela! Il s'obstina à la guerre d'offensive, gagna des batailles inutiles : Lutzen, Bautzen, Dresde, — puis fut vaincu à Leipzig et dut revenir sur le Rhin avec les débris de son armée. La campagne de 1814, si admirée, est une série de brillants faits d'armes, sans le plan défensif nécessaire à ce moment. Il en fut de même en 1815. Napoléon se porta en avant, croyant vaincre tour à tour Wellington et Blücher. Mais les généraux anglais et prussien « avaient concerté la réunion de leurs forces sur un point choisi par Wellington », et ce point fut Waterloo. Pour l'emporter, Napoléon aurait dû livrer bataille aux Anglais le 17 juin, alors que les Prussiens, battus à Fleurus le 16, ne pouvaient encore se reformer pour rejoindre leurs alliés. Il ne le sut pas, ou ne le put pas. De même, le 18, il ne commença pas l'action assez tôt pour avoir terminé avant l'arrivée de Blücher. Et là encore, comme à Moscou, comme à Leipzig, il ne sut pas non plus décider la retraite à temps pour sauver l'armée. Ce ne fut pas une retraite, ce fut un sauve-qui-peut, une panique.

Honorer la mémoire des soldats tombés aux champs de

Waterloo, c'est une belle et grande œuvre. Mais, pour le génie dévorateur de Napoléon, c'est une autre affaire. En 1815, non seulement l'Europe, mais la France en était excédée. Il faut lire, dans les Mémoires de Miot de Mélito, l'accueil qui lui fut fait lorsqu'il fut envoyé, en avril 1815, comme commissaire extraordinaire du gouvernement dans les départements de la 12e division militaire : Vienne, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure, Vendée, Loire-Inférieure. Les habitants des villes tremblaient à l'annonce d'une guerre nouvelle qui menaçait encore une fois leur travail, leur commerce, leur vie. Les habitants des campagnes, par contre, craignant les nobles et les prêtres, étaient encore disposés à consentir de nouveaux sacrifices à Napoléon. Pour les femmes, elles étaient unanimes dans leur haine contre le guerrier qui leur avait pris leurs enfants. A Nantes, pas une femme n'assista, malgré le beau temps, à la revue de la garde nationale qui prêta serment à l'Empereur, avec une répugnance marquée dont le commissaire eut l'air de ne pas s'apercevoir. Dans toute la France, les réfractaires étaient nombreux, se cachaient dans les bois avec les gens de la région comme complices. Il fallut la Terreur blanche sous Louis XVIII, le milliard des émigrés, toutes les lois d'ancien régime de Charles X, pour réunir Napoléon et la Révolution dans le souvenir populaire et créer la légende qui aboutit au second Empire.

Aujourd'hui, ceux qui veulent prendre la peine d'étudier les faits voient en Napoléon un contre-révolutionnaire. L'histoire ne s'en laisse plus imposer par l'individu exceptionnel, discute sa mentalité, dénonce ses actes, condamne ses crimes. (*25 juin 1904.*)

§ VII
LE PHARE D'ECKMUHL

Le phare d'Eckmühl, bâti et inauguré à la pointe de Penmarch, à l'une des extrémités rocheuses de la presqu'île de Bretagne ! Que peut bien signifier cet assemblage et ce contraste de noms ? Comment la sanglante bataille de 1809, livrée au village autrichien, se trouve-t-elle évoquée au pauvre bourg armoricain perdu dans une solitude de pierres et de grèves, au bord de cet océan brumeux ou furieux, perfide ou brutal ?

Pourtant, le fait est exact. Le préfet du Finistère, le maire de Quimper, le député de la circonscription, ont reçu les représentants des ministres, et tout ce monde est parti en wagon jusqu'à Pont-l'Abbé, en voiture de Pont-l'Abbé à Penmarch, par les routes mélancoliques dirigées vers la mer, à travers les villages où vivent les hommes vêtus de larges braies, de vestes superposées, les femmes aux coiffes en triangle, galonnées, les cheveux découverts derrière la tête. Partout, les couleurs vives et barbares, les jupons rouges, les broderies d'or, et de singulières physionomies écrasées, roussies par l'air, les yeux bleus comme l'eau pure et comme les bluets, — des types étranges qui font songer aux habitants des îles de Hollande ou, plus loin encore, aux tribus de Laponie.

Qu'est-ce que ce nom d'Eckmühl et ce souvenir de bataille du premier Empire peuvent bien suggérer à ces gens, sauvages et rêveurs, qui regardent passer le cortège officiel, ou qui le suivent à la course de leurs chars à bancs, qui dansent leur gavotte et qui boivent leur eau-de-vie aux carrefours ?

S'ils savaient, peut-être bien que ce nom leur en dirait

davantage. Chez eux, comme partout, la brutale conscription a pris les hommes, et le conscrit est parti pour la guerre. Il n'est pas toujours revenu, et l'homme de Penmarch, peut-être, s'est dissous au charnier d'Eckmühl. Nul ne le sait, ne le saura jamais. On a compté vaguement les morts, additionné les canons, les drapeaux enlevés à l'ennemi. Et la gloire est allée à Napoléon, qui fut merveilleux, comme toujours, en organisateur de beau massacre, à son lieutenant Davout, qui sut se battre pendant trois jours, attendre le maître, et qui fut nommé, pour son haut fait guerrier, prince d'Eckmühl, comme il avait été fait duc d'Auerstædt pour une autre moisson sanglante.

Est-ce tout cela que signifie le phare d'Eckmülh, la haute colonne de granit qui projette ses feux sur l'horizon de la mer ?

Peut-être !

Voici, en effet, que l'explication de l'énigme nous est donnée, une explication singulière, inattendue, et qui lance, elle aussi, un jet de lumière aux profondeurs de l'histoire humaine.

Une femme entre en scène. C'est Adélaïde-Louise d'Eckmühl, marquise de Blocqueville, fille du maréchal Davout. Elle est morte il y a cinq ans, laissant après elle la réputation assez discrète d'une femme de lettres, bas-bleu mystique, auteur du *Prisme de l'Ame*, des *Soirées de la villa des Jasmins*, des *Roses de Noël*. Mais ces travaux inoffensifs couvaient une anxiété douloureuse. On connut le secret de l'âme de Mme de Blocqueville au jour où son testament fut ouvert.

Elle laissait encore une œuvre, le phare d'Eckmühl, et M. Le Myre de Vilers, son exécuteur testamentaire, a dévoilé, dimanche, une pensée inquiète, un esprit souffrant,

chez cette descendante du maréchal de l'Empire, du soldat de Napoléon. Lisez les termes du testament de la fille du prince d'Eckmühl :

« Ma première et ma plus chère volonté est qu'il soit élevé un phare sur quelque point dangereux des côtes de France. Mon vieil ami le baron Baude m'a souvent dit que bien des anses des côtes bretonnes restaient obscures et dangereuses. J'aimerais que le phare d'Eckmühl fût élevé là, mais sur quelque terrain solide, granitique, car je veux que ce noble nom demeure longtemps béni. *Les larmes versées par la fatalité des guerres, que je redoute et déteste plus que jamais, seront ainsi rachetées par les vies sauvées de la tempête.* »

Le phare élevé à Penmarch devient ainsi, avec son nom de massacre, une colonne commémorative et expiatoire, destinée à perpétuer les regrets de la fondatrice, et peut-être la tristesse et le remords de l'ancêtre. Davout, soldat de la Révolution française, avant d'être asservi par le césar venu d'Italie, retrouva sans doute un peu de l'esprit de philosophie et de révolte de sa jeunesse lorsqu'il se fut assis tristement, en 1819, dans l'un des fauteuils de la Chambre des pairs de Louis XVIII. Mais qu'il ait réfléchi ou non à l'aventure où il sombra avec la France, un grand déchirement s'est fait dans la pensée de sa fille. Un flot de sang et un tumulte d'horreur sont venus battre le lit de la mourante. Elle a revécu ce terrible Eckmühl, qui dura trois jours, qui eut son apogée par l'atroce combat de cavalerie dans la plaine marécageuse, où il ne resta qu'une boue sanglante, un amas de morts et de blessés.

Ce carnage de 1809 s'est répercuté au testament de 1892. Tous ces vieux morts inconnus se sont relevés, sont sortis

de la nuit, et c'est leur cortège macabre qui a été conduit à Penmarch par la marquise de Blocqueville. Leurs voix lointaines, que l'on pouvait croire abolies à jamais, se mêleront désormais aux clameurs de l'eau et du vent. Une flamme est allumée qui perpétuera leur mémoire, en fouillant l'ombre dangereuse, en éclairant les récifs, en apportant sa lumière secourable à ceux qui luttent en mer.

Une autre révélation nous a encore été faite sur Mme de Blocqueville par son testament : « Sa charité éclairée n'admettait pas de distinction de parti devant la souffrance, et je me souviens qu'après la Commune elle me fit rechercher un officier fédéré qu'elle cacha chez elle et dont elle assista les enfants pendant plusieurs années. »

Voilà une dirigeante sentimentale et humanitaire faite pour irriter les mânes du grand Napoléon et contrister les politiques de caste et d'intérêts. De son vivant, elle contrarie la répression. Morte, elle dresse un monument qui jette à l'espace son dégoût et son horreur de la guerre. (*22 octobre 1897*.)

§ VIII
GUERRE ET DÉPOPULATION

A TRAVERS toutes les opinions, les disputes sur Napoléon, sur la guerre, une contradiction se montre qui ne sera jamais assez en lumière.

Les apologistes disent :

Que les imprécations contre la guerre sont inutiles, déplacées, qu'il y a là une méconnaissance des lois divines et des lois naturelles. L'homme aurait besoin de l'héroïsme de la tuerie pour garder un idéal. Voir les théories de M. de Moltke : la paix est un rêve, et n'est pas un beau

rêve, etc. On peut discuter à ce propos. Mais passons aux lois naturelles, c'est ici qu'éclatera la contradiction.

Si la guerre n'existait pas, disent les mêmes, il y aurait trop d'hommes sur la terre. La guerre est nécessaire comme les maladies, les épidémies, la peste, le choléra, la mort.

La contre-partie, c'est que d'autres, et quelquefois encore les mêmes, déplorent le mal de dépopulation. Lorsqu'il sévit sur un pays, ils proclament ce pays en décadence, tonnent contre Malthus, exaltent les nations qui font beaucoup d'enfants.

D'un côté, nécessité de tuer. De l'autre, nécessité de créer.

Il faut dépeupler, — il faut repeupler.

D'où l'on peut conclure que la mort naturelle suffit à faire l'équilibre. (*22 décembre 1893.*)

§ IX
TALLEY-RAND

Les *Mémoires du prince de Talleyrand*, publiés avec une préface et des notes par M. le duc de Broglie, quelque incomplets qu'ils soient (une critique sagace en a été faite à ce point de vue par A. Aulard), et quelque déception qu'ils aient fait naître, apportent néanmoins divers fragments d'histoire intéressants. Et s'ils ne nous renseignent guère sur le rôle inquiétant de leur auteur, ils servent du moins à nous faire mieux connaître l'habile homme, plus que jamais circonspect dans l'ouvrage posthume que la badauderie et la naïveté publiques attendaient comme une narration véridique et un loyal témoignage.

Sainte-Beuve, écrivant en 1869 son étude de Talleyrand, avait déjà flairé l'insuffisance voulue de ces *Mémoires* :

« Écrire la vie de M. de Talleyrand n'est guère chose pos-

sible, et je ne crois pas que la publication de ses Mémoires tant désirés et tant ajournés, si elle se fait jamais, y aide beaucoup. Acteur consommé, M. de Talleyrand, plus encore qu'aucun auteur de Mémoires, aura écrit pour colorer sa vie, non pour la révéler ; s'il avait l'à-propos en tout et savait ce qu'il faut dire, il savait encore mieux ce qu'il faut taire. » Ailleurs, à propos des lettres de Talleyrand, Sainte-Beuve écrit encore ceci, continue à mettre en garde les futurs lecteurs : « Ces lettres douces et faciles iraient à nous faire croire, pour peu qu'on le voulût, à un Talleyrand meilleur. Il faut toujours se méfier de l'impression que font les vieillards, surtout s'ils sont gens bien élevés et polis. En vieillissant, quand les passions sont amorties ou impuissantes, quand on n'a plus à commettre ses fautes ou ses crimes, on redevient bon ou on a l'air de l'être ; on a même l'air de l'avoir toujours été. »

Ces réserves n'étaient pas inutiles. Les *Mémoires* ne mettent politiquement en scène que le Talleyrand officiel racontant avec des détails choisis les affaires d'Espagne, l'entrevue d'Erfurt, la Restauration, le Congrès de Vienne. L'écrivain a profité de ses loisirs de campagne pour se récréer aux développements de thèmes connus, pour disserter avec abondance et philosopher verbeusement. Il parle, il parle, il est grave, il fait défiler en phrases quelconques des considérations de moraliste sur les malheurs des temps, sur l'esprit d'analyse du XVIIIe siècle, sur l'état de l'Europe, et quand il arrive à la fin des chapitres et au bout du livre, on s'aperçoit qu'il a su fort bien abriter ses menées agiles et sa vie suspecte derrière cette rhétorique banale.

Mais, après tout, il n'est pas seul à avoir la parole. Il est des voix disparues qui se ranimeront et redeviendront aussi

vivantes que la sienne. Sur combien d'hommes et d'événements, avant d'avoir parlé, n'était-il pas déjà démenti ! Et même, par trop d'adresse et de duplicité pendant sa vie, il s'est exposé à faire mettre sa parole en doute après sa mort, alors qu'il voulait être, par une nouvelle incarnation de son ondoyante personne, déposant désintéressé et historien véridique. Il est possible qu'il se soit donné cette coquetterie suprême d'être, par moments, l'homme sincère qui parle pour l'amour du vrai, et, cette fois, au lieu de trouver les crédules et les dupes de jadis, il se heurte à d'opiniâtres sceptiques et se trouve récusé par l'Histoire comme menteur affiché, imposteur inguérissable.

Pourquoi, d'ailleurs, s'étonner de l'astuce posthume du subtil prince de Bénévent — que lord Grenville qualifiait « homme profond et dangereux », — que Chateaubriand marquait du fer rouge de sa phrase : « Quand M. de Talleyrand ne conspire pas, il trafique », — pour lequel Napoléon trouvait la métaphore du « bas de soie rempli de... » que l'on trouvera tout au long dans Sainte-Beuve? Attendait-on de lui des confessions à la Rousseau, des aveux prenant une soudaine grandeur de sincérité, quel que fût leur cynisme et quelle que fût leur portée ? Ce serait le signe d'une méprise sur le personnage. L'homme qui imaginait à la fin de sa vie ces deux mises en scène, de son discours à l'Académie (l'éloge de Reinhard), et de sa rétractation, retardée, signée seulement au matin du jour de sa mort, cet homme-là devait forcément combiner et entre-croiser en mailles serrées les confidences de ses Mémoires, écrits en toute tranquillité, dans sa maison de Valençay, alors qu'il avait renoncé aux ministères, aux ambassades, à l'intrigue, et même à l'argent. Des confessions à la Rousseau ne peuvent venir que

d'un philosophe amer, d'un homme de lettres épris de la vérité de la phrase écrite, et Talleyrand fut uniquement un politique et un diplomate soucieux de cacher le vrai, de faire des dupes, habile au silence et au mensonge.

Ainsi, sur tel sujet pris pour ainsi dire au hasard, les méfiances naissent, les objections se présentent. Par exemple, le récit de l'entrevue d'Erfurt, les conversations de Napoléon et d'Alexandre, le traité d'alliance entre la France et la Russie. Là, à travers toutes ces fêtes et ces menées, Talleyrand se montre complaisamment comme l'homme qui a tout dirigé, qui a fait annuler les articles d'alliance offensive contre l'Autriche, qui a empêché le mariage de Napoléon avec une princesse russe, sœur d'Alexandre. Il prévoit tout, il sait tout, puisqu'il a les confidences et les instructions de Napoléon, et il prévient de tout Alexandre. Son maître, joué par lui, s'étonne naïvement : « Je n'ai rien fait avec l'empereur Alexandre ; je l'ai retourné dans tous les sens ; mais il a l'esprit court. Je n'ai pas avancé d'un pas. »

Parbleu ! Alexandre était averti, retenu sans cesse, par des demi-mots qu'il comprenait fort bien, et quand il le fallait, par des avis directs. M. de Vincent, le représentant de l'Autriche, était rassuré par des promesses, par l'assurance que tout irait finalement bien. En effet, quand Napoléon se décide à tout dire, à se plaindre de la stérilité de sa femme, à prononcer le mot de divorce, c'est encore à son démon familier qu'il s'adresse, à ce Talleyrand qui se glisse à ses côtés et sautille autour de lui. C'est lui qu'il charge de la négociation auprès du Tsar, dont il veut épouser la sœur. Talleyrand se dit tout à fait effrayé par ce mariage, cette alliance de plus entre la France et la Russie :

« A mon sens, — dit-il, — il fallait arriver à ce que l'idée de cette alliance fût assez admise pour satisfaire Napoléon, et à ce qu'il y eût cependant des réserves qui la rendissent difficile. Tout l'art dont je croyais avoir besoin me fut inutile avec l'empereur Alexandre. Au premier mot, il me comprit, et il me comprit précisément comme je voulais l'être. »

Le Slave se montre prudent et fin joueur, tout autant que son interlocuteur : il consent, mais il n'est pas le seul dont le consentement soit nécessaire... sa mère a conservé un pouvoir sur ses filles... il faudra la décider... Et voilà Napoléon amadoué, naturellement enchanté du Tsar, trompé par ceux qu'il voulait séduire, et conduit à faire précisément le contraire de ce qu'il voulait faire.

Il voulait un mariage russe : il contractera un mariage autrichien. Il voulait l'alliance russe : il fera la campagne de Russie.

Tout ce compte rendu de l'entrevue d'Erfurt, très tenu et très souple dans son unique préoccupation, est écrit pour prouver que c'est Talleyrand qui a tout voulu, tout dirigé, et que Napoléon, si instinctif, brusque et violent qu'il fût, obéissait, sans qu'il s'en doutât, aux suggestions de son infaillible grand-chambellan. Quoique la comédie apparaisse un peu trop bien réglée dans ces pages tranquilles, il est fort possible que les choses se soient à peu près passées ainsi.

Napoléon, à n'en pas douter, subit l'influence de Talleyrand, et Talleyrand, qui fut le servant de la politique autrichienne, a fort bien pu jouer le rôle d'empêcheur dans ces pourparlers avec Alexandre. Seulement, il n'y a rien là qui puisse tourner à l'apologie. Il ne faut pas tant se vanter d'avoir fait bifurquer la politique de l'Empereur, puisque la

route nouvelle devait aboutír à Moscou et à la Bérésina.

Pour la guerre d'Espagne, Talleyrand affirme longuement qu'il en fut l'adversaire, le déconseilleur acharné, quoiqu'il se montre « poussé à bout par les argumentations artificieuses » de Napoléon, et lui proposant « un plan qui lui présentait les garanties de sécurité qu'il prétendait chercher du côté de l'Espagne. Je lui conseillai, — dit-il, — de faire occuper la Catalogne jusqu'à ce qu'il parvienne à obtenir la paix maritime avec l'Angleterre ». Il a moins beau jeu ici qu'avec la politique autrichienne. Il apparaît comme toujours le même homme prévoyant, qui ne se compromet que par des conversations intimes dont il ne reste pas de traces, et qu'il peut démentir, qui ne laisse traîner après lui aucune pièce compromettante, aucun écrit révélateur. Sur la guerre d'Espagne, comme sur la mort du duc d'Enghien, il ne reste rien. Et pourtant ! Qu'on se souvienne, toutes réserves faites, d'une conversation entre Napoléon et Rœderer. Le nom de Talleyrand vint, par hasard, dans une diatribe contre Joseph. Napoléon dit : « Je l'ai couvert d'honneurs, de richesses, de diamants. Il a employé tout cela contre moi. Il m'a trahi autant qu'il le pouvait, à la première occasion qu'il a eue de le faire. . Il a dit, pendant mon absence, qu'il s'était mis à mes genoux pour empêcher l'affaire d'Espagne, et il me tourmentait depuis deux ans pour l'entreprendre ! Il soutenait qu'il ne me faudrait que vingt mille hommes ; il m'a donné vingt mémoires pour le prouver. C'est la même conduite que pour l'affaire du duc d'Enghien. Moi, je ne le connaissais pas ; c'est Talleyrand qui me l'a fait connaître. Je ne savais pas où il était. C'est lui qui m'a fait connaître l'endroit où il était, et, après m'avoir conseillé

sa mort, il en a gémi avec toutes ses connaissances. »

Il est des actes de sa vie, toutefois, que Talleyrand ne peut défigurer. Il ne peut céler la part qu'il a prise à la Restauration, au délaissement de Napoléon, et il croit s'en tirer en affirmant qu'il n'a « abandonné aucun gouvernement avant qu'il se fût abandonné lui-même. »

Quand il sert l'Autriche plus que Napoléon, au moment de l'entrevue d'Erfurt, et que son maître est amené à faire précisément le contraire de ce qu'il voulait, contractant un mariage autrichien alors qu'il désirait un mariage russe, entreprenant la campagne de Russie, alors qu'il projetait l'alliance russe, — c'est à ces manigances et à d'autres semblables que Talleyrand fait allusion lorsqu'il affirme n'avoir mis les intérêts d'aucun parti, ni les siens propres, ni ceux des siens, en balance avec les *vrais* intérêts de la France, « qui d'ailleurs ne sont jamais en opposition avec les *vrais* intérêts de l'Europe ». Le bon apôtre ajoute : « Ce jugement que je porte de moi-même sera confirmé, je l'espère, par les hommes impartiaux ; et dût cette justice m'être refusée, quand je ne serai plus, sentir qu'elle m'est due suffira pour assurer le calme de mes derniers jours. »

Mais toute la politique écartée, les Mémoires donnent de particulières délices de lecture. Talleyrand est un écrivain simplement correct, reposé et faussement bonhomme, mais c'est une intelligence, c'est un devin et un analyste. Il entend bien les paroles qu'on prononce devant lui, et, lorsqu'il croit avoir mal entendu ou qu'il se défie de sa mémoire, comme il est curieux et qu'il veut être bien informé, il s'enquiert auprès d'autres qui étaient présents, et il transcrit et contrôle leurs témoignages. Alors, il est ingénieux dans l'analyse des dialogues, il démêle les motifs intéressés qui

font parler et agir les acteurs en scène. On peut affirmer qu'il est de ceux qui savent faire voir, quand ils le veulent, l'envers des choses.

Il prend déjà ce rôle dans le récit de l'entrevue d'Erfurt et de ses préliminaires. Il affecte le ton simple de la narration, et il ne fait que répéter les dialogues, mais de quel ton, avec quel choix des détails essentiels ! Ce sont des scènes de comédie qu'il intercale dans la tragédie impériale, et il apparaît alors comme un M. Scribe génial écrivant les intermèdes des champs de bataille.

Vraiment, il est à la fois fin et bouffon, quels que soient la bonne tenue et l'empèsement de ses phrases, quand il énumère les préparatifs de Napoléon conférant aux Tuileries avec Duroc, Rémusat, et lui, Talleyrand, et répétant sans cesse : « Il faut que mon voyage soit très beau », exigeant de grands noms pour chambellans.

« La vérité, — dit Napoléon, — est qu'il n'y a que ceux-là qui sachent représenter dans une cour. Il faut rendre justice à la noblesse française ; elle est admirable pour cela. — Sire, vous avez M. de Montesquiou. — Bon. — Le prince Sapieha. — Pas mauvais. » Et ce trait de comédie épique, tel que Napoléon pouvait en trouver : « Menez aussi Beausset, — dit l'Empereur, — il faut bien quelqu'un pour faire au grand-duc Constantin les honneurs de nos actrices ; d'ailleurs, il fera au dîner son service de préfet du palais ; puis c'est un nom. »

Le reste est aussi aiguisé, qu'il s'agisse des pièces à représenter, des raisons qui décident Napoléon, préférant *Cinna* à *Athalie*, ou du projet de traité pour lequel carte blanche est donnée à Talleyrand chargé de faire de la « philanthropie lointaine ».

Talleyrand n'est pas moins satirique et amusant, mais

contre lui-même, et d'une façon qu'il n'a pas prévue, avec tout son esprit, lorsqu'il s'indigne des « hommages forcés, simulés, ou même sincères », qui sont rendus à Napoléon, en Allemagne. Il quitte son flegme, il s'indigne vertueusement, il trouve ce spectacle monstrueux, il ose se faire le pamphlétaire de ces mœurs qui sont les siennes, et il s'écrie que la bassesse n'avait jamais eu autant de génie.

Il ne faut pas se plaindre de la disproportion entre le caractère de l'homme et cette éloquence inattendue, puisqu'elle nous vaut des réflexions profondes sur les « secrets de flatterie » que possèdent les seuls princes soumis à un protectorat menaçant. Tout ce passage, sur l'étiquette enflée des petites cours, est à retenir : « Les petits princes veulent que leur cour leur déguise les bornes étroites de leur puissance. Tout se grossit, ou plutôt s'enfle, autour d'un petit souverain : l'étiquette, les prévenances, les flatteries ; c'est par les flatteries, surtout, qu'il mesure sa grandeur ; il ne les trouve jamais exagérées. Cette habitude de juger lui devient naturelle, et il ne la change point lorsque la fortune change... Il se met devant le vainqueur aussi bas qu'il voulait voir ses sujets devant lui. Il ne sait pas se faire, de la flatterie, une autre idée... Je n'ai pas vu, à Erfurt, une seule main passer noblement sur la crinière du lion. »

Si, pourtant, Talleyrand a vu ce spectacle. Il se dément lui-même par les récits qui suivent. Des hommes de lettres font leur entrée, à Erfurt, à Weimar. C'est Gœthe et c'est Wieland. Et avec eux, le ton change. Qu'on lise la conversation de Napoléon avec Wieland sur Tacite, où les deux discuteurs sont également sincères. Napoléon dit sa haine de Tacite, l'accuse de ne tenir compte ni des temps, ni des circonstances. Et Wie'and exalte l'historien latin avec une

parfaite indépendance de pensée. Qu'on lise le dialogue avec Gœthe. Napoléon lui décerne le titre de premier poète tragique de l'Allemagne. Gœthe dit les noms de Schiller, Lessing, Wieland. Napoléon répond avec vivacité, ne voit dans la *Guerre de Trente Ans* que des sujets de tragédie pour les boulevards. Alors, Gœthe :

— « Je suis fâché de vous entendre juger si sévèrement un des plus beaux génies des temps modernes. »

Changement de conversation :

— « Comment trouvez-vous notre séjour ici ?

— Sire, bien brillant ; et j'espère qu'il sera utile à notre pays.

— Votre peuple est-il heureux ?

— Il espère beaucoup. »

Nouveau changement :

— « Avez-vous déjà vu l'empereur de Russie ?

— Non, Sire, jamais ; mais j'espère lui être présenté.

— Il parle bien votre langue ; si vous faites quelque chose pour l'entrevue d'Erfurt, il faut le lui dédier.

— Sire, ce n'est pas mon usage ; lorsque j'ai commencé à écrire, je me suis fait un principe de ne point faire de dédicace, afin de n'avoir jamais à m'en repentir. »

Et la fin de l'entretien :

— « Qu'est devenu ce mauvais sujet de Kotzebue ?

— Sire, on dit qu'il est en Sibérie et que Votre Majesté demandera sa grâce à l'empereur Alexandre.

— Mais savez-vous que ce n'est pas mon homme ?

— Sire, il est fort malheureux et il a beaucoup de talent.

— Adieu ! monsieur Gœthe... »

Talleyrand apparaît donc ici comme un écouteur de premier ordre. Il n'a guère de chances de faire revenir sur son

compte l'opinion de tous les partis, de faire changer la place où il est catalogué dans l'Histoire. Il n'a pas eu de haute ambition de penseur, cela est certain. Les hommes de ce genre, hauts ou moyens, Richelieu, Napoléon, Talleyrand, préfèrent agir, aiment la littérature en action. Richelieu n'écrit que *Mirame*. Napoléon et Talleyrand ne songent au papier et à l'encre, pour une œuvre de longue haleine, que lorsqu'ils prennent un repos forcé : Napoléon prisonnier à Sainte-Hélène, Talleyrand retiré à Valençay. Retz, Saint-Simon, au contraire, qui sont nés écrivains, qui sont écrivains avant toute chose, échouent dans leurs tentatives pour devenir des hommes d'action. On ne peut pas être à la fois assis à sa table de travail et courant le monde. Il faut savoir choisir sa place et son rôle, et deviner sa destinée.

Mais Talleyrand est un écrivain qui ne dit pas tout. Les dessous de caractère, les lacunes de la personnalité, les ambitions secrètes, l'amour de l'argent, ne prennent pas place dans ces volumes, où l'histoire officielle est déjà présentée avec tant de précautions, où les discussions graves sont si tranquillement évitées. L'amour de l'argent, c'est le sentiment que Sainte-Beuve dénonça comme une dominante de Talleyrand dans son remarquable livre, d'une colère d'honnêteté si haute, où nulle considération d'intelligence ne prévaut comme circonstance atténuante. Le jeu, l'agio, les cadeaux des puissances, les six millions donnés par les Bourbons de Naples, les brutales questions de Napoléon : « Monsieur de Talleyrand, comment avez-vous fait pour devenir si riche?... » toutes ces choses qui tiennent une certaine place dans une telle biographie, ne sont pas même indiquées par un plaidoyer défensif au cours de ces Mémoires. L'homme d'État en retraite fut bien trop roué

pour désigner lui-même l'endroit où l'on pouvait faire brèche au monument artificiel. On se passera donc de ses indications, on recueillera les anecdotes, on se délectera à certains récits, où Talleyrand, sans avoir le grand don de l'écrivain, s'affirme fin et bouffon, ingénieux analyste, apte à faire voir l'envers des choses. Définitivement c'est un supérieur joueur d'échecs, un manieur d'hommes, un virtuose qui s'amuse des combinaisons de l'existence. On peut se réjouir de cette souplesse, rendre justice à cette intelligence, mais on en revient toujours à l'absence de haute pensée et au maniement perpétuel de l'argent européen. « Tout cela, — dit Sainte-Beuve, après avoir énuméré les pièces officielles et les mémoires académiques, — tout cela n'était que le dehors, la décoration, le spectacle; franchement, il y avait trop de reptiles par derrière, au fond de la caverne. » (*10 février 1891.*)

§ X
MARÉCHAL MACDONALD, DUC DE TARENTE

Le maréchal Macdonald écrivit ses Souvenirs en 1825, dans sa propriété de Courcelles-le-Roi, où il s'était retiré goutteux, vieilli, las d'avoir, pendant vingt années, chevauché et traîné ses bottes à travers l'Europe, accablé aussi par d'anciens deuils et par un deuil récent, sa dernière femme morte et lui laissant un fils. C'est pour ce nouveau-né qu'il va raconter ses campagnes et faire le bilan de sa gloire officielle, c'est pour lui seul, sans souci de publicité, qu'il écrit son manuscrit de 472 pages in-folio, sans rature, sans travail de phrases, avec la seule préoccupation du compte rendu complet, de la narration exacte.

Comme il y a plus de cinquante années que le maréchal Macdonald est mort, sa petite-fille, Mme de Pommereul, a justement décidé qu'il n'y avait aucune raison pour supprimer un tel document authentique, et qu'il fallait, au contraire, le mettre à sa place, dans les archives de l'Histoire. C'est la raison de cette publication faite par les soins de M. Camille Rousset, qui a résumé le livre en une préface et l'a fait illustrer de deux portraits, l'un de Gérard, l'autre de David.

Le portrait de Gérard est une effigie un peu molle et quelconque, la tête ronde, la bouche poupine, le nez en l'air, les yeux sans expression. C'est comme un visage rasé d'acteur comique, malgré le buste envahi de plaques et d'aiguillettes, barré du large ruban de moire, et l'énorme hausse-col brodé. Le David est plus intéressant, les cheveux embrouillés, les traits en action, le visage à la fois impérieux et madré. C'est à peu près, la lecture faite, l'impression que laissent aussi ces Souvenirs. Macdonald se révèle, à travers la brièveté de ses phrases, la sécheresse de son récit avare d'analyses, comme un personnage d'assez nette intelligence, aimant les situations claires, sachant se fixer un devoir et s'y tenant, attentif, scrupuleux à remplir les obligations de son métier, et désireux, en échange, de voir évaluer ses services à leur prix, en titres, en préséances, en argent, — en butin.

C'est surtout un militaire. C'est l'état militaire qu'il a voulu avant toutes choses, dans n'importe quelles conditions

Il est d'origine écossaise. Son père, Neil Macdonald, né aux Hébrides, batailleur pour le parti Jacobite, vaincu, pensionné, s'est fixé en France. Lui, le jeune homme, Jacques-Étienne-Joseph-Alexandre Macdonald, est destiné d'abord à

l'état ecclésiastique. Mais il a lu Homère, s'est épris d'Achille, comme tous les futurs guerriers, et il veut vivre dans le bruit des armes. Il échoue, par les mathématiques, à l'École d'application de l'artillerie et du génie, et aussitôt il prend un service d'aventure, en Hollande, puis en France, comme cadet-gentilhomme au régiment irlandais de Dillon. En 1791, il est lieutenant. La Révolution l'a bientôt fait capitaine, aide de camp de Beurnonville, de Dumouriez, lieutenant-colonel après Jemappes, colonel du régiment de Picardie, et enfin général de brigade. Il a vingt-huit ans. Il risque bien d'être destitué et arrêté par les commissaires après le départ de Dumouriez, et finalement exécuté. On reconnaît qu'on l'a suspecté à tort, ou bien, comme il le dit, on l'oublie, et le voilà qui s'en va conquérir la Belgique et la Hollande avec Pichegru. En 1794, il est général de division.

Il montre qu'il peut dignement occuper le grade, il est froid dans l'action, clairvoyant, avisé, et il sait profiter des circonstances. Car plus tard, en 1825, lorsqu'il écrira le récit des affaires auxquelles il a pris part, il dira avec intelligence le hasard, l'inconnu de la guerre. C'est précisément, en 1794, au passage du Wahal qu'il a commandé, que cette vérité lui est apparue. Il est parti avec sa troupe sur le Wahal gelé, croyant avoir aperçu les indices de la retraite, sur l'autre rive, des Anglo-Hanovriens. Il se trompait, mais il agit quand même, et si rudement qu'il détermine cette retraite qui n'existait pas.

« Je rentrai, — dit-il, — à Nimègue pour faire mon rapport. Le général en chef et les commissaires accoururent ; j'étais presque honteux de leurs félicitations, attendu que le hasard avait eu plus de part au résultat de cette journée

que mes combinaisons qui, de bonne foi, n'étaient fondées que sur l'apparente retraite des forces opposées qui n'y songeaient point. Cet événement prouve que, dans beaucoup d'occasions comme celle-ci, il faut, à la guerre, donner quelquefois au hasard ; car, dans cette circonstance, j'ai dit alors ce que je répète aujourd'hui, que j'ai été plus heureux que sage, quoique les succès se mettent ordinairement sur le compte des plans, calculs et dispositions ; or, dans celle-ci, l'évacuation de Thiel me paraissait le résultat évident d'une opération rétrograde, tandis que ce mouvement était l'effet d'un malentendu. »

Après la Hollande, l'Italie, le commandement d'une division en 1798, le grade de général en chef de l'armée de Naples en 1799, et la tranquille apparition, chez le vieux narrateur, du chef pillard méthodique, fonctionnaire profitant régulièrement des contributions et des exactions de guerre, prenant sa part des dépouilles des vaincus. Il avait commencé à Rome une collection d'objets d'art, qui fut « considérablement augmentée, — écrit-il, — par des présents de tableaux que je crus pouvoir accepter des principaux Romains, pour d'éminents services personnels... » Ce n'est pas tout. Après la conquête de Naples, le gouvernement français fait une répartition d'objets d'art entre les généraux français qui avaient concouru à cette conquête, « toutefois après le choix fait par une commission d'artistes pour enrichir notre Musée de Paris ». Pour Macdonald, sa part de tableaux, vases étrusques, cadres de peintures antiques à fresque enlevés des murs de Pompéi, fut évaluée à huit cent mille francs. Il fait emballer tout, et tout diriger sur Marseille. Les choses tournent mal, les objets pris sont repris, les pillards sont pillés à leur tour, et Macdonald

écrit : « Mes regrets de cette perte furent d'autant plus vifs que je pouvais l'avouer ; je n'avais pas à en rougir, pas plus que dans toutes les circonstances de ma longue carrière guerrière. »

En effet, il garde jusqu'au dernier jour cette sérénité. Il obéit évidemment à un code particulier qui régit le militaire et qui n'est pas fait pour être discuté par le civil. Il est revêtu d'un uniforme qui en fait un être spécial, en dehors de ses concitoyens, il reçoit des ordres, il les exécute, quels qu'ils soient, et il est toujours ponctuel, très digne, très fidèle, dans toutes les occasions les plus diverses, les plus opposées, qu'il s'agisse de la fortune d'un homme ou des destinées de la patrie. Il n'y a pas à discuter avec lui une telle manière d'être, qui a ses misères et ses grandeurs. Il n'y a qu'à suivre Macdonald dans le chemin qu'il croit direct et qui se complique parfois de détours. Écoutez-le raconter le 18 Brumaire :

« Le 18 Brumaire arriva ; j'y pris franchement part. J'eus le commandement de Versailles, et ma première opération, en arrivant, fut de faire fermer un club de Jacobins qui fut clos pour jamais. La grande affaire devait se décider à Saint-Cloud ; elle faillit échouer. Nous aurions alors été tous compromis et probablement victimes du parti qui aurait triomphé, pour le malheur de la France. »

C'est tout, et il est bien sûr que Macdonald ne voit pas autre chose, dans la « grande affaire ». Il reçut un sabre comme souvenir et, plus tard, le commandement de l'armée des Grisons, qui fit à travers les neiges, les glaciers, les avalanches, cette effrayante traversée du massif des Alpes Rhétiennes, où des escadrons furent entraînés, engloutis dans l'abîme.

Et subitement, après la campagne de l'Adige, après une mission à Copenhague, quand l'empire est fait, quand tous ses pareils sont nommés maréchaux, il est, lui, peut-être sur l'insinuation de Talleyrand, suspecté à l'époque du procès de Moreau, reconnu innocent, tout de même mis en disgrâce, et il passe son temps dans sa terre de Courcelles, s'amusant en apparence d'agriculture, en réalité souffrant de son inaction, irrité de ne pouvoir prendre part à ce drame à grand spectacle qui emplit l'Europe, à ces cavalcades bruyantes à travers les capitales.

Il n'en dit pas plus qu'il ne faut sur ce sujet, il reste sobre de paroles, mais il semble bien que ce soit la grosse raison de son peu d'enthousiasme pour Napoléon. Il méritait, autant que les autres, les commandements, les dorures, les titres, un beau rang dans la fête joyeuse des années de succès de l'Empire. Il aime servir et être récompensé de ses services, et on le laisse à l'écart. Il ne faudrait pas s'étonner qu'il n'ait jamais pu pardonner à Napoléon ce déni de justice impériale.

Quand on le rappelle, qu'on le place sous les ordres du prince Eugène, il s'empresse tout de même, il est plus actif, plus consciencieux que jamais, et il sait jouer un rôle décisif au grand rendez-vous assigné par Napoléon sous les murs de Vienne, il intervient brillamment pour faire de Wagram une victoire. Cette fois, il reçoit le coup de lumière de la fortune. Il est fait maréchal et embrassé par Napoléon sur le champ de bataille : « Soyons amis », — lui dit solennellement l'Empereur.

La suite, c'est la retraite de Russie, la traversée de l'Allemagne, la campagne de France, Fontainebleau. C'est surtout à la fin de son livre que Macdonald est un histo-

rien à consulter. L'intérêt, dans ces pages, n'est pas seulement concentré sur sa personne, il se répand autour de lui, sur tout un milieu. L'accablement de Napoléon est montré en mots décisifs, et aussi la fatigue de l'armée, l'avachissement et la fureur qui se mêlent dans l'âme des maréchaux. Macdonald est correct juqu'au bout. Il donne de bons conseils, il ose contredire l'Empereur, à l'ébahissement de son entourage, il s'avance au nom de tous pour réclamer la fin de la lutte, et il ne se considère comme libéré qu'après l'abdication, à l'encontre de Marmont et de Ney, pour lesquels son livre est terrible, sous la modération et les précautions du langage.

Il y a une dernière entrevue où Napoléon, vêtu d'une robe de chambre de basin, les jambes nues, en pantoufles, lève vers les visiteurs un visage altéré, jaune et olivâtre, puis parle, regrette d'avoir méconnu Macdonald, lui offre encore un sabre, après quoi les deux hommes s'embrassent et se séparent. Désormais, le maréchal est tout aux Bourbons, essaye à Lyon d'arrêter la marche de Napoléon sorti de l'île d'Elbe, conduit Louis XVIII jusqu'à la frontière et revient à Paris attendre Waterloo sans consentir à revoir l'Empereur qui lui fait, par deux fois, demander un rendez-vous.

Et c'est tout. Le vieux maréchal, comblé d'honneurs, garde un franc parler vis-à-vis de Louis XVIII, qui l'appelle son « très véridique », et se souvenant un jour de ses débuts de cadet, de la Hollande, des grades si vite acquis, se laisse aller un jour, gravement, à la table du roi, à dire à Monsieur, auprès duquel il est assis, et qui lui demande pourquoi il n'a pas émigré : « Il faut que je fasse un aveu à Votre Altesse Royale. — Lequel ? — C'est que j'adore la Révolution. » Monsieur fit un mouvement de surprise et changea

de couleur... Macdonald s'explique, déplore des faits, parle du rôle de l'armée à la frontière, et termine en courtisan : « Comment n'adorerais-je pas cette Révolution ? C'est elle qui m'a élevé, grandi ; sans elle aurais-je aujourd'hui l'honneur de déjeuner à la table du Roi à côté de Votre Altesse Royale ? » Le compliment, ainsi tourné, réussit, et Monsieur frappe sur l'épaule de Macdonald en lui disant : « Eh ! vous avez bien fait ; j'aime cette franchise. »

Ici finit cette étude d'un soldat, honnête et avisé, raconté par lui-même. (*23 mars 1892.*)

§ XI
Mme JUNOT, DUCHESSE D'ABRANTÈS

Ah ! la littérature de Mémoires, quel charme et quelle force elle peut avoir, elle a eus chez certains ! Et tout spécialement, en dehors de l'œuvre de quelques maîtres de l'histoire et du langage, d'un Saint-Simon, d'un Chateaubriand, quel tout naturel emploi du temps et des facultés de la femme ! Ce qu'elle peut voir et savoir de la vie, elle n'a pas toujours la possibilité ou le désir de le livrer à la dispute publique, à la polémique littéraire. Elle tient alors ce rôle discret de noter sur des cahiers, comme au temps où elle se racontait à elle-même ses impressions de jeune fille, tout ce qu'elle a aperçu et entendu autour d'elle de la comédie sociale. Si elle possède quelque finesse d'observation, quelque grâce de sentiment, il lui sera loisible de le révéler dans ces pages secrètes, dans ce futur livre posthume, et c'est, en somme, une des nobles manières de comprendre la littérature que de s'adonner à cette littérature cachée, sans spéculation d'aucune sorte dans le présent, d'une action possible seulement dans l'avenir.

Certainement, toutes ces pages sont sujettes à caution. Elles sont écrites sans contradiction, sans critique, elles ont, par-dessus tout, la marque de l'opinion personnelle, mais elles sont valables quand même, en dehors des événements et des opinions revisables, puisqu'elles donnent à connaître au moins un être, celui qui a tenu la plume, et qui se raconte en croyant raconter les autres.

Avec les femmes qui ont vécu dans le monde dirigeant de notre histoire d'hier, il y a quelque chance de rencontrer la remarque juste, la médisance fine, le renseignement sûr, qui, sans ces avisées personnes, auraient pour toujours manqué à l'Histoire. Leur confrontation, après tout, est aisée à exercer, l'une corrigera l'autre, et les témoignages resteront pour ce qu'ils valent. Ainsi, par Mme Junot, duchesse d'Abrantès, morte en 1838, et dont on réédite les Mémoires, on peut apprendre quelques détails nouveaux sur Napoléon et son entourage, même après les Mémoires de Mme de Rémusat, qui ont véritablement révélé un Napoléon intime de première importance. Ici, chez Mme d'Abrantès, à laquelle Hugo adressait les vers enflammés des *Voix intérieures* : « A Laure, duchesse d'A... », le récit est décousu, anecdotique, sans profondeur, perpétuellement admiratif et passant prestement sur les difficultés, mais il constitue néanmoins un sérieux et probant témoignage de certains aspects de Napoléon et de l'existence des officiers supérieurs de l'armée napoléonienne.

Mme d'Abrantès, avant de devenir la femme de Junot, et d'entrer par ce mariage dans l'état-major féminin du maître de la France et d'une partie de l'Europe, avait beaucoup connu Bonaparte. Par le fait de son origine d'abord, par une quasi-parenté qu'elle cherche activement à établir, elle

sait des détails d'enfance. Par les relations de famille continuées à Paris, elle aperçoit souvent le futur conquérant, alors qu'il traîne par les rues de la ville sa misère inquiète d'officier de fortune. Elle nous apprend donc, sur l'enfance, quelques traits de caractère, un commencement de domination sur soi-même, la faculté de ne pas pleurer, mais elle avoue, d'ailleurs, textuellement, que sa mère et ses oncles lui ont assuré mille fois que Napoléon n'avait eu, au jeune âge, aucun des caractères singuliers que la légende lui a octroyés plus tard, et que de tous les enfants de Lœtitia Ramolino, l'Empereur était celui qui le dernier aurait donné l'idée d'une fortune inespérée. Ceci n'est à recueillir que pour la vérité, puisque Napoléon s'est chargé de prouver qu'il était un des plus grands et des plus redoutables génies destinés à faire leur trouée à travers l'humanité. Malgré les apparences, son cerveau en formation était donc déjà gros d'un avenir, et il n'y a qu'à noter la remarque habituelle, à savoir que les plus aveugles sur les facultés, sur le pouvoir de pensée et d'action d'un être exceptionnel, sont précisément ceux qui l'entourent.

Mme d'Abrantès, elle, a vu Napoléon jeune homme, en pleine activité, et voici le portrait qu'elle en donne :

« A cette époque de sa vie, Napoléon était laid. Depuis, il s'est fait en lui un changement total. Je ne parle pas de l'auréole prestigieuse de sa gloire ; je n'entends que le changement physique qui s'est opéré graduellement dans l'espace de sept années ; tout ce qui en lui était osseux, jaune, maladif même, s'est arrondi, éclairci, embelli. Ses traits, qui étaient presque tous anguleux et pointus, ont pris de la rondeur. Son regard et son sourire demeurèrent toujours admirables ; sa personne tout entière subit aussi

du changement... Son teint était si jaune, il se soignait si peu, que ses cheveux mal peignés, mal poudrés, lui donnaient un aspect désagréable. Ses petites mains étaient maigres, longues et noires. Lorsque je me représente Napoléon entrant, en 1795, dans la cour de l'hôtel de la Tranquillité, la traversant d'un pas assez gauche et incertain, ayant un mauvais chapeau rond enfoncé sur ses yeux, et laissant échapper ses deux oreilles de chien mal poudrées et tombant sur le collet de cette redingote gris de fer, devenue depuis bannière glorieuse, sans gants, parce que, disait-il, c'était une dépense inutile, portant des bottes mal faites, mal cirées, et puis tout cet ensemble maladif résultant de sa maigreur, de son teint jaune ; quand j'évoque son souvenir et que je le revois plus tard, je ne puis voir le même homme dans ces deux portraits. »

La manière des Mémoires de Mme d'Abrantès est déjà très indiquée par cette citation. Elle prouve, tout au long du livre, qu'elle n'a en partage que la seule observation visuelle, effleurant les apparences, ignorant le dedans des êtres. Et son observation visuelle est une observation de femme prise surtout par les toilettes, s'acharnant à les décrire avec une prolixité de courriériste mondaine. C'est ce qu'elle a le mieux vu dans le défilé de l'Empire, un cortège de gala, de beaux costumes d'hommes, de somptueuses robes de femme. Par elle, nous connaîtrons tous les aspects décoratifs de Junot, son mari. Nous saurons quelle fastueuse enveloppe avait pu arriver à revêtir l'ancien volontaire du bataillon de la Côte-d'Or, l'ancien sergent de grenadiers de la République. Mais elle n'a garde de s'oublier non plus, elle, Mme d'Abrantès, — elle raconte en détail l'histoire de son mariage avec l'aide de camp de Napo-

léon, plusieurs pages énumèrent les pièces et les beautés de son trousseau, et elle ne manque pas de remarquer que sa corbeille fut autrement belle que celle de Mme Murat ! C'est tout du long ainsi, et ces Mémoires historiques donnent trop souvent, en ce résumé, la sensation des graves commérages de femmes du monde sur les travaux des couturières et des modistes. Il y a une histoire de diamants qui est interminable. Et la description du sacre, quelle fête pour Mme d'Abrantès ! Ici, pourtant, la silhouette impassible de Napoléon est à retenir. On aimerait tout de même à trouver, parmi tant de falbalas, une finesse d'intellectualité, un souci de pensée. Mais ce résumé est presque semblable jusqu'au bout, et il ne se sauve pas par les remarques sur des défauts physiques de femmes, des oreilles plates, des dents gâtées, que la narratrice sait enregistrer aussi bien que les dorures, les satins et les perles.

Tant pis pour elle. Ce qui reste, au total, ce qui constitue la valeur d'histoire de ce livre, c'est la description d'une cour de parvenus et de femmes amusées par les dotations qui arrivent, les titres qui tombent comme une manne, les chamarrures et les décorations distribuées par le maître puissant et subtil.

C'est la joie naïve qui se montre à chaque cadeau de Napoléon, à chaque part du butin européen distribuée à tous ces solides et courageux marcheurs de grandes routes, preneurs de villes. Mme d'Abrantès dit chacune de ses satisfactions à la nouvelle d'un grade, d'un poste nouveau, au don d'un hôtel, au don d'un mobilier pour cet hôtel, à la remise d'une forte somme. Son ivresse est à son faîte au jour où elle devient propriétaire du château du Raincy. Quelle scène de comédie, l'entrée de

la maréchale Lefebvre devenue duchesse de Dantzig et esbrouffant ainsi l'huissier de service aux Tuileries : « Hein ! mon fils ! ça te la coupe ! » Quelle autre scène ces confidences de femmes, cette conversation entre Mme Lannes et Mme Junot, l'une devenue de Montebello, l'autre d'Abrantès : — « Et quel nom portez-vous ? dis-je après quelques moments de conversation. — Un charmant : Montebello ! C'est avec le vôtre les deux plus agréables de la liste. »

Et la duchesse écrit le plus sérieusement du monde : « Tandis que Napoléon commençait à éprouver en France que le peuple garde peu le souvenir de ce qui est fait pour lui... » sans se douter, la pauvre chère dame, qu'elle tenait un rôle dans l'opéra bouffe qui se jouait aux Tuileries en même temps que le drame militaire se déployait par l'Europe. *(29 août 1892.)*

§ XII
MARCO SAINT-HILAIRE

ÉMILE Marco Saint-Hilaire, mort en 1887, était de ceux dont on dit, en lisant leur notice nécrologique, qu'ils étaient morts depuis longtemps. La pauvre carcasse survit parfois, en effet, à ce qui a été réellement l'homme, l'homme en possession de toutes ses facultés pensantes, de toutes ses énergies agissantes. On sait bien, lorsqu'il s'agit d'une intelligence, qu'une force fatiguée s'est repliée sur elle-même, qu'une haute pensée achève lentement de flamber et de se consumer dans la solitude. Alors, le silence n'est pas la mort. Mais quand l'homme n'a été important que par des circonstances passagères, quand un rôle très réel n'a été joué que par un personnage factice, alors on s'étonne, après dix ans, après vingt ans de disparition, que l'oublié

s'avise de disparaître d'une manière encore plus complète, et qu'il vous oblige à l'inutile constatation d'un décès enregistré depuis longtemps déjà !

C'est le cas de Marco Saint-Hilaire. Tout le monde connaît son nom, sait qu'il a été mêlé à l'histoire politique et anecdotique du siècle. Bien peu savent quelle œuvre a mérité cette notoriété, quelle manifestation s'est vue saluer par une telle rumeur de gloire. Oui, ce romanesque écrivain a connu la gloire, oui, les pages rapides qu'il écrivit au jour le jour lui ont valu une popularité, et cette popularité a été un peu différente de celle des grands producteurs de feuilletons auxquels on serait tenté de le comparer. C'est cette différence qu'il est intéressant de rechercher et de définir dans cette biographie qui ne serait, sans un côté très particulier, que la biographie banale d'un ordinaire faiseur de livres.

Plus ou moins, l'écrivain qui est influencé par la société dans laquelle il vit, influe à son tour sur cette société, et la force, par un acte de sa volonté littéraire, à réaliser en partie le rêve individuel qu'il a ajouté à la réalité observée. Plus l'écrivain sera grand, plus les effets de son art seront visibles sur les hommes qui seront ses contemporains et sur ceux qui viendront après lui. On pourra mesurer avec une certitude presque absolue l'étendue et la durée du gouvernement moral qu'il aura exercé. Quelques-uns, qui dominent les siècles, deviennent des espèces de fabuleux créateurs d'humanité. D'autres sont, dans l'ordre littéraire, des sortes d'hommes d'État dont les décrets auront eu force de loi pendant une période déterminée. D'autres enfin, aussi dominateurs, mais plus mystérieux, n'exerceront qu'un pouvoir occulte et ne régneront que sur quelques cerveaux

d'adeptes. Tous auront été des tyrans intellectuels, auxquels il est impossible de résister, et les idées qu'ils auront semées par le monde se seront logiquement converties en faits.

Eh bien ! par une anomalie dont il n'y a pas à s'ébahir, voici un Marco Saint-Hilaire, qui n'est pas un écrivain, qui est un grossier raconteur d'historiettes mal sues, d'incidents mal vus ou pas vus du tout, et qui a, tout comme un autre, sa part de royauté en ce siècle. Il a aiguillé l'esprit des hommes, il a imposé un ordre aux événements, il a créé un état de choses. Inconsciemment, à force de rabâcher l'histoire en façon de légende de Napoléon Ier, il a rendu possible Napoléon III, — à force de raconter le premier Empire, il a persuadé aux Français d'en établir un second.

Il n'y a rien là d'exagéré, et les historiens du XIXe siècle seront bien obligés de constater, pour expliquer le phénomène historique de 1852, qu'il y a eu des causes lointaines et de lentes préparations. En dehors des actes volontaires d'un prétendant et de son parti, en dehors même des accidents et des hasards, ils devront reconnaître et définir la part de fondation réclamée par les chansons de Béranger et les bavardages de Marco Saint-Hilaire.

Parce que M. Émile-Marc Hilaire avait été un instant page de Napoléon Ier, le jour du mariage de l'Empereur avec Marie-Louise, il s'est cru obligé à vouer son existence au récit des faits et gestes du maître qu'il n'avait fait qu'entrevoir. Depuis 1830 jusqu'en 1856, il ne s'est pas passé une année sans que l'annaliste d'occasion n'ait publié, d'abord au rez-de-chaussée des journaux, puis en volumes de cabinets de lecture, les récits fantaisistes qu'il intitule :

Mémoires d'un page de la Cour impériale (1830) ; *les Petits appartements des Tuileries, de Saint-Cloud et de la Malmaison* (1831) ; *Souvenirs de la vie privée de Napoléon* (1838), etc. L'année 1844 est particulièrement bien pourvue, elle voit paraître jusqu'à cinq volumes : *Napoléon au bivouac, aux Tuileries et à Sainte-Hélène ; — Napoléon en campagne ; — les Habitations napoléoniennes à Paris ; — le Duc d'Enghien ; — les Vétérans du camp de la Lune*. Songez que la plupart de ces compilations paraissent dans *le Siècle*, et qu'elles se débitent en livres lus comme *Les Trois mousquetaires*, et ne vous étonnez plus des résultats.

Marco Saint-Hilaire, lui, fut étonné. Le jour où l'Empire est rétabli, il va trouver le souverain nouveau, lui apprend qu'il a poussé ses premiers vagissements dans les bras de Mme Saint-Hilaire, dame d'honneur de la reine Hortense. Tout fut inutile, s'il faut en croire un ami du solliciteur repoussé. Même, paraît-il, la police fit entendre à ce dernier que s'il se plaignait trop haut dans les cercles et dans les cafés, il pourrait lui arriver ce qu'on appelle, en langage discret, des désagréments. Ç'aurait été beau de voir partir l'ancien page pour Cayenne ou Lambèse ! Le réclamant se le tint pour dit et obtint finalement une place de bibliothécaire à Strasbourg, où il n'y avait pas de bibliothèque. Là, par une ironie des événements, l'homme qui avait raconté tant de combats auxquels il n'avait jamais pris part fut, on ne sait pourquoi, considéré comme un belligérant, et au lendemain de Sedan, les Prussiens, faisant Marco Saint-Hilaire prisonnier, expédiaient en Allemagne ce qui restait de la légende impériale et de son historien.

Le bonhomme, somme toute, a fait œuvre d'imaginatif et de poète. Il a créé, sur des données incertaines, un Napoléon,

le Napoléon qui persiste encore, en redingote grise et en petit chapeau, pinçant l'oreille des grognards et causant jovialement avec le vieux brave « qui a été en Italie », et avec celui « qui a été en Égypte ». Lanfrey, Taine, Michelet, Littré, Barni et M[me] de Rémusat ont eu du mal à rectifier un peu ce Napoléon-là. Et qui sait ? le Napoléon définitif, qui restera dans l'Histoire, comme il s'est imposé à la Politique, c'est peut-être le Napoléon du radoteur qui a mis le premier Empire en romans-feuilletons. (*10 novembre 1887*.)

II. — BOURBONS ET D'ORLÉANS.

§ I. LE ROI DE MITAU. — § II. SURVIVANTS DES GLORIEUSES. — § III. FIN DE LA VENDÉE. — § IV. LA DERNIÈRE REINE. — § V. LE CLÉRICAL. — § VI. LES TUILERIES.

§ I
LE ROI DE MITAU

L'HISTOIRE exhume les restes, interroge les momies, les regards éteints, les bouches muettes, les écritures effacées. C'est alors que les identités et les différences s'accusent, que la vie des peuples apparaît avec la monotonie de ses recommencements, mais aussi avec la variété de ses formes et les complications de ses milieux.

Cette rêverie en arrière a pu naître à la lecture des décrets, des récits d'incidents, des disputes qui ont marqué l'expulsion des princes d'Orléans, et certainement les réflexions se seront accrues de philosophie si l'on a ouvert le livre de M. Ernest Daudet, fait de documents inédits : *Les Bourbons et la Russie pendant la Révolution française*. C'est, en effet, un des plus curieux chapitres de l'histoire de l'émigration et de la vie des princes français à la solde de l'étranger. L'auteur a su retrouver les pistes, découvrir les pièces originales. Les archives de Moscou, de Saint-Pétersbourg, lui

ont été ouvertes, et six cents autographes constituent les pièces justificatives de son livre : correspondance de Louis XVIII et des princes avec les tsars Paul et Alexandre, rapports des commissaires russes à l'armée de Condé, documents relatifs aux missions de Saint-Priest, de d'Avaray, notes adressées à Louis XVIII par ses agents de Paris, de Londres, de Hambourg. C'est dans un but de propagande et de glorification monarchistes que M. Ernest Daudet a écrit ce livre. Il l'indique à plusieurs reprises. Mais son goût pour la vérité a été assez vif pour que sa loyauté de narrateur soit sortie victorieuse de l'alternative dangereuse où elle a dû se trouver placée. Il est évident qu'à un certain moment de son travail, — les documents classés, l'aspect général apparu, — l'apologiste des princes émigrés s'est abstrait des minces intérêts de son parti et s'est décidé à tout dire. Les faits d'abord, sans souci des conclusions. Rien n'a donc été célé, à ce qu'il semble, et le récit, d'une allure tranquille, est devenu un grave réquisitoire contre la politique suivie en Europe par le parti royaliste. Cela sans doute n'était pas dans les intentions de l'écrivain. Mais il n'y pouvait rien, et les reproches que pourraient lui adresser les hommes de son parti se tromperaient de destination. C'est contre les fondateurs d'archives et les collectionneurs d'autographes qu'il leur faudrait dresser des réquisitoires.

Je prends donc les faits tels qu'ils sont, et je les commente.

Expulsion à part, — les choses ne se passent pas maintenant comme elles se sont passées pendant la Révolution et pendant l'Empire. Les princes n'ont pas même tournure et ne font pas même figure. La vie de château menée en Angleterre ou en Suisse par un d'Orléans ou par un Bona-

parte n'est pas besogneuse, ironique et lamentable comme l'existence de Louis XVIII depuis le séjour à Vérone en 1795 jusqu'à l'installation définitive en Angleterre en 1810. Les cours européennes consentent bien à accueillir le triste représentant de la royauté décapitée en Louis XVI, mais l'accueil est celui qui est fait d'ordinaire par les égoïstes riches à un parent ruiné incapable de réédifier sa fortune. On y met une réserve extrême, on indique au parasite une place au bas bout de la table, on s'emploie à éloigner le plus possible le malencontreux visiteur. Un ministre autrichien ne se gêne pas pour proclamer les princes peu estimables. Dès l'arrivée à Vérone, Monsieur, comte de Provence, régent de France, doit prendre le titre de comte de l'Isle, et il ne le quittera plus. Les souverains ses frères ne le connaîtront que sous ce nom, n'admettront que cet incognito de Majesté de table d'hôte. Il s'accommodera pourtant de cet asile et de ces façons. Fatigué de ses courses à travers l'Allemagne, il est heureux de s'installer au Borgo San Domino. Il a quarante ans, il est obèse, il a des attaques de goutte, le visage ridé, toutes les apparences et toutes les réalités de la vieillesse.

Il reste donc là où le sort le jette, et il commence à fatiguer l'Europe de ses perpétuelles réclamations. Le dauphin mort, il se proclame roi de France, et, prenant son rôle au sérieux, fait part de son « avènement » aux cours et chancelleries. Seules, la Russie et la Suède reconnaissent le nouveau roi. Le silence désapprobateur des autres puissances n'empêche pas Louis XVIII de jouer au roi dans sa cour minuscule. Il constitue un conseil, nomme des ambassadeurs. Mais les domestiques sont mal vêtus, mais la table est mal servie, mais les meubles manquent, mais l'absence

d'argent empêche de faire venir la reine ! La pose monarchique, et sans doute la puissance de l'illusion, sont pourtant les plus fortes. Au milieu des demandes de secours de ses partisans, des mines longues de ses serviteurs mal nourris, Louis XVIII passe ses journées à étudier dans des ouvrages spéciaux le cérémonial du sacre, à en organiser la répétition avec son favori d'Avaray, comme s'il n'y avait eu qu'à faire avancer les carrosses !

Ce n'est que le premier acte de la comédie grotesque de la royauté en exil. Les gentilshommes peuvent mourir à Quiberon, les chouans tomber dans le Bocage vendéen, les Bourbons n'en auront pas moins pour principale préoccupation la puérile observance du cérémonial édicté aux beaux jours de Versailles et raturé par la Révolution. L'Étiquette, d'abord ! On verra s'il y a du temps de reste pour s'occuper d'autre chose. Il en est ainsi dans toutes les résidences où le roi vient poussivement s'échouer, souvent poursuivi par des créanciers, mais toujours entouré de ses gardes du corps et suivi de son conseil des ministres. Chassé de Vérone, cachant sa fuite de débiteur honteux, il rejoint le quartier général du prince de Condé. Les alliés lui enjoignent de rétrograder, lui assignent Blankenberg, dans le duché de Brunswick, comme lieu de séjour, le logent dans trois chambres, chez la veuve d'un brasseur, — une chambre à coucher, une salle à manger, et une chapelle où dort, la nuit, le conseil des ministres. On reste là dix-huit mois. Louis XVIII est vêtu « d'un habit bleu fort sec, d'une veste et d'une culotte noire râpée ». Le soir, on discute pour savoir si l'on rétablira tout simplement l'ancien régime ou si des concessions seront consenties. Les uns tiennent pour une transaction, pour un système de royauté constitution-

nelle, mais il suffit d'un succès des Autrichiens pour rendre plus intraitables les tenants de la monarchie absolue. C'est l'abominable de cette situation. Le sort de Louis XVIII est absolument lié à celui des armées qui assaillent la France. Jamais l'odieux du rôle qu'ils jouent n'apparaît à ces exilés, jamais l'idée de patrie ne se formule nettement dans leurs cervelles. On peut parler aujourd'hui des associations ouvrières, de l'Internationale, des sympathies pour les socialistes allemands. Alors il existait une Internationale de souverains, et une propagande par le fait, et une guerre d'intérêts de partis, où l'envahissement du sol français était compté pour rien ! Ce Louis XVIII dépossédé, ce monarque en grève forcée, passe son temps à demander aux rois en activité des cotisations, des souscriptions, des secours, des aumônes. Quand il quitte Blankenberg pour Mitau, il faut que l'empereur de Russie envoie deux cent mille roubles pour subvenir aux frais de l'installation. Trente-un jours de route, le froid, les mauvais chemins, les auberges, les eaux grossies du Niémen passées en barque. Enfin, la triste royauté touche au but, se loge dans cette petite ville de Mitau, ancienne résidence des ducs de Courlande. Il y a un château, des bosquets, des étangs. Les pièces sont spacieuses. Tout aurait un faux air de Versailles, si ce n'étaient ces fenêtres ouvertes sur les dunes et sur la ligne morne que la Baltique fait là-bas sur le ciel du Nord. La ville est boueuse, encombrée de neiges une partie de l'année, ses maisons de bois sont habitées par quelques nobles Russes et par quelques juifs allemands. Les hivers vont être longs. N'importe, on va organiser une cour, et on demandera, pour l'entretenir, de l'argent aux souverains.

Ce métier de quémandeur est dur. Il n'est pas d'avanies épargnées au roi suppliant. Il lui faut discuter pour le traitement, pour le logement des gardes du corps, pour le budget du château, pour les voyages de la reine, pour les pensions des princes. Paul I[er] est « supplié » d'exciter les puissances à la générosité. Des offrandes sont demandées à l'Espagne, au Portugal, à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Autriche, même à la Porte Ottomane ! Personne ne veut se charger des frais de déplacement de la reine et de sa nièce. Elles viennent comme elles peuvent, avec les intérêts de la dot de Marie-Antoinette gardée par l'Autriche. Restent les 600.000 francs par an, les traitements au duc d'Angoulême, au duc de Berry, les pensions aux officiers et aux fonctionnaires. Il y aurait bien un moyen de tout arranger, ce serait de licencier la maison. Mais on n'y songe même pas. Il faut une cour, — un grand aumônier, un aumônier ordinaire, — un capitaine de gardes, — un premier maître d'hôtel, — des gentilshommes de la chambre, — des ministres, — une maison à l'imbécile duc d'Angoulême. Louis XVIII passe ses journées à organiser cette royauté minuscule vivant de mendicités. Pour avoir son audience après la messe, deux gardes du corps, l'épée nue, à la porte de son cabinet, un gentilhomme de service pour introduire les visiteurs, — pour porter un habit bleu à collet rouge, pour avoir ses dîners et son jeu, le « jeu du roi ! » — il consent à toutes les basses nécessités, il subit tous les affronts. Il mérite d'être appelé « le roi de Mitau » par Fouché, le ministre de la police de Bonaparte.

Le roi de Mitau ! C'est le titre mesquin et empanaché qui aurait dû rester à ce roi de France porté au budget

des puissances européennes, entretenu par elles avec une visible mauvaise humeur, et qui sera amené jusqu'à Paris, jusqu'au trône, par leurs armes. Il peut quitter le village de Courlande, chassé encore une fois, réclamant sa pension de janvier qu'on a oublié de lui payer, adressant ses adieux aux gardes du corps. Il peut recommencer à promener sa royale impotence par les plaines couvertes de neige, se traînant parfois sur les routes de ses pieds goutteux, appuyé au bras de sa nièce, échouant aux tristes auberges où souffre son terrible appétit. Il peut errer en Prusse, engager les diamants de la duchesse d'Angoulême pour nourrir sa suite, écrire lettres sur lettres pour obtenir quelque argent, ne devoir qu'à l'intervention du roi de Prusse d'échapper aux créanciers qui l'assaillent à Varsovie... Toujours il gardera cette physionomie piteuse et sans dignité de roi sans royaume, indifférent aux humiliations, pourvu que soit servie sa table de gros mangeur, qu'il ait l'air, le matin, de « travailler » avec ses ministres, qu'il fasse, d'un air d'autorité, une enquête sur les causes de sa dernière indigestion de carottes!

Les temps sont changés. Les d'Orléans expulsés par la République ne demanderont pas de secours aux puissances. Ils connaissent l'histoire de ce règne du roi de Mitau, ils l'ont méditée. Leurs précautions sont prises. Ils ont hypothéqué leurs biens de France et leurs portefeuilles sont bourrés de valeurs étrangères. La monarchie bourgeoise a trouvé une leçon de prévoyance chez la royauté de droit divin. (*25 juillet 1886.*)

§ II
SURVIVANTS DES GLORIEUSES

Les jours anniversaires des batailles de juillet 1830 auront encore été célébrés devant nous par les survivants des Trois Glorieuses. Tout au long de la rue de Rivoli, depuis la mairie du quatrième arrondissement, choisie comme lieu de rendez-vous, jusqu'à la colonne de la Liberté, place de la Bastille, le défilé a fait stationner les passants et venir les boutiquiers sur le pas de leurs portes. Ces insurgés d'autrefois étaient hier sept, les sept qui peuvent encore marcher. Les autres sont dans leur lit, ou assis près d'une fenêtre, dans un jardin d'asile, se traînant de banc en banc, se souvenant vaguement de la Révolution où ils ont joué un rôle, des coups de feu tirés au coin d'une rue, de l'attaque du Louvre. Les sept qui ont pu marcher jusqu'à la colonne de la place de la Bastille, présidés et conduits par leur doyen, qui a quatre-vingt-dix ans, suivaient le drapeau de l'association porté par les petits-fils de l'un des vétérans.

Le cortège de ces anciens de 1830 rappelle, aux uniformes près, celui des grognards du Premier Empire, ceux qui se rendaient place Vendôme, le 15 décembre, jour commémoratif du retour des cendres de Napoléon. Immédiatement, les lecteurs d'*Emaux et Camées* se souviennent des vers de Théophile Gautier, *Vieux de la vieille*:

Par l'ennui chassé de ma chambre,
J'errais le long du boulevard.
Il faisait un temps de décembre,
Vent froid, fine pluie et brouillard ;

Et là je vis, spectacle étrange,
Échappés du sombre séjour,

Sous la bruine et dans la fange,
Passer des spectres en plein jour.
. . . .

La chose vaut qu'on la regarde :
Trois fantômes de vieux grognards,
En uniforme de l'ex-garde,
Avec deux ombres de hussards!
. . . .

Quand on oublie, ils se souviennent!
Lancier rouge et grenadier bleu,
Au pied de la colonne, ils viennent
Comme à l'autel de leur seul Dieu.

L'analogie est permise. En regardant les survivants des Trois Glorieuses, Gautier n'aurait pas pu constater les cheveux blancs poudrés par les neiges de la Russie, la peau noircie par les soleils de l'Égypte. Ce n'est pas le froid subi à la Bérésina qui fait trembler leurs mains, ce n'est pas la longueur de la route du Caire à Wilna qui rend boiteuse la marche de ces vieillards. Mais si les causes sont différentes, les résultats sont les mêmes. Soldats tombés à la conscription, insurgés remueurs de pavés, ce sont les mêmes humbles qui passent, sortis de la foule obscure et tressaillante.

Aux jours de la vieillesse, quand ils vont à pas tremblants par les rues, quand ils ne voient plus qu'à travers le voile étendu sur leurs yeux affaiblis, quand ils tâtent le mur de leurs mains et de leur canne, il n'y a plus de différence entre eux, ils ont connu l'égalité du destin, aidé inconsciemment, tous de même, à la logique de l'évolution, à la fatalité de l'Histoire. Nous distinguons

entre les événements auxquels ils ont pris part, entre les causes qu'ils ont servies. Le dévouement aveugle, l'ardente idolâtrie pour le despote conquérant qui a mené les uns au pas de course à travers l'Europe, n'apparaissent pas des sentiments semblables à l'indignation civique, à l'espoir de liberté qui firent sortir les autres de chez eux, un jour de juillet 1830, la giberne au flanc et le fusil à la main. Mais comment oser juger ces atomes de foules qui suivent des courants, qui se laissent emporter par le coup de vent des idées sillonnant le monde ? Comment prononcer équitablement entre ces combattants inconnus qui ont tout donné à une chimère de gloire, ou à un idéal de liberté ? Les uns, nés plus tôt, auraient suivi l'Empereur, de même que les autres, venus plus tard, auraient renversé Charles X. C'est le même peuple, ce sont les mêmes efforts, c'est la même inquiétude.

S'ils avaient réfléchi sur la vie, ces vieillards des Quinze décembre maintenant révolus, ces vieillards des Vingt-neuf juillet qui étaient encore sept hier dans la rue de Rivoli, ils pourraient dire les mêmes rancœurs et confesser les mêmes déceptions. Ceux qui ont servi le maître brutal, qui sont entrés avec lui dans les capitales, ont pu voir que la fortune a des retours, que les faiseurs de conquêtes sont conquis à leur tour. Les peuples ont chacun leurs Austerlitz, les soleils de victoires se lèvent pour tous les capitaines, le Dieu des armées change de camp. Les autres, les vainqueurs de Charles X, se sont vite aperçus qu'ils avaient bataillé pour Louis-Philippe. Orléans à la place de Bourbon, le coq à la place des lis. Les naïfs qui avaient cru se battre pour la République avaient remplacé les nobles par les bourgeois, fondé sur les barricades

le règne des spéculateurs et des gagneurs d'argent, qui dure encore et qui n'est pas près de finir. C'est un même besoin de mouvement, un même goût d'idéal qui les ont poussés à l'action, précipités dans les aventures héroïques. — Au moins, ils semblent avoir vécu sans désillusion et sans amertume. Jusqu'à leur dernier jour, tant que leurs jambes ont pu les porter, ils sont partis pour leurs pèlerinages habituels vers les deux colonnes, celle de la place Vendôme, celle de la place de la Bastille, les deux spirales symboliques qui montent vers le ciel vide. (*1er août 1890.*)

§ III
FIN DE LA VENDÉE

Il est bien regrettable que Mme Hénon, veuve Fromain, se soit souvenue d'avoir été déclarée à Blaye, en 1833, comme la fille de Mme la duchesse de Berry et de M. le comte Hector Lucchesi-Palli, des princes de Campo-Franco, gentilhomme de la chambre du roi des Deux-Siciles. Quelle malechance d'avoir eu, en 1888, un procès qui ait nécessité la demande d'un acte de naissance, la production de témoignages et de certificats! Sans cet accident tardif, l'existence de la princesse déclassée aurait continué son cours tranquille. L'imprudente personne, qui habite un hôtel de l'impasse Saint-Jean, à Saint-Denis, aurait pu continuer son silencieux train de vie, dans l'ignorance universelle, sans cette recherche de paperasserie, cette revendication de preuves anciennes.

L'acte de naissance a été fort bien établi, et le mariage secret de la mère de Henri V, reconnu exact par les témoins réunis dans la chambre de la prisonnière accouchée,

aux premiers jours du règne de Louis-Philippe. Le fonctionnaire chargé de rédiger les actes, les geôliers militaires empressés à apposer leurs signatures, n'ont fait aucune difficulté pour reconnaître le bien-fondé des déclarations de la princesse en état d'insurrection. Les registres de l'état civil ne contiennent pas de feuillets rédigés avec plus de soin, mieux datés, mieux parafés, que ces feuillets exceptionnels, abdication définitive de l'entreprenante personne déjà évincée par la prévoyante loi salique codifiée au temps de Clovis et de Dagobert.

Il fallait en rester là. Puisque le bruit s'était répandu que la petite fille, née à Blaye en 1833, était morte trois ou quatre ans après, sans revendication, sans testament, il fallait accepter cette vague déclaration de décès, se tenir silencieuse dans cette bienheureuse obscurité historique. C'est l'attitude d'abord prise par la réclamante d'aujourd'hui. Les années avaient passé, les historiographes si bien informés de notre siècle ne s'étaient pas avisés de découvrir la demi-sœur du comte de Chambord, simple seigneur de Frohsdorf. La fille du comte Lucchesi-Palli épousait bourgeoisement un M. Fromain, tambour de la garde nationale, paisible boutiquier orléaniste, sans doute. Veuve, elle se remariait avec un personnage qui n'avait même pas à inscrire sur ses cartes de visite le titre civique et les battements sonores de caisse dont s'enorgueillissait le premier mari. C'était sage. Pourquoi ne pas s'en tenir là ? Pourquoi, si tard, revendiquer si hautement la naissance romanesque et la filiation princière ?

Voici qu'on annonce un récit compliqué, une publication de Mémoires. Voyage au long cours, fiançailles de

conte de fées, enlèvement en chaise de poste, rien ne manquera à ces pièces justificatives méditées et établies pendant les journées de villégiature à Saint-Denis. Des tatouages même sont déjà mentionnés, des signes d'écriture inscrits sous les seins, des feuilles dessinées sur la poitrine, sur le dos. Dennery est sûrement dans l'affaire, la « Croix de ma mère » n'est pas oubliée dans ce pauvre et comique mélodrame désormais inscrit au sommaire de l'Histoire de France.

Mme Hénon, veuve Fromain, née Lucchesi-Palli, ne s'est pas aperçue qu'elle vivait dans un siècle d'irrespect, peu favorable aux liquidations de successions royales, aux mémoires justificatifs des princesses tombées en faillite. L'imprudente créature ne s'est pas doutée un instant qu'elle allait se donner en pâture à toutes les publicités, à la caricature et à l'interview. Les journaux illustrés vont lui envoyer leurs dessinateurs, les feuilles à informations lui déléguer leurs plus subtils interrogateurs. Elle trouvera peut-être des âmes démocratiques compatissantes à ses réclamations inutiles, à ses ambitions tardives. Mais elle va être assaillie par les chambellans inoccupés, par les maîtres de cérémonies auxquels Naundorff ne fournit pas assez d'occasions de paraître. Les monarchistes, qui n'ont pas voulu admettre le Bourbon des *Rois en exil* courant après l'omnibus, se récréeront au récit des piètres infortunes connues par la fille de la duchesse de Berry se réclamant des signes particuliers en honneur à l'Ambigu, et de la défunte garde nationale qui a arrêté sa mère. *(6 juillet 1888.)*

§ IV
LA DERNIÈRE REINE

Il y a eu réception au Faubourg. Au Faubourg, vous entendez bien. Pas au faubourg Saint-Antoine, ni au faubourg Saint-Martin, ni au faubourg du Temple. Non, au Faubourg. Il n'y a qu'un faubourg, comme il n'y a qu'un boulevard. Lorsqu'il est question d'une réception dans ce faubourg-là, il s'agit évidemment de la partie de Paris que les irrespectueux désignent comme le quartier Saint-Germain. Donc, une dame qui habite par là, — et qui a raison, car les rues y sont charmantes, hautaines, provinciales, silencieuses, aérées, grises et tachées de verdures, — une dame a ouvert les portes de son salon, reçu ses amis autour d'un piano et d'un service à thé. — Qu'y a-t-il vraiment là d'extraordinaire ? — Mais c'est, au contraire, tout ce qu'il y a de plus extraordinaire. — Vous vous moquez. — Point, c'est la première fois qu'un salon est ouvert depuis la mort de Mme la comtesse de Chambord. Car il y a les « salons » comme il y a le Faubourg. Les autres salons, ceux qui n'ont pas fermé depuis la disparition de la souveraine de Frohsdorf, ne comptent pas, n'ont jamais compté.

Il y a peu de temps, quelques jours à peine, que Mme de Chambord a été mise en terre autrichienne, et voilà déjà les fêtes qui recommencent ! — Que non pas. Le salon ouvre, mais le salon est en deuil. Rien que des toilettes noires. C'est, dit-on, la seconde fois que la chose arrive. M. de Chambord mourut en août, et chacun sait qu'à ce moment de l'année il n'y a « personne » à Paris, pas de salons, pas de réceptions. Dans les mois caniculaires, ce sont les maisons de campagne et les wagons-lits qu'il fau-

drait mettre en deuil. En 1848, Mme la duchesse d'Angoulême partit au bon moment, la manifestation à huis clos put avoir lieu.

C'est ainsi que les derniers royalistes arborent leur chagrin, affichent leur protestation. Affliction mondaine, vengeance de bon ton. On change de robe, on met des boutons noirs à son plastron, la République est avertie, le XIXe siècle condamné, l'exil des rois et la mort des princesses sont pleurés. Rien, comme une robe noire décolletée, n'exprime la tristesse qui ne veut pas être consolée, la hauteur d'âme à jamais irréconciliable avec le monde moderne. Un fin journaliste du parti fait bien remarquer que la coquetterie n'est pas desservie par ces tulles, ces soies, ces satins, ces corsages brodés de crêpe, d'où jaillissent les blancheurs des gorges, des bras et des épaules. Mais aussi, quels sacrifices ! On a renoncé aux fleurs naturelles, autrefois tolérées à la cour de France dans des circonstances semblables. On ne tolère point les pierres de couleur. Par contre, on garde les bijoux, on garde les diamants qu'on ajuste sur un collier noir, ainsi que l'a indiqué la princesse de Galles. Les corsages de velours sont admis. Admis également, les chapeaux noirs avec tour de crêpe blanc et brides blanches. Pour le reste, il convient d'agir avec une discrétion absolue. Il serait de mauvais goût d'envelopper de voiles noirs les lanternes des voitures dans lesquelles on va faire un tour au Bois (pas le bois de Vincennes, l'autre, le Bois qui équivaut au Faubourg). On n'entoure pas non plus son chapeau d'un crêpe cousu de perles. On ne se sert pas de papiers à lettres, de cartes de visite encadrées de noir. On ne met pas sa livrée en deuil.

Ces détails étaient précieux à recueillir. Ils marquent la fin de l'ancienne monarchie, tombée dans les pratiques de la royauté bourgeoise. Ils sont bien de l'époque où le pouvoir absolu a dû se mitiger de parlementarisme, où les princes et les princesses qui descendent de Henry IV ont les mêmes tailleurs et les mêmes couturières que les industriels enrichis et les femmes de banquiers. Ils constituent sans doute le dernier chapitre de l'histoire de l'Étiquette, — cette Étiquette qui triomphe dans les galeries et les petits appartements du Versailles de Louis XIV, et qui se rapetisse, se réduit à des riens stupéfiants, dans un salon de la rive gauche parisienne, pour solenniser la mémoire de la dernière reine, — la reine qui n'aura pas régné ! (*7 avril 1886.*)

§ V
LE CLÉRICAL

On a beaucoup écrit sur l'homme qui est mort en son hôtel de l'impasse des Jacobins, à Angers. Il y a eu des biographies, des études, des réflexions à côté. La vie de M. de Falloux a été racontée, ses polémiques ont été rappelées, les titres de ses ouvrages ont été cités. On a surtout donné les dates de sa carrière politique, insisté sur son rôle de dissolvant du parti ultramontain, annoncé la vacance de son fauteuil à l'Académie. Mais le caractère particulier du rôle qu'il joua pendant trente ans vaut d'être mis davantage en lumière : il semble que, résumant les faits, concentrant les actes épars de cette existence, une observation rapide et générale puisse en être dégagée.

M. de Falloux fut une de ces figures dont on voit clairement la structure et le mouvement. Il passe sur le fond de

l'Histoire avec une allure immédiatement reconnaissable. Une seule couleur suffit à le peindre, un seul mot à l'étiqueter.

C'est le Clérical.

Il ne fut pas autre chose. Aucune autre dénomination ne peut lui être appliquée. On peut tourner autour de lui, faire mine de déchiffrer sa personnalité, vouloir à toute force y découvrir une complexité. Peine perdue. Aucun acte contradictoire, aucune infraction à la règle acceptée presque au premier jour. Les phrases, les périphrases n'y feront rien. On pourra tenter de se servir des plus extraordinaires amalgames d'épithètes ou des synonymes très adoucis : catholique libéral, gallican, monarchiste parlementaire. On pourra évoquer les raideurs des premiers ouvrages apologétiques de l'ancien régime, de la dure religion d'État. Rien n'y servira. Clérical est devenu comme un adjectif inséparable du nom du personnage. M. de Falloux a été, est, restera le Clérical.

Le clérical est un personnage extrêmement important de la tragi-comédie sociale et politique de ce siècle. Il est en vedette sur l'affiche comme les traîtres noirs de l'ancien mélodrame, l'imagination l'aggrave et l'assombrit encore. Il n'a plus pourtant ses allures tortueuses d'autrefois. Si ses interventions sont redoutables, il n'entre plus en scène avec l'affectation hypocrite du dévot de Molière, l'aspect caricatural du maître à chanter de Beaumarchais. Il est publiciste, critique, homme du monde, député, historien, académicien. Il s'habille comme tout le monde, a les manières de tout le monde. Sa redingote a juste la longueur admise, la réserve de son accueil est tempérée par de l'amabilité. Il n'a pas de fureurs inquisitoriales, il

sait que le temps n'est plus à brûler les hérétiques, il a cherché et trouvé autre chose. La souplesse de son intelligence lui permet d'entrer et de s'établir dans toutes les opinions. De même que la religion intolérante, il sait bien que la monarchie légitime est finie. Il peut être avec ceux-ci ou avec ceux-là, selon les nécessités, orléaniste ou républicain. Il peut y avoir, il y a des cléricaux républicains. Ne faut-il pas se tenir au courant des besoins de son temps, vivre dans le monde moderne dont on fait partie ? Le clérical est alors un chrétien qui n'a plus la foi, ou dont la foi s'accommode de tous les compromis, de toutes les promiscuités.

Le clérical se sert de ce qui reste d'influence à une religion en dissolution. Il est homme de gouvernement, et il fait de l' « idéal divin » un instrument de règne. Son cléricalisme est une méthode qu'il emploie à résoudre ou à perpétuer les questions sociales. Tout a changé, les lois, les mœurs, les influences de nationalités et de races, les sentiments, les paroles. L'exercice même de la force a subi des déplacements. La Révolution fait face à l'Autorité. Un bulletin de vote annihile les volontés obstinément dirigeantes, ou la révolte les supprime. Les armes d'attaque et les moyens de défense ont donc changé aussi. L'ancien homme d'action, monarchique et religieux, est devenu le moderne clérical parlementaire, sa violence, usée par tous les contacts, s'est transformée en une résistante et légale astuce. On n'invoque plus aujourd'hui le bûcher du XVIe siècle, on réclame la liberté d'enseignement, on fait des lois réglant la liberté de la presse.

C'est la différence qui existe entre le catholique et le clérical. Le catholique, lui, n'a pas capitulé. Il ne faut pas lui

parler de monarchie tempérée, de système électoral, de la bascule de deux Chambres, de souverain régnant sans gouverner, de drapeau tricolore, de rapports égaux entre l'Église et l'État, d'égalité à supporter. Le catholique est prêt à dénoncer le Concordat, à rendre le glaive à l'Église. Comme Joseph de Maistre, quelques vrais écrivains, quelques violents théoriciens, Barbey d'Aurevilly, Louis Veuillot, sont des catholiques. Ils préfèrent Philippe II, roi d'Espagne, à Louis-Philippe, souverain constitutionnel des Français. Montalembert, Dupanloup, M. de Falloux sont, au contraire, des cléricaux. Ils se sont déroidis hors de l'armure imposée, ils sont sceptiques quant à la couleur du drapeau.

M. de Falloux reste l'homme d'État qui représente le plus nettement, le plus complètement cette manière. Il alla, et c'est ici que se fait la preuve morale de l'homme et de ses idées, il alla jusqu'à accepter la République. Sous ce couvert, il provoqua les journées de juin, devint ministre du prince Louis-Napoléon, inventa la loi de 1850. La saignée faite, la loi votée, le prétendant devenu empereur, le clérical entra à l'Académie où il remplaça M. Molé. (*10 juin 1886.*)

§ VI
LES TUILERIES

La démolition et l'adjudication des Tuileries, décidées en 1882, après onze ans d'indifférence ou d'incertitude, ont été enfin consommées par une vente aux enchères publiques des derniers fragments de la royale bâtisse. Les architraves, corniches, tambours de colonnes, chapiteaux, assises de pilastres, cadres sculptés, frises, impostes, ont été partagés

entre les cinquante personnes qui assistaient à cette suprême dispersion. Les collectionneurs et les marchands ont eu beau jeu. Pour quelques pièces de monnaie, pour un billet de cinquante francs ou de cent francs, ils ont acquis quelque bloc destiné par eux à une allée de parc, à une terrasse de maison de campagne. Désormais, le curieux qui voudra voir ce qui reste des Tuileries ne trouvera à satisfaire son goût d'histoire ou sa sentimentalité royaliste que dans une salle du Louvre, de l'École des Beaux-Arts, ou de l'École d'Architecture, chez M. le comte Henri de Choiseul, ou chez M. Pilastre, avoué.

Les morceaux de pierres, corniches sculptées ou fûts de colonnes cannelées, ainsi adjugés, ont été, en effet, les témoins d'événements suffisamment considérables et peuvent être recherchés par les maniaques de souvenirs et les ramasseurs de collections. Depuis le jour où Catherine de Médicis conçut le projet de faire bâtir un palais nouveau à la monarchie, jusqu'aux temps encore proches de nous où les Tuileries désaffectées avaient pour gouverneur militaire, nommé par la Commune, Alexis Dardelle, ancien chasseur d'Afrique, tant d'influences, tant d'idées, tant de modes, avaient laissé trace de leur passage sur ce monument et dans ce jardin, que l'histoire des Tuileries était devenue inséparable de l'histoire d'une ville et d'un peuple.

Le palais où les trois architectes, Philibert Delorme, Jean Bulland et Du Cerceau, avaient mis leurs signatures, fut le décor où vinrent s'encadrer les derniers Valois et toute la lignée des Bourbons. Bernard Palissy trouva un abri au jardin pour modeler et cuire ses « rustiques figulines ». La Saint-Barthélemy eut là sa préface, lorsque se célébrèrent les fêtes du mariage de Margot avec Henri

de Navarre. Les processions de la Ligue passèrent sous les fenêtres, en défilés hostiles, aux jours du règne inquiet de Henri III. Henri IV installa aux Tuileries sa gaîté de fin politique, Louis XIII sa morosité. Louis XIV, en attendant l'achèvement de Versailles, y fit trôner sa majesté, et, plus tard, consentit à y loger des notables et des artistes. En 1717, quand Pierre le Grand vint faire visite au petit Louis XV de sept ans, il prit dans ses bras l'enfant-roi venu au-devant de lui, le porta par les escaliers et par les appartements. Cinq ans après, Louis XV, ayant douze ans, se fiançait ici avec Marie-Anne-Victoire, fille du roi d'Espagne, âgée de quatre ans, et les deux minuscules époux se promenaient par les allées, traînés dans un chariot qui devait ressembler fort à la voiture aux chèvres d'aujourd'hui.

Mais ce sont là les anecdotes du bon temps de la monarchie. Avec Louis XVI, les mauvais jours sont venus. Il n'y a plus guère de fêtes — et quelles fêtes ironiques et significatives ! — que la première représentation du *Barbier de Séville* et le triomphe de Voltaire, représentation et triomphe qui ont lieu dans la salle du théâtre des Tuileries, où s'étaient abrités tour à tour l'Opéra et la Comédie-Française. Après, c'est la décadence, les tragédies s'aggravant d'humiliations, la famille royale amenée de force de Versailles à Paris, et ramenée aussi de Varennes ! C'est Louis XVI se coiffant du bonnet rouge, le dauphin costumé d'un uniforme de garde national. Le 10 août n'est pas loin, ni le 21 janvier non plus. Au printemps de 1793, le mobilier du château, la garde-robe du roi sont vendus à des prix quelconques. Vente après décès, liquidation après faillite.

Le dernier coup pour les Tuileries, c'est évidemment la proposition de Chaumette, appuyant quelques pétitionnaires et demandant formellement, au nom de l'utilité publique, la transformation du jardin en potager, la plantation de choux et de pommes de terre remplaçant les massifs et les fleurs autour desquels se promenaient Madame Élisabeth et Marie-Antoinette. On peut la citer, la motion utilitaire du citoyen Chaumette, car elle constitue vraiment l'oraison funèbre et l'épitaphe de la maison des rois de France : « Hier, le Conseil général de la Commune, réuni à la classe respectable des indigents qui remplissaient et le lieu de ses séances et la place de la maison commune, s'est occupé des moyens de pourvoir à leurs besoins les plus pressants. Nous avons vu que la diminution de l'arrivage de toutes les denrées de nécessité contribuait à augmenter les craintes de famine et à renchérir ces denrées. Nous nous sommes aperçu que la plupart de ceux qui font croître des légumes se liguent pour affamer Paris en les retenant dans leurs greniers. Nous avons vu un plan profondément médité de détruire par la famine ce peuple qui a fait la Révolution : nous avons jeté les yeux sur le plan des environs de Paris, nous y avons vu des terrains qui servent au luxe, des jardins, des parcs, pas un qui serve à l'utilité commune. Nous demandons que tous les jardins des biens nationaux à vendre soient mis en culture utile ; nous vous prions enfin de jeter vos regards sur l'immense jardin des Tuileries ; les yeux des républicains se reposeront avec plus de plaisir sur ce ci-devant domaine de la couronne, quand il produira des objets de première nécessité. Ne vaut-il pas mieux y faire croître des plantes dont manquent les hôpitaux que d'y laisser des statues,

fleurs de lis en buis et autres objets, aliments du luxe et de l'orgueil des rois ? »

Depuis la Révolution, les Tuileries ne pouvaient plus être que l'hôtel garni des monarchies de hasard, des baux incertains contractés par des chefs de soldats à la merci des batailles, par des monarques bourgeois gérant la France comme une boutique, assurant sur les économies de leur budget les rentes de leur exil. Mme Tallien se promène nue sous sa robe de gaze au long de la terrasse du bord de l'eau. Joséphine et Hortense de Beauharnais tiennent le salon du premier consul. Louis XVIII séjourne un instant, se sauve devant Napoléon, revient après Waterloo. Charles X, Louis-Philippe, apparaissent. En 1848, le palais devient l'hospice des invalides civils, les insurgés de Juin sont enfermés et fusillés dans le souterrain proche le quai par les Homais, les Bouvard et les Pécuchet de ce temps-là, que Flaubert a montrés pusillanimes et féroces dans un admirable chapitre de l'*Education sentimentale*. Aux fêtes du second Empire, l'impératrice Eugénie se déguise en Marie-Antoinette, avec une puérilité touchante de parvenue vaniteuse ; — cinquante-huit souverains et souveraines, princes et princesses, viennent en visite en 1867, l'année où Maximilien est exécuté au Mexique.

Ces invités d'opérette sont remplacés en 1871 par l'auditoire populaire et tragique de la Commune, aux concerts où Agar récite de l'Hugo et du Barbier, où Bordas chante : *C'est la canaille ! Eh bien ! j'en suis !* C'est alors l'incendie final, un décor d'apothéose et de catastrophe où tout le passé semble s'effondrer en décombres, s'envoler en flammes, en cendres et en fumées, avec toutes les âmes des

vieux rois, des pâles dauphins, des reines ennuyées, des favorites insolentes et charmantes. Puis, le général aventurier qui avait promis de faire reconstruire les Tuileries, se sauve en Belgique après banqueroute politique. Il ne restera donc du palais de Catherine de Médicis que les presse-papier de marbre, débités, il y a dix ans, par un journal boulevardier alors légitimiste, et les fragments achetés en suprême vente publique par les collectionneurs et les brocanteurs. (*14 avril 1889.*)

III. — SECOND EMPIRE.

§ I. BADINGUET. — § II. MARGUERITE BELLANGER. — § III. FILS DE PRINCE. — § IV. PRÉVOST-PARADOL.

§ I
BADINGUET

Ce n'est pas de Napoléon III qu'il s'agit, mais de l'homme dont il emprunta le nom, le costume, la profession, pour s'évader de la prison où l'avait enfermé le gouvernement de Louis-Philippe. C'est Badinguet, le vrai, maçon du château de Ham, qui confia sa blouse, sa casquette, ses outils et une planche au prétendant bonapartiste, c'est celui-là qui a été exhumé du cimetière de l'oubli, remis en vedette pour un jour. Une telle publicité est de toute justice. Les obscurs qui ont aidé à perpétrer les grands événements ont droit à l'attention de l'histoire. Ce droit ne saurait être contesté à l'humble complice de Louis-Napoléon. Sans son intervention, les choses se seraient peut-être passées d'une façon identique, mais aussi la moindre déviation dans le plan pouvait avoir des conséquences sur lesquelles la discussion est ouverte. Pour s'en tenir aux faits définitivement classés, on peut, sans exagération, estimer que le maçon Badinguet a joué, tout simple figurant qu'il

était, un rôle prépondérant dans la fondation du second Empire. Il a été celui qu'on n'attend pas et qui aide le Destin.

L'histoire politique est peuplée de ces êtres imprévus qui sortent de la foule et accomplissent, à la stupéfaction générale, des actes décisifs. Le reporter qui a recherché ce qu'était devenu ce parrain d'occasion de Napoléon III, a donc fait œuvre utile, les renseignements qu'il a rapportés de son excursion doivent être accueillis et conservés.

Il s'en faut de beaucoup que l'évasion de Ham ait réussi au maçon comme au prince. Non pas que l'évadé, devenu empereur, se soit montré ingrat. Il se souvint, son existence durant, du compagnon couvert de plâtre qui lui mit en mains la clef des champs. Un des premiers, le premier peut-être auquel il songe, dès son arrivée au pouvoir, est l'ouvrier du fort de Ham. L'ambition du manœuvre est appréciée complaisamment par le nouvel arrivé au trône ; le manieur de truelle, grâce au capital qui lui est alloué, se trouve promu entrepreneur de bâtisse. Il ne fut malheureusement pas à la hauteur de son entreprise, la fortune tourna contre lui. Il fit de mauvaises affaires, soit déveine, soit incapacité, soit insouciance. La dernière hypothèse est probablement la vraie : il ignora le souci du lendemain, les transes des échéances, se faisant facilement à la pensée que sans cesse son bienfaiteur, son obligé, son « homonyme » lui viendrait en aide. Après tout, devait se dire cet infatué Badinguet, IL me doit sa situation, il ne fait qu'acquitter une dette en venant de temps en temps à mon aide : sa liste civile, d'ailleurs, n'en souffrira guère. En effet, chaque fois que le maître maçon eut recours à la

générosité du souverain bien renté, il revint satisfait. Pendant toute la durée de l'Empire il fut subventionné aussi régulièrement et aussi grassement qu'un journal officieux.

Son tort fut de ne pas prévoir. Il n'eut pas un instant l'idée que ce qui avait eu un commencement aurait une fin : il vécut comme si la dynastie qu'il avait protégée aux mauvais jours dût s'éterniser au pays des révolutions. 1870 ne fut pas seulement une catastrophe irrémédiable pour l'impérial protecteur de Badinguet. Le maçon, lui aussi, eut son Sedan et son Quatre-Septembre. Il revint à son point de départ, mais vieilli, découragé, ayant goûté à l'argent, ne pouvant plus perdre son désir d'inoccupation et de flâne. Se retrouver simple ouvrier, maçon à la journée, et peut-être, l'âge arrivant, forcé de servir les autres, d'être, pour finir, le goujat qu'on a été au temps de l'apprentissage, celui qui vide les sacs, qui gâche le plâtre, qui transmet les briques, c'est dur, quand on a été en relations d'affaires avec le gros propriétaire des Tuileries, qu'on a pu surveiller une équipe en fumant un cigare. Badinguet ne put supporter une telle adversité. Il voulut reprendre de force sa part de budget, il n'hésita pas, en maintes occasions, à s'approprier le bien d'autrui, et il encourut, de ce chef, diverses condamnations.

Pour ne rien céler, c'est au bagne qu'il aurait fini. Ou du moins, aux dernières nouvelles qui vinrent de lui, c'est au bagne qu'il séjournait, condamné à six années de travaux forcés pour quelque vol avec effraction. Il avait les cheveux grisonnants, portait des lunettes, travaillait à l'île Nou de son métier de maçon. Sur son état moral, rien n'est révélé. Il devait être hanté par une sorte d'idée fixe, une croyance persistante au retour de son parti, car il envoya, paraît-il,

à la veuve de Napoléon III une supplique rappelant les services rendus, réclamant des secours supplémentaires. Le biographe croit que l'ex-impératrice ne prit pas au sérieux cette pétition, au bas de laquelle flamboyait le nom de Badinguet. Elle put croire, en effet, être la victime de ce qu'on appelle aujourd'hui une fumisterie, le forçat méconnu dut se résigner. S'il possédait quelque clairvoyance, il a pu enfin reconnaître quelle fâcheuse inspiration il avait eue de se mêler de l'évasion de 1846, quel mauvais service lui avait rendu son bienveillant client en le choyant comme son sauveur, en l'accablant de ses libéralités. — Pourquoi n'a-t-il pas distrait sa vieillesse, occupé ses contemporains en inventant une histoire à la Naundorff, une substitution de personnes, en se donnant comme le vrai Louis-Napoléon, victime d'une machination, pendant que Badinguet le maçon tramait le coup d'État, montait sur le trône? Il aurait pu éterniser un procès, et peut-être aurait-il trouvé des fidèles qui se seraient costumés en chambellans pour lui tenir compagnie. (*9 septembre 1888.*)

§ II
MARGUERITE BELLANGER

Ceux qui ont regardé les étalages des marchands de photographies pendant les dernières années de l'Empire doivent se souvenir d'y avoir vu, au milieu des princes étrangers cuirassés, casqués, emplumés, des actrices décolletées, des figurantes en maillot, des fonctionnaires brodés, entre une face sérieuse de ministre et un profil narquois de pamphlétaire, deux portraits — deux portraits de femmes que rapprochait, dans la même vitrine, le hasard des arrangements ou la malignité commerciale. L'une de ces

deux femmes se redressait avec la grâce de celles qui sont obligées à un rôle public, sa longue robe traînait derrière elle comme un manteau de souveraine. Tout dans son attitude, son dos à demi tourné, le léger haussement de ses épaules, son visage de profil, fixaient en traits visibles l'affectation de sérénité dont se masquent les gens de pouvoir en représentation devant les foules. Pourtant il y avait quelques traits de ce visage tranquille marqués par l'âge, accentués par les préoccupations. Le fin menton un peu en avant disait, comme le front têtu entr'aperçu sous la chevelure diadémée, une persistante et obscure volonté féminine. L'autre femme, plus jeune de vingt ans, peut-être, n'avait auprès de l'altière personne que l'attitude correcte d'une bourgeoise un peu ironique. En robe montante, les cheveux en bandeaux, les bras croisés et appuyés sur le dossier d'une chaise, elle regardait droit devant elle, avec une doucereuse expression de visage toute prête à se changer en sourire. Ce sourire était comme épars sur cette physionomie aux yeux brillants, au nez fin, à la bouche sinueuse ; il l'éclairait d'une sorte de gaîté retenue.

Quand le boutiquier avait mis une indication sous le premier portrait, on lisait, en majuscules respectueuses : *S. M. l'Impératrice.* Sous le second, il n'y avait jamais que ce nom de guerre familièrement inscrit : *Marguerite Bellanger.* Mais c'en était assez pour que les Parisiens, lecteurs de journaux, qui agrandissaient leurs yeux à la vitre, fissent leurs réflexions qui mêlaient à l'histoire officielle la chronique scandaleuse.

La femme morte à quarante-huit ans, d'une péritonite aiguë, en sa propriété de Villeneuve-sous-Commartin, ne s'offrit pas autrement aux investigations de la curiosité

publique. Héroïne d'une banale aventure amoureuse, elle avait accepté, avec sa souplesse de fille intelligente, de se mouvoir dans la pénombre d'une intrigue discrète, et sans les deux lettres trouvées après le 4 septembre aux Tuileries, son nom ne serait guère retenu que par ceux qui collectionnent les traits de mœurs, qui s'intéressent aux silhouettes d'autrefois.

Qu'on laisse de côté les récits troubles où transparaît on ne sait quel romanesque de drame judiciaire, les renseignements sans précision qui font hésiter des contemporains, qui leur font admettre tour à tour une maternité de convention avec grossesse simulée, enfant acheté, fausse déclaration d'état civil, ou un accouchement véritable, qui représentent Napoléon III comme un naïf épris des virginités refaites, ou comme un machiavélique personnage se distrayant aux complications d'un adultère. Le seul point à retenir, c'est qu'il y a eu intervention de l'impératrice, que les deux lettres écrites par Marguerite Bellanger sous la dictée de M. Devienne étaient destinées à servir de pièces justificatives en cas d'embarras dynastiques. Ici, le document est significatif, il vient en aide à ceux qui veulent comprendre des caractères et des habitudes du XIXe siècle. Sous l'ancienne monarchie, l'idée de faire écrire ces lettres et de les conserver aurait été considérée comme puérile. Il ne serait venu à la pensée de personne de faire voyager un magistrat pour obtenir un aveu de non-paternité adressé au « cher seigneur ». Quand un évêque comme Bossuet intervenait dans les relations d'un Louis XIV avec une Montespan, ce n'était pas pour rédiger des rétractations dont on n'avait nul souci, mais pour réconcilier des amants séparés, et le raccommodement se faisait, au vu et au su de toute la cour, dans

l'embrasure d'une fenêtre de salon, le prélat apportant dans ses fonctions d'entremetteur autant de majesté et d'onction qu'il pouvait en avoir prêchant en chaire ou officiant à l'autel. L'affaire embarrassante qu'un bâtard dans ce temps-là, et comme on a bientôt fait de le titrer, de lui constituer un avoir ! La reine légitime n'en a cure, jamais l'ordre de succession au trône n'en est atteint. Presque sans interruption, de François I[er] à Louis XV, il y a un dédoublement de la personnalité royale, un parallélisme entre la famille de droite et la famille de gauche. Sous le Bien-Aimé, la condition des bâtards est toujours la même, mais les maîtresses gouvernent et s'identifient de telle sorte avec l'autorité suprême que la Révolution fera monter la Dubarry sur le même échafaud que Marie-Antoinette.

Il aurait été impossible au troisième Napoléon de faire revivre les traditions mortes. Le taciturne et hésitant souverain n'avait rien de ce qu'il fallait pour entreprendre un tel acte d'audace amoureuse. Celle qu'il avait épousée n'aurait pas accepté l'intrusion d'une rivale aux Tuileries, et enfin, et surtout, si le décor monarchique était encore debout, la vie monarchique avait dû subir tous les amendements, se soumettre à toutes les compromissions. Le galantin de cinquante-cinq ans, l'amant séduit par le babillage de la jeune femme, ne songea donc pas à lui offrir de présider le conseil des ministres, et Françoise Lebeuf, paysanne angevine, noceuse de Nantes et de Rennes, devenue Marguerite Bellanger, figurante au théâtre Beaumarchais, marcheuse à l'Opéra, ne songea pas non plus à réclamer une telle prérogative. S'il y a imitation d'un commencement d'aventure de Louis XIV dans la rencontre arrangée à Vichy, un jour d'orage, la ressemblance s'arrête

là. Même ici une autre version intervient, une version très vraisemblable. Margot aurait tout naturellement fait ses avances habituelles, en jetant des fleurs dans la voiture du mélancolique césar en promenade au Bois. — Pour lui, il trouva chez elle le même plaisir qu'y pouvaient se procurer les viveurs de son temps, et il le jugea suffisant, — son besoin de distraction fut satisfait par les soirées passées dans l'hôtel de l'avenue de Friedland, par les dîners intimes soignés par la cuisinière (que j'ai retrouvée patronne d'hôtel en Bretagne), par la conversation de la bonne fille pas bête devant laquelle il pouvait fumer des cigarettes. — Pour elle, l'empereur ne fut que le meilleur de ses clients.

Elle prouva bien qu'elle comprenait les choses, qu'elle se contentait du rôle possible que lui avait fait le hasard, lorsqu'après la rupture forcée, exigée par l'impératrice, elle reçut au village de Villebernier M. le président Devienne, qu'elle appelait M. le juge de paix. L'habituée des Champs-Élysées et des petits théâtres était là, en jupe courte et en sabots, mangeant la soupe aux choux, buvant du cidre chez ses braves gens de parents, attendant tranquillement le dénouement logique de son existence bien ordonnée. Elle ne fit aucune difficulté pour écrire les lettres, appela Devienne : « Mon vieux », lui demanda de « payer à souper » à Saumur. Le reste vint par surcroît à celle qui avait su patienter, et ce reste fut, dit-on, un million pour elle, et, sûrement, le château de Mouchy pour son fils. — Depuis, Marguerite Bellanger a été la femme heureuse qui n'a pas d'histoire. Mariée très peu de temps en Angleterre, revenue en France, habitant Passy, puis Saint-Cloud, commanditaire d'un magasin de dentelles du quartier de la

Bourse, elle aura réalisé sans doute tous les désirs de calme et de bien-être éprouvés pendant sa remuante jeunesse. Elle a fini comme elle devait finir, à Villeneuve-sous-Commartin, encore jolie, très réservée de paroles, propriétaire, donnant à manger à ses poules, rendant le pain béni, jouant aux dominos avec le curé. (*28 novembre 1886.*)

§ III
FILS DE PRINCE

PENDANT une messe dite à Saint-Augustin par un ancien aumônier des Tuileries, pour le repos de l'âme de Napoléon III, pendant que l'orgue joue des musiques composées par le petit prince tué en Zoulouland, les conversations qui se tiennent d'habitude aux services funèbres vont leur train. Les assistants fleuris de violettes se penchent sur les prie-dieu, chuchotent dans l'ombre des bas côtés. Aucun des personnages du parti n'est venu affirmer une volonté persistante et une restreinte autorité. On constate mélancoliquement que l'impératrice Eugénie est représentée par le prince Joachim Murat ; le prince Victor, par le duc de Padoue; la princesse Mathilde, par sa dame d'honneur, — le prince Jérôme Napoléon, par personne. Il n'est guère question, non plus, d'entreprendre à nouveau, pour ce quinzième bout de l'an, une oraison funèbre du César mort en exil après la défaite. Mais pourtant la conversation n'erre pas de la pluie au beau temps, des racontars personnels aux banales généralisations. Une histoire est en circulation depuis le matin, bien faite pour surexciter cette réunion facile aux commérages.

Très vaguement, il avait déjà été parlé d'une liaison du

fils de Napoléon III avec une Anglaise, de sérieuses amours tenues secrètes, de la naissance d'un enfant. Cette fois, on a précisé, voici l'idylle évoquée par les fidèles.

Le jeune homme allait de Chislehurst à Londres, en chemin de fer. La jeune fille voyageait seule. Il y eut de la causerie, puis du flirtage, coupé par les arrêts des gares, reprenant au long des paysages qui défilent si vite dans le cadre des portières. Rien de malséant ni de précipité. Des mots, des sourires, des minauderies, peut-être de l'esprit. Puis, on se revoit, on marche doucement dans les allées qui contournent les pelouses vertes, dans les rues de petites villes bordées de bas grillages, de maisons en briques roses. Enfin les amoureux deviennent amants dans le minuscule logement payé par le prince sur ses économies de jeune homme. L'incognito est absolu. Le prince est aimé pour lui-même. Jusqu'au bout il garde une physionomie masquée, par peur de se compromettre, disent les uns, par manque d'argent, disent les autres, la pension étant modique. La demoiselle est bien stupéfaite de la ressemblance qui existe entre son ami et les portraits à couronnes et à grands cordons qu'elle voit exposés chez les photographes avec l'indication : « Louis Napoléon, prince impérial. » Le hasard est invoqué, les conversations sur ce sujet détournées.

C'est seulement au moment de partir pour le Cap que le prince faillit décliner son nom, ses prénoms, le titre honorifique à lui reconnu par la petite cour de Chislehurst. Il se laissa aller à prédire des surprises prochaines, des glorioles inévitables. Puis, le regret d'en avoir trop dit, l'annonce d'un voyage long et pénible, des adieux dans la tristesse habituelle. La vérité ne fut connue par la maîtresse qu'a-

près la mort tragique de l'amant sous les sagaies africaines.

On dit que, depuis, une femme et un enfant se sont présentés à Camden-House, qu'ils ont été mal reçus par une domestique, que la mère est partie gagner sa vie comme institutrice à Melbourne, que l'enfant a été placé dans une maison d'éducation, à Issy. De ce fait, un parti a été en émoi, à la pensée que le pauvre petit bonhomme élevé dans la banlieue de Paris pourrait bien être, quelque irrégulière que soit sa naissance, un prétendant possible, dans le désarroi monarchique actuel. S'il y avait un mariage, des papiers, un testament politique nouveau ! Le petit ne sait pas encore lire, mais on lui apprendra à monter à cheval, à viser une cible, à débiter une proclamation, à décrocher une couronne. Personne, parmi ces curieux et ces empressés, ne s'avise de songer qu'une existence va être dérangée, qu'un aventurier en veston et en chapeau haut de forme va être mis en circulation dans ce XIX[e] siècle, peu propice à ce genre d'aventures. — La mère imprudente aura bien fait si elle est revenue de Melbourne, si elle a disputé et enlevé le malheureux fils de prince aux gazetiers en quête de nouvelles et aux désœuvrés de la messe de Saint-Augustin. (*12 janvier 1887.*)

§ IV
PRÉVOST-PARADOL

M. Octave Gréard a publié sur Prévost-Paradol une étude biographique et littéraire, suivie d'un choix de lettres significatives, écrites à Taine, à Ludovic Halévy, à Gréard, à Levasseur, à Ernest Havet, ou reçues de Weiss, Sainte-Beuve, Veuillot, Hugo, Thiers, Guizot, etc. L'étude, écrite avec infiniment de mesure, a de perpétuels dessous d'affec-

tion et d'émotion. Il ne s'agit pas seulement d'une notice bien équilibrée. M. Gréard a écrit ainsi, sous le couvert du nom de Prévost-Paradol, un chapitre de leurs mémoires à tous deux, l'ami mort et l'ami survivant. C'est le mélancolique retour en arrière, le regard qui voit l'étendue semée de tombes, les ombres des vivants d'hier qui réapparaissent dans le mirage du souvenir.

Par-dessus tout, M. Gréard donne cette sensation d'un homme parlant d'un autre homme qui a été son ami. C'est un sentiment bien fort, l'amitié entre deux hommes intelligents et sensibles, partis ensemble par les chemins de la vie, un sentiment si particulier, presque secret, que ceux qui l'éprouvent songent rarement à le définir. Quand il est complet, non seulement par l'échange des confidences, l'appui des forces, la connaissance des faiblesses, mais encore par une même vue de l'homme intérieur, par une perception nette et profonde de la vanité de la vie individuelle, du déploiement continu et infini de la vie universelle, ce sentiment d'amitié est vraiment très haut, à la fois très vaste et très intime. Sa déchirure par le malentendu ou par l'intérêt laisse des blessures inguérissables, une tare sur l'esprit, une honte cachée. « Deux vieux amis qui se brouillent se déshonorent », a écrit, je crois, Voltaire. La rupture par la mort laisse à celui qui reste une inquiétude et une tristesse, la hantise d'une perpétuelle présence invisible. Il faut que cette amitié — ce compagnonnage d'idées commencé jeune, cette affection d'esprit — soit bien fortement éprouvée, profonde à remplir une vie, car on ne voit guère que l'homme puisse connaître deux phases semblables. Il a de bonnes relations, d'heureuses rencontres, autres que l'amitié, comme il a des amours autres que l'amour.

Si réservée que soit la confidence chez M. Gréard, il me semble voir apparaître que son esprit a connu, chez Prévost-Paradol, une affection de ce genre. Je crois bien que c'est là le charme caché, et partout révélé, de son livre.

Il y a ici, d'ailleurs, en dehors de toutes les qualités de Prévost-Paradol, un motif profond de regret et d'amertume pour ceux qui ont été ses amis. La destinée fut particulièrement tragique pour cet homme. Il a révélé subitement, par l'arrêt qu'il a prononcé sur lui-même, par la fin brutale qu'il s'est infligée, l'étendue de son ambition, et aussi l'étendue de sa déception.

Ce suicide de Prévost-Paradol, M. Gréard ne s'y arrête pas longuement : il remet vite le drap sur le visage du mort. Mais l'acte restera historique, c'est-à-dire profondément significatif. La mémoire de celui qui l'accomplit n'en sortira pas amoindrie. Il pouvait, certes, choisir une autre solution, aussi courageuse, plus courageuse même, se refaire une seconde vie par le travail. On ne saurait pourtant incriminer celui qui prononce qu'il s'est trompé, qui affirme son honneur en litige, qui termine le débat en prononçant la disparition de sa forme périssable pour soustraire son individu aux discussions rabaissantes.

Par là, Prévost-Paradol, adversaire de l'Empire, ayant accepté une situation de l'Empire, crut choisir le seul moyen qu'il y avait de prouver sa bonne foi d'homme d'action. Il avait cru possible d'influer de façon heureuse sur la marche des événements, d'amener la liberté, d'assurer la pacification, et il partait pour l'Amérique occuper le poste auquel il était nommé, où il aurait fait son premier apprentissage des affaires. A peine débarqué, il apprenait qu'il était leurré, que la guerre éclatait, que la France allait

peut-être sombrer avec le reste. Il se jugeait comme un des responsables de la terrible banqueroute, il n'hésita pas à se condamner, à payer de sa vie sa méprise.

Sa vue sociale ne fut donc pas aussi sûre que beaucoup de ses vues sur le monde de l'esprit. A peine sorti de la manœuvre intellectuelle où il excella, de cette guerre de sous-entendus pour laquelle le louait Sainte-Beuve, à peine parti à travers les événements, il s'aperçut du prodigieux écart entre ces combinaisons et la réalité. Habile à guerroyer pour sa part, à se servir de munitions choisies, son plomb de chasse, — dangereux, d'ailleurs, et qui pouvait être, à l'occasion, meurtrier, — n'avait que faire dans les grands mouvements de foule, à travers lesquels il allait à l'aventure. Doué de prévision, ayant prévu comme possible la débâcle, il cessa de voir l'ensemble des choses dès qu'un rôle lui fut attribué.

Les hommes d'action qui pensent, ou, comme l'on voudra, les hommes de pensée aptes à l'action, sont rares. (*26 février 1894.*)

IV. — MIL HUIT CENT SOIXANTE-DIX

§ I. AU TEMPS DU SIÈGE. — § II. LE MÉNAGE BAZAINE. — § III. LES COMPARSES DE L'HISTOIRE. — § IV. LE CANONNIER MOREAU. — § V. LE LEGS BAREILLER.

§ I
AU TEMPS DU SIÈGE

Un anniversaire significatif pour une génération revient tous les ans, pendant les mois d'hiver, d'octobre à janvier. J'y songe surtout pendant le noir décembre, aux journées sans crépuscule, terminées à quatre heures ; j'y songe à regarder ces ciels bas, chargés de pluie, de neige, ou brusquement élargis par la clarté du froid, à voir la rue triste, les femmes soucieuses, les enfants pauvres.

Le temps qui réapparaît ainsi dans ma mémoire, c'est celui de l'hiver guerrier de 1870, des mois du siège de Paris.

Personne, de ceux qui ont vécu la vie de cette année 1870, ne peut échapper à ce passé, éviter cette marque. Des hommes faits, les uns ont eu leur énergie brisée, sont devenus des vieillards, d'autres se sont rués au travail, ont eu là leur crise salutaire. Pour ceux qui sont seulement aujourd'hui des hommes, qui étaient des adolescents ou des enfants alors, ces quatre mois sont inoubliables,

deviennent une période lointaine, mystérieuse, un voyage dans l'étrange, dans l'inconnu. Ceux de sept ans, ceux de quinze ans, ceux qui sortaient de la première enfance, ceux qui allaient entrer dans la première jeunesse, ont connu l'initiation précoce, ont figuré, à l'âge habituel de l'insouciance, dans un drame de l'Histoire, à grand et sombre spectacle.

Je me souviens.

Je me souviens d'un grand ensemble vague, triste, silencieux, en avant duquel surgissent des détails précis.

Le silence, surtout, cela est singulier peut-être, est resté dans ma mémoire, — le silence qui précédait et suivait tous les grands et formidables bruits. On entendait, soudain, un piétinement de foule, une clameur de voix : un bataillon d'hommes, d'ombres à peine aperçues, parfois, dans le jour trouble, défilait, allant au rempart, le fusil sur l'épaule, le bidon, la gamelle à la ceinture, — un passage de vareuses, de képis, de guêtres, des étoffes foncées, des galons rouges, des visages et des mains, — un chant de *Marseillaise*, ardent espoir aux premiers jours, appel farouche aux dernières semaines. Après, plus rien que les rues boueuses, neigeuses, les maisons mornes, des groupes où l'on causait, souvent à voix basse, comme si l'on craignait d'être entendu de quelqu'un d'invisible.

Le tumulte recommençait, se propageait, et bientôt l'inquiétude, l'exaltation, faisaient descendre les masses des faubourgs, les jetaient en sombres torrents vers le centre de Paris, les boulevards, les ministères, la place Vendôme, l'hôtel du gouverneur, l'hôtel de ville. Cela se précipitait, grossissait en route, s'étendait aux carrefours comme l'eau d'une inondation, et les yeux innocents, qui n'avaient

jamais vu la vie publique que dans l'imprimé et les images des livres, regardaient avec un ardent étonnement ce peuple armé, toute cette cité dans la rue, bougeante, criante, colère, confiante ou désespérée. Le Trente-un octobre se lève ainsi pour moi, dans le mirage en arrière du passé, toutes les petites rues du vieux Paris convergeant vers l'hôtel de ville, emplies d'une descente d'hommes, à pas pressés, la place de Grève débordante sous cette grande marée vivante, des cris jetés dans le soir, des noms de révolutionnaires courant en étincelles d'incendie, des revenants surgis du pavé comme s'ils sortaient des tombes, l'ombre de Blanqui évoquée aux vitres des hautes fenêtres où passaient des lumières, — et sur tout cela un ciel sans astres, la pluie continue, régulière, mouillant les fusils, faisant couler ses pleurs sur les furieux visages.

Puis, au lendemain de ces jours, l'accalmie, la rue muette, ouatée de mystère, une fatigue, une attente, le silence revenu, réinstallé, encore plus sensible après chaque lointaine détonation des forts, chaque sifflement d'un sillage d'obus.

L'enfant qui circulait à travers ces événements, qui connaissait, à chaque fois qu'il sortait de chez lui, ces passages de la frénésie à la stupeur, apprenait, sans s'en douter, cette loi qui fait alterner si rapidement le mouvement et l'immobilité, qui fait de tous les hommes autant d'Hamlets irrésolus. L'individu et la masse collective, lancés dans l'action, pressés par les circonstances, vont vite et loin, tout à coup s'arrêtent, atteints par l'anxiété. Paris, en 1870, vécut ainsi, courageux, ardent, volontaire, puis tressaillant, attendant la fin du hasard, gardant sans qu'on s'en soit assez douté une réserve d'énergie, d'envie de se battre,

qui devait jaillir aux pousses nouvelles, en même temps que les lilas d'avril et de mai.

C'est le spectacle de l'instinct contrarié, d'un état d'esprit à la fois excité et refréné, qui aurait pu transparaître, pour des yeux qui auraient su voir, à travers les ondes de bruit et les étendues de silence de ces derniers mois de Mil huit cent soixante-dix, — et de même aussi, dans l'apparence changeante des choses éclairées par la lumière du jour ou anéanties par l'ombre de la nuit.

Absence de la clarté! Ce fut une obsession comme le silence. Plus de gaz, la marche à tâtons par les rues. A peine une mèche fumeuse qui dorait ou rougeoyait la vitre d'un magasin, un clignotement de lampe presque éteinte qui palpitait dans l'ombre d'une façade. J'ai gardé la vision et le frémissement de ce spectacle, de ce voile de crêpe descendu sur la ville dès cinq heures du soir, de ce deuil du ciel, du sol, des maisons. Sûrement oui, il y avait quelqu'un ou quelque chose qui était mort ou qui allait mourir, on en avait le pressentiment, la certitude, à deviner ces silhouettes presque effacées qui marchaient avec précaution, à entendre ces voix chuchoteuses.

Avec quelle hâte l'adolescent rentrait chez lui, par les rues mortes, chez lui où il lui semblait que s'étaient réfugiées la chaleur, la lumière, par le feu soigneusement entretenu, par la flamme surveillée...

Ces soirs-là furent des soirs de grandes lectures, des veillées d'études au milieu de la veillée des armes. Dans un pareil moment, au milieu de ces événements, quelle clarté projetait la page d'un livre dans une chambre de la ville assiégée ! Tout se faisait à la fois, le défrichement de l'esprit, la semaille, la germination, l'épanouissement, la

récolte. Bizarre interversion! il pouvait sembler à ce nouveau venu que c'était ce qui l'entourait qui était mort ou mourant, silencieux, obscur, que c'était ce récit qu'il lisait qui était seul vivant. Le charme de la lecture opérait, le prestige se dégageait des caractères imprimés, la magie de la vie fixée aux pages faisait encore une fois son œuvre : celui qui ignorait l'existence, et qui en avait subi l'assaut confus au dehors, la voyait se manifester, grandir, s'épanouir, par les récits ensevelis dans des livres comme dans des sépulcres.

C'était bien pareil sans doute. L'esprit regarde, apprend, anime les choses, la curiosité force à se lever, à ressusciter les images du passé mort. Le premier apprentissage est là. Ce n'est que plus tard, bien plus tard, que l'on aura une perception nette, que l'on verra, avec quelle fièvre nouvelle ! la possibilité d'extraire directement l'Histoire et l'Art de la vie que l'on a sous les yeux, de tous les jours de l'existence. A l'âge de l'éveil, on n'a que des avertissements confus, on passe à travers la tragédie présente avec un sentiment indéfinissable, que l'on n'est pas capable d'analyser, on se hâte vers les tragédies imprimées où de grands écrivains ont mis le décor de leur style et ranimé les personnages.

Pourtant, à chercher ainsi dans cette nuit d'autrefois, à essayer de préciser des sensations ressenties, des fragments de visions, je ressens les inquiétudes qui me prenaient parfois au milieu de ces lectures prolongées. Le silence du dehors me surprenait, m'effrayait. Je laissais là le livre, j'allais vers la fenêtre, j'écartais le rideau, je regardais, le front à la vitre.

C'était toujours la rue sans lumière, des gens qui causaient

à l'angle, d'autres qui passaient sans bruit, qui erraient dans la neige, — le même voile de deuil au ciel, le même linceul à terre. Je revenais au livre, jusqu'au sursaut que me donnait un lointain coup de canon des forts. Je retournais à la vitre que j'entendais frémir faiblement, je regardais la rue où les gens avaient levé la tête. Je faisais comme eux, j'essayais de voir à travers les maisons, à travers Paris, je cherchais une lueur dans l'air, et je crois bien qu'alors mon imagination voyait quelque chose, forcément absent de Michelet et de Balzac, de Lamartine et de Hugo, ou de tel autre que j'avais connu comme maître de mon esprit ce soir-là, — quelque chose d'immédiat, un péril proche, un ennemi de chacun de nous, de ceux qui étaient enfermés dans la ville.

Je croyais distinguer, au delà des rues, des maisons, au delà de Paris, de grands espaces, des plaines, des collines, le fleuve, et çà et là d'autres ombres encore plus vagues, plus évanouies que les ombres proches de la rue, des cavaliers immobiles, le long manteau couvrant le cheval avec l'homme, un reflet perdu sur un casque. Je songeais aux chefs derrière ces hommes, à des ogres de légendes vêtus en souverains, en généraux : un empereur Guillaume impassible, un Bismarck géant, un de Moltke savant sorcier.

Je voyais les soldats, j'étais tout prêt à comprendre la guerre.

Ainsi, jour par jour, le sens des choses allait se précisant, ou plutôt une lente cristallisation d'idées se faisait pour plus tard, pour un jour de clairvoyance subite. Il n'y eut pas que les livres pour les adolescents d'alors, ce temps-là, il y eut les journaux du kiosque, les journaux

de la rue, pris au crieur, les feuilles simples vite tirées, qui avaient une odeur de papier humide, de chlore, d'encre d'imprimerie. Quelles lectures, celles-là! Quel ton de hâte, dans les articles, dans les informations, à croire qu'on entendait la voix essoufflée d'un porteur de nouvelles. C'était contradictoire, mensonger, hasardeux... Nul ne le savait. On avait sous les yeux, en lisant cela, une déchirure dans le ciel, un trou par lequel passaient des ballons, volaient des pigeons, retentissaient des échos de batailles. On était moins seuls...

Ce fut ainsi jusqu'en janvier, au jour de la reddition, et c'est ce qui réapparaît maintenant, sombre et fulgurant, à chaque mois de décembre. Tout revient : la foule, le désert, la clameur, le silence, l'ardeur des lectures, la vie frôlée sans trop la voir, la rêverie vivante des soirs, le canon lointain, le rideau relevé sur la vitre, la neige, les spectres. Quels regrets de n'avoir pas mieux vu tant de visages d'hommes, de femmes, d'alors!

Je n'ai voulu qu'essayer de formuler en un récit ces tressaillements du passé, je n'écris pas des mémoires individuels, j'indique les mémoires d'une génération, je demande à ceux de mon âge s'ils se souviennent de ce moment où ils ont été perdus dans un cataclysme, dans un maëlstrom, où ils ont connu la solitude dans la foule.

La génération virile fut vaincue, mais n'y a-t-il pas eu victoire d'esprit, libération de pensée, pour ceux qui venaient ensuite? Je sais bien qu'il en est venu encore d'autres, qu'il en viendra sans cesse, je sais bien que l'expérience est personnelle, que nul n'empêchera de nouveaux venus de vivre leur vie, de courir à l'incertain, triomphe

ou catastrophe. Comment tous ces éléments s'accorderont-ils? comment se fera l'équilibre? Je ne sais, ni personne. J'ai voulu seulement marquer que ceux qui montent maintenant au plateau de l'existence, les hommes qui ont actuellement de trente à quarante ans, ont déjà, à l'âge des premières impressions, vécu l'histoire, touché le réel. Désenchantement chez les uns, force chez les autres. (*18 décembre 1893.*)

§ II
LE MÉNAGE BAZAINE

MADAME Bazaine avait déclaré à son mari, prisonnier au fort de Sainte-Marguerite, qu'elle l'abandonnerait à jamais s'il ne consentait à s'évader. L'homme eut peur de cette solitude aggravée. Plus de visites journalières, plus de femme, plus d'enfants. Il consentit.

Mme Bazaine fut active et courageuse. Des jouets furent introduits dans le préau, des trapèzes, des balançoires, la corde à nœuds fut fabriquée. On connaît les détails de l'évasion : Bazaine se promenant avec le directeur, feignant de rentrer, le directeur en quête du geôlier, celui-ci fermant et verrouillant la porte sur la cage vide. Au milieu de la nuit, par une mer un peu grosse, quand Bazaine descendit au long de la muraille, grâce, dit-on, à certaines complaisances, il trouva, non loin des rochers de l'îlot, la barque conduite par sa femme et un homme dévoué. En quelques brasses il fut à bord, en quelques coups de rame on fut à terre. Une autre embarcation attendait, qui mena les fugitifs jusqu'au petit vapeur italien frété par Mme Bazaine. Guy de Maupassant, racontant l'aventure en détail dans son volume : *Sur l'eau*, dit que Mme Bazaine

expliqua ainsi au capitaine la présence du nouveau venu, meurtri, ensanglanté par sa dégringolade : « N'ayant pas de domestique, j'ai pris un valet de chambre. Cet imbécile vient de tomber sur les rochers et de se mettre dans l'état où vous le voyez. Envoyez-le, s'il vous plaît, avec les matelots et faites-lui donner ce qu'il faut pour se panser et recoudre ses hardes. » C'est ainsi que l'ex-maréchal parvint à Gênes.

Le plan fut préparé et mis à exécution par cette jeune femme énergique. Elle avait veillé à tout, loué le vapeur pour plusieurs semaines, fait préparer la barque, et l'heure sonnée, n'avait pas hésité à se livrer au vent et à la vague pour sauver celui dont elle portait le nom déshonoré.

L'arrivée à Madrid eut forcément, après une telle aventure, des allures de triomphe. Beaucoup plus jeune que son mari, la vive Mexicaine se mit en tête de régner sur la société espagnole. Il paraît, en effet, qu'une partie du monde madrilène répondit à ses avances, consentit à venir dîner, causer, danser et rire chez l'aimable maîtresse de maison. « On la voyait, dans les premiers temps, — dit une correspondance du *Figaro*, — toujours accompagnée de son mari à l'Opéra, où ils étaient abonnés. Pendant qu'elle causait, dans les entr'actes, avec ses nombreux amis, l'ex-maréchal ronflait dans son fauteuil, comme quelqu'un qui viendrait de faire un long voyage. Il fallait entendre les nombreux Français qui étaient près d'eux, en voyant dormir cet homme! »

Presque aussitôt l'arrivée du ménage, on remarqua, toutefois, quelque étrangeté dans ses allures. Bazaine vivait retiré, ne paraissait pas aux fêtes, s'éclipsait pendant les

visites. Il s'isolait, disait-on, dans son cabinet de travail, lisait les journaux, prenait des notes. — Peut-être dormait-il, comme à l'Opéra. — Puis, vint la gêne, il fallut procéder à des changements de domiciles, toujours pour s'installer plus à l'étroit, pour tomber plus bas. La voiture supprimée. Au lieu du fastueux appartement, un petit entresol de la rue d'Argensola, les réceptions rares, le maréchal invisible, ne prenant pas place à table : on le rencontrait, au matin, gras, lourd, somnolent, faisant son marché tout seul.

Le dénouement, ce fut le départ brusque de la femme, retournant au Mexique avec ses deux jeunes enfants, — l'aîné avait pris du service dans l'armée espagnole. La déchéance se précipita lamentablement. Le condamné de Trianon dut regretter maintes fois de n'avoir pas été conduit au poteau de Satory, de n'avoir pas, au moins, été laissé à Sainte-Marguerite, condamné à la prison perpétuelle. Celui qui l'a gracié, celle qui l'a délivré, ne savent pas quelle aggravation de peine ils lui ont value. Sainte-Marguerite, à défaut des douze balles du peloton d'exécution, c'était, sinon l'oubli, du moins la fin de vie inerte, à l'abri des injures et de la misère, la vieillesse enfermée dans ce cachot ennuyeux et splendide, expirant sur ce tas de pierres, au milieu de la mer bleue, sous l'implacable soleil.

A Madrid, la femme partie, il fallut encore déménager, quitter la rue d'Argensola pour la rue de Monte-Esquinza. Habitant le triste logement, vêtu de loques, chaussé de savates, vivant de la maigre solde de son fils devenu sergent, l'homme qui livra Metz mourut lentement, méprisé par le regard du passant, insulté par les lettres qui venaient de France. Il y eut, pourtant, chez lui, plus de colère que de

tristesse. « Je l'écoutais avec le plus grand étonnement parler de ses soldats, — dit le correspondant du *Figaro*, — de ces vaillants qui avaient lutté jusqu'à la mort, de la façon la plus insultante, et je dus lui dire que moi, étranger, aimant la France où mes enfants sont élevés, je ne pouvais supporter qu'il me parlât comme il le faisait. Et lui de taper sur la table, exaspéré, excité jusqu'à la folie, protestant dans la solitude de cette chambre misérable, contre l'injustice des hommes et de l'histoire : « Les Français ! des brail-
« lards ! Mes soldats ! Ne m'en parlez pas ! Une fois qu'ils
« ont éprouvé un premier échec, vous ne pouvez plus comp-
« ter sur eux ! J'ai servi l'empereur ! Je ne pouvais recon-
« naître un gouvernement imposé par la populace ! Ah !
« sacré tonnerre ! » Et il tirait fiévreusement de son bureau des dossiers, des rapports, un tas de paperasses qu'il voulait me faire lire séance tenante. »

Jusqu'à la fin, le chef d'armée qui avait oublié son pays pour jouer au médiateur et au gouvernant, eut ainsi l'incompréhension morale de son rôle et la vanité de sa trahison.

Le châtiment d'abandon et de misère que lui infligea sa femme n'en est pas moins rude et, il faut le dire, inadmissible. On aurait compris une nette séparation, un refus de laisser son sort lié à celui d'un coupable, et cette façon d'agir aurait pu être celle d'une Française patriote, d'une âme inflexible mettant l'honneur au-dessus de ses affections de femme. Mais qui n'aurait admis plutôt l'affection persistante, l'apitoiement humain devenant plus fort et plus tendre à mesure que l'adversité grandit, que la haine s'acharne ? Que penser donc de Mme Bazaine, abandonnant le misérable homme, sans ces hautes raisons, sans ces dures vertus cor-

néliennes, indiquées tout à l'heure. Après le conseil de guerre, après l'évasion, après les années passées ensemble à Madrid, elle s'en va. Fragilité, dit un poète, ton nom est femme. Femme, ton nom, souvent, veut dire aussi goût du plaisir, haine de la misère. (*26 septembre 1888.*)

§ III
LES COMPARSES DE L'HISTOIRE

Une notice nécrologique paraît au-dessous d'un nom dont les syllabes ne sont pas significatives pour tout le monde. Régnier ! Edmond Régnier ! On hésite, on ne reconstitue pas vite un état civil, mais on lit quelques lignes, on remonte brusquement quinze années, et la mémoire revient du louche personnage soudainement remis en lumière par les débats juridiques sur la capitulation de Metz. Il n'apparut pas dans le jour de l'audience, on ne le vit pas marcher sur les dalles du Petit-Trianon, s'asseoir auprès du maréchal affaissé devant ses juges. L'homme ne vint pas fournir d'explications, ne courut pas le risque de défendre son honneur et de disputer sa vie. Et pourtant, son nom à peine prononcé, il devint un des acteurs toujours en scène du drame militaire. Impossible dorénavant d'éluder cette figure inquiétante. Les horreurs d'un siège de deux mois, les boucheries d'hommes autour de la ville, le défilé de deux cent mille soldats désarmés, emmenés en captivité, les régiments parqués dans les îles de la Meuse, cela ne peut plus être évoqué sans qu'on fasse intervenir ce Régnier, tout à l'heure obscur, qui passe son temps en allées et venues entre l'impératrice déchue, le chancelier prussien et le maréchal de France bloqué dans Metz.

Quelle chaude vapeur était donc montée au cerveau de ce

rentier vivant habituellement en Angleterre, se distrayant aux villégiatures d'été, chassant en automne, faisant valoir ses titres et rapporter ses terres, menant la vie inoccupée que procure un mariage riche? Etudiant en droit aux jours de sa jeunesse, vaguement chirurgien quand l'âge mûr est venu, bonapartiste après avoir été républicain, ce n'est pas dans ces hésitations sur le choix d'un état et dans ces versatilités d'opinions que peuvent être trouvées l'annonce d'un rôle déterminé et d'une action décisive. Et voilà qu'en septembre 1870, l'Empire tombé, les Allemands en France, l'idée de régler les péripéties, de hâter les dénouements s'empare du personnage, le pousse aux démarches folles, aux fantaisies irréparables. Régnier va trouver la souveraine chassée, réfugiée à Hastings. Il est reçu. Après l'entrevue il revient en France, porteur de photographies, de vues d'Hastings sur lesquelles l'impératrice et son fils ont griffonné des phrases de dédicaces pour Napoléon III. Mais ce n'est pas Napoléon III que Régnier va trouver, c'est M. de Bismarck à Versailles, c'est le prince Frédéric-Charles devant Metz. Il obtient tous les sauf-conduits et toutes les escortes qu'il désire, il entre dans la ville investie, voit Bazaine, s'enferme pendant des heures avec lui, obtient des renseignements sur la durée possible des vivres, sur l'état de l'armée. Il obtient davantage, il fait sortir avec lui un général chargé de négocier la paix et la rentrée des Bonaparte. Qu'il soit désavoué à ce moment, que Bourbaki soit accueilli par l'impératrice avec une stupeur vraie ou simulée, que M. de Bismarck ait cru ou n'ait pas cru à la mission du singulier plénipotentiaire qui se présentait devant lui, c'est ce qui est assez difficile à établir. Mais les résultats n'en sont pas changés pour cela : Bazaine s'est

efforcé de préparer une restauration bonapartiste, les généraux prussiens ont été mis au courant de la situation militaire de Metz, une armée qui pouvait faire dévier la destinée a été soustraite au service de la France.

C'est ce Régnier qui a été le machiniste de ce changement à vue. C'est ce monomane improvisé ambassadeur, s'affichant comme homme important entre Hastings et Metz, faisant prétentieusement étalage de sa mission, exhibant ses ridicules autographes devant l'impassible diplomate appuyé sur son sabre de cuirassier, c'est ce creux et vaniteux bonhomme qui est venu jouer la fortune de la France, qui s'est fait inconsciemment l'espion et le trafiquant de son pays.

Quelle preuve plus extraordinaire de l'influence que des comparses arrivent à exercer sur les événements ! Les historiens systématiques peuvent se complaire aux théories, ils peuvent croire à la puissance des plans, à la régularité des faits, magnifier la volonté, célébrer les grands hommes. Tous les rôles distribués, tous les coups de théâtre prévus, quelqu'un se détache des groupes indistincts qui regardent de loin ou qui évoluent dans la pénombre. Personne ne connaît ce quelqu'un, quantité d'autres individus pareils se présenteraient qu'ils seraient immédiatement réduits au silence et à l'inactivité. Combien sont-ils dont la cervelle a été excitée par l'atmosphère puante de poudre, sonore de mots et de coups de feu, combien sont-ils qui ont publié des brochures comme Régnier, qui ont voulu, comme lui, parler et agir ? Fous inoffensifs ou patriotes sincères, qu'on pouvait calmer ou convaincre. Mais celui-là, ce maniaque dangereux, on le laisse passer, on l'accueille, on l'écoute, on lui donne les moyens de mener jusqu'à la fin son extraordinaire besogne. Ceux

qui tenaient la scène, les chefs qui avaient assumé les responsabilités, les adversaires qui croyaient le champ clos définitivement établi, s'arrêtent devant cet inconnu qui fait irruption, écoutent cette parole, acceptent cette autorité. Les foules subissent les bombardements et les famines, meurent sur les champs de bataille, toutes les combinaisons sont dérangées, tous les espoirs s'effondrent, parce qu'il y a eu un imbécile qui est sorti de chez lui, qui a voulu être quelque chose dans la pièce, qui a quitté sa place de figurant pour prendre les allures équivoques et le ton mystérieux du traître de mélodrame. (*10 novembre 1886.*)

§ IV
LE CANONNIER MOREAU

Le canonnier Moreau est une des victimes de la guerre de 1870. A la bataille de Bapaume, un éclat d'obus lui crève les yeux, lui enlève le nez, les joues et une partie de la mâchoire. Autant dire que le visage du malheureux a disparu. L'aspect de cette plaie épouvantable fait croire à la mort. Au soir des batailles, on ne regarde pas les blessés de très près. Les ambulanciers laissent Moreau à l'endroit où ils le trouvent. Il y reste longtemps, puis revient à lui, se relève, se traîne jusqu'au prochain village, le village d'Arvilliers. Il est soigné, transporté à l'hôpital d'Arras, puis un an après au Val-de-Grâce. Il guérit.

Voici maintenant ce qu'il advient de l'homme qui a donné son sang, sa peau, ses yeux pour son pays. Voici comment il est traité par les concitoyens qu'il a défendus.

C'est le rapport, écrit par un député, M. Cavalié, au reçu d'une pétition de Moreau, qui raconte l'histoire, précise les détails. On verra pourquoi la pétition et pourquoi le rapport.

Au début, il semble qu'il y ait eu émotion et sollicitude. Un dentiste, M. Delalain, exécute un masque pour l'artilleur, lui refait un visage, un nez, un palais, des dents, des gencives, lui rend la respiration, le pouvoir de manger et de parler. Mais une fois le don fait de ce semblant de physionomie, on laisse l'aveugle circuler par le monde avec sa maigre pension militaire et la propriété d'un bureau de tabac de médiocre rapport. Moreau, malade, atteint d'une fièvre cérébrale, entre à l'hôpital civil, puis à l'hôpital militaire de Valenciennes. Là, il n'est plus l'objet de pitié qu'il aurait dû rester pendant toute sa vie, il devient un objet de curiosité. A toute heure du jour, les médecins et les élèves qui n'ont pour mission que de soigner sa fièvre, prétendent examiner sa blessure et le mécanisme de l'appareil facial et du dentier. Moreau réclame en vain. Un jour, furieux, il sort de son lit et essaye de repousser deux infirmiers qui l'obsèdent. L'un des infirmiers saisit un tisonnier, et pour vaincre la résistance de cet homme qui ne voit pas clair, lui porte au front un coup qui occasionne une blessure profonde. Le masque et le dentier tombent à terre, sont foulés aux pieds, écrasés, détruits. Vite la camisole de force, et le malade, étiqueté fou, est transporté à l'hospice d'Armentières. Ces choses se seraient passées devant M. le médecin militaire en chef et ses aides! Pourquoi, si le fait est vrai, M. le député rapporteur n'a-t-il pas donné, en toutes lettres, les noms de ces personnages impassibles?

Moreau reste dix mois à l'hôpital d'Armentières. En sortant, il retrouve sa femme et sa fille, car il s'est marié, il a un enfant. Tous trois vivent de la pension et du bureau de tabac. Ils en vivent mal, puisque le canonnier

en a été réduit à faire imprimer un récit qui raconte sa blessure et sa guérison, et qu'il vend lui-même dans la rue, montrant son visage de mutilé échappé à la tuerie. Ce n'est pas tout encore. L'épisode ne serait pas complet si quelques chefs de bureaux de ministères n'y jouaient les rôles obligés, le rôle des messieurs qui opposent des fins de non-recevoir, qui objectent de vagues raisons en consultant d'inutiles paperasses. Il en est naturellement ainsi. Croirait-on que l'indispensable masque de Moreau une fois refait et adapté de nouveau par M. Delalain, « le savant dentiste, qui est en même temps un homme de cœur », au dire très croyable de M. Cavalié, — croirait-on que ce masque du blessé de 1870 n'a pas encore été payé, et que la note du fabricant va du Val-de-Grâce aux différents ministères, sans qu'aucun caissier consente à l'acquitter ! (*5 septembre 1886.*)

§ V
LE LEGS BAREILLER

Les particularités du legs Bareiller constituent une étrange aventure. Les faits sont des plus curieux que puissent retenir les Mémoires intimes d'une nation. La mentalité du personnage constitue un cas d'humanité excessif et caractéristique.

Bareiller, châtelain en Seine-et-Marne, léguait, en juillet 1887, son château de Boissise-le-Roi, près Melun, avec domaine de cent quatre-vingts hectares, bois, prés, terres cultivées, — au Kronprinz d'Allemagne, qui depuis devint empereur, régna et mourut sous le nom de Frédéric III.

C'est dans une cellule de la prison de Melun que Bareiller

avait rédigé ce testament. Le délit pour lequel il était enfermé, un délit de coups et blessures, ne semble avoir, à première apparence, aucune corrélation avec l'acte qui donnait à un prince allemand une maison et un morceau de terre de France. Pourtant, il n'y a pas d'autre cause à l'état d'esprit et à la détermination du prisonnier : un rapide tracé de sa biographie le fera comprendre. Voici, d'abord, ce que l'on a cru savoir de lui.

Paul-Auguste Bareiller était le fils de François Bareiller, régisseur, puis propriétaire du château de Boissise-le-Roi. Mlle de la Beausse, une vieille fille en laquelle expirait la famille des anciens possesseurs, avait laissé à sa mort tout ce qu'elle possédait à l'homme qui administrait sa fortune. Le paysan devint châtelain et maire de la commune. En s'installant dans la bâtisse seigneuriale, il épousa une paysanne dont il avait eu deux enfants qui furent ainsi légitimés. L'un de ces enfants fut Paul-Auguste Bareiller, l'autre mourut. Le survivant ne reproduisit, dit-on, aucune des qualités de son père, aimé de tous pour son activité et sa compatissance. Est-ce cette fortune de parvenu, cette acclimatation de hasard chez les de la Beausse, qui firent de lui le bourgeois méfiant, orgueilleux et brutal qu'il devint ? A-t-on raison de dire qu'empêché de se marier par sa naissance tard régularisée, il prit en haine, pour ce motif, la société tout entière, y compris sa pauvre bonne femme de mère ? « Le fait est — dit le rédacteur du *Temps* qui raconte cette histoire — qu'il n'a jamais fait placer sur la tombe de sa mère ni une pierre, ni une croix, ni une inscription. L'herbe poussa sur la terre où elle est inhumée, entre le tombeau de son mari, décédé avant elle, et celui de son fils. Il avait, on le voit, la rancune tenace. »

Quel que soit le motif initial de sa misanthropie, jamais cet ennemi des hommes ne se serait départi, dans le milieu campagnard où il vécut, de sa haine à la fois tâtillonne et rugueuse. Pendant trente ans, il espionna, il combattit les gens du village de Boissise, désolés et terrifiés par ce voisinage. Sans cesse des procès, et continuellement des batailles. Le tyranneau avait de l'argent, et il menait loin ses adversaires. Il avait aussi des poings, et son humeur irascible lui faisait chercher des querelles à tout venant, aux champs et sur la route. Plus d'un s'en revint chez lui meurtri, les yeux pochés ou le crâne endommagé, pour avoir été en discussion d'affaires avec le châtelain, propriétaire jouant au féodal et faisant sa besogne lui-même. Le paysan aime encore mieux une rencontre, habits bas et poings fermés, qu'une comparution en justice. Mais ces façons de régler les différends devinrent elles-mêmes trop fréquentes. Bareiller fut mis en quarantaine. Personne n'accepta de venir travailler chez lui, presque tous ses champs restèrent en friche. Lui, l'Alceste, ou plutôt le Timon de Seine-et-Marne, s'en allait tout seul, orgueilleusement, labourer ses terres et rentrer ses moissons.

Chez lui, il était paisible, pris par d'aimables occupations. Il collectionnait, donnait dans la vieille faïence et dans la japonaiserie. Il peignait, ayant été élève de Couture. On nous le présente comme un beau vieux, « tête d'artiste ou d'apôtre », longs cheveux blancs, longue barbe blanche, poli, spirituel, très instruit, ne devenant tout à coup féroce que si une discussion d'intérêts surgissait. Il se souvenait alors qu'il avait fait son droit, qu'il était avocat, se montrait un écrivassier d'affaires de premier ordre.

Nonobstant son goût pour les objets d'art, il n'oubliait pas pour cela la haine dont il enveloppait l'humanité tout entière, présent et passé. C'est dans le plus beau salon de l'habitation, là où sont alignés les portraits des de la Beausse, qu'il établit un capharnaüm de photographe, de chimiste et de jardinier. Un fouillis d'instruments de culture, de vieux journaux, de fioles d'acides, de cornues, entre ces quatre murs ornés de glaces à encadrements Louis XV ! Pauvre mademoiselle de la Beausse !

Tout ceci n'empêchait pas, tant les contradictions abondaient en cette nature, que Bareiller se proclamait légitimiste. Il voulait rendre à Boissise son apparence et son étendue d'avant la Révolution. Maire pendant cinq ans, il mit, par son apathie et son mauvais vouloir, les affaires de la commune dans un état déplorable. On le força de démissionner. Il y avait eu, depuis cette époque, recrudescence d'hostilités. Plutôt que d'employer les journaliers du pays, Bareiller laissait pourrir ses meules et son bois mort. Les paysans se vengeaient en coupant ses arbres verts. Un jour, et ce fut la fin, il eut une discussion avec un ouvrier qui lui réclamait un dû de douze francs cinquante centimes, et il lui brisa la mâchoire d'un coup de revolver.

Il fut condamné à un an de prison.

Alors, sa haine changea de forme et de but. Il jura qu'il était en état de légitime défense, qu'il y avait eu menaces, coups, bataille, que la réclamation de l'homme était injuste. Il se considéra, et sans doute ce fut là chez lui un sentiment sincère, comme un innocent épouvantablement mis à mal. Il se refusa à admettre ce qu'il considérait comme une abomination, il en appela, — rien n'y fit. Peut-

être se serait-il contenté d'une grâce ? Il l'attendit alors vainement. Il lui fallut se rendre à la prison de Melun.

Nul doute que s'il avait eu un pont-levis, des fossés, des meurtrières, et derrière les murailles, des hommes dévoués, nul doute qu'il n'eût soutenu un siège et tiré sur des soldats. Il ne put que songer en enrageant à ces pratiques qui auraient réconforté son âme colère. Il dut obéir aux papiers administratifs, à toute la paperasserie maculée de signatures et de timbres.

En prison, dans le repos et la réflexion qui suivirent l'ivresse de sa colère, il crut trouver la vengeance qui atteindrait tout le monde, les gens de sa commune et tous les Français, depuis le plus pauvre gueux demandant un morceau de pain à sa porte, jusqu'aux abominables gouvernants responsables de son incarcération. Il rédigea ce testament qui léguait Boissise au Kronprinz, il spécifia l'installation au château d'un institut agronomique allemand, l'exclusion de tout Français, l'emploi des seuls Allemands aux postes de gardes et régisseurs, il exigea cette inscription provocante au-dessus de la porte : *Colonie Bareiller-Kronprinz*. Il remit l'acte contenant ces dispositions au directeur de la prison de Melun avec recommandation d'en effectuer le dépôt chez M[e] Chagot, notaire à Melun. Ce qui fut fait. Et quelques jours après, il mourut.

On peut bien dire qu'il mourut de colère et de douleur. La solution de l'affaire n'était guère problématique. On pouvait prévoir que le Kronprinz refuserait ce legs embarrassant. Un souverain étranger consentira difficilement à venir occuper une parcelle de territoire, chez la République française, en admettant que le territoire puisse se céder de cette façon-là, un peu vite acceptée par les

légistes. Ce qui subsistera de l'événement, c'est l'extraordinaire décision prise par ce cerveau exalté, c'est l'attitude de provocation impuissante de ce solitaire de campagne, acculé par la loi dans la bauge où il se croyait maître.

Aussi bizarre que soit la conclusion à laquelle on en arrive, ce Bareiller donne ici la sensation d'un patriote blessé, d'un être ayant la notion précise et égoïste de la patrie. Il ne renie pas le pays où il est né, où il a vécu, car il lègue son argent et ses meubles anciens au gouvernement français, à la condition d'acheter des œuvres d'art pour e Louvre et de placer les meubles à Cluny. La France, pour lui, est comme une personne existante, un être à réflexion, à projets, à machinations, une alliée traîtresse qui lui a donné jusqu'à présent la sécurité et qui tout à coup se déclare contre lui, le traque, le punit, le blesse dans son orgueil, dans son repos, le déshonore aux yeux de tous.

Il cherche quelle riposte il peut faire à cette attaque inattendue, il lui vient cette idée farouche et subtile de déshériter la France comme il aurait déshérité une maîtresse infidèle ou une épouse qui aurait sali son nom, qui se serait jouée de lui. Bien mieux, il coupe un morceau de cette France exécrée, ainsi que le Shylock de Shakspeare coupe un morceau de chair de chrétien, il le jette comme une proie à celui qui est considéré comme l'ennemi.

Pauvre bonhomme monomane, pauvre être qui a accepté la solitude sans avoir connu la vie ! Son recours contre ses juges aura été vain, sa revanche posthume lui aura échappé, sa tête chaude, ses poings solides lui auront été inutiles. Il a voulu pour sa carcasse de vieillard entêté une sorte d'apothéose, des cris de plainte et de malédiction, il n'a eu

que les rires et les plaisanteries des paysans qu'il frappait et qu'il invectivait au temps de sa puissance villageoise. Quand on a ramené son corps de la prison de Melun, les paysans ont trinqué dans les auberges, mis des drapeaux aux fenêtres.

Il faut voir, maintenant l'envers, de cette vie, chercher la réalité complète derrière l'apparence.

Les renseignements donnés par les journaux sont presque tous exacts. Mais ils sont exacts de la grosse exactitude, de celle qui est admise par tout le monde sans discussion, de l'exactitude d'apparence. En réalité, comme dans la plupart des événements facilement admis, il y a beaucoup à distinguer et à expliquer. La vérité n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air, et on étonnerait beaucoup de gens en leur disant que Bareiller a été un incompris.

Il y a pourtant un sentiment de cet homme qui devrait donner la signification de son caractère, la clef de toute sa vie.

Nous venons de deviner en lui, à l'énormité de son acte, un patriote furieux qui cherche à se venger de la Patrie par une vengeance directe, personnelle, par un affront matériel, comme on en inflige à ceux que l'on maudit et que l'on déshérite. C'est bien là le sens secret d'un acte qui resterait, sans cette remarque, absolument incompréhensible. Bareiller, il n'y a pas à en douter, fut un patriote, un patriote forcené et agissant, et la contradiction que l'on croit trouver dans sa conduite s'explique par elle-même, prend place dans la logique du bonhomme, dès qu'on y réfléchit un peu. Mais il y a autre chose.

Ce qui a rendu furieux cet homme tranquille, ce qui l'a

amené à commettre les actes extrêmes qui lui sont reprochés, c'est la surprise, le dépit, puis l'enragement qu'il ressentit en constatant l'impossibilité de se faire rendre justice. Il est exact que son mariage n'a pu avoir lieu à cause de l'irrégularité de sa naissance, irrégularité pourtant réparée. Toutefois, il avait pris son parti de ces préjugés bourgeois, plus inhérents à une classe qu'à une morale, et il avait décidé qu'il vivrait seul, à la campagne, satisfaisant à la fois ses goûts de collectionneur et d'agriculteur.

Le drame commence. Bareiller s'aperçoit qu'il lui faut tout surveiller, tout voir par lui-même. Continuellement, il est volé. Ce ne sont point tous des bonnes gens que ces paysans de Seine-et-Marne. Comme beaucoup d'autres hommes, il en est qui sont entachés de fausseté et de cupidité. Par malheur, Bareiller n'a affaire qu'à ceux-là. Il lui est impossible de trouver un domestique, un journalier, qui n'augmente son salaire par de menues ou fortes escroqueries, selon le cas. Le clairvoyant propriétaire sait qu'on le trompe sur le nombre d'heures passées au travail, il sait aussi que les produits de ses champs et de sa basse-cour diminuent à vue d'œil. Il entre dans des colères folles, sans doute aussi est-il un peu avare et procédurier, bref, il ne peut pas réussir à loger en son cerveau cette idée bien banale et généralement admise qu'il faut consentir à être volé, que c'est là une des formes de l'impôt pour les riches. Lui, il est navré et agité, il se lamente et s'emporte devant une telle déloyauté des hommes qu'il emploie. C'est à ce moment que se produisent les rixes dont on a exagéré la fréquence. Bareiller n'était nullement un tyranneau de village, c'était au contraire un indifférent qui voulait être en paix chez lui. Il le fit bien voir pendant les années qu'il

passa à la mairie et où il laissa tout aller à vau-l'eau, par apathie et non par haine. Un égoïsme batailleur ne se réveillait en lui que lorsqu'il avait affaire à un de ceux qui l'avaient lésé. Alors, il discutait et combattait avec tous les arguments qui pouvaient réduire l'adversaire, ses poings solides venaient à la rescousse de sa parole insuffisante à convaincre.

Comme bien l'on pense, ceux qu'il traitait ainsi ne se faisaient pas faute de le harceler et de lui nuire. Des vauriens qu'il avait chassés de chez lui revenaient voler ses poules dans sa basse-cour, couper ses arbres dans son jardin. S'étonnera-t-on encore qu'il soit devenu un ennemi des hommes, un misanthrope toujours sur le qui-vive, épiant les rôdeurs et décidé à se défendre ? Il fit toutes ses besognes lui-même, il laboura, bêcha, sarcla, rentra ses récoltes, avec des revolvers chargés dans ses poches. Ce liseur de bons livres, ce collectionneur de bibelots, devint un campagnard solitaire, défiant, mais nullement l'irascible que l'on a représenté. Bien plutôt calme, froid même. S'il n'arrivait pas à faire toutes les besognes que nécessitaient ses cent quatre-vingts hectares de terre, il déclarait que c'était tant pis, que les terres resteraient en friche, qu'il aimait mieux cela que d'être pillé et volé, et il le faisait comme il le disait. Pour l'affaire qui le conduisit en prison, elle se réduit à ceci : l'homme avec qui il était en contestation le menace, l'avertit qu'il l'assommera à sa première sortie. Bareiller, très nettement, le renseigne : « Je serai dimanche, à telle heure, sur la route, à tel endroit. Mais ne me manque pas, car moi je ne te manquerai pas, je te préviens. » L'autre, excité par des compagnons de cabaret, vient au jour et au lieu indiqués. Il frappe Bareiller. Bareiller prend son revolver et

tire. C'est pour ce fait qu'il fut condamné à un an de prison.

Il se considérait comme en état de légitime défense, et il conçut un violent chagrin, il tomba en un profond accablement, lorsqu'il n'eut plus de doute, toutes les juridictions épuisées, sur l'exécution de la sentence, qu'il considéra comme l'injustice suprême. Il s'irrita davantage en prison, les pratiques qu'il y vit accomplir ne le réconcilièrent pas avec la société. Même là, entre les murs de sa cellule, pendant la promenade au préau, cet affamé d'équité n'abandonna pas son idée fixe. Sur une réclamation de lui, fortement motivée, un haut fonctionnaire qui remplissait mal ses fonctions fut destitué.

Le testament fut la conclusion de toute cette histoire. Bareiller s'était engagé en 1870, il avait fait tout son devoir, il détestait l'Allemagne. Mais il ne put supporter le traitement qu'on lui infligeait, à tort, selon lui. Manie, si vous voulez. Après avoir réfléchi, il demanda du papier timbré, rédigea le legs que vous connaissez, mourut tranquille. Il donnait sa maison, sa terre à l'ennemi. Il avait bien cherché, et voilà ce qu'il avait trouvé de plus abominable et de plus sanglant. Cette offense à la patrie le soulagea comme s'il avait pu souffleter un être réel, lui cracher au visage. Il voulut blasphémer son idole par un tel acte, il injuria l'idée à laquelle il avait cru, comme un croyant qui aurait à se plaindre de Dieu et qui déchargerait son fusil contre le ciel en se figurant tirer sur Dieu. (*19 septembre 1888.*)

V. — TROISIÈME RÉPUBLIQUE

§ I. D'ANDLAU ET CAFFAREL. — § II. GAMBETTA RUE SAINT-BLAISE. — § III. DANS LA MINE. — § IV. AU FOND DES PUITS. — § V. MILIEU PARLEMENTAIRE. — § VI. JAURÈS ET CLEMENCEAU.

§ I
D'ANDLAU ET CAFFAREL

Le personnel d'habitude de ces sortes d'aventures est au complet autour du général d'Andlau, disparu, du général Caffarel, arrêté. Le Lorentz, courtier en décorations, qui a vendu pour 80.000 francs de Nicham-Iftikars, fait vis-à-vis à l'inévitable baron Kreitmayer, éleveur de chevaux, rôdeur d'ambassades. Les personnages qui ne paient pas les billets qu'ils ont souscrits vont de pair avec les notabilités qui brassent des affaires. M. Gogo, quémandeur de décorations, se rencontre fatalement avec Robert-Macaire en situation officielle. Enfin, tout un groupe de dames qu'il eût été singulier de ne pas rencontrer dans les alentours, sourit, minaude, intrigue, protège. Dame Véron, dite de Courteuil, dame de Boissy, dame Ratazzi, dame Limouzin, les voilà, toutes celles qui ont été raflées ou suspectées, munies de noms d'apparat et pourvues de vagues professions.

Celle qui mène tout, c'est la dame Limouzin, active commère, experte en trafics de toutes sortes, apportant, dans

les négoces délicats auxquels elle se livre, les manières bavardes d'une revendeuse et les mielleuses circonlocutions d'une proxénète. Celle-là n'est pas une gaillarde à baisser la tête devant les révélations qui déshabillent sa chétive personne morale. Elle prend tout avec des airs de supériorité et sur un ton d'importance qu'elle croit sans doute de nature à éblouir le tranquille juge d'instruction. Elle fait sonner bien haut ses relations, désigne familièrement comme ses intimes des chefs d'armée et des politiques, se donne comme la maîtresse d'un ancien ministre, et il lui est prouvé qu'elle se vante, donne comme témoin de son mariage un député, et celui-ci se défend énergiquement d'avoir figuré dans la cérémonie. L'interrogatoire ne serait pas facile à débrouiller sans les liasses de lettres qui ont été saisies au 32 de l'avenue de Wagram.

Car enfin, il y a des lettres, il y a eu des visiteurs, il y a eu des croix vendues, il y a eu de l'argent touché. Que la dame ait eu ou n'ait pas eu des relations intimes avec des porteurs de grosses épaulettes et de képis galonnés d'or, c'est après tout chose secondaire. Un peu de libertinage n'aggraverait pas le cas des coupables, l'entraînement de la passion, voire même la manie entêtée d'un vice, distrairaient l'esprit des cupidités et des maquignonnages entrevus. Les trafiquants de croix d'honneur ont pu ne pas s'arrêter, après tout, à l'aspect physique de l'experte négociatrice. On la dit petite, maigre, pâle, bossue, boiteuse, ayant des apparences de petite vieille, mais il peut se trouver des messieurs qui ne soient pas réfractaires à ces séductions fanées. N'avait-elle pas, d'ailleurs, s'il faut en croire les indiscrétions du reportage, un râtelier de dents superbes et une perruque de cheveux noirs magnifiques ?

Tout cela, en vérité, serait bien indifférent, et des militaires pourraient passer toutes leurs soirées et une partie de leurs nuits chez des personnes d'équivoque renommée, sans que nul ait souci des médiocres divertissements auxquels ils se livrent. Le malheur est que quelques-uns ont beau défaire leur ceinturon, accrocher leur sabre à une patère du vestibule, ils n'en restent pas moins, dans la salle à manger et dans la chambre à coucher de la donzelle, soldats et fonctionnaires, prêts à offrir leur influence, à raconter ce qui se passe dans leur bureau du ministère.

Le chef de l'armée qui se préoccupe des dettes accumulées, des billets impayés, des anecdotes de la vie privée de ses subordonnés, ne prouve donc ici qu'une rudimentaire observation, une restreinte prévoyance. La surveillance est délicate, veut un tact extrême chez celui qui l'exerce. Il lui faut respecter la façon d'être de l'individu qui n'engage que sa personne, reste strictement cantonné dans une distraction prudemment mesurée. Il lui faut aussi connaître par quelles transitions insensibles un homme d'argent et de plaisir, de conscience hésitante et d'intelligence influençable, peut en arriver, après avoir simplement « marqué de la bienveillance à des jeunes femmes », à oublier des paperasses confidentielles chez des baronnes de Kaulla, à procurer des croix de la Légion d'honneur à des dames Limouzin.

Pour le pauvre diable de général assis sur le banc de la correctionnelle, il est bien difficile d'étiqueter sa personnalité. Quand la faiblesse d'esprit et l'ignorance de la vie peuvent servir à expliquer la conduite d'une légèreté si stupéfiante, d'une indélicatesse si naïve, qui a été celle du général Caffarel, on se prend à regretter qu'il n'y ait pas,

dans la langue, un mot un peu nuancé et significatif qui exprime, en même temps qu'une culpabilité de fait, une médiocrité naturelle de caractère.

L'homme qui a donné du premier coup dans le piège, assez grossier en somme, tendu par l'agent Lardiesse, sans prendre aucune précaution, sans rechercher aucun renseignement, cet homme-là n'avait pas, à coup sûr, inné en lui le génie de l'intrigue. Les affaires entreprises par d'Andlau étaient plus prudemment engagées, plus savamment menées, avec tout un appareil de phrases et de démarches qui constituait le trompe-l'œil d'une mise en scène. On devine, à travers les dépositions des témoins, que le général-sénateur était rompu à toutes les pratiques de ce genre, qu'il faisait montre, suivant les interlocuteurs et les circonstances, d'un scepticisme canaille confit en formules doucereuses, ou bien d'un brusque sans-gêne, d'une insolente façon de mettre les points sur les *i*. Il accepte des quinze mille, des vingt mille francs pour ses pauvres, avec cette restriction que la charitable distribution ne sera pas faite si la décoration n'est pas obtenue, ou bien, au bout de cinq minutes de conversation, il interpelle brusquement le négociant avec lequel il croit n'avoir pas besoin de se gêner : « Est-ce que vous pourriez me procurer de l'argent ? »

Le sous-chef d'état-major général Caffarel a les mêmes besoins d'argent. Mais il n'apporte pas dans ses opérations le même superbe sans-gêne que son co-accusé. Pour se procurer cet argent indispensable, il a joué et il a perdu. Pour combler les vides qui allaient toujours s'élargissant, il a dépensé sa fortune et celle de sa femme. Enfin, il a dû avoir recours aux expédients, il a spéculé sur des valeurs,

négocié des billets, acheté à crédit pour quinze mille francs de vins qu'il a revendus comptant, essayé d'acheter et de revendre de la même façon des voitures, tenté un coup sur le guano. Un fait plus grave est relaté par l'acte d'accusation. Caffarel aurait donné à des gens de Bourse des renseignements sur les adjudications de fournitures militaires. Ce qui s'est passé à l'audience laisse toutefois subsister un doute sur cet incident si différent des autres. Pour les décorations à faire décerner à MM. Vicat et Bravais, moyennant finance, les preuves sont indéniables. Les promesses ont été faites, et si l'argent n'a pas été touché, ce n'est pas que le désir en ait manqué au général. Ce qui lui a fait faute, c'est une volonté agissante, il n'a pas su en imposer aux gens, il a apporté dans les discussions une timidité ignorée par d'Andlau, et aussi, on aime à le croire, quelque honte visible qui a empêché les pourparlers d'aboutir à des solutions.

Caffarel et Mme Limousin n'ont eu à se partager, pour prix de leurs peines, que les cadeaux mystificateurs laissés un jour par M. Vicat après une visite : deux pots de moutarde, un flacon de poudre insecticide avec un petit soufflet.

L'extraordinaire de telles histoires, c'est la parfaite imbécillité de tous ces trafics. Comment celui-ci, et celui-là, et cet autre encore, pouvaient-ils entrer aussi facilement en relations avec une Limouzin, une Ratazzi, une Saint-Sauveur ? Aucun de ces hommes ayant accepté une part de pouvoir et de responsabilité ne sait donc lire sur un visage, deviner ce qui est caché derrière des yeux clignotants, derrière une bouche contractée pour sourire et pour mentir. Les toilettes que mettaient ces faiseuses d'affaires pour aller en reconnaissance auprès des fonc-

tionnaires ne renseignaient donc pas ceux-ci, ne les mettaient donc pas en défiance d'une association formée avec ces bavardes besogneuses, sans idées et sans crédit. Le plus petit employé ne s'y serait pas trompé, aurait flairé la non-réussite rien qu'aux chapeaux et aux gants de la dame. Ce procès n'aura pas été inutile, même s'il n'en sort que cet enseignement, à savoir que consentir à échanger des congratulations et à prendre le thé chez ces marchandes à la toilette et ces acheteuses de conscience, c'est se préparer des entrevues avec le juge d'instruction, le procureur général et le président de la correctionnelle.

L'explication de tels faits, on la trouvera, écrite d'avance, dans un roman de Balzac. La *Comédie humaine* est aujourd'hui, avec l'œuvre de Shakspeare, comme une sorte de dictionnaire d'humanité où ont été catalogués les êtres, ainsi que dans une nomenclature d'histoire naturelle. De même que sont conservés, à la Monnaie, les poinçons des effigies qui courent le monde, de même le livre présente les grandes divisions des tempéraments et des caractères, les chapitres et les paragraphes qui correspondent aux passions, aux intérêts sociaux, aux habitudes, aux manies. Certes, le grand écrivain, qui a vu tant de choses et qui en a deviné encore davantage, n'a pas pour cela tout dit. D'autres sont venus après lui, et toujours d'autres viendront, qui recommenceront sans cesse cet inventaire de l'âme humaine, qui est la grande raison d'être de la littérature. Mais il n'en faut pas moins reconnaître que pour l'ensemble des proportions, l'abondance des renseignements, la *Comédie humaine* constitue le traité d'histoire morale et sociale le plus complet qui ait été conçu et dont l'exécution ait été poussée le plus loin. Veut-on, à ce propos, tenter une

expérience ? Prendre les événements de 1887, et en trouver l'équivalence chez l'imaginaire, dans des pages écrites en 1846.

On découvrira mieux que des faits, mieux qu'une misérable combinaison de hasard, on constatera une telle identité de caractères, des conformations charnelles tellement semblables, des substances cérébrales qui se confondent à un tel point, que l'on restera surpris devant la précision du diagnostic, à hésiter devant les dates, à se demander où est le vivant, où est le personnage de livre, quel est l'homme observé par Balzac, de Hulot, Caffarel ou d'Andlau !

Il faut citer d'abord, avant toutes les autres citations à extraire de la *Cousine Bette*, la biographie de Hulot, dressée en quelques lignes par MM. Cerfbeer et Christophe dans le *Répertoire de la Comédie humaine* :

« HULOT D'ERVY (baron Hector), né vers 1775, se fit de bonne heure appeler Hulot d'Ervy, afin de se distinguer du maréchal, son aîné, auquel il dut les commencements brillants d'une carrière à la fois administrative et militaire. — Hulot d'Ervy devint commissaire ordonnateur sous la République. L'Empire le créa baron. Pendant l'une ou l'autre de ces périodes, il épousait Adeline Fischer, dont il eut deux enfants. Les régimes qui suivirent, entre autres celui de Juillet au moins, favorisèrent aussi Hector Hulot, successivement intendant général, directeur au ministère de la guerre, conseiller d'État, grand-officier de la Légion d'honneur. Les désordres de sa vie privée datèrent de ces époques et allèrent s'accentuant et s'aggravant pendant ses différentes installations parisiennes dans les rues de l'Université, Plumet, Vaneau, du Dauphin, Saint-Maur-du-Temple,

de la Pépinière et de la Bienfaisance (passage du Soleil), Louis-le-Grand. Chacune de ses maîtresses successives, Jenny Cadine, Josépha Mirah, Valérie Marneffe, Olympe Bijou-Grenouville, Élodie Chardin, Atala Judici, Agathe Piquetard, précipita sa chute, provoqua son déshonneur. Il se cacha à plusieurs reprises sous les noms de Thoul, Thorec et Vyder, anagrammes de Hulot, Hector, d'Ervy. Les persécutions usurières de Samanon, l'influence de sa famille, ne corrigèrent pas Hulot d'Ervy, qui, après la mort de sa femme, se remaria, le 1er février 1846, avec Agathe Piquetard, sa fille de cuisine et le rebut de l'office. »

Tout y est-il, la carrière administrative, la grande situation au ministère de la guerre, le désœuvrement du militaire en temps de paix, les quartiers habités, la liste des maîtresses intéressées, la disparition subite ? En faut-il davantage ? Ouvrez donc alors la *Cousine Bette*, page 89 de l'édition définitive, et lisez :

« Valérie avait jugé Hulot. Laissez vingt-quatre heures à une Parisienne aux abois, elle bouleverserait un ministère. »

Page 92 :

« Mme Marneffe, devenue son amie et sa confidente, faisait d'étranges façons pour accepter la moindre chose de lui.

— Bon pour les places, les gratifications, tout ce que vous pouvez nous obtenir du gouvernement ; mais ne commencez pas par déshonorer la femme que vous dites aimer, disait Valérie ; autrement, je ne vous croirai pas... Et j'aime à vous croire, ajoutait-elle avec une œillade à la sainte Thérèse guignant le ciel. »

Page 129 :

« Tel était le dédale effroyable où les passions enga-

geaient un des hommes les plus probes jusqu'alors, un des plus habiles travailleurs de l'administration napoléonienne : la concussion pour solder l'usure, l'usure pour fournir à ses passions et pour marier sa fille. Cette science de prodigalité, tous ces efforts étaient dépensés pour paraître grand à Mme Marneffe, pour être le Jupiter de cette Danaé bourgeoise. On ne déploie pas plus d'activité, plus d'intelligence, plus d'audace pour faire honnêtement sa fortune que le baron n'en déployait pour se plonger la tête la première dans un guêpier. »

Page 262. Après que le procureur général est intervenu, qu'il y a eu une descente de police dans l'appartement de Mme Marneffe, Hulot s'en va chez le maréchal prince de Wissembourg, « dont la haute protection était sa seule ressource » :

« Je me trouve dans la nécessité de vous demander, comme une grâce personnelle, la promotion d'un de mes sous-chefs au grade de chef de bureau, et sa nomination d'officier dans la Légion.

— Comment se nomme-t-il ? dit le maréchal en lançant au baron un regard qui fut comme un éclair.

— Marneffe !

— Il a une jolie femme, je l'ai vue au mariage de ta fille... Comment ! tu t'en donnes encore ? Ah ! tu fais honneur à la garde impériale ! Voilà ce que c'est que d'avoir appartenu à l'intendance, tu as des réserves ! Laisse là cette affaire, mon cher garçon, elle est trop galante pour devenir administrative.

— Non, maréchal, c'est une mauvaise affaire, car il s'agit de la police correctionnelle ; voulez-vous m'y voir ? »

Page 293. Autre dialogue entre les mêmes hommes :

« Vous avez volé l'État ! vous vous êtes mis dans le cas d'aller en cour d'assises, dit le maréchal... Vous êtes conseiller d'État, et l'on punit de mort le simple soldat qui vend les effets du régiment. Voici ce que m'a dit un jour le colonel Pourin, du deuxième lanciers. A Saverne, un de ses hommes aimait une petite Alsacienne qui désirait un châle ; la drôlesse fit tant, que ce pauvre diable de lancier, qui devait être promu maréchal des logis chef, après vingt ans de service, l'honneur du régiment, a vendu, pour donner ce châle, des effets de sa compagnie. Savez-vous ce qu'il a fait, le lancier, baron d'Ervy ? il a mangé les vitres d'une fenêtre après les avoir pilées, et il est mort de maladie, en onze heures, à l'hôpital... Tâchez, vous, de mourir d'une apoplexie, pour que nous puissions vous sauver l'honneur...

Le baron regarda le vieux guerrier d'un œil hagard ; et le maréchal, voyant cette expression qui révélait un lâche, eut quelque rougeur aux joues, ses yeux s'allumèrent.

— M'abandonneriez-vous ?... dit Hulot en balbutiant. »

C'est le dernier trait, et il n'y a guère à y insister. Le voluptueux ne se tue pas, accepte sa mise en retraite. Et pourquoi se tuerait-il, comme le lancier de Saverne, qui est un brave homme fautif par accident ? Il connaît la vie, il sait ce qu'il peut encore en tirer de bon. Les sentiments lui importent peu, il ne recherche que les sensations d'un certain ordre. Ces sensations, il sait comment il pourra se les procurer, et il juge inutile de déserter l'existence. La passion n'est pas un accident chez lui, c'est le fond même de sa nature. Cour d'assises, prison, bagne, tout cela vaut mieux que le cercueil, d'où l'on ne sort plus. Il n'y a pas que Mme Marneffe, après tout, et celui qui ne particularise pas

le plaisir sait fort bien se contenter d'Agathe Piquetard, fille de cuisine.

Maintenant, l'histoire de d'Andlau et Caffarel ne serait pas complète si la Limouzin et le Lorentz, qui ont joué les grandes utilités dans cette aventure, n'étaient pas montrés en leur transformation suivante. Mieux valait, sans doute, se tenir coi, se faire oublier dans tout ce tapage de la crise politique qui a suivi de si près les révélations du procès Au lieu de cet effacement modeste qui paraissait indiqué, ç'a été, sans arrêt, la course au clocher de la célébrité. La Limouzin a donné des audiences, qu'on a eu le tort de lui demander, et le Lorentz a fourni, après les interviews, des explications supplémentaires. Le ton des accusés de la veille est devenu menaçant, gros de sous-entendus à laisser supposer tout un cimetière de cadavres. Enfin, comme cela ne suffisait pas à donner à ce ménage d'escrocs la situation à laquelle il prétendait, un dernier coup de fortune a été tenté : l'ouverture d'une brasserie, avec la commère au comptoir et le compère en tenue de gérant.

C'est dans un local de la rue de Clichy que l'exhibition a eu lieu. La désignation de l'établissement a été trouvée tout de suite. Brasserie de la Légion d'honneur ! On ne pouvait apporter plus de désinvolture et plus d'à-propos dans le lançage d'une telle affaire, et vraiment, il ne faut pas aimer à rire pour trouver la plaisanterie mauvaise. La chose n'a pourtant pas été prise du bon côté par le public spécial qui va volontiers inaugurer les débits de bocks, de choucroute et de saucisses de Francfort. C'est à décourager de toutes les entreprises un peu joyeuses. Si les amateurs refusent dorénavant leur patronage à ces petites fêtes intimes, on ne va plus savoir qu'inventer, il est même inutile de chercher

autre chose Rien ne va plus, il faut se résigner à mettre les volets sur la devanture de la boutique.

Ce n'est pas que la foule se soit refusée à venir, le jour de la première représentation donnée par la caissière et son garçon de boutique. Bien au contraire, il y a eu un envahissement immédiat de la petite salle, et au premier moment il a semblé que tout allait se passer régulièrement. Les commandes de consommations allaient leur train. La bière moussait, le mazagran fumait, Lorentz se multipliait, allant des tables à l'office, commandant les « bien tirés » et les « sans crème », comme s'il n'avait jamais fait que cela toute sa vie. Au comptoir trônait l'ancienne rôdeuse du ministère de la guerre, grimacière et souriante, servant les morceaux de sucre, faisant tinter les petites cuillers. Moments heureux bien vite passés ! Si les spectateurs du dedans étaient assez tranquilles, ceux du dehors étaient houleux. Les groupes en station sur le trottoir ne mettaient aucune réserve à interpeller et à injurier les deux commerçants, experts à la vente des bocks comme au trafic des étoiles de l'honneur. Ces préliminaires furent de courte durée. La foule, qui passe très aisément des paroles aux actes, ne devait pas tarder et ne tarda pas, en effet, à se ruer sur la boutique, à maltraiter le mobilier. La patronne et son laveur de vaisselle n'eurent que le temps de disparaître par la porte du fond, entrée des artistes de ce théâtre d'un jour. (*25 novembre 1887.*)

§ II
GAMBETTA RUE SAINT-BLAISE

Elle me revient souvent en mémoire, à propos d'un nom, d'un fait, qui vient réveiller les échos endormis du souvenir, cette fameuse réunion du 16 août 1881, rue Saint-

Blaise, à Charonne, où Gambetta eut la sensation enragée de la bataille, de la défaite, de la déroute. La dernière fois, c'est en voyant reparaître, au bas du rapport sur les changements de noms de quelques rues de Paris, le nom du conseiller municipal Réties. Réties — Gambetta — la rue Saint-Blaise, — c'est une association de syllabes indissoluble pour ceux qui ont assisté à cet acte du drame politique faubourien. Admirez les circuits des faits, les retours et les coïncidences. C'est Réties qui donne son avis sur le projet d'inscrire le nom de Gambetta à l'encoignure d'une avenue du vingtième arrondissement, et c'est Réties autrefois que le populaire des réunions acclamait en signe d'hostilité contre le député de Belleville, tout-puissant président de la Chambre.

Il y a longtemps, bien longtemps, — depuis tout ce temps-là, je crois, — que je ne l'ai rencontré, le conseiller municipal Réties. Je ne crois pas même l'avoir vu depuis qu'il est investi de sa nouvelle fonction, — je n'aime pas qu'il ait le goût étroit de vouloir effacer Gambetta de l'histoire de ce temps et de l'histoire de Paris, — et j'ignore s'il s'est transformé en important et en redingotard. Ce serait à regretter, car il y avait en lui une nature curieuse. Je l'ai beaucoup vu avant les suffrages de ses concitoyens et les honneurs municipaux, j'appréciais infiniment le feu concentré qui brûlait chez ce jeune homme noir et maigre, l'énergie avec laquelle il partait tout à coup vers la tribune, la parole âpre qu'il faisait entendre dans les salles fumeuses, emplies d'une atmosphère trouble où l'on ne voyait guère que les taches bougeantes des visages et des mains, les étincelles des yeux, les bouches contractées pour le rire ou le cri.

Réties habitait alors, ouvrier occupé tout au long du jour, tourneur de boutons en os, dans l'impasse Saumon, si mes souvenirs sont exacts. Jeune, tout jeune, dans la fièvre des premières agitations de la politique, il laissait son tour et son étau pour s'en aller aux journaux, aux comités, aux salles de réunions, partout où s'exerce l'activité en réserve, l'activité du soir de l'ouvrier de Paris.

Il était très écouté, très suivi par beaucoup de ceux qui composaient ses auditoires, des ouvriers à barbes drues, à yeux naïfs, d'autres malingres, pauvres, frileux, et toujours espérants, tous ravis d'entendre parler un des leurs. Il y avait toujours un silence lorsque Réties surgissait calme et dur, les yeux très noirs, la bouche serrée, la mâchoire volontaire, en Saint-Just de Ménilmontant : l'enfant de la rue avait un peu de cette sévérité, de ce non-sourire, de cette grâce rude.

En costume de travail, cotte bleue, tricot marron, il ôtait sa casquette, se penchait, appuyait ses deux mains fortement au rebord extérieur de la tribune improvisée, et c'est ainsi qu'il parlait, sans bouger, sans attitudes, sans gestes. Ce qu'il avait à dire, il le disait comme il pouvait, avec les phrases et les mots qui lui venaient, mais sans éprouver jamais aucun trouble, sans même connaître une hésitation. C'est ainsi qu'il fut l'âme de l'élection Trinquet, et qu'il attendait impatiemment la première occasion qui se présenterait de courir sur Gambetta.

Le choc sans doute eût été rude pour le petit orateur de faubourg. Gambetta, à la tribune, avec du plancher sous ses pieds, une table sous son poing, était un rocher un peu solide, capable de supporter les assauts et de forcer à reculer bien des vagues imprudentes et rageuses. Il y avait

des exemples de ces rencontres. Lorsque Gambetta venait à Belleville, il savait qu'après son discours il lui faudrait asséner quelque bon coup sur la tête qui se dresserait. On le vit bien à la salle Graffard, à l'Élysée Ménilmontant, où Gambetta, jouant la colère et faisant la grosse voix, « boulait » l'adversaire avec un air à la fois dédaigneux et paternel.

Réties, tout de même, voulait quitter encore son impasse Saumon, son étau, son tour, ses boutons, pour venir à ce duel inégal. Il en serait sorti meurtri, mais ayant prêché d'exemple, et prouvé qu'il était possible de s'attaquer à un colosse du pouvoir, à un dieu de l'éloquence !

L'occasion ne vint pas, et, d'ailleurs, la rencontre n'aurait eu qu'une valeur d'incident, mais ce qui se passa rue Saint-Blaise fut autrement sérieux que les péripéties ordinaires des réunions publiques. Là, Gambetta se trouva en face du noir, — de la clameur, — de l'anonyme.

La soirée fut emplie, débordante d'émotion humaine, infiniment mélancolique et tragique.

Je me souviens de ce 16 août déjà lointain, comme s'il était d'hier. Il y a des soirs de drame, des émotions de toute jeunesse, qui restent, au long de la vie, inoubliables. Il semble qu'on vient de sortir d'une salle de théâtre, qu'on voit encore tomber le rideau, qu'on entend distinctement le fracas des joies et des colères, des applaudissements, des sifflets, des huées. Ce soir de Saint-Blaise est de ces soirs où l'attention passionnée a été à son comble, où la respiration, les battements du cœur se sont arrêtés, dans l'attente du dénouement et de la catastrophe.

En allant là, en quittant vers sept heures la petite gare de Charonne, il y eut un piétinement de ceux qui se dirigeaient

vers le même but, et ce piétinement, je l'ai gardé dans la tête. De même, je m'entends encore, préoccupé de cette rue Saint-Blaise, mêlant ce nom à mes lectures d'alors, me chantonner fébrilement tout le long du parcours ces vers de Musset, sur un air inventé ce jour-là et que je sais toujours :

> A Saint-Blaise, à la Zuecca,
> Nous étions bien aises,
> A Saint-Blaise, à la Zuecca,
> Nous étions bien là.

A peine arrivé rue Saint-Blaise, au numéro 47, à la porte du chantier où devait avoir lieu la réunion, je ne songeais plus à Musset, à la Zuecca, aux aises que l'on pouvait prendre. Il pleuvait, on ne voyait pas très clair, on passait entre des jardins, des haies, on arrivait à une seconde porte, on donnait sa lettre d'invitation à un commissaire à la boutonnière enrubannée de tricolore, on montait une allée boueuse, on pénétrait sur le chantier. On n'apercevait qu'un remuement noir et confus, et c'était absolument formidable. Ce remuement, c'était la foule, presque silencieuse, mais très bougeante, entassée sous la haute et massive charpente d'un hangar. Ceux qui n'avaient pas l'abri du toit montaient sur des talus, sur des piles de bois, et ils attendaient sous la pluie, dans l'obscurité. Sous le hangar on y voyait un peu plus, mais on n'y voyait guère tout de même. Une machine à vapeur fonctionnait à l'écart dans un baraquement. Quelques lampes électriques, placées très haut, perdues dans les poutres, créaient des cercles de clarté. La foule ondulait là-dessous, passait de la clarté à l'ombre, avec un mouvement de lames.

Il y avait des gens du quartier et des gens venus de par-

tout. On était tellement serré, tellement occupé à se caser, que très peu de propos s'échangeaient. Impossible de prévoir exactement ce qui allait se passer.

Ce qui s'est passé, le voici, tel que je l'ai observé, du point où je pus parvenir, non loin de la tribune, au milieu de la foule.

Je donne ici une déposition précise de spectateur, un récit aussi net, aussi rapide que je puis le faire. Car ce fut extrêmement rapide.

A huit heures et demie, Gambetta apparut.

Les applaudissements partirent, immédiatement contrariés par des sifflets et des clameurs.

Gambetta, que j'avais vu plusieurs jours avant dans une autre salle, enflammé et jovial, était, à ce moment-là, pâle et un peu crispé. Il marcha, petit, massif, jusqu'au bord de l'estrade, il avança la tête, il regarda dans ces ténèbres et dans cette lumière blafarde, il essaya de voir plus loin, dans l'arrière-plan de la foule qui était au dehors, sous la pluie. Il était comme les gens de mer qui vont partir et qui s'avancent au bout de la jetée, qui fouillent du regard le noir du ciel et de l'eau, qui cherchent une direction dans la clameur du vent.

Il vint et revint très vite. Le docteur Métivier s'installa au bureau. Ce fut à ce moment que la tempête éclata. Une partie de l'assistance criait : Réties !... Réties essaya de monter sur l'estrade, au moins comme assesseur. Il fut précipité. Gambetta, alors, voulut parler. On le vit debout, son visage d'orateur en pleine lumière, le sang revenu aux joues, la bouche grande ouverte, comme la bouche des masques. Mais ce fut l'effort inutile, l'homme seul en lutte avec les forces obscures et invincibles. La houle de la foule s'agitait d'un seul mouvement, battait l'estrade. Gambetta dut sen-

tir que le gouvernail craquait sous sa poigne, que la voilure s'en allait au vent, que le mât se brisait. Il bondit sous la rafale, essaya de hausser la voix, jetant les phrases avec un mouvement en avant de tout le corps, par brassées, à pleines mains. On n'entendait rien que des mots détachés qui arrivaient comme portés par l'ouragan, les terribles mots, les injures, les menaces... Esclaves ivres!... j'irai vous chercher jusqu'au fond de vos repaires!... tous les cris de fureur qui étaient recueillis et distribués le soir même par l'*Agence Havas*. La clameur grandit dans la salle, et des mots arrivèrent aussi, — la terrible bataille des mots ! — des mots répétés, toujours les mêmes... Dictateur!... Galliffet!... République!... Gambetta saute sur sa canne, en frappe la table à coups redoublés, brise sa canne, brandit le tronçon, sillonne l'air. C'est Xerxès battant la mer.

L'élément farouche est toujours là, dans le noir, sous la pluie, un chaos confus du vent et de la vague, une farouche humanité insensible à l'éloquence, qui refuse de laisser parler celui qui sait la musique des mots et qui pourrait encore peut-être charmer la foule. Un dernier cri de Gambetta, le cri du noyé que l'on n'entend pas, qui tombe dans le bruit comme en eau profonde, un dernier geste violent, un dernier coup de la canne brisée, le chapeau remis sur la tête, le beau mouvement d'épaules qu'il avait comme pour prendre ou jeter le fardeau, et il s'en va, soutenu, pris dans les bras de ses amis, exténué de cette rencontre avec le faubourg devenu sourd. La machine à vapeur s'arrête, les foyers de lumière électrique s'éteignent, la foule se retire avec une rumeur, la tempête tombe, l'eau s'écoule, se disperse, on a le sentiment d'une fatigue des choses, d'une épave perdue au large... Le tout n'a pas duré une demi-heure. Le com-

mencement est de huit heures et demie, et il n'est pas neuf heures que tout est fini. (*12 octobre 1893.*)

§ III
DANS LA MINE

Ne dirait-on pas le sommaire d'un chapitre de *Germinal*, ce récit du *Hainaut* qui met en scène le monde de la mine ? Quelques-unes des critiques faites au livre de Zola ne tombent-elles pas d'elles-mêmes au simple énoncé des péripéties du drame atroce qui s'est passé dans le charbonnage de Grisœul, à Wasmes ? Quelques critiques, hommes de partis, avaient contesté et la véracité de la catastrophe qui termine *Germinal*, et des faits de haute importance, comme l'emploi des femmes aux travaux d'extraction. Or, voici qu'une catastrophe identique, un « coup d'eau », se produit, non plus dans des pages de roman, mais à 380 mètres au-dessous du sol. Quand on parvient à ramener à la lumière ceux qui ont passé quatre jours et quatre nuits à fuir devant l'inondation, à se heurter aux murs de la mine, on se trouve en présence de quatre hommes, de deux gamins et d'une fillette !

Quatre-vingt-seize heures dans l'obscurité, dans le bruit de l'eau envahissante, des éboulements continus. La fuite par les galeries, par les cheminées, — une montée désespérée qui dure quatre jours, les corps s'insinuant entre les roches, les mains s'accrochant aux creux et aux anfractuosités, — une montée de 135 mètres, et l'impossibilité d'aller plus loin. Songer que tout au fond, dans les galeries que l'on vient de quitter, s'étale peut-être la marée souterraine, et avoir au-dessus de sa tête un amoncellement de terre et de pierre impossible à percer ! Les heures passent

longues dans une prison de cette sorte, sans air et sans lumière. Si peu d'espoir ! et tant de certitudes de mourir ! Aucune idée du temps qui s'écoule ! — ne plus savoir, dans les premières hallucinations que donnent l'asphyxie, depuis quand on est là, si c'est depuis une minute ou depuis un siècle ! Sur terre et dans la mine, chez soi ou au travail, les journées peuvent être mesurées. Le repos est bref, la fatigue se prolonge trop, mais on a conscience de la division de la vie en années, en mois, en semaines, en jours. Il y a une aube, un midi et un soir. On compte les heures écoulées, on sait la durée de la tâche qui reste à faire pour gagner le repos et le sommeil. Ici, dans cette nuit, dans ce rêve, rien qui avertisse, pas une clarté, pas un bruit. Il faut rester là, bloqué, muré, et attendre, attendre sans rien faire, attendre sans bouger. Pas une occupation possible, une occupation qui équivaudrait à un compte du temps. N'est-il pas vrai que les notions exactes disparaissent dans l'affreuse situation, — qu'un instant passé dans cette inactivité, avec les mêmes pensées obsédantes, devient une agglomération de jours et d'années, — n'est-il pas vrai qu'il n'est pas de plus abominable torture, alors que le cauchemar et la folie sont aussi proches que la mort ?

Les malheureux qui ont été sauvés par leurs camarades après quatre jours de cette vie agonisante ont connu tous ces supplices. Ils avaient quelques provisions, ils ont pu manger jusqu'à l'instant de la délivrance, mais la faim exceptée, rien ne leur a été épargné, ni les affres de la fuite, ni les tristesses de la promiscuité, ni l'effrayante attente, ni le cauchemar, ni la folie. L'un d'eux est devenu fou, fou furieux, fou dangereux, au contact du danger. Il arrachait

ses vêtements de son corps, vociférait des phrases sans suite, refusait de suivre ses compagnons, menaçant d'étrangler ceux qui l'approchaient. Et ce fut la plus douloureuse aggravation de peine que la présence, dans ce groupe de lamentables, de ce fou qui hurlait dans l'obscurité. Il y eut pourtant étroite solidarité : l'aliéné, qui pouvait compromettre le salut de tous, ne fut pas abandonné : l'autre nuit, quand le sauvetage s'accomplit, la troupe était au complet. (*15 août 1885.*)

§ IV

AU FOND DES PUITS

Une catastrophe est survenue à La Machine, près de Decize, dans la Nièvre, un coup de grisou a éclaté dans une mine de charbon. De nouveau se montre l'horreur des drames du travail sous terre. L'accident s'est produit successivement dans deux puits, le puits Marguerite et le puits Zagot. Ce qui était considéré comme une précaution est devenu une fatalité, une aggravation : un couloir d'aération avait été établi entre ces deux puits, distants de deux kilomètres. C'est par ce couloir que l'explosion s'est répercutée. Après avoir tué dix-neuf ouvriers sur les cent soixante-dix qui travaillaient dans le puits Marguerite, le grisou s'est propagé jusqu'au puits Zagot, a franchi les deux kilomètres avec une foudroyante rapidité de courant électrique, et là, sur deux cent cinquante hommes, il en a supprimé dix-sept. Il y a comme une sinistre fantaisie dans ces choix faits par le fléau, il semble courir en zigzags capricieux et effrénés à travers les agglomérations humaines, épargnant celui-ci, touchant celui-là, faisant des morts et des blessés, affolant des vivants.

Le nombre des travailleurs atteints par l'explosion aurait pu être, un autre jour, plus considérable encore. L'affreux événement s'est produit le mardi-gras, dans l'après-midi, au moment le plus fêté du carnaval. Ceux qui étaient descendus dans les puits se disposaient à sortir, étaient massés auprès des ouvertures, à l'endroit où le mélange de l'air extérieur avec l'air vicié de la mine annule le mortel danger.

Tous ceux qui s'étaient attardés dans les couloirs, aux profondeurs méphitiques, ont été retrouvés carbonisés ou asphyxiés. Sans doute, ils avaient les mêmes visages que les spectateurs de l'Opéra-Comique déterrés sous les décombres au jour de l'incendie de mai 1887, des visages rougis d'apoplexie, noircis de fumée. Dans le lieu de plaisir égayé de musique, éclatant de lumière, et dans le sombre atelier souterrain, la mort fait la même besogne, égalise les âges et les conditions sociales. Les jeunes filles de la bourgeoisie, en robes de soirée, et les laborieux de la mine, en tristes vêtements salis par le charbon, sont immobilisés dans les mêmes attitudes, avec les mêmes expressions de physionomies sereines ou épouvantées, selon qu'ils ont été assaillis subitement par la mort, ou qu'ils ont eu la conscience d'une courte et terrible agonie. Des masques semblables cachent leurs traits habituels, masques charbonnés et ensanglantés, abominables et ironiques déguisements imposés par le sort aux pauvres gens de la Nièvre au moment où ils quittaient leur travail pour la promenade en famille, la réjouissance en plein air, la courte et aimable après-midi de carnaval.

Ensuite, on a soigné les blessés, on a enterré les morts. Comme toujours, en ces circonstances, la solidarité humaine

s'est montrée. Les survivants, atterrés d'abord, et qui ont fui l'asphyxie par le grisou, l'écrasement sous les blocs, sont revenus, la stupeur passée, prêts à redescendre dans le redoutable abîme, à explorer les ténébreux couloirs. Ils ont reconnu les morts, ils se sont empressés auprès des blessés. Tous, du manœuvre au dirigeant, se sont montrés courageux et émus.

Les obsèques ont été solennelles, le deuil mené par le préfet, les prières dites par l'évêque. L'enquête officielle a été faite, la disposition des puits examinée, une explication plausible a été donnée de la catastrophe. On n'avait, dit-on, jamais constaté de grisou dans les houillières de La Machine. Les lampes de sûreté, partout exigées, n'étaient pas employées dans ces galeries où les gens croyaient circuler en toute sécurité. Comme s'il ne fallait pas toujours compter avec l'imprévu ! Comme si la matière inconsciente n'était pas toujours ennemie de l'homme qui l'attaque, qui la travaille et qui l'asservit ! Le grisou, adversaire implacable et insaisissable, n'est pas là aujourd'hui. Il sera là demain. Le monstre invisible est embusqué. Il n'a ni pensée ni vouloir, c'est une corruption de l'atmosphère, un fléau réduit en servitude, prisonnier dans les profondes entrailles de la terre. Subitement, un coup de pioche lui livre une issue, il s'allume formidablement au feu d'une lampe, il devient flamme et foudre, il bouleverse et il tue, il supprime la vie, il crée le chaos.

Ce serait l'enseignement à retenir, partout où les ouvriers descendent dans les mines. L'homme a affaire à toute la fatalité de la nature. On n'a jamais constaté ici de grisou, dit-on. Raison de plus pour craindre sa présence, pour avancer avec lenteur, pour redoubler de précautions. Mais

quoi ! même dans les lieux réputés dangereux, cet homme si fragile, si facilement vaincu, se montre insouciant du danger. Il fume sa pipe sur un baril de poudre. Il s'avance dans les boyaux de charbonnages, où l'air est à peine respirable, avec une lampe brûlant librement. Longtemps encore il paiera de sa vie et de la misère des siens son oubli des conseils reçus, des prescriptions apprises, son mépris du destin qui ne désarme jamais. (*6 mars 1890.*)

§ V
MILIEU PARLEMENTAIRE

Ainsi que l'a dit Clemenceau à la Chambre, le milieu parlementaire est un milieu spécial. Et avec quelle grave raison il a ajouté : « Il y a des choses sur lesquelles on passe trop légèrement ici, où on ne mesure pas suffisamment la portée de certains actes sur l'opinion publique. » Il y aurait un discours à faire sur ce sujet ! Mais la Chambre l'écouterait-elle jusqu'au bout ? Le président Brisson n'arrêterait-il pas dès les premiers mots l'orateur qui se risquerait entre les écueils de cet exposé psychologique ?

Ce qui ne peut guère être tenté à la Chambre peut être essayé ici, en attendant qu'un écrivain de demain fasse un roman politique caractéristique de notre époque complexe. L'homme de lettres ne va pas assez souvent braquer sa lorgnette dans les couloirs de la Chambre, dans la salle des séances. Il y a là un gros travail d'observation à faire : après une initiation complète de journaliste parlementaire, il faudrait être tous les jours au poste, attentif aux infiniment petits, divinateur des moindres allées et venues, des paroles qui tombent au passage, des gestes qui s'esquissent dans

les groupes. Ce qui se passe sur la scène, c'est-à-dire à la tribune, dans l'hémicycle et dans les travées, n'est pas à première vue compréhensible pour le spectateur, la composition de la pièce est souvent irrégulière, les dialogues et les chœurs des majorités sont souvent confus. Il faut, pour comprendre et classer les phénomènes qui se produisent, être au courant de la comédie autrement intéressante qui s'est jouée dans les coulisses, des préparations, des répétitions, et aussi des entr'actes, et aussi des dénouements qui surgissent une fois le rideau baissé et le public parti. Ajoutez à cela des changements de lieux plus répétés que dans les drames de Shakespeare, des bouts d'actes se passant dans les salons de tous les mondes, dans les cabinets de tous les financiers embusqués à la Bourse, dans les bureaux de journaux de tous les partis, dans les réunions publiques, les réunions de comités, trois paroles de dialogue échangées au coin d'une rue et se rattachant au gros événement du lendemain ; comptez enfin avec ces deux facteurs de l'évolution de la société moderne : la femme et l'argent, vous aurez une impression de cette bataille d'idées et d'intérêts qui n'apparaît ennuyeuse et monotone qu'à l'observateur des surfaces, qui est en réalité un des grouillements les plus monstrueux et les plus compliqués produits par les passions de l'humanité.

Il y a de tout dans le milieu parlementaire, du bon et du mauvais, du meilleur et du pire, du simple et de l'inattendu. Les plus nobles ambitions, les dévouements les plus absolus à une idée, les honnêtetés les plus admirablement naïves, l'ont traversé sans y attraper une tache de boue ou une éclaboussure d'argent. Des marchands s'y sont installés, comme sous le péristyle du temple, pour y pratiquer

les plus bas commerces, les trafics les plus éhontés, des achats de conscience, des ventes d'électeurs ont eu lieu dans des coins de ce palais suspect transformés en boutiques. D'exquis philosophes, de subtils dilettantes qui considèrent la politique comme la manifestation la plus raffinée de l'intelligence et qui la savourent comme un sorbet, ont passé leur vie là avec un visage fermé sur un sourire intérieur. Le tonnerre de la grande éloquence a roulé dans ces salles et ces couloirs sonores, des silencieux qui réservent toute leur activité et toute leur puissance d'action pour les combats à côté, ont décidé, dans le calme d'un bureau ou le repos du jardin, de l'issue d'une journée. Les cynismes et les niaiseries qui cherchent acquéreur se promènent en même temps sur le marché, la bêtise solennelle pontifie avec des dossiers sous le bras. Des braves gens qui étaient l'honneur d'une province arrivent et bientôt deviennent les plus rusés des maquignons politiques, de tendres jeunesses se déniaisent en un clin d'œil... C'est un milieu spécial, on y respire un air particulier, chargé de carbone asphyxiant et de ferments de décomposition.

C'est le mal du parlementarisme. Il faut une haute intelligence et un caractère trempé comme l'acier pour n'y pas succomber. C'est la maladie dont Proudhon lui-même se sentit atteint en 1848, et qu'il analysa, en se frappant la poitrine, en s'accusant bien haut, dans les *Confessions d'un révolutionnaire*, c'est la maladie, semblable à la contagion de l'air des hospices, que Henri Rochefort a nommée un jour la pourriture d'assemblée. Un honnête homme, envoyé là par ses concitoyens pour les représenter et pour les défendre, y perd les notions les plus élémentaires de droit et de justice, arrive à ne plus distin-

guer entre le juste et l'injuste, l'intérêt électoral en vient à lui tenir lieu d'honneur, ce qui l'aurait fait autrefois bondir d'indignation lui apparaît comme nécessaire à l'intérêt public. Les petits côtés des questions, les faits arrangés en trompe-l'œil, lui font dédaigner les réformes complètes et les idées générales. Il rit si quelqu'un a l'idée extraordinaire de parler philosophie ou littérature. Il sacrifie sans hésitation aucune l'avenir de tous à ce qui lui apparaît comme une nécessité inéluctable, il dépose dans l'urne avec tranquillité un bulletin qui lie la France à des Compagnies de chemins de fer, il approuve le cumul des fonctions, alors qu'il ne saurait certainement souffrir, dans la vie ordinaire, un employé qui toucherait de l'argent pour un travail qu'il ne ferait pas. Et tout cela simplement.

Cet homme-là, et il existe, sachez-le, vous qui ne lisez pas entre les lignes du *Journal officiel*, cet homme-là est à la fois une monstruosité morale et un parfait parlementaire. (*4 août 1883.*)

§ VI
JAURÈS ET CLEMENCEAU

« Le matin de ma mort, je serai encore à l'école » — dit Clemenceau répondant à ceux qui l'accusent de vouloir leur faire la leçon. C'est, à travers les siècles, l'écho de la parole de Socrate, ayant bu la ciguë et répondant à une question de l'un des témoins de sa mort. « Pourquoi veux-tu savoir cela puisque tu vas mourir? » — lui objecte-t-on. « Pour le savoir, » — répond-il. Je pense que M. Jules Coutant n'enverra pas la ciguë à Clemenceau pour avoir blasphémé la divinité collectiviste, et qu'il aura su admettre, à la lecture, cette affirmation que nous

sommes tous à l'école. Ce n'est blessant pour personne. Et c'est un spectacle qui avait sa grandeur et son émotion, ce débat public d'idées, cette vive rencontre de deux formes d'esprit, de deux consciences, de deux éloquences.

Oublions la politique immédiate, les ordres du jour de confiance et de défiance, les coalitions de groupes, les ambitions, les mauvaises humeurs, tout ce qui peut flotter de germes morbides dans une atmosphère d'assemblée. Ces députés sont des hommes qui ont, eux aussi, besoin de se réformer. Mais, par moments, ils ont la passion désintéressée de ce qu'ils croient le vrai, et même quand leurs partis pris se trahissent en murmures et en clameurs, on peut voir passer la Vérité.

Elle a passé, tour à tour, dans les discours des deux orateurs qui ont occupé la tribune de la Chambre pendant quatre jours, elle a passé dans les démonstrations de réalité et dans les évocations d'avenir qui se succédaient en images pressées dans l'esprit et la parole de Clemenceau et de Jaurès. Car on aurait jugé trop vite si l'on refusait à celui-ci le don de voir le réel, si l'on déniait à celui-là la faculté de rêve.

Il y a en Jaurès exactitude et habileté, présence d'esprit et force de tactique, mémoire et prévoyance. J'ai entendu les trois discours qu'il a prononcés, je l'ai observé de mon mieux, et je ne l'ai certes pas trouvé inférieur à sa réputation. C'est un maître merveilleux de la tribune, et un maître qui est maître de lui-même. Il peut griser un auditoire de sa parole en gardant le calme intérieur, je veux dire le choix et l'emploi de ses moyens. Sa sincérité est hors de question, ai-je besoin de le dire ? Mais je ne m'occupe ici que de l'orateur, et je crois bien qu'il possède toute la force de l'art,

qu'il domine son émotion plutôt qu'il n'est dominé par elle. Je n'ai jamais demandé à Jaurès quelle était sa méthode de travail oratoire, je ne la sais donc point. J'entendais dire, à la Chambre, qu'il préparait très soigneusement ses discours, qu'il les écrivait, qu'il les apprenait, qu'il les répétait. Sa phrase peut sembler évidemment une phrase écrite, mais peut-être pourrait-elle être une phrase dictée, et alors, tout aussi bien, une phrase improvisée et prononcée. Dans son troisième discours, il y a eu, évidemment, des parties improvisées, sinon à la tribune, du moins pendant que Clemenceau parlait.

Quoi qu'il en soit, le défilé des phrases est merveilleux. C'est l'éloquence lyrique. Pas une solution de continuité dans cette orchestration de mots et d'idées. Jamais un arrêt, jamais un embarras, jamais une hésitation. C'est d'une perfection rare. L'homme en recherche, l'homme inquiet, ne se révèle pas. C'est par là que Jaurès apparaît un merveilleux acteur, qui ne bronche pas sur son rôle, qui ne change pas un mot du texte. Il faut bien admettre en lui, — l'hypothèse écartée d'une préparation trop précise, — une nature spéciale qui a toutes les périodes, tous les effets à son service. Par cette continuité dans le débit, par cet enchaînement de toutes les parties de son discours, depuis le premier mot jusqu'au dernier, Jaurès m'a fait souvenir de Gambetta, tel que je l'ai entendu aux réunions de Belleville, à la Chambre et dans ces grandes assises populaires qu'il tint pendant la période du Seize Mai.

Jaurès n'a pas la puissance massive de Gambetta, son attitude de Jupiter tonnant, son masque de tragédie antique, son aspect de rocher inébranlable, mais il a son débit inin-

terrompu, sa vivacité et sa voix méridionales. C'est à coup sûr le même terroir qui les a produits, ils sont frères de race et de talent. Peut-être y a-t-il chez Jaurès une variété de parole plus raffinée. Gambetta avait toujours l'ampleur et la majesté. Chez Jaurès, il y a un orateur félin, d'une souplesse extrême. Quand il veut apporter la polémique dans son discours, sa voix se fait à plaisir câline et ironique, son attitude devient doucereuse, son geste patelin. N'était-il pas ainsi lorsqu'il s'avançait, courbé, la tête enfoncée entre les épaules, se penchant hors de la tribune, souriant, la main interrogative, pour interrompre une conversation au banc du gouvernement : « Comment !... Messieurs les ministres !... l'accord n'est donc pas encore complet ?... » Il fait certainement ce qu'il veut de sa voix, habituellement forte, nasillarde, rauque : il l'amincit, il l'adoucit, il l'insinue. A son gré, son éloquence miaule, grince, grimace, puis reprend son expression habituelle, qui est comme un chant rude, qui s'élève à mesure que son auditoire se passionne, un chant de matelot qui se fait entendre à travers le vent et le fracas de la mer.

Si Jaurès n'est pas seulement l'apôtre des temps futurs que l'on veut voir en lui, s'il est aussi un fin politique, rompu aux jeux parlementaires, Clemenceau, lui non plus, n'est pas seulement le dialecticien, le logicien mille fois défini par tous. Il y a place pour le rêve dans ce cerveau de savant et de philosophe, il y a place pour le rêve des autres et pour son propre rêve chez ce Vendéen qui a respiré l'air des champs de son pays, du Bocage et de la mer. Avec quelle force n'a-t-il pas, dans tout ce qu'il a écrit et dit, revendiqué ce droit au rêve ! Pour lui aussi, la réalité a ses prolongements infinis, et du même regard dont il essaie de scruter

les origines obscures, il essaie de deviner les lointaines et perpétuelles transformations de l'avenir.

Je crois bien qu'au fond de lui-même, il en veut à Jaurès d'apporter une forme circonscrite à l'évolution humaine, de fixer un but précis à ses efforts. Eh quoi ! nous ne savons presque rien du passé, nous ne savons rien de l'avenir, et voici que la perfection sociale nous est définie, annoncée, présentée comme nécessaire et fatale, et qu'une organisation d'État devient le dernier mot de la vie multiple et changeante. Clemenceau a un tel sens de la marche ininterrompue de cette vie qui emplit les espaces infinis, qu'il s'étonne et se révolte de la voir enfermée dans une formule, qu'il en appelle à la liberté illimitée de l'homme, au perfectionnement sans fin de l'individu. Rêve pour rêve, celui-là est beau qui voit sortir de la confusion et de la lutte de l'existence cette formation lumineuse de la conscience individuelle.

C'est cette idée foncière qui est en lui qui donne à Clemenceau cette éloquence particulière, qui ne se présente pas avec la manœuvre régulière et impeccable de l'éloquence de Jaurès. Il y a en Clemenceau le charme de l'hésitation, le tâtonnement, la recherche, qui sont sans doute dans l'esprit de Jaurès, qui ne sont pas dans son art péremptoire. On assiste, avec Clemenceau, à l'effort d'un être qui extrait du fond de lui-même des idées vraies, des paroles justes. Il s'arrête parfois, ou il se reprend, et l'on croit voir l'ombre de sa pensée sur son front de marbre. C'est ce travail qui s'accomplit en lui, qui est visible en lui à la tribune, c'est ce travail qui donne à son éloquence soucieuse son action singulière. Sa parole âpre, incisive, ou lente à venir, coupée de silences, est la parole d'un

homme qui pense tout haut. C'est de là que lui vient son pouvoir d'émotion, son charme mêlé d'amertume, qui éveille en celui qui écoute une joie de raison et un trouble douloureux.

Mais comme Clemenceau, en même temps qu'il est un humain inquiet, se trouve être, en ce moment, ministre de l'intérieur, et qu'il lui faut connaître et exprimer des réalités, il ne s'est pas fait faute de mettre les événements en formules aussi exactes que possible. Cela, c'est la partie politique du débat. Je n'ai voulu que donner ma sensation de ces quatre journées passées à la Chambre, que mettre en présence deux formes d'esprit et deux manières oratoires. S'il me fallait résumer le débat, j'ajouterais une autre parole de Blanqui à celle qui a été citée par Ranc sur la « période criticiste » du socialisme. Le vieux Blanqui prononça cette parole en Italie, à l'inauguration du monument de Garibaldi : « Il ne faut pas, — dit-il, — essayer de faire des bonds, mais des pas humains, et marcher toujours. »
(*23 juin 1906.*)

VI. — APPELS A LA VIOLENCE.

§ I
LA FRANCE JUIVE [1]

Avec les deux gros volumes que M. Édouard Drumont a publiés sous ce titre simple et significatif : *La France juive*, il ne s'agit pas seulement de critique littéraire, historique et philosophique. L'intérêt a subi un déplacement. L'attaque furieuse du journaliste catholique contre la juiverie n'est pas restée précisément le phénomène curieux qu'elle est en réalité : par le fait des accusations personnelles qu'elle comporte, par les envois de témoins et les duels qui en ont été la suite, elle est devenue un scandale boulevardier, un de ces événements que l'on grossit ou que l'on diminue à volonté, un fait parisien pour tout dire.

M. Drumont pouvait s'attendre à cet accueil, comme aussi à l'universel silence qui repousse parfois les œuvres

1. Je crois d'une élémentaire probité de publier ce chapitre tel qu'il a été écrit à sa date, mais je dois ajouter que les événements survenus depuis en France et en Algérie n'ont fait que rendre plus vive mon opinion contre l'antisémitisme.

dangereuses. Cette violente réception faite à l'écrivain et au livre est incontestablement un certificat de sincérité pour l'homme qui a dit sans ambages ce qu'il pensait, qui a ouvert la main qu'il croyait pleine de vérités. Elle révèle aussi la faiblesse de l'ouvrage qui se réclame de l'Histoire et qui porte les marques de la disproportion et de l'injustice du pamphlet. Il est facile de s'en expliquer.

M. Édouard Drumont est à l'opposé des idées que je défends. Il est un ardent journaliste réactionnaire. Il est catholique et monarchique. Il est, ou plutôt il était, rédacteur du journal clérical *le Monde*. Il ne peut donc être question, en parlant d'un adversaire aussi déterminé, de tactique commune, de route suivie de compagnie, de but identique à atteindre. Toutes ces différences ne doivent pas, pourtant, empêcher l'examen attentif des opinions et le salut à la bravoure intellectuelle.

Le catholicisme de M. Édouard Drumont inspire et vicie le livre. C'est au nom d'une religion qu'une autre religion est dénoncée. C'est la préoccupation religieuse qui a troublé la vision de l'observateur, qui a enflammé la phrase du styliste. A chaque page, l'affirmation chrétienne reparaît, et alors le réquisitoire contre l'être physique, les mœurs, les habitudes d'esprit, le rôle historique, la race, prend une allure de déclaration de guerre religieuse impossible à contresigner. Enfermé dans l'armure étroite du dogme, hanté par l'idée fixe qui fait aussi bien des persécuteurs et des persécutés, des bourreaux et des martyrs, l'écrivain de la *France Juive* est le plus souvent un fanatique qui prononce des sentences et se refuse à des explications. Tout ce qui est juif lui est ennemi. Et l'on pourrait ajouter que tout ce

qui lui est ennemi devient juif. Des réclamations se sont déjà élevées, avec des extraits de naissance et des généalogies à l'appui, contre les catalogues qu'il a dressés. Il est à prévoir qu'il s'en élèvera d'autres et que nombre de faits reconnus inexacts seront rectifiés dans les éditions futures. Mais il serait bien étonnant que les appréciations ne fussent pas maintenues, à voir comment, avec une rage de conviction peu commune, les noms et les choses de significations les plus diverses ont été incorporés dans ce bilan en désordre.

A côté des faits indéniables, qu'il faudra retenir, se pressent les racontars, les bouts de conversations, les coupures de journaux, les vagues faits-divers, les allusions des chroniques, un fouillis d'informations recueillies pêle-mêle. Et l'on s'étonne d'abord que, voulant être le dénonciateur d'un état de choses et l'historien d'une société, l'écrivain qui pouvait ne se servir que d'affirmations nettes de documents irrécusables, n'indique pas des sources mieux reconnues, ne prouve pas une critique plus sûre. Ensuite, il n'y a nulle surprise à le voir se réclamer de Taine et à mettre le récit de la « Conquête juive » sous le patronage de l'auteur de la *Conquête jacobine*. C'est le même procédé de recherches, c'est le même parti pris de travail. C'est l'*a priori* devenu le principe de la critique historique. Il s'agit de prouver une affirmation, et alors tout ce qui se présente est accueilli, classé, sans contrôle, sans hésitation, avec une ardeur et une naïveté extraordinaires. Qu'une syllabe du nom, qu'un trait de la face, qu'un mot entendu quelque part, fournissent un prétexte, voilà un Juif de plus. Et parmi les Juifs avérés, aucune distinction n'est faite. Illustres ou obscurs, tous sont englobés dans la

même malédiction. Certaines vertus de la race sont pourtant reconnues, car la *France juive* est, à n'en pas douter, un livre de bonne foi. A côté du mercantilisme, de la cupidité, de l'usure, de l'exploitation du travail des autres, de l'absence de philosophie, de science, d'art, à côté de la religion sans morale, de la société sans notion de justice, M. Édouard Drumont fait figurer la patience dans la persécution, l'entêtement dans le martyre, la perspicacité, la solidarité, la sobriété, l'hygiène érigée en devoir religieux. Il est même pris de pitié à plusieurs reprises devant le « long martyrologe d'Israël ». Il semble que cela devrait lui donner quelque indulgence. Mais non, la haine est la plus forte et empêche en lui toute curiosité humaine, toute tolérance philosophique. Il confond un peuple entier sous le même anathème, il le voue au même éternel opprobre.

C'est ainsi qu'il tombe dans les erreurs de faits, les exagérations d'appréciations. C'est ainsi qu'il écrit les pages stupéfiantes sur l'enterrement de Victor Noir, sur les maîtresses juives procurées machiavéliquement aux grands seigneurs, sur Marchal de Bussy, sur Léo Taxil, sur la franc-maçonnerie. C'est ainsi que, par horreur des nuances, par méfiance de l'analyse, il s'acharne à créer une figure symbolique du Juif, faite à la fois de vérité et d'erreur. C'est à croire que ce croyant oublie l'origine du dieu qu'il adore, que ce contemplateur du passé se refuse à voir que les chrétiens ont pris, dans la civilisation, la suite des affaires religieuses des juifs dispersés.

Dégagée des intolérances du croyant et des duretés de l'ethnologue, l'œuvre de M. Édouard Drumont aborde tout un ordre de considérations avec l'intelligence la plus

prévoyante et la plus haute. Les intéressés profiteront, sans doute, de l'amas des détails faux ou inutiles, pour passer cette partie sous silence. Il est à croire pourtant que rien n'empêchera la vérité de se faire jour, que le talent et le courage n'auront pas été employés en pure perte.

Ce qui ressort de ces deux volumes, ce qui en fait vibrer les pages, ce qui donne leur éloquence aux mots, c'est la haine de l'Argent. C'est de cette haine-là qu'il faut féliciter M. Édouard Drumont, et non pas de sa haine du Juif. L'Argent ne se personnifie pas seulement en un groupe d'individus, en une famille humaine, il ne contamine pas une seule race. Le pouvoir financier, qui est en passe de remplacer tous les autres pouvoirs, n'est pas seulement exercé par les financiers israélites. On peut suivre son action à travers toutes les nationalités, toutes les sociétés, toutes les classes. L'auteur de la *France juive* le sait bien, lui qui n'a pas craint de dénoncer, à la stupeur de son propre parti, le rôle de l'aristocratie légitimiste et de la bourgeoisie orléaniste, lui qui s'en prend aux journaux monarchistes et à la prudente famille désireuse du trône, lui qui attaque les boutiques où la religion chrétienne, sa religion à lui, Drumont, est achalandée par un personnel sceptique de marchands sémites. N'a-t-il pas été désavoué par une feuille comme le *Français*, qui réprouve le socialisme catholique affirmé par ses conclusions ? N'a-t-il pas été contraint de donner sa démission de rédacteur du *Monde*, lui qui avait quitté, pour être libre, une feuille commanditée par des juifs ? Ne comprend-il pas, aujourd'hui, isolé, abandonné, renié comme il l'est, qu'il aurait tout aussi bien pu écrire le plus subtil, le plus précis, le plus implacable pamphlet sur la « France catho-

lique » ? Il voit donc bien qu'il pouvait restreindre ses informations peu sûres, généraliser sa pensée et écrire, contre la Spéculation, l'acte d'accusation qu'il a dispersé en trop de chapitres.

Il n'y aurait pas eu, alors, d'effort à faire pour comprendre l'état d'esprit d'un homme fatigué, écœuré par le spectacle des vols sans châtiment, du défilé insolent des élégants pilleurs de pauvres, organisateurs de ruines publiques et privées. Sa haine des coquins ne se serait pas égarée sur d'honnêtes gens, s'il s'en était pris à ces seuls financiers qui, suivant l'énergique expression de Montesquieu, « soutiennent l'État comme la corde soutient le pendu ». Il aurait dressé un sommaire complet des maux infligés à une nation par la brutale féodalité qui prend le travail de l'ouvrier, l'épargne du pauvre, le sang du soldat. Cela y est, dans ce livre, mais gâté par les considérations, amoindri par les erreurs de faits. Il faut un réel souci du vrai pour faire une distinction, pour extraire de ces douze cents pages le tableau effroyable de la haute société corrompue par l'argent, des trafics où l'argent est la seule denrée, des tripotages où un argent fictif joue seul un rôle, des marchandages où les intérêts de la France sont l'enjeu de quelques bandits de Bourse, des accaparements prévus par la loi et ignorés par la justice, des rafles faites sur l'épargne des petites gens par un banquier en embuscade. Que ce mal ait été apporté par quelques nomades, par quelques hommes de proie devenus des intrigants, cela n'est pas la principale affaire à examiner, quand la propagation de ce mal fait de tels progrès. La confiscation des biens des Israélites, violemment proposée par M. Drumont, ne serait

pas seulement injuste, elle serait inutile. Ce n'est pas ce communisme chrétien, ce partage de millions, qui résoudrait la question des rapports entre le capital et le travail. Il ne s'agit pas, pour la société actuelle, d'éléments à exclure, mais à s'assimiler. C'est à la vulgarisation du capital qu'il faudrait s'appliquer, en empêchant la prise de possession du pays par les hommes d'argent, en revisant les contrats qui aliènent la fortune nationale, en se refusant à reconnaître les privilèges de la spéculation financière et les monopoles de l'exploitation industrielle, en ne laissant pas aux mains de quelques-uns les chemins de fer, les canaux, les mines, les services publics, les eaux courantes, les routes, le sol, la terre, — tout ce qui appartient à la Patrie.

Il y a nécessité d'une réforme plus générale, plus profonde, que la confiscation de quelques fortunes. — Et il y a la liberté de conscience, il y a le droit de vivre, qui interdisent à tout homme du XIXe siècle de se prononcer pour la vexation et pour l'exil. L'excitation à la guerre de religion, la théorie des races inférieures, doivent sonner mal aux oreilles des hommes de ce temps. M. Drumont peut se méprendre et attaquer le « sympathisme vague qui consiste à aimer tout le monde ». Les désenchantés, comme les pitoyables, lui répondront par cette belle ligne de Montaigne, qui se trouve citée tout au long dans la *France juive* : « C'est mettre ses conjectures à bien haut prix que d'en faire cuire un homme tout vif. » (*25 avril 1886.*)

§ II
L'ANTI-SÉMITISME

C'est un livre de Bernard Lazare qui porte ce titre : *l'Antisémitisme*. C'est l'effort d'un journaliste vers l'Histoire que je veux essayer de montrer et de caractériser.

Il y a un Bernard Lazare qui a débuté, comme la plupart des littérateurs de maintenant, dans les journaux, les jeunes revues, et qui a manifesté immédiatement un talent acerbe de polémiste, une passion allant droit son chemin, un tempérament enclin à formuler des arrêts sans hésitation et sans beaucoup de considérants. Il fut là un combattant littéraire très vif, frappant dur, apportant dans ses écrits la même ardeur que l'on apporte aux conversations et aux disputes sincères. Qu'il ait commis, qu'il commette encore, sur ces sujets, des injustices, je le crois, très sincèrement aussi. On est plus sûr de ses admirations que de ses haines, et pour peu que l'on songe à l'ensemble de la vie, à la destinée humaine, c'est l'œuvre de sympathie, de compréhension qui paraît seule désirable.

Mais voici un autre Bernard Lazare qui sait cela, qui va le prouver lui-même.

Tous, nous le savons, mais tous aussi nous l'oublions, nous perdons de vue la loi de l'existence, le sort commun, l'effort unanime, la brève apparition de l'homme. Heureusement, lorsque nous nous ressaisissons, lorsque nous avons la sensation du court chemin qu'il nous est donné d'explorer, le sentiment d'équité, la force du juste, s'emparent de nous. Et nous ne voudrions pas partir sans avoir fait œuvre d'apaisement et d'amour.

Cette œuvre, j'estime que cet écrivain jeune et ardent, sûrement doué de combativité, vient de l'accomplir avec

une force de travail et un sérieux d'esprit qui l'honorent, le mettent en bonne place de savant de l'histoire.

Déjà, il avait montré, par le *Miroir des légendes*, sa pénétration des efforts humains, des misères de la nature et de l'esprit. Par *l'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, il affirme sa connaissance du passé, sa volonté d'aider à préparer l'avenir.

Ce livre, je crois que tous ceux qui se préoccupent de la situation actuelle et de la situation future ont intérêt à le lire, et qu'ils sauront gré à l'auteur de l'avoir écrit, de s'être donné à ce classement de documents, à cette enquête entreprise pour la vérité.

Il se trouve que sans avoir rien perdu de ses qualités d'ardeur, de sa volonté, de sa persistance, le polémiste s'est forcé à l'impartialité scientifique, au calme de l'expérimentateur. Ayant à aborder et à exposer cette grosse question de l'antisémitisme, et indiqué comme partial par son origine, on aperçoit nettement qu'il a accompli l'opération d'esprit nécessaire, qu'il a considéré ce terrain où il s'avançait comme un terrain inconnu où il lui fallait tout reconnaître, tout relever, sans aucune idée d'inventer ou de dissimuler.

Il est impossible de ne pas voir qu'il a voulu cette impartialité, qu'il s'est appliqué à la maintenir. Il n'est, dit-il, ni antisémite ni philosémite, il n'a voulu écrire ni une apologie ni une diatribe, mais une étude impartiale, une étude d'histoire et de sociologie. Il n'approuve pas l'antisémitisme, mais son esprit exact se refuse à croire que l'antisémitisme soit né sans causes, ait existé sans motifs partout et à toutes les époques, avant l'ère chrétienne et après, à Alexandrie, à Rome, à Antioche, en Arabie, en

Perse, dans l'Europe du Moyen Age et dans l'Europe moderne. Ces causes, il les recherche donc. C'est l'objet de son livre, et c'est par la manière dont cette recherche est menée que ce livre prend son caractère d'apaisement.

Les opinions y apparaissent à peine, ne se formulent guère qu'à la fin, après l'afflux des renseignements, des examens, des discussions. Sûrement, Bernard Lazare a été pris par la grandeur, par la beauté que les faits apportent, par les constructions qu'ils forment. Il les a donc cherchés, rassemblés en grand nombre, comptant sur leur réunion, sur leur masse imposante pour donner à ceux qui viendraient les scruter à leur tour la même conviction née en lui, grandissante en lui, à chaque phase nouvelle de cette recherche passionnante.

C'est surtout cela que j'ai à cœur de signaler, c'est l'apparition certaine, chez l'écrivain, d'une méthode d'investigation prudente et sûre, qui ne laisse rien au hasard, qui force la passion à subir la vérité. Il reste à dire quels résultats a produits cette méthode, quelles causes ont été trouvées à l'antisémitisme.

Il est certain que la constatation de l'antisémitisme à toutes les époques, chez tous les peuples, devait amener l'auteur de ce livre à indiquer, comme cause initiale de l'antisémitisme, le Juif lui-même. Il n'y a pas manqué, il a constaté chez le Juif une personnalité violente, incapable, pendant des siècles, d'accepter la loi qui régissait les races chez lesquelles il cherchait asile, — un traditionnalisme religieux presque invincible, qui lui faisait espérer sans cesse une victoire prochaine, la réalisation des prophéties, — un patriotisme énergique, en rapport évident et logique avec cette religiosité, le désir obstiné de reconquérir Jéru-

salem, — enfin, un orgueil effréné, un chauvinisme, si l'on veut, une idée indéracinable que le Juif est un être supérieur fait pour dominer les autres êtres, pour représenter le Dieu unique, ou pour vivre à l'écart s'il est vaincu.

De sorte que l'isolement dont le Juif se plaint aujourd'hui a été, pour une grande partie, son œuvre. Le ghetto, on peut presque dire, et Bernard Lazare le dit, que c'est lui, le Juif, qui l'a voulu, par mépris pour ce qui l'entourait. Il est arrivé que le mépris s'est retourné contre le méprisant. C'était facile à prévoir, dira-t-on aujourd'hui. Mais que prévoit-on ?

Reste, comme cause, et l'une des principales, l'accaparement des richesses, la faculté de spéculation heureuse. Bernard Lazare ne nie plus ce fait (indéniable), mais il s'emploie à l'expliquer. Il le montre comme le résultat forcé de la personnalité orgueilleuse du Juif, comme le seul emploi qu'il pouvait faire de ses facultés dans l'état de solitude, de méfiance, de haine auquel il était réduit.

C'est là l'essentiel de la démonstration. Il faut en lire les développements dans ce livre lucide et bien ordonné, mais compact et foisonnant.

La conclusion est aussi calme, aussi désireuse de vision juste. L'écrivain de *l'Antisémitisme* croit que la période de combat actuelle peut durer longtemps encore, mais il ne croit pas que l'hostilité contre le Juif puisse aller jusqu'à l'anéantissement du Juif. Et cela, par une simple raison qui, je crois, ressort de l'exposé de ce livre, par la raison que le Juif commence à désarmer, abandonne la barbare autorité du Talmud, comprend mieux l'Histoire, renonce

à la Jérusalem réelle, ne met plus son orgueil à faire partie du peuple privilégié, devient humain.

C'est ce nouvel idéal humain qui peut avoir raison des querelles anciennes, de l'idéal affaibli créé par les religions vaincues, par les patries regrettées. Combien de temps faudra-t-il pour amener la majorité des hommes à cette acceptation ? Nul ne peut le savoir. Dans la phase actuelle, un livre tel que celui-ci peut jouer un rôle utile, s'il est lu et compris, comme il faut l'espérer. Tel qu'il est, n'abordant pas tout, commencement d'une série d'études, il est fait pour élucider les idées, pour aider à concevoir les justes proportions d'un phénomène ethnographique. Il peut, il doit donner à réfléchir aux Juifs déjà avertis, il est pour accélérer leur transformation. D'un autre côté, il prouve, à mon sens, que l'antisémitisme forcé, ayant sa raison d'être par Israël lui-même, n'aura pas été inutile à l'évolution sociale, qu'il aura été l'un des éléments actifs de la lutte séculaire engagée entre le capital et le travail. (*19 août 1894.*)

§ III
LA DYNAMITE

LA dynamite est de notre temps, — l'affreux massacre de Barcelone, la bombe jetée au milieu d'une salle de spectacle animée par le plaisir, parée pour la fête, ce massacre est bien d'aujourd'hui, non d'hier. La lutte sanglante pour la vie, pour la suprématie des idées, pour le pouvoir, a pris des formes diverses : les Romains ont jeté les chrétiens au cirque, les chrétiens ont mis les hérétiques au bûcher, les féodaux ont pendu les paysans, les bourgeois ont guillotiné les nobles. Maintenant, les obscurs, les anonymes, se ser-

vent de l'engin obscur et anonyme. Ils ne vont plus poitrine nue aux barricades. Le temps de l'insurrection romantique est passé.

Sans doute ce qui a été dit lors de l'explosion du boulevard Magenta, lors de l'explosion de la rue des Bons-Enfants, sera redit, à propos de l'explosion de Barcelone. La même indignation d'un côté, la même réponse fataliste de l'autre.

Ici, c'est l'anarchiste que je voudrais interpeller. Non pas le dynamiteur, celui qui jette la bombe, ou qui a envie de la jeter, en plein théâtre, sur n'importe qui : des hommes, des vieux, des jeunes, des femmes, des enfants. Avec celui-là, la conversation est impossible. Il en est arrivé à la période où l'on ne voit plus, où l'on n'entend plus, où l'on ne comprend plus. Il est hors de lui-même, hors de l'humanité, et il commet le crime aveugle, donne la mort au hasard. Il n'a ni raison ni sentiment. Il met l'assassinat en loterie, supprime les premiers venus, les gens qui passent, qui sont assis au théâtre. C'est un maniaque de la férocité, autant que Néron et Héliogabale.

L'anarchiste théoricien auquel je m'adresse voit ainsi ce voisin militant, il définirait de même le caractère morbide de ses actes. Mais il s'agit d'autre chose que de définitions.

Nous nous satisfaisons trop de procès-verbaux, de constatations. Et après ? Faut-il se borner à dire ce qui est, pourquoi et comment cela est ? Quand on aura énoncé, une fois de plus, la sauvagerie de la guerre, et qu'on aura seulement noté une forme nouvelle de l'extermination, est-ce que ce sera fini ? L'anarchiste se tient-il quitte avec ses idées lorsqu'il a établi que la dynamite, moyen scientifique vulgarisé par le XIX[e] siècle, est l'équivalent de la fusillade, de

la guillotine, du bûcher, de la pendaison, du cirque ? Tout cela n'est-il pas abject et horrible, et n'est-ce pas contre ce passé que se fait la révolte ?

C'est précisément cette similitude de moyens qu'il faut dénoncer et haïr. Ceux qui prennent la mission de penser pour l'humanité, de la pousser à l'action, de rêver pour elle un avenir, ont un autre devoir que celui de la constatation. On a le droit de demander, à l'idée qui se donne comme l'idée de demain, de se différencier de l'idée d'hier. Ne répondez pas, anarchistes, que ceux qui jettent des bombes font les mêmes choses qui ont toujours été faites — ou si vous répondez cela, ne vous donnez pas comme les annonciateurs des temps nouveaux. L'humanité est assez affolée de tuerie, souillée de sang. Ses destinées ne peuvent être vraiment changées que par la fin du crime, que par la définitive affirmation de la paix entre les pauvres hommes. (*10 novembre 1893.*)

§ IV
TOUS RESPONSABLES

Le crime commis par Vaillant est un crime et ne saurait trouver d'apologistes. Nul ne peut approuver la propagande par le fait, s'il n'est lui-même un propagandiste par le fait. L'approbation, ici, ne peut se traduire que par l'acte identique. Nul théoricien, ou nul dilettante, n'a d'autorité pour louer cet acte qu'il regarde commettre par d'autres. Aucun de ceux qui ne jettent pas la bombe n'a le droit d'en proclamer la vertu. La pièce qui se joue en France, en Europe, dans le monde entier, ne comporte pas de conventions de dénigrement et d'enthousiasme, de propos de couloirs et de mots de café. Le drame est sérieux, n'a pas de spectateurs : l'humanité entière y figure.

Donc, le crime de Vaillant est défini crime, sans discussion, sans subtilités possibles. Pour moi, je n'ai pas à insister sur la définition : je réprouve l'acte, je ne le comprends pas, je le trouve hostile à la cause même qu'il prétend soutenir.

Mais ceci, forcément, ne peut être l'avis de Vaillant. Il s'est trouvé dans un certain état d'esprit, dans un accès agissant, où il a cru à l'utilité de l'action nuisible. C'est cet état d'esprit qu'il s'agit de reconnaître.

Vaillant ne saurait trouver d'apologistes, — mais il doit trouver, en dehors de ses juges, des interrogateurs. Pourquoi, comment a-t-il commis l'attentat par lequel il a joué sa tête ? Nous devons chercher à le savoir. Ce fait tragique met en question les destinées de notre pays, — de nos idées. Nous devons tous faire, loyalement, les réponses qui sont en notre conscience, à la question qui nous est violemment adressée. Personne n'a le droit de se dérober.

La raison de cette impossibilité de se dérober, — c'est que tout le monde est responsable.

Il serait trop facile, en vérité, lorsqu'un fait vient en contradiction de nos intérêts, de le traiter en phénomène d'exception, de le déclarer en dehors de notre conception habituelle des choses, de répudier, à ce propos, les lois morales et sociales que nous admettons d'habitude. Nous avons admis, parce que nous y avons réfléchi, parce que nous les avons vérifiées, les conclusions des maîtres de la pensée, des savants, des historiens, des philosophes, qui ont démontré publiquement les lois vitales, les forces existantes, les conditions de production de l'action, de l'énergie humaines. Nous savons que ce qui se produit

par le monde, sous forme d'action, sous forme d'œuvre, est une résultante de toutes les forces, une représentation d'un milieu. Nous admettons la forte unité humaine, le lien entre toutes les manifestations, nous voyons ce qui relie les instincts obscurs aux plus hautes spéculations de l'esprit. Nous ne séparons pas le grand homme de la foule, nous croyons que les vertus les plus rares sont des fleurissements auxquels a contribué tout l'engrais humain.

Ce qui est vrai pour les vertus, les œuvres des esprits, les actes des agissants, cesserait-il d'être vrai pour les actes que la loi réprouve et punit, les crimes commis contre un milieu social, contre la vie humaine?

Acte d'isolé, dit-on alors.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'isolé.

Nous sommes tous responsables.

Je ne parle pas seulement des théoriciens de l'anarchie, à la fois contemplatifs et critiques, de ceux qui rêvent une société future, qui exposent leurs conceptions du bonheur et qui l'opposent à l'état actuel. Je ne parle pas plus de ceux-là que d'autres. Tous, vous dis-je, tous sont responsables. On a dit que l'anarchie confinait au socialisme. C'est vrai. Et le socialisme au radicalisme. C'est vrai encore. Et le radicalisme à l'opportunisme. Qui le nierait ? Et l'opportunisme au centre gauche. C'est flagrant. Et le centre gauche au centre droit. C'est la vérité même, aveuglante comme la lumière. C'est sans fin. Lorsqu'on parle de conjonction des centres, la conservation sociale fait une concession à l'esprit de changement. Elle en a toujours fait. Tout vit, tout change, tout se mêle sans cesse. Comment se désignent souvent les anarchistes ? Libertaires ! Pourquoi pas libéraux ?

Tous ceux qui examinent, qui discutent, qui mettent quoi que ce soit en question, peuvent être pour une part dans l'acte du violent qui se décide avant d'avoir réfléchi. Il y a forcément de l'esprit critique, de la science historique, de la spéculation philosophique, de la rêverie, du sentiment, dans les ingrédients de la bombe, et l'Evangile même y est avec le reste. Qui pourra dire la cause immédiate ? Y en a-t-il une ? Qui pourra dire au moins le prétexte, la petite flamme d'une phrase, d'un mot, qui a déterminé l'explosion ? Regardez le sommaire des suppléments littéraires des journaux anarchistes. Ils ne sont pas faits avec la seule prose des écrivains anarchistes. Tous les verbes, de toutes les opinions, y sont inscrits. Quel est celui qui a agi sur Vaillant ? Vaillant ne le sait probablement pas lui-même. Peut-être est-ce un fier poète comme Vigny, un grand philosophe compréhensif comme Renan. Peut-être un savant, un économiste, un personnage d'Institut ou d'Université, un journaliste conservateur qui réclame aujourd'hui le châtiment.

Mais il n'y a pas que les penseurs, les méditatifs ou les polémistes, faiseurs de livres ou d'articles de journaux, qui agissent sur l'esprit de celui qui lit. Sans cela on saurait où est le mal, on pourrait désigner le remède, indiquer la répression sûre. La dernière loi sur la presse est insignifiante. Si l'on ne veut pas qu'un mot soit dit, interprété bien ou mal, compris par l'un, incompris par l'autre, une seule mesure est possible : la suppression de tous les journaux, de tous les livres, la fermeture de toutes les bibliothèques, de tous les musées, de tous les laboratoires.

Il y a une autre action que celle de l'imprimé, il y a celle de la parole. D'abord l'écrivain n'est pas séparé du monde,

c'est un fil conducteur : il recueille, il prend, il propage. Puis, si l'écrivain d'un livre lu par tous a une action, si le journaliste lu par un million de lecteurs, si le journaliste lu par cent mille, par dix mille, par mille, par un lecteur, ont une action, l'homme qui parle en a une aussi.

Non seulement l'homme qui parle à la tribune d'un Parlement, d'une réunion publique, dans la chaire d'une église, mais celui qui parle à d'autres assis comme lui à une table de café, de restaurant, celui qui parle chez lui, celui qui parle à un seul rencontré à l'angle d'une rue. Sait-on jamais comment les oreilles entendent, quel mot va faire tressaillir un individu, toucher la fibre profonde, déterminer en lui la frénésie de l'acte ?

Enfin, après l'influence de l'imprimé, de la parole, il y a l'influence du fait.

Comment va-t-on combattre, éluder le fait ?

Il échappe à toutes les juridictions, il n'entend aucune objurgation, est insensible à tout raisonnement. Il se produit n'importe où, au hasard, isolé ici, là par groupes. Il est spontané ou lent, déroute les prévisions, oppose son entêtement brutal aux idées. Pour le prévoir, pour le classer, il faut tout prévoir, tout classer. Le fait, c'est l'unité qui renaît sans cesse, qui forme la multitude infinie des événements. Le fait, c'est la vie, continue, imprévue.

Combien de faits entrent alors pour une part d'influence dans un acte tel que l'acte de Vaillant ? Tous, sans doute. Et parmi tous, quel est le fait essentiel, celui qui a déséquilibré l'être vers la violence, qui lui a fait penser et exécuter le crime ? Je ne sais, ni vous non plus. Il y a les faits de sa vie, et il y a les faits de la vie des autres. Il y a tout ce qu'il a ressenti, il y a tout ce qu'il a vu.

Là, tout de même, la société peut prévoir. Quand je dis : la société, qu'on m'entende bien, ce n'est pas un mot facile, de déclamation. Je dis bien ce que je veux dire, je veux dire : nous tous. Parmi nous, les uns sont hostiles à tout changement, non seulement les bornés, mais ceux qui possèdent, qui savent, qui dirigent. Les autres, même les plus ardents au bien, à la paix sociale, ne sont pas assez ardents. Ils ne font pas assez pour convaincre les sourds, les indifférents, les réfractaires, les satisfaits. Il faudrait amener tout le monde à comprendre ceci : que chaque individu, membre de la société, est un sociétaire ; qu'il n'a pas seulement pour rôle de payer l'impôt, l'impôt du sang, du temps, de l'argent, qu'il a droit en échange à la sécurité, à la subsistance, au repos de la vieillesse. Tant que des vieux mourront de faim dans la rue ou chez eux, tant qu'on verra ces groupes sinistres de femmes, d'enfants, blottis sous des portes, par dix degrés de froid, enveloppés de loques, — tant que cela sera, il faudra reconnaître que c'est la société entière qui est anarchique.

Anarchie ou harmonie, — il faut choisir, il faut s'orienter. Il est temps. (*7 janvier 1894.*)

§ V
GOUVERNER, C'EST PRÉVOIR

Le jury de la Seine a laissé la responsabilité de la bombe anarchiste au seul Vaillant. Soit.

Il a jugé en sa conscience, a examiné comme il lui a convenu les avis réfléchis de ceux qui ont pris la parole, avant le procureur et avant l'avocat, sur ce grave sujet. Il n'a pas tenu compte — ou il a trop tenu compte — des intimidations, des menaces qui lui sont parvenues, ou simplement des insinuations plaisantes sur son héroïsme

ou sa peur. On n'empêchera pas les jurés d'être des hommes, et l'opinion d'aller son train habituel.

Cela est d'hier. Occupons-nous d'aujourd'hui et de demain. Il reste une perplexité, il y a un poids sur les esprits, un trouble dans l'atmosphère morale.

Vaillant sera-t-il exécuté ?

Vaillant doit-il être exécuté ?

La solution de l'affreuse question dépend : d'abord de l'opinion publique, — puis de la décision de M. Carnot, président de la République.

Il se trouve, en effet, que nous vivons sous deux régimes : un régime d'opinion, puisque nous sommes en démocratie, et un régime de souveraineté individuelle, de volonté toute-puissante, puisqu'il nous reste, parmi quelques autres, ce vestige du régime monarchique qui est le droit de grâce.

J'ajoute qu'il est à penser ceci : que M. Carnot, malgré les plaisanteries et les caricatures, n'a évidemment pas pour préoccupation de jouer les monarques, et ici moins que jamais. C'est le premier magistrat d'un grand pays, placé là où il peut le mieux regarder, le mieux écouter, au poste d'où l'on aperçoit les horizons, d'où l'on voit s'annoncer les grains, les bourrasques, les courants, se faire le temps d'aujourd'hui, se préparer le temps de demain. Il faut du discernement et du courage, la mission est grande et belle.

De même la Chambre des députés aurait pu et dû avoir une voix délibérative. Il appartenait à ceux qui ont été visés directement par l'attentat d'intervenir pour présenter la grâce de la vie comme une mesure d'humanité et aussi de politique. Ces députés, sans l'exception d'un seul, devaient se prononcer pour la clémence. Il y a toujours sur-

prise à voir l'apathie, l'indifférence des hommes, lorsque l'avenir est en jeu, lorsque telle mesure à longue échéance est indiquée.

Le nécessaire, tout d'abord, c'est que l'opinion s'exprime, que ses voix nombreuses, confuses, s'accordent, fassent une voix.

J'écoute, je recueille, je vais des faits aux avis, je retourne aux faits, j'inscris et je transmets.

Ai-je besoin, avant d'aller plus loin, de redire ce que j'ai dit, de réprouver la propagande par le fait ? Faut-il répéter que je ne m'inscris pas ici comme théoricien de l'anarchie ? Je le fais par la simple raison que cela est. Si j'ai à m'inscrire, c'est dans un parti qui est immense et qui n'apparaît pas en groupement déterminé, qui ne se réclame d'aucun chef mais qui peut réunir tout le monde, qui n'a aucun journal en propre mais qui les a tous, — parmi ceux que l'on appellera, si l'on veut, les socialistes pratiques, les hommes de bonne volonté et d'action, les chercheurs de possible, les croyants au mieux, ceux qui veulent faciliter l'accomplissement des destinées de l'humanité avec le moins de heurts et de violences, ceux qui se prononcent contre le crime isolé des fanatiques et contre le massacre en bloc des guerriers. Ceci dit, je donne les raisons que j'aperçois contre l'exécution de Vaillant.

Je note un étonnement de l'opinion à la nouvelle de la condamnation à mort : la grande majorité de ceux qui s'expriment, de ceux que l'on consulte, la presque unanimité même, admettait, voulait une condamnation, mais non la mort.

Pour la personne même de Vaillant, pour sa malheureuse existence qui plaide si fort sa cause, je ne crois pas que l'on

songe à y chercher argument pour la peine de mort, et je crois que l'opinion, sur ce point, a été complètement résumée par le rédacteur en chef du *Figaro* :

« Ce gamin, — dit M. Francis Magnard, — qu'on met en chemin de fer à quatorze ans, avec quarante sous, en lui disant de marcher jusqu'à ce qu'on l'arrête, cet enfant naturel qui, au malheur de sa naissance, a vu s'ajouter toutes les cruautés des préjugés bourgeois, toute la férocité des honnêtetés légalisées, qui n'a eu autour de lui ni tendresses, ni appuis, ni bons conseils, inspire une pitié que n'a pu détruire tout à fait l'arrogance du meurtrier. Je ne me sentirais pas le courage de m'opposer à ce que cette pitié l'emportât dans les conseils du gouvernement et la décision de l'exécutif... »

Je vais ensuite à une objection que j'ai lue et entendue : qu'il y aurait, dans la remise de la peine de mort au condamné de cette semaine, un désaveu du jury. C'est mal connaître, interpréter et respecter la loi. Si l'institution du jury est dans la loi, le droit de grâce y est aussi, et il est permis de croire qu'il y a été mis pour qu'il pût être exercé. La majorité du jury a proclamé Vaillant coupable sans circonstances atténuantes : la grâce accordée à Vaillant n'efface nullement ce verdict. Vaillant reste coupable sans circonstances atténuantes, et il semble que ce soit bien là l'essentiel pour les douze jurés et pour ceux qui auraient prononcé comme eux.

Car je crois traiter une question suffisamment haute pour ne pas l'embarrasser de questions de partis et de dogmes particuliers. Il y a, dans la presse, un petit nombre de journalistes qui réclament quand même l'exécution de Vaillant. Ils ne demandent pas la sanglante intervention de Deibler

par haine pour Vaillant, par désir de le voir mort. Ce serait piètre, et c'est inadmissible. Je choisis, par exemple, M. Paul de Cassagnac, qui s'est prononcé le plus nettement, avec sa violente forme habituelle ; il demande la tête de Vaillant, mais il la demande comme adversaire social; il veut et il croit défendre la société telle qu'il la conçoit en réclamant le châtiment. Son seul tort est de partir d'une mauvaise définition de l'attentat commis par Vaillant. C'est un crime comme celui de Tropmann, dit-il. C'est un crime, oui; mais ce n'est pas un crime comme celui de Tropmann. Est-il utile d'insister, de faire valoir tant de réclamations, tant de désirs, tant de cris de violence ou de pitié qui font Vaillant solidaire, de ce qu'il a lu, entendu, de ce qu'il a compris, et même de ce qu'il n'a pas compris? Nul ne fera que son forfait ne soit un forfait de guerre sociale.

C'est à cette guerre sociale surtout que je pense, et c'est le principal ordre de raisons à aborder.

Ceux qui veulent mettre à mort Vaillant croient seulement repousser la force par la force, donner à réfléchir à ceux qui seraient tentés d'imiter l'acte, — faire un exemple,

Ils font un exemple. Mais ils le font mauvais.

Ils mettent du sang là où il n'y en avait pas eu. Ils marquent les premiers le caractère inexorable de la lutte entre la société établie et ceux qui ne sont encore révoltés que de *pensée* ou de *parole* contre cette société, — qui ne donne pas à tous ses sociétaires, cela est certain, le bénéfice d'existence et de joie auquel ils ont droit. Ne croit-on pas, en faisant intervenir la guillotine, l'abominable machine barbare, déshonneur d'une civilisation, ne croit-on pas que l'on va changer la pensée méfiante, la parole hostile

en affolement de haine, en mouvement criminel? Chez combien, je ne sais. Chez cent ou chez dix, ou chez un seul ! Quand même ce ne serait que chez un seul, c'est encore trop.

Appel à la peur, diront ceux qui ne pensent pas ainsi et qui exigent que la tête tombe.

Non, — si l'on parle de la peur de l'homme pour sa peau, pour les siens, pour sa maison. Je ne fais pas appel à cette peur-là, en songeant à M. Carnot, au poste qu'il occupe, en songeant aux députés visés par Vaillant, en songeant à tous ceux qui peuvent influer sur la décision prochaine. Je leur veux la pensée plus libre, le cœur plus régulier.

Mais appel à la peur, oui, — si l'on pense au mystère de demain, à l'avenir humain, aux belles promesses des idées qui sombreraient dans je ne sais quelles catastrophes, si l'on pense aux rencontres sauvages, aux morts de tant de malheureux êtres. Alors il est permis de craindre. Alors il est permis d'affirmer qu'une réforme profonde, quelle qu'elle soit, vaut mieux, pour la défense sociale, qu'une exécution place de la Roquette.

Il s'agit de savoir de quel côté va pencher l'instinct humain, — s'il va aller vers le désespoir et la rage, ou vers l'espoir et la sérénité.

Quels sont donc les plus faciles à convaincre : les misérables qui peinent, qui errent dans la nuit de l'esprit, qui cherchent une issue, qui voudraient un peu d'air, un peu de lumière, ceux qui ne savent pas ou qui savent à moitié, — ou bien ceux qui savent, ceux qui possèdent la richesse, le pouvoir, la direction ? C'est bien à ces derniers, il ne saurait y avoir de doute, qu'incombe le devoir de prendre des

mesures de paix, et non de guerre. C'est à eux, non d'exciter, mais de pacifier, de sauver les cerveaux de la haine, d'épargner à tous les violences.

On a proclamé Vaillant coupable: sa condamnation commuée est un acte suffisant de défense.

Pacifier, c'est se défendre aussi. Gouverner, on l'a dit assez souvent, c'est prévoir. Que M. le président de la République prévoie donc, — et qu'il gouverne[1]. (*14 janvier 1894.*)

§ VI
ESSAI D'EXPOSÉ

CHARITÉ ou égoïsme en haut.
Révolte ou résignation en bas.

Tels sont, semble-t-il, les termes à peu près exacts par lesquels on peut résumer l'état d'esprit du plus grand nombre.

Sous ces quatre formes : charité sincère, ou peureuse et calculatrice, — égoïsme aveugle, — révolte brutale qui aggrave la réaction, — résignation dans la torpeur, — un tel état d'esprit est insuffisant pour nous faire trouver l'équilibre social, une civilisation de justice et d'harmonie où tout être puisse connaître et posséder sa part d'existence.

Mourir de faim, defroid, après avoir vécu d'ennui, d'inquiétude, sans avoir vu briller un rayon de lumière, n'est pas une solution. Jeter une bombe non plus. Guillotiner Vaillant non plus. Adopter la petite Sidonie non plus. C'est là, pourtant, ce qui se passe.

Nulle part l'esprit d'analyse exacte, puis la vue d'en-

1. M. le président Carnot a mal prévu, mal gouverné, s'est offert en victime ; il a laissé guillotiner Vaillant à Paris, et il est tombé, à Lyon, sous le couteau de Caserio.

semble, qui partirait de l'unité humaine pour aboutir à l'humanité.

Il faudrait commencer par s'apercevoir très nettement de ceci, c'est que deux dérivatifs à la misère humaine sont en décroissance : le sentiment religieux et l'amour de la gloire. De moins en moins les misérables sont convaincus par la compensation du paradis futur. De moins en moins ils se réjouissent à l'idée d'aller engraisser la terre d'un champ de bataille.

Tous, à la suite de quelques-uns, dont les rêveries et les revendications ont traversé les temps, ils commencent à avoir la sensation confuse qu'il leur faut devenir des créateurs, trouver leur idéal en eux-mêmes, parer la Terre d'une beauté. C'est ce que Renan appelait la formation de la conscience de l'univers.

Forcément, l'humanité accomplira ces destinées avant le refroidissement de la planète. Avec quelles lenteurs, à travers quelles catastrophes? Nul ne le sait. Pour l'instant, l'avenir est assez noir, on a l'appréhension d'une lutte abominable entre les intérêts et les appétits.

C'est qu'il manque un terme à la suite de ceux qui étaient énumérés tout à l'heure : action. Aucune collectivité, en ce moment, ne possède le sens de l'action. Y a-t-il même des collectivités? Çà et là, seulement, quelques isolés paraissent en possession de la faculté agissante, et leur parole donne l'illusion de la vie, du mouvement. Mais combien sont-ils par nation? Et combien s'aperçoivent qu'ils existent? Ne sont-ils pas méconnus, traités en adversaires, alors qu'ils devraient servir de pivots de rassemblement?

Le parti d'action, habituellement, c'est une bande restreinte qui sert l'égoïsme des uns, profite de la résigna-

tion des autres, s'érige en pouvoir dirigeant. Le grand nombre regarde, comme au spectacle. Aucune idée n'apparaît sur la scène : on s'y dispute les places, on s'y partage l'argent.

Ce grand nombre s'apercevra-t-il de la stagnation où il vit, et ceux qui se font ses mandataires, orateurs, écrivains, savants, sociologues de toutes sortes, vont-ils enfin accomplir la besogne désintéressée et si utile ? Vont-ils commencer par un commencement, vouloir un résultat, imposer une réforme, puis une autre, ne pas s'arrêter en route pour courir ailleurs ?

On fera cela, on fera l'œuvre d'humanité et de vie, ou on fera l'œuvre de gâchis et de mort. (*8 février 1894.*)

§ VII
NATIONALISME

ECOUTEZ les verdicts prononcés par n'importe qui, par presque tout le monde, sur n'importe qui, sur tout le monde !

L'Anglais n'est qu'un marchand et ne connaît que l'argent. Ses dieux sont le coffre-fort, le sac d'or, le chèque. Il voyage pour fonder des comptoirs. Il aime la mer parce qu'elle conduit partout où il y a des bénéfices à faire. Il massacre et affame les peuples lorsqu'il ne peut réussir à les asservir, pour leur voler leurs territoires, leurs champs, leurs récoltes, leurs œuvres d'art. Ce qu'il ne fait pas pour la monnaie, il le fait par orgueil. Il se croit supérieur à tout, méprise tout, hormis lui-même. Il affiche les vertus et pratique les vices. Il est hypocrite. Il ne va pas aux offices le dimanche : il passe la journée à manger, à boire, à se soûler, à commettre des horreurs. Il a de grandes dents, des favoris roux, des complets à carreaux. Il porte

une casquette. Sa femme s'habille mal. Ses enfants sont grotesques. Il se lave à l'eau froide. Il n'a, dans son île, ni légumes ni fruits. Il vit dans un brouillard continuel. Il a toujours un parapluie sous le bras. Il n'y a pas d'arbres dans ses rues. Ses omnibus sont petits, garnis de balustrades basses. Ses journaux ont seize pages. Les devantures de ses magasins sont laides. Ses maisons sont noires. Il brûle du charbon de terre et du coke. Il dit *yes* pour *oui*. Il s'ennuie chez lui, il est atteint d'une maladie qui s'appelle le spleen, et il vient dépenser son argent sur le continent, pour se distraire. Il est toujours à Paris, à Florence, à Venise. Il ne guillotine pas, il pend. S'il est commerçant ou banquier, il quitte à six heures du soir la Cité, qui devient alors un désert. Il mène la vie de club. Il habille ses soldats en rouge pour la parade, en kaki pour la bataille. Il mange debout, ou assis sur un haut tabouret. Il se nourrit de roastbeef, de beefsteak, de jambon, de plum-pudding, de tarte à la rhubarbe. Il boit du pale-ale, du stout, du thé. Il a inventé le water-closet.

Le Hollandais est un pot à tabac qui fume. Il est lourd, épais et moqueur. Il a des maisons à carreaux vernissés qu'il lave sans cesse. Il cultive des tulipes. Tous ses champs sont coupés de canaux. Il vit dans un climat humide. Il est avare et insensible. Il est silencieux. Il aime à rester chez lui, sa porte fermée, sa fenêtre close. Il n'est pas familier. Ses maisons sont bâties sur pilotis. Il a trop de moulins dans sa campagne. Il aime le patinage.

Le Belge n'est pas moins odieux. Il est blond. Il a les joues colorées. Il mange trop, surtout du poisson bouilli. Il boit une mauvaise bière qui est le faro, et une, plus mauvaise encore, qui est le lambic. Il fume des cigares à bon marché.

Il est épais, grossier, tout en chair. Ses femmes sont trop grosses. Il se mêle de parler français. Sa littérature est une contrefaçon. Il lave aussi trop sa maison et récure trop ses cuivres. Il dit : « Savez-vous ? » et « Sais-tu? » Il a des fêtes qui s'appellent des kermesses.

L'Allemand est brutal, sournois, faux, domestique, sentimental, rêveur. Il cultive la petite fleur bleue du myosotis. Il fume du matin au soir, et du soir au matin, dans une pipe en porcelaine. Il passe sa vie à la brasserie, où il s'empiffre de choucroute, de saucisses, de lard, de jambon fumé, de pommes de terre à l'huile, de viandes aux pruneaux et aux confitures. Sa philosophie est creuse. Son art est compliqué et stupide. Il porte des lunettes à branches d'or. Il est gros et blond. Sa femme laisse pendre ses cheveux en nattes dans le dos et répond au nom de Gretchen. Elle est généralement de mœurs dissolues. Que dis-je ? généralement ! Elle est toujours de mœurs dissolues, c'est un fait constaté par tous les voyageurs.

Le Danois, le Suédois, la Norwégien, que l'on confond toujours, ce qui est justice, sont de vagues habitants du Nord qui existent si peu qu'il est vraiment presque inutile d'en parler. Ils habitent des pays d'eau, de brume, de neige et de glace où il ne peut rien se passer d'intéressant. Chez eux, il fait nuit tout le temps, ou jour tout le temps. Ils vont en traîneaux. Ils pêchent la morue. Ils vendent du bois de sapin, et envoient partout, pour bon marché, des portes et des croisées toutes faites. Leur littérature est, comme leur pays, glacée et brumeuse, et personne n'y comprend rien, pas même eux. Ils sont blonds et flegmatiques, se chauffent avec des poêles et se couvrent de fourrures. Rien de bon, en somme.

Le Lapon et le Groënlandais sont encore pis. Ils habitent des pays encore plus froids, se couvrent de peaux de bêtes, boivent de l'huile de foie de morue. Les uns se blottissent sous des huttes faites avec de la glace. Les autres sont toujours à courir dans des chariots attelés de rennes. Et d'abord ils sont trop petits, et ne valent pas la peine qu'on s'occupe autrement d'eux. Il n'est même pas nécessaire de savoir si ce sont les Lapons qui habitent le Groënland ou les Groënlandais la Laponie. Il y a aussi l'Islandais, mais qui peut s'intéresser à un Islandais ?

Le Russe habite également un pays froid, où l'on a facilement le nez gelé. Il est brutal et dissimulé. Il parle mal le français. Il mange du caviar et de la chandelle. Il nomme steppe des étendues immenses où l'on ne rencontre personne. Il est généralement moujik et on l'appelle « petit père ». Il s'enivre souvent. Il est religieux et nihiliste. Il adore des images religieuses à fermoir et il fabrique des bombes. Il se chausse de bottes en cuir et se coiffe d'un bonnet de poils. Il est absolument barbare, et ne pourra jamais se civiliser.

Le Serbe, le Bulgare, le Monténégrin, le Roumain, le Macédonien, l'Arménien, peuvent être mis dans le même sac, n'est-il pas vrai ? C'est de la simple clique, un ramassis de gens sans aveu que l'Europe tolère, on ne sait vraiment pourquoi. A quoi tous ces êtres-là sont-ils bons ? Ils font semblant de cultiver la terre, de fabriquer des objets et des étoffes, mais c'est pour cacher leur jeu, et l'on sait très bien qu'ils ne vivent que de brigandages. Qu'il leur arrive n'importe quoi, cela doit bien être indifférent à tout le monde. Ils s'habillent de petites vestes brodées, de culottes bouffantes, ils ont une petite toque sur la tête. Leurs moustaches sont noires et longues, et on ne les voit jamais

sans un fusil sur l'épaule ou un poignard à la ceinture.

Le Turc possède plusieurs femmes qu'il enferme dans un harem. Il passe ses journées assis par terre à fumer dans un tuyau. Il a un turban sur la tête, ou bien une calotte rouge. Il laisse les chiens sauvages en liberté. Il vend des pastilles du sérail, des roses de Jéricho, des tabourets incrustés de nacre. Il appelle Dieu du nom d'Allah, croit que Mahomet est son prophète, préfère l'Islam à l'Evangile. Il appelle son église une mosquée, et lorsqu'il y entre, il laisse ses sandales à la porte. On ne sait pas ce qu'il mange, des saletés probablement, qu'il ne sait même pas faire cuire.

Le Grec fait profession d'élever des abeilles et d'admirer des sculptures. En réalité, il est occupé à fabriquer des raisins secs et à tricher au jeu, c'est universellement connu. Il est paresseux et bavard, voilà le plus clair de son histoire.

Le Suisse est un pédant et un domestique. Chez lui, il est maître d'école. A l'étranger, il garde la porte, sert dans les restaurants et les cafés, fait métier d'interprète moyennant un pourboire.

L'Italien est aussi paresseux que le Grec. Il passe son temps à dormir sur une dalle, au soleil, à fumer des cigarettes, à manger du macaroni. Si les autres, ceux du Nord, sont trop blonds et ont les yeux trop bleus, lui, il a les cheveux et les yeux trop noirs. Sa femme cache un poignard à sa jarretière. Il parle trop vite. Il fabrique des marbres affreux. Il est ruffian et traître. Il est jaloux, cruel, vindicatif. Il vit dans un pays où il y a trop de soleil.

L'Espagnol aussi. Celui-ci est hautain, sobre, parle peu, et ne pense pas davantage. Il se nourrit de chocolat et de

fumée de tabac. Il se drape dans une cape. Il va aux courses de taureaux, agite perpétuellement des castagnettes. Sa femme porte une mantille, joue de l'éventail et de la prunelle. Il remplace le cheval par la mule. Il se chausse de sandales attachées avec des ficelles. Son langage est rauque, guttural. Il rase sa barbe et sa moustache, ce qui lui fait un visage tout bleu.

L'Américain boit des boissons glacées, se balance dans des fauteuils à bascule. Il fait cirer ses souliers par une mécanique. Il bâtit des maisons de vingt-cinq étages. Il vend du porc, de l'acier, du bœuf, du pétrole, du blé, etc., il vend de tout. Il rase sa moustache et porte un collier de barbe. Il est cynique en affaires. Il met ses pieds sur la tablette des cheminées pour se chauffer les jambes. Il passe sa vie sur les paquebots et les railways. Il veut conquérir l'Europe. Il est trop riche.

L'Américain du Sud, — Brésilien, Péruvien, et autres, — est trop rastaquouère.

Le Nègre est trop noir.

Le Jaune est trop jaune.

Je dois renoncer à noter les défauts, les vices, les vilenies, dont sont accusés les hommes étrangers. Mais ce n'est pas fini. La même observation impitoyable s'applique à toutes les provinces françaises.

Le Flamand est lourd et grossier. Du reste, il ressemble au Belge.

Le Normand est menteur, cupide, toujours plaidant, ne disant jamais ni oui ni non, buvant du cidre, alcoolique, capable de vendre son père, sa femme ou son fils pour une parcelle de champ. Du reste, il ressemble à l'Anglais.

Le Breton est sale et ivrogne, entêté, batailleur. Il boit de l'eau-de-vie.

Le Tourangeau est paresseux, dort toute la journée comme toute la nuit. Il ne se réveille que pour manger et boire. Il boit du vin.

Le Lorrain est faux, « traître à Dieu et à son prochain ».

L'Alsacien est plus faux encore. C'est un mangeur de choucroute, et il ressemble à l'Allemand.

L'Auvergnat est un charbonnier, ou un porteur d'eau, ou un marchand de marrons. Il est avare, dur, exploiteur. Il vient dans les grandes villes où il se prive de tout pour se retirer un jour dans ses sales montagnes, où il se nourrira de fromage et de lait.

Le Gascon est tortueux, blagueur, menteur, jamais sûr, intrigant. D'ailleurs, il a l'accent gascon.

Le Provençal, lui, a l'accent provençal. Il est toujours de Marseille, qu'il trouve une ville bien plus belle que Paris. Il parle sans cesse de la Cannebière. Il se nourrit de bouillabaisse, de tomates crues et d'ail, et il boit de l'huile.

Etc., etc., etc.

Après les provinces, il faudrait prendre les villes, les quartiers, les maisons, les individus. Ces notes d'ethnographie comparée pourraient être ainsi développées jusqu'à faire des volumes. J'en ai donné assez pour ma part. Chacun peut les continuer à sa guise, pour se convaincre que toutes les mœurs sont laides, tous les caractères vils et grossiers, tous les aspects physiques répugnants, toutes les cuisines épouvantables.

— Que reste-t-il ?

— Moi, — répond l'éreinteur. (*7 août, 1893.*)

VII. — AFFAIRE DREYFUS

§ I. LA RAISON D'ÉTAT ET LA VÉRITÉ. — § II. M. BERGERET. — § III. LES NEUTRES. — § IV. LE CODE MILITAIRE. — § V. LE MOTIF DE ZOLA. — § VI. LES RAISONS DE JAURÈS. — VII. LA REVISION ET L'ARMÉE. — § VIII. LE DRAME ET LES PERSONNAGES. — § IX. LE JUGE. — § X. LA SEULE SOLUTION. — § XI. DEUX ESPRITS. — § XII. ESQUISSE D'ESTERHAZY. — § XIII. PICQUART. — § XIV. HOCHE PARLE. — § XV. ÉPARGNONS LA VICTIME. — § XVI. L'ABNÉGATION DE L'OFFICIER. — § XVII. RÉPARATION IMPOSSIBLE.

§ I
LA RAISON D'ÉTAT ET LA VÉRITÉ

On a vu reparaître la raison d'État, cette vieille personne que l'on aurait pu croire morte et enterrée avec les catholiques irréductibles et les théoriciens de la monarchie absolue. Elle est revenue dans les discussions parlées, dans les polémiques des journaux, dans ce bruit de racontars, de suppositions, d'inventions, qu'a fait lever la nouvelle affaire Dreyfus, augmentée de l'affaire Esterhazy.

Elle est revenue en son accoutrement, en son costume de carnaval, fait de pièces et de morceaux, acquis à travers les siècles. Elle est romaine, moyenâgeuse, inquisitoriale, royale, jacobine, impériale. Elle a endossé tous les costumes, les uns par-dessus les autres, elle a revêtu la toge et le haut-de-chausses, elle s'est coiffée de la cagoule et de

la perruque, du bonnet phrygien et du bonnet à poil. Et voici qu'après ce passé, où elle incarna toutes les formes de la tyrannie du droit divin et même de la Révolution traditionaliste, elle prétend régir les hommes au nom des gouvernements modernes démocratiques, expressions directes ou prétendues telles de la volonté de tous. La caduque raison d'État animerait nos puissants de quatre jours, les délégués des assemblées, les commis aux affaires, ceux qui ont reçu mission de servir enfin une politique de grand jour, de pleine lumière, — la politique qui devrait être celle d'aujourd'hui, qui sera celle de demain.

Y a-t-il donc nécessité indiscutable de garder un secret terrible, d'assurer le salut de la patrie ? Sommes-nous, comme les révolutionnaires de 1793, assaillis sur nos frontières, avec une Vendée ignorante et criminelle derrière nous? Nullement. Nous sommes en débat ou, pour mieux dire, en enquête sur un procès intérieur. La question se pose, non seulement de savoir si Dreyfus est coupable ou innocent, mais aussi de savoir s'il n'est pas d'autres coupables, s'il existe des gens en possession de la vérité et qui ne veulent pas la dire, pour sauvegarder leurs intérêts particuliers et des intérêts collectifs.

Voilà, je crois, comment la question est définie pour ceux qui négligent les spéculations des fausses nouvelles et les hurlements de l'esprit de parti. Sur le fond même de l'affaire, le public ne sait rien, et ses informateurs habituels n'en savent pas davantage. Personne, en dehors des acteurs du drame, ne sait ce qui s'est passé aux séances du conseil de guerre qui a jugé et condamné Dreyfus. Personne ne peut motiver un avis sur la pièce décisive qui aurait, dit-on, enlevé le vote.

Personne ne peut prononcer sur le cas de M. le commandant Esterhazy. Personne ne peut dire exactement quel renseignement décisif est attendu de M. le lieutenant-colonel Picquart. Mais cette absence de renseignements sûrs n'empêche pas nombre de gens, journalistes, orateurs de réunions, importants de tous genres, badauds de toutes espèces, d'avoir une opinion tranchante sur ces questions, pourtant assez graves pour n'être pas jugées à la légère.

C'est ici que l'on voit intervenir la fameuse raison d'État. Que les choses soient d'une manière ou d'une autre, la raison d'État décrète que l'opinion n'a rien à voir et à savoir dans ces secrets de ministères et d'ambassades. Ce serait tout compromettre que de donner à tous ce qui est réservé aux seuls initiés. Dans l'état de l'Europe, il serait de la dernière gravité de révéler les dessous militaires et diplomatiques. Il existe des documents qui porteraient l'évidence dans les esprits, mais ces documents, nul n'a le droit de les dévoiler. Une telle indiscrétion aurait des conséquences qui ne peuvent même pas être indiquées, etc., etc.

C'est ainsi que la France de 1897 est maintenue dans la torpeur ancienne, plus de cent ans après la chute de la monarchie et la proclamation des Droits de l'homme et du citoyen. Nos hommes d'État de cette année continuent les traditions des grands autoritaires d'autrefois, qui mettaient leur volonté au-dessus du destin de l'individu. Ils jouent au Louis XI, au Richelieu, au Napoléon, sans plus se soucier de l'unité humaine, de l'anonyme, du rien perdu dans la foule. Pourtant, aujourd'hui, c'est de ce rien qu'ils tiennent le pouvoir, c'est par lui, et soi-disant pour lui, qu'ils se

trouvent en possession de ces postes où ils oublient si facilement leurs origines.

Qu'ils conduisent et achèvent leurs négociations prudemment et silencieusement, qu'ils restent les maîtres, sous le contrôle permanent des Assemblées, de telle action de politique intérieure et extérieure qu'ils sont chargés d'engager, cela est reconnu par tous, et il n'est pas besoin de définir à nouveau les caractéristiques du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Mais ici, dans cette affaire Dreyfus-Esterhazy, l'intérêt public — supérieur, je pense, à tous les intérêts gouvernementaux, ministériels, administratifs — veut une solution, et cette solution doit être : la vérité.

Le vérité toute pure, toute nue, éblouissante, c'est la force nouvelle qui s'oppose à la raison d'État. Tout le monde la veut, quelle qu'elle soit. Depuis le temps qu'on parle d'elle, qu'on nous l'annonce, va-t-on nous la laisser apercevoir, cette déesse candide et immaculée ? Elle est encore, comme toujours, dans le puits profond et noir. Nous nous penchons sur la margelle, nous croyons voir luire dans les ténèbres la chair lumineuse de cette inconnue si ardemment souhaitée. Va-t-elle enfin venir vers nous, sortir de ce trou où elle est enfouie, surgir resplendissante, irréfutable par son seul aspect ? Un héros intègre va-t-il se trouver qui saura délivrer cette prisonnière ? Pourquoi non ? pourquoi ne se trouverait-il pas, même dans notre monde discipliné, routinier, égoïste ? L'héroïsme est toujours exceptionnel et inattendu, il peut naître du milieu en apparence le moins préparé, par réaction, par protestation. Le héros, ici, ce sera simplement l'honnête homme qui verra clair et qui parlera selon sa

conscience. Ce serait faire injure à l'espèce humaine que de croire à l'impossibilité de cette rencontre. (*24 novembre 1897.*)

§ II
M. BERGERET

HONNEUR à M. Bergeret, maître de conférences à la Faculté des lettres de***, dont M. Anatole France, de l'Académie française, a recueilli les dires en ses deux volumes de *l'Orme du Mail* et du *Mannequin d'osier !* Honneur à M. Bergeret ! Il n'a pas été seulement le discuteur qui se laisse aller aux fines et froides ironies et aux remarques subversives en se promenant sous le feuillage des vieux arbres de sa petite ville. Il ne s'est pas contenté de tenir tête, dans la boutique du libraire, aux préjugés de l'aristocrate, aux axiomes administratifs du préfet, aux calculs ambitieux de l'ecclésiastique, à toutes les phrases convenues des philanthropes pourvus de rentes. Il ne lui a pas suffi non plus, seul à seul avec sa pensée, dans son triste logis d'universitaire pauvre, troublé par une compagne médiocre, acariâtre et stupidement sensuelle, enlaidi encore par la trahison de son élève préféré et par le chagrin domestique, il ne lui a pas suffi, dis-je, de vivre sa vie intérieure et de juger, de toute sa force de liberté, les basses et tristes choses de la société injuste. M. Bergeret n'a pas été un indifférent et un égoïste. Il s'est intéressé au drame humain et au malheur public autrement que par des phrases acérées et des pensées secrètes. Il a franchi, avec infiniment de simplicité, le passage, difficile pour les hommes comme lui, qui sépare la rêverie de l'action.

Dans ces listes de noms pressés qui s'allongent par

centaines, par milliers, nul ne peut s'empêcher de voir le nom à la fois fictif et réel de M. Bergeret, maître de conférences à la Faculté des lettres de ***. Il y est, il reparaît sans cesse, il éclate chaque jour, il revient comme un refrain à chaque alinéa.

M. Bergeret connaît l'Histoire. Il a un grand respect pour l'ensemble de la pauvre humanité qui a cherché et cherche toujours si péniblement sa voie. Il sait très bien quels efforts, quelles peines, quelles souffrances, sont dissimulés sous l'Histoire d'apparat, qui montre au premier plan son appareil militaire et diplomatique. Il a découvert autre chose, des soupirs, des plaintes, des cris, dans les livres des écrivains qui ont pu échapper, à force d'adresse et d'audace, à la délation religieuse, au bras séculier, à la brutalité royale. Il a compris l'ignorance et l'asservissement de la foule d'autrefois à écouter les balbutiements de la foule d'aujourd'hui, à contempler ses mouvements instinctifs.

Il sait aussi, puisqu'il l'a si bien expliqué à M. Roux, son élève, ce que fut de tout temps, pour les conquérants, la nécessité du militarisme, et comment les armées se heurtèrent, en de sanglantes collisions, sans savoir pourquoi. Il sait de même que le maintien des armées permanentes, à la suite des conquêtes, guerres, victoires, défaites, revanches, sans cesse recommencées, est une des formes de la survivance du passé, et que les chefs d'État ne peuvent souhaiter le désarmement « qui rendrait leur fonction difficile et mal sûre et leur ferait perdre un admirable instrument de règne ».

Il souscrit à l'opinion du savant commandeur Aspertini, philologue et agronome, qui déplore, à propos de récents

événements, arméniens et grecs probablement, que les Français ne soient plus les apôtres de la justice et de la fraternité, que la France ne soit plus l'amie du genre humain, la concitoyenne des peuples, la France des philosophes et de la Révolution.

Enfin il a des opinions particulières sur le code de justice militaire, et il les a exprimées avec une netteté suffisante dans la boutique du libraire Paillot, devant M. de Terremondre, le docteur Tornerol, l'archiviste Mazure, l'inspecteur des Beaux-Arts Georges Frémont, de passage dans la ville : « Des restes de barbarie traînent encore, dit M. Bergeret, dans la civilisation moderne. Notre code de justice militaire, par exemple, nous rendra odieux à un prochain avenir. Ce code a été fait pour ces troupes de brigands armés qui désolaient l'Europe au XVIII[e] siècle. Il fut conservé par la république de 92 et systématisé dans la première moitié de ce siècle. Après avoir substitué la nation à l'armée, on a oublié de le changer. On ne saurait penser à tout. Ces lois atroces, faites pour des pandours, on les applique aujourd'hui à de jeunes paysans effarés, à des enfants des villes qu'il serait facile de conduire avec douceur. Et cela semble naturel ! » Et M. Bergeret ajoute : « Il est vrai que les peines capitales prononcées par les conseils de guerre ne sont exécutées qu'en Algérie, et qu'on évite, autant que possible, de donner en France même ces fêtes martiales et musicales. On reconnaît qu'elles y feraient mauvais effet. C'est la condamnation tacite du code militaire. »

Ces paroles proférées l'an dernier, M. Bergeret prit connaissance, jour par jour, dans le calme de sa ville, de tous les incidents qui formèrent, peu à peu, l'affaire Dreyfus-Esterhazy. Il s'intéressa à ce sensible accroissement de lu-

mière dans cette région d'ombre où tout le monde errait à tâtons.

Il médita sur les fac-similés d'écritures, les comparant au bordereau accusateur.

Il lut attentivement les lettres saisies chez Mme de Boulancy, reconstruisit, sur ses paroles et sur ses actes, l'étrange caractère de soldat d'un autre temps du commandant Esterhazy.

Il fut épouvanté du néant scientifique, de la légèreté des déductions de l'acte d'accusation contre Dreyfus, et il eut dès lors la conviction que l'officier d'état-major avait été condamné sur une pièce secrète. Mais de quelle nature et de quelle solidité était cette pièce ? et ne démontrait-elle pas avant tout la négation des formes judiciaires d'une nation civilisée, si elle n'avait pas été communiquée à l'accusé et à son défenseur ?

Il fut enfin terrifié et indigné des traitements infligés au lieutenant-colonel Picquart, qu'il devinait, en son cerveau de lettré, comme un officier à la de Vigny, pris entre la grandeur et la servitude militaires, comme un homme ayant voulu obstinément la vérité. M. Bergeret accepta dès lors, en sa conscience, comme preuve morale irréfutable, la triple entreprise contre le lieutenant-colonel Picquart : son envoi en Tunisie, — sa défense, et probablement son attaque, condamnées au huis clos alors que le débat contre lui avait été public, — enfin son enfouissement dans une casemate du Mont-Valérien.

En même temps que cette dernière nouvelle lui arrivait, il prenait aussi connaissance de la parole et de l'acte de Zola, se dressant seul contre tous, et accusant avec véhémence, pour obtenir enfin la lumière de la vérité. Il n'avait

pas souvent été en accord parfait avec le romancier naturaliste, il avait été choqué des théories de ses rudes polémiques, il n'aimait pas toujours la forme des ouvrages de l'auteur des *Rougon-Macquart*. Mais cette fois, du coup qu'il reçut, il admira, et seul, dans son logis déserté, il se remémora quelques faits.

Il songea de nouveau, tous les jours qui suivirent, à la justice militaire, aux petits soldats fusillés pour des imprudences de gestes, pour des peccadilles de simples, à Bazaine qui fut vraiment un traître, puisqu'il livra l'armée sur laquelle comptait la France, et que ses camarades n'envoyèrent pas à l'île du Diable, mais dans un îlot de Provence, d'où il s'évada rapidement. Il se demanda pourquoi la France n'avait pas transformé son code militaire, et pourquoi les crimes des soldats ne relevaient pas, comme dans tel pays voisin, de la justice civile.

Sa pensée s'en alla avec douceur et fierté à cette vieille Université de France, qui avait eu toujours pour ennemies l'Église et la Dictature, et qui avait bien son mot à dire, sa renommée ancienne d'intelligence et d'honneur à jeter dans ce grand débat obscur. Il évoqua, en un éclair de pensée, la lutte menée par la bande noire depuis vingt-cinq ans, les écoles supérieures militaires envahies par les élèves de la rue des Postes. Il vit soudain la discussion élargie, une grave mise en question du progrès humain et du rôle de la France, il sourit en songeant à la phrase écrite sur lui par son historiographe : « M. Bergeret ne craignait jamais les idées, mais il était timide devant les hommes. » Et, prenant posément sa résolution, après avoir lu le texte des deux protestations publiées par les journaux, il les signa toutes deux, de son nom et de son titre : « Lucien Bergeret,

maître de conférences à la Faculté des lettres de *** », et se hâta, car l'heure du courrier était proche, de les porter au bureau de poste, avant d'aller converser, comme à son habitude, dans la boutique du libraire. (*20 janvier 1898.*)

§ III
LES NEUTRES

Cette question de savoir si le capitaine Alfred Dreyfus a été condamné sur la production d'une pièce dont il n'a pas eu connaissance, a créé depuis trois mois une agitation qui a pris les allures d'une bataille sociale et religieuse, déviant aux rixes de l'antisémitisme, et même, de l'autre côté de la Méditerranée, à des scènes de pillage et de meurtre. Parce que l'on a élevé ici des doutes sérieux sur la manière dont un inculpé a été jugé et condamné, il a fallu que la boutique de n'importe quel israélite soit envahie dans une rue d'Alger, les marchandises tirées dehors, brûlées ou volées par des forcenés suspects. Malgré la prétendue logique de ces événements et le fatalisme de la solidarité de race, on arrivera difficilement à faire admettre comme légitimes ces manifestations de la vieille barbarie.

C'est précisément contre cette philosophie de l'histoire, qui vient en réalité de la Bible et des écrivains théocratiques, c'est contre cette menteuse logique, ce cruel fatalisme, ce décret de solidarité aussi terriblement inhumain que la doctrine du péché originel, c'est contre cet appareil d'autrefois que partirent en guerre les philosophes du XVIIIe siècle et les législateurs de la Révolution française.

Comment se fait-il donc que l'opinion n'ait pas été una-

nime ? que la discussion ait pu commencer, grandir, et même changer d'objet ?

La première des raisons, c'est que les choses qui paraissent simples sont, en réalité, fort compliquées. Cette pièce secrète non communiquée à un accusé, c'est bien, n'est-ce pas, tout le problème à résoudre ? Or écoutez ce qui se dit à la Chambre, lisez ce qui s'écrit dans la presse, du côté des défenseurs de la « chose jugée ». C'est précisément cette explication sur la pièce secrète que tout le monde se refuse à donner. On préfère laisser mettre à l'ordre du jour ces deux grosses questions du pouvoir militaire et de l'antisémitisme plutôt que de s'expliquer sur le fait qui entraînerait, de par la loi, la revision du procès Dreyfus.

La faute en est sans doute à la dislocation du parti républicain, séparé en tronçons qui poursuivent des intérêts différents. La faute en est aux radicaux et aux socialistes, qui n'ont pas su se réunir et faire front au nom de l'intérêt supérieur de la loi sociale de justice qui domine toutes les tactiques et tous les intérêts de partis.

La faute, comme toujours, est aussi celle des neutres.

Ici la critique dépasse les convenances des journaux et des groupes parlementaires. Elle atteint l'état d'esprit du grand nombre, de la foule, de la France qui a les représentants de tous genres qu'elle peut avoir. Car il ne faut pas s'y tromper : si une ardente curiosité est éveillée, la grande passion nationale sommeille. On suit les phases du débat comme on lit, au jour le jour, les péripéties de quelque énorme fait divers, comme on suppute les chances des coureurs au Grand-Prix de Paris. Les promenades d'étudiants catholiques, de lycéens antisémites dans nos rues, et même les pillages et les bagarres sanglantes d'Alger, ont eu lieu

dans le grand vide muet de l'opinion. On achète les journaux, on les parcourt aux lumières des boutiques, sous la flamme des becs de gaz, et l'on attend la suite.

Qu'il y ait une opinion contraire à celle des rares manifestants de la rue, cela est certain. Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter les réflexions que font les passants arrêtés au passage des monômes. Et, certes, il est heureux que cette opinion-là ne se soit pas affirmée aussi par les processions et les cris. Avec nos mœurs, avec notre extraordinaire impuissance à vivre de la vie de la liberté réclamée sans cesse, la rencontre de bandes adverses n'aurait pu amener que bourrades, peut-être pis, et finalement intervention de la police. En dehors des pêcheurs en eau trouble, des spéculateurs sur mouvements populaires, personne ne veut des hasards de la rue, personne ne veut que soit payé l'ordinaire et néfaste tribut des victimes inconscientes. C'est au grand débat sur une idée qu'il faut se tenir, c'est en rappelant tout le monde, militaires et civils, juifs et antisémites, à la vérité de la loi, qu'il faut affirmer la force de la vertu républicaine, de la notion de droit et de justice.

Cela, on pouvait le faire sans promenades dans la rue, sans rixes de réunions publiques, puisque nous n'avons encore su organiser ni défilés ni meetings, et que la liberté de réunion est devenue vaine. Il fallait seulement cette chose si difficile à obtenir : l'intervention des neutres — que les neutres ne soient plus des neutres. Il fallait une manifestation complète de tous les comités électoraux de Paris et des départements auprès de leurs mandataires, une signification d'opinion telle que nul n'aurait pu s'y tromper. Ce mode d'action, un peu semblable à l'expression des vœux politiques qui fut, un moment, une force employée par les con-

seils municipaux et les conseils généraux, ce mode d'action n'apporterait aucun trouble matériel dans la vie d'une nation. Il vaudrait comme révélation d'opinion. Il toucherait à l'endroit sensible nos députés anxieux, à la veille des élections, de rester en communion d'esprit avec leurs électeurs. Toute preuve de ce genre qu'il existe une vie publique en France serait irrésistible, et la situation serait bientôt devenue nette.

Il n'y faut pas compter, paraît-il. Pas plus que les adversaires de la vérité et de la lumière ne peuvent compter sur un mouvement pareil en leur faveur. Tout repose, tout sommeille ; une œuvre de trouble, de démoralisation, a été accomplie par une partie active des dirigeants de tous genres, de la politique, de la littérature, de l'art, pendant qu'une autre partie de l'élite laissait faire. Ici, nous retrouvons les neutres.

Ceux-ci seraient impardonnables s'ils ne sortaient de leur égoïsme. Il faut qu'ils interviennent partout et sans cesse, qu'ils aient raison à jamais de cette stupide affirmation que *cela ne les regarde pas.* Qui cela regarderait-il, alors ? Qu'on nous le dise. Quelle singulière conception de la vie se feraient donc les artistes, les écrivains, les savants modernes ? Enfermés dans cette fausse idée qu'ils sont placés en dehors du réel, que rien de la société, de l'humanité, ne doit les intéresser, ils deviendraient, et beaucoup sont déjà devenus sans doute, des êtres artificiels dans des milieux vivants.

Admirez la contradiction stupéfiante : on leur demande d'exprimer par leurs œuvres les sentiments humains les plus profonds, et on leur refuse, et ils se refusent à eux-mêmes le droit de les ressentir ! Ils inventent la tour

d'ivoire, et on les loue de s'y soustraire à jamais à l'agitation du monde. Triste tour d'ivoire qui n'a le plus souvent que des guichets comme ouvertures sur le monde extérieur ! Elle n'existait pas aux époques où l'art se mettait en contact avec la foule. L'humanité d'alors s'est admirablement formulée, et la Renaissance, où l'expansion vitale fut si ardente, vit ses grands artistes prendre fait et cause pour toutes les agitations de l'esprit. C'est ce contact avec tout ce qui intéresse profondément l'homme qui a permis à ces artistes de nous laisser de fortes expressions de vie et de beauté.

Sous peine de déchéance, de dessèchement de leur pensée, de mort de leur talent, les artistes de toutes formes devront revenir à cette union harmonieuse. Celui qui n'est pas homme n'est pas artiste. En dehors de l'initiateur, il n'y a que le serviteur. Ce n'est pas la peine d'avoir en soi la force de la pensée pour tomber à cet état de servilisme. Car il ne s'agit pas d'obéir à la foule, de consulter bassement le « goût du public », comme proclament tant d'artistes avec une inconscience stupéfiante. L'homme de pensée ne sert pas la foule en lui obéissant, mais en la combattant, et c'est *contre* le goût du public qu'il faut partir en guerre, puisque l'art, la pensée, doivent civiliser la foule et non l'avilir.

Heureusement, cette vérité a été remise en honneur par quelques-uns, par Zola, par ceux dont les noms se sont groupés en une haute et significative protestation, par des hommes de la littérature, de l'art, du laboratoire : Anatole France, Duclaux, Séailles, Victor Bérard, Charles Andler, Lucien Herr, Charles Friedel, Edouard Grimaux, Eugène Carrière, Claude Monet, Pissarro, Ary Renan, Charles

Richet, Delbet... C'est par centaines que les savants, les littérateurs, les artistes, les universitaires, sont venus affirmer leur droit de se mêler de ce qui les regarde. Et voici que, parmi eux, viennent maintenant apporter leurs signatures auprès de celles des membres de l'Institut, des professeurs, des écrivains, des peintres, voici, dis-je, que viennent les ouvriers, les employés, les commerçants. La discussion sur l'affaire Dreyfus n'aurait pas été inutile, lors même qu'elle n'aurait eu que ce résultat, qu'elle n'aurait été que le prétexte à ce réveil de l'opinion, de la pensée libre, conductrice des hommes. (*28 janvier 1898*.)

§ IV
LE CODE MILITAIRE

Les protestations contre l'obscurité certaine et l'illégalité possible du procès Dreyfus auront eu cet avantage, entre autres, de remettre en lumière et en question la forme surannée de la justice militaire. En regard de l'opinion brutale qui ne veut rien savoir et rien entendre, qui ne répond aux raisons que par des injures et par des cris, en regard de l'opinion indifférente des neutres, il y a une opinion publique sérieuse, profonde, qui a déjà résolu mentalement le problème que cherchent à éluder les gouvernants indécis, destinés à la défaite par leur indécision même. On ne peut contenter à la fois les masses en évolution et les tenants du passé, on ne peut satisfaire les socialistes et les habiles ralliés, les politiques catholiques si adroits à dissimuler, à imiter l'inertie, alors qu'ils mettent silencieusement leur main de velours sur toutes choses.

On peut pronostiquer que la France entière, jetée en

pleine réaction, essayant de remonter les temps, n'y parviendrait pas. Les lois d'évolution sociale ne peuvent pas être plus abrogées que les lois de la vie naturelle. Si l'évolution humaine continue par le monde, rien ne sert de se placer contre le courant : ce serait la défaite sûre. Et se mettre hors du courant, à l'écart, c'est se dessécher, vivre et mourir sur place. Il est permis de croire que nous n'en sommes pas là. Notre peuple a souvent connu la mauvaise fortune, touché le fond du malheur, mais il s'est retrouvé, ressaisi, il se retrouverait encore.

L'erreur est trop souvent de croire que la partie définitive se joue sur un incident. Cet incident n'est que le signe passager de la crise permanente qu'est la vie. Nous ne pouvons définir l'Histoire que nous faisons; notre pouvoir, notre effort, se résument à essayer de nous modifier chacun individuellement. L'individu transformé réagit fatalement sur le groupe dont il a reçu l'impulsion première, et son travail est de rendre conscient ce qui était inconscient.

Nous sommes ici au cœur de notre sujet, qui est la forme de la justice militaire. On peut voir se manifester, par exemple, les opinions de différentes personnalités, en réponse à l'excellent questionnaire conçu par M. Léon Parsons, d'après les idées d'Ernest Renan et d'Anatole France. On lit des résumés très médités et très nourris d'hommes de lettres, d'universitaires, de politiques militants. Mais croit-on que ces opinions précisées ne répondent pas à des opinions éparses, déjà ressenties par de nombreuses unités de la foule ? Croit-on que partout, dans les milieux les plus divers, il n'y ait pas eu de fortes émotions en apprenant que l'inflexible code militaire condamnait à mort, contre

le sentiment des juges eux-mêmes, de pauvres petits pioupious, soldats d'un sou, coupables de méfaits qui seraient considérés comme des peccadilles par la justice civile? Croit-on que nul n'ait fait cette réflexion que la justice civile a été humanisée, bonifiée par une loi telle que la loi Bérenger, alors que la justice militaire est restée à l'état de raideur barbare voulu par l'âge du glaive? Croit-on que tous les jeunes gens qui reviennent de leur service de trois années soient incapables de toute observation, de toute critique, et se proclament enchantés, ravis du régime d'exception auquel ils ont été soumis? Croit-on que les parents de ces jeunes gens les voient partir le cœur joyeux, sans être troublés par le pressentiment d'un destin inconnu?

Non, non, il y a une opinion française, anxieuse, qui est prête pour la réforme du Code militaire, qui ne croit pas qu'il y ait un honneur spécial de l'armée, qui accepterait fort bien de voir juger les méfaits militaires par la justice civile, comme cela se pratique en Angleterre. Que la question soit mise à l'ordre du jour électoral par les républicains qui n'ont pas peur des idées, qui ne craignent pas de jouer leur sort politique sur un beau programme affirmatif, et ils pourraient bien avoir à se réjouir du résultat. En est-il quelques-uns encore, de ces républicains, ou l'espèce en a-t-elle disparu depuis les années d'opposition au second Empire? Nous verrons bien. Mais qu'ils sachent d'avance qu'ils ne seront pas plus hardis, en portant le débat sur le Code de l'armée, que nombre de mères de famille exprimant avec conviction, sur les mœurs et les lois militaires, des opinions qui égalent, si elles ne les dépassent, les opinions des littérateurs les plus acerbes et des philosophes les plus nihilistes. Telle bourgeoise authentique,

convaincue par les inconvénients du service militaire obligatoire pour tous, s'exprime sur la caserne, sur la guerre, sur le conseil de guerre, plus violemment que Jean Grave.

Mais je m'en tiens à Alfred de Vigny, et transcris ici un passage de la préface de *Servitude et Grandeur militaires* :

« Je ne puis m'empêcher de dire combien j'ai vu de souffrances peu communes et courageusement portées par une race d'hommes toujours dédaignée ou honorée outre mesure, selon que les nations la trouvent inutile ou nécessaire.

« Cependant ce sentiment ne me porte pas seul à cet écrit, et j'espère qu'il pourra servir à montrer quelquefois, par des détails de mœurs observés de mes yeux, ce qu'il nous reste encore d'arriéré et de barbare dans l'organisation toute moderne de nos armées permanentes, où l'homme de guerre est isolé du citoyen, où il est malheureux et féroce, parce qu'il sent sa condition mauvaise et absurde. Il est triste que tout se modifie au milieu de nous, et que la destinée des armées soit la seule immobile... A présent, les villes conquises n'ont rien à craindre que de payer des contributions. Ainsi la guerre s'est civilisée, mais non les armées, car non seulement la routine de nos coutumes leur a conservé tout ce qu'il y avait de mauvais en elles, mais l'ambition ou les terreurs des gouvernements ont accru le mal, en les séparant chaque jour du pays et en leur faisant une servitude plus oisive et plus grossière que jamais. Je crois peu aux bienfaits des subites organisations ; mais je conçois ceux des améliorations successives. Quand l'attention générale est attirée sur une blessure, la guérison tarde peu. Cette guérison, sans doute, est un problème difficile à

résoudre pour le législateur, mais il n'en était que plus nécessaire de le poser. Je le fais ici, et si notre époque n'est pas destinée à en avoir la solution, du moins ce vœu aura reçu de moi sa forme, et les difficultés en seront peut-être diminuées. On ne peut trop hâter l'époque où les Armées seront identifiées à la nation, si elle doit acheminer au temps où les Armées et la guerre ne seront plus, et où le globe ne portera plus qu'une nation unanime enfin sur les formes sociales ; événement qui, depuis longtemps, devrait être accompli. »

On voit que Louis Ratisbonne, exécuteur testamentaire d'Alfred de Vigny, a hautement raison lorsqu'il affirme, comme signataire de la protestation actuelle, être en harmonie de pensée avec l'immortel auteur de *Servitude et Grandeur militaires*. (*4 février 1898*.)

§ V
LE MOTIF DE ZOLA

Pour quel motif, en vertu de quelle détermination, sur l'injonction de quelle voix secrète Émile Zola est-il intervenu dans cette bataille ? Il est intéressant de le rechercher.

Beaucoup, en le voyant intervenir, affirmatif et véhément, ont été étonnés, ou indignés. De quoi se mêle cet écrivain? quelle autorité a-t-il pour prendre à partie des juges militaires, des officiers d'état-major, un ministre de la guerre ? de quel droit interpelle-t-il un président de République ? La plupart de ceux qui se montraient ainsi stupéfaits et courroucés savaient fort bien, ou devaient savoir que tout citoyen d'un pays libre a le droit et le devoir de se lever, même seul contre tous, pour donner son avis sur les affaires publiques. Mais je veux croire,

néanmoins, que leur étonnement était sincère, qu'ils étaient ébaubis et offusqués de voir un romancier, un solitaire, abandonner sa tâche, sortir de chez lui, pour se mêler à la dispute du dehors. Leur stupéfaction, d'ailleurs, venait moins de l'intervention elle-même de Zola que de son opposition. Ah ! s'il s'était levé pour être de l'avis de ses adversaires actuels, ceux-ci auraient trouvé tout naturel qu'il eût donné son opinion. Si, au lieu de dire : *J'accuse !* il avait dit : *J'approuve !* les mêmes qui le couvrent d'injures dans les journaux ou qui hurlent autour de son fiacre n'auraient pas eu assez d'hommages et de couronnes à lui offrir. Reconnaissons donc simplement ici l'esprit de parti, et surtout l'esprit de parti pris. Nous ne sommes pas encore au temps où chacun aura le droit de penser à sa guise et d'exprimer nettement ce qu'il pense : voilà tout ce que prouve cette aventure.

Toutefois, je remarque que l'on a été assez embarrassé d'expliquer l'acte de l'écrivain en cette circonstance. On a bien voulu reconnaître qu'il n'était pas vendu à Rothschild, qu'il n'avait pas besoin de notoriété, qu'il ne pouvait que perdre son repos et compromettre sa situation de littérateur en assumant la responsabilité d'une telle attaque. On l'a donc, dans l'embarras où l'on était, accusé de manie, de vanité, de folie des grandeurs, etc. On n'a pas cherché, on n'a pas eu l'idée de chercher dans son œuvre la raison profonde de sa conduite.

On la trouvera pourtant, lumineuse, certaine, si l'on veut prendre la peine d'ouvrir ses livres, depuis *Mes Haines* jusqu'à *Rome*.

Je ne fais pas ici la critique des quarante volumes publiés par Zola depuis trente ans. J'admets que cette critique

puisse être sévère, qu'elle trouve des tendances, une forme, à discuter, à juger, à condamner. Je laisse aussi de côté les éloges qui viendraient équilibrer un juste arrêt. Je ne cherche pas la définition de cette personnalité puissante qui réunit en elle un violent réaliste, un poète lyrique épris de la vie, un écrivain double, issu à la fois des romantiques et des scientifiques, un disciple de Hugo et de Balzac. Je laisse l'explication de tout cela, et je dis simplement que l'œuvre de cet homme, telle qu'elle est, est dominée par l'amour de la vérité.

Le romancier auteur des *Rougon-Macquart* et des *Trois Villes*, le critique d'art, de littérature, de théâtre, ne s'est jamais résolu, cela est trop évident, à céder la plus minime partie de ce qu'il avait découvert du vrai. C'est la raison, l'unique raison de ses écarts de plume, des duretés, des grossièretés qui lui sont violemment reprochées, alors que l'on se garde bien de mettre en valeur tant de pages délicates et tendres. C'est la raison de ses campagnes de presse pour la peinture maudite d'Édouard Manet, pour le talent méconnu de Duranty, contre l'art officiel, contre la littérature à la mode, contre le théâtre convenu. C'est la raison qui lui fit écrire le sombre livre de *l'Assommoir* et le livre d'espoir de *Germinal*. C'est la raison qui l'a fait se soumettre à l'examen du docteur Toulouze. C'est la raison de ses erreurs, de son évolution, de tel article de critique de 1896 qui contredit tel article de 1880, cette page par exemple : « J'ai eu, lors de mes débuts dans les lettres, un mépris extraordinaire pour la politique... C'était, de ma part, l'opinion simpliste d'un poète exaspéré, et rien ne me semble aujourd'hui plus enfantin ni plus imbécile... Cette politique, elle m'est apparue ce qu'elle est en réalité,

le champ passionnant où lutte la vie des nations, où se sème l'histoire des peuples, pour les moissons futures de vérité et de justice. J'ai compris que les plus grands esprits pouvaient y évoluer, y faire la meilleure des besognes, celle du bonheur des autres. »

Les citations pourraient s'ajouter aux citations. Que les hommes de bonne foi prennent n'importe quel livre de Zola, et même en désaccord avec lui, heurtés par lui, ils reconnaîtront que c'est la passion de la vie, de la vérité, qui anime l'écrivain, que c'est là le motif supérieur, désintéressé, qui a fait de lui l'homme d'action allant réclamer la lumière et la justice devant les magistrats de la Cour d'assises et le jury de la Seine. (*17 février 1898.*)

§ VI
LES RAISONS DE JAURÈS

L'AFFAIRE Dreyfus-Esterhazy vient de susciter un nouvel historien. Jean Jaurès, par une série d'articles parus dans *la Petite République*, étudie le drame et donne ses conclusions. Il a fait ce travail à tête reposée, à loisir, avec une reculée suffisante, en possession de tous les documents produits, des affirmations des journaux, des dépositions faites au procès Zola, des pièces désormais classées. Sa critique est sincère, loyale, elle n'affirme pas sans examiner et sans prouver.

Les gens de bonne foi, qui ne se contentent pas des paroles péremptoires des ministres, des injures monotones des professionnels, ont déjà pu se renseigner par le commentaire vivant, d'une sûreté scientifique, d'une psychologie divinatrice, tracé dans l'*Aurore* par Clemenceau, au jour le jour, au fur et à mesure que les événements se produisaient,

apportant chaque fois avec eux une révélation partielle. Le travail de Jaurès, qui procède de la même méthode prudente d'examen, est tout différent. C'est un résumé, une condensation par chapitres qui présente tous les faits essentiels.

Quelques points doivent être indiqués, malgré la répétition forcée de détails connus, de conclusions acquises. Sur de tels sujets, il ne faut pas craindre le recommencement. La lumière pénètre lentement les esprits, la vérité ne s'empare pas violemment de toutes les consciences. Les murailles de Jéricho ne sont pas tombées à la première sonnerie des trompettes.

La première des études de Jean Jaurès suffirait à démontrer la nécessité d'une revision du procès Dreyfus. Elle est consacrée à l'*Illégalité*. Elle rappelle ce grand principe de nos codes civil et militaire qui assure à l'accusé la connaissance des charges qui pèsent sur lui. Or Dreyfus n'a pas connu les pièces qui, au dernier moment, ont formé contre lui la conviction des juges. Les preuves, les voici. C'est le journal *l'Eclair* faisant savoir, le 15 septembre 1896, qu'une lettre adressée par un attaché militaire allemand à un attaché militaire italien avait été saisie et photographiée ; que cette lettre n'avait été montrée ni à l'accusé ni à son défenseur : qu'elle n'avait pas été soumise aux juges pendant le procès *légal*, mais qu'elle leur avait été communiquée dans la chambre des délibérations, hors de la présence de l'accusé. C'est l'affirmation faite par un juge du conseil de guerre à M. Salles (lequel n'a pas démenti le fait) que le jugement a été rendu « sur des pièces que ni Dreyfus ni Me Demange n'ont vues ». C'est le silence de M. Méline lorsqu'il fut interrogé sur ce fait précis par Jaurès à la tri-

bune de la Chambre des députés le 24 janvier 1898. C'est le silence de M. le général Mercier à la Cour d'assises, lors du procès Zola : « Je n'ai pas à répondre », dit l'ancien ministre de la guerre, s'en tenant ainsi à la simple et commode restriction mentale, si révélatrice. C'est enfin, d'une part, le silence de M. Cavaignac, ministre de la guerre, ne disant plus le 7 juillet que Dreyfus avait été *légalement* condamné et, d'autre part, apportant la preuve de l'illégalité par la production de documents antérieurs et postérieurs à la condamnation.

Tout cela ne donne-t-il pas à Jaurès le droit de conclure comme il le fait : « Ainsi, aujourd'hui, en vertu d'une communication publique, officielle, du gouvernement français, toutes les puissances étrangères connaissent les pièces sur lesquelles Dreyfus a été jugé. L'Allemagne les connaît ; l'Italie les connaît ; le monde entier les connaît. Seul, l'accusé Dreyfus ne les connaît pas. Je ne crois pas que, dans l'histoire des crimes judiciaires, il y ait eu jamais un paradoxe aussi violent. » Et il ajoute : « Le huis clos, dans les procès, a pour but de montrer à l'accusé certaines pièces en les cachant au reste du monde. Les bureaux de la guerre ont conduit si étrangement le procès Dreyfus qu'enfin les pièces du jugement ont été cachées à l'accusé seul et montrées au reste du monde. »

Une telle démonstration suffit pour demander la nullité du procès. Mais Jaurès ne s'en tient pas là. Il répond à cette objection spécieuse qu'il serait inutile et dangereux de donner satisfaction à la loi et de juger à nouveau Dreyfus pour le trouver à nouveau coupable. Il croit, lui, que ce procès en revision ne serait pas inutile, qu'il viendrait établir l'innocence de Dreyfus et la culpabilité d'Esterhazy, et

il donne ses raisons, de telle sorte, d'une telle force, qu'il établit la présomption, fait naître le trouble et le doute, éclaire les ténèbres.

Avec quelle évidence l'écrivain fournit l'explication vraie des prétendus aveux de Dreyfus, met en lumière le lien entre la phrase réellement prononcée par Dreyfus et l'essai de persuasion tenté par le commandant du Paty de Clam dans la cellule du condamné ! Il en est de même pour l'examen du bordereau, de son contenu, du rapport Bertillon, de l'enquête du colonel Picquart, des charges contre Esterhazy, etc. Autant de pages lucides, éloquentes, irréfutables.

C'est la sagesse et la raison, avec une admirable passion contenue. On peut lire et relire, on trouvera sans cesse une explication humaine, navrée de tous les méfaits commis, une nette accusation contre les moyens employés pour cacher, pour retarder la vérité. On ne trouvera pas un cri insultant, pas une épithète violente, à peine un mot de dédain contre M. Bertillon et son lamentable système, à peine un mouvement de colère contre M. du Paty de Clam, l'effrayant artisan de cette besogne.

Il n'y a là que des faits et des raisons. Et la remarque définitive suggérée par une telle œuvre entreprise par Jaurès pour renseigner le prolétariat, c'est qu'elle n'a pas sa contre-partie. Dans le parti opposé, qui croit au bon prononcé du jugement, à la culpabilité de Dreyfus, à l'innocence d'Esterhazy, il ne manque pas d'hommes habiles, avisés, subtils, capables, eux aussi, d'examen et de conclusion. Pourquoi ne s'en présente-t-il pas un seul pour prendre le travail de Jaurès point par point, pour répondre sur les textes et sur les faits ? On ne lui répond que par des

injures ou par du silence, on lui dit que ses articles sont longs, ennuyeux, etc. Ce n'est pas l'avis de ceux qui les ont lus. Une discussion contradictoire et sérieuse serait pourtant en situation. Qui se présentera pour la soutenir avec des arguments ? (*18 août 1898.*)

§ VII

LA RÉVISION ET L'ARMÉE

C'est à Bordeaux, au matin d'un arrêt de voyage, que j'appris l'aveu et l'arrestation du lieutenant-colonel Henry, chef du bureau des renseignements à l'Etat-major. Quelques lignes d'une dépêche d'agence, insérées dans un journal de la région, et c'était tout. Aucun commentaire. Mais il n'était pas besoin de commentaire. Les choses ne changèrent pas d'aspect, les conversations allèrent leur train aux terrasses des cafés, les promeneuses passèrent dans la clarté du soleil avec leur même grâce vive, il ne se forma pas de groupes, d'attroupements, on ne s'arracha pas les journaux, comme on devait le faire, à Paris, au même moment. Pourtant il m'apparut qu'une grande transformation venait de se réaliser et que les mensonges allaient enfin s'évanouir, comme les cauchemars d'une nuit de fièvre se dissipent à la première lumière du matin.

Cet aveu du lieutenant-colonel Henry, amené on ne sait comment, accepté et subi par M. Cavaignac, dont il jetait toutes les conceptions à bas, c'était, sans doute, le commencement des grandes et décisives révélations ; c'était la preuve morale en même temps que la preuve matérielle de l'illégalité et de l'erreur judiciaire, accomplies de bonne foi, aggravées par des méfaits individuels, par les passions poli-

tiques et religieuses, par les lamentables illusions nées de l'esprit de corps et de la raison d'État. Un tel acte commis par un tel personnage, ce faux perpétré par ce chef de bureau des renseignements qui doit apporter dans ses difficiles fonctions un sentiment si haut de l'honneur et de la probité, c'en était assez, c'en était trop ! Tous les yeux allaient être dessillés, toutes les consciences allaient être averties. Non seulement ceux qui demandent depuis près d'une année l'enquête au grand jour et la proclamation de la vérité allaient voir leur nombre s'augmenter de tous leurs adversaires de bonne foi de la veille. Non seulement l'opinion publique, égarée par les racontars, par les tirades, par les falsifications de toutes sortes, allait se ressaisir et s'orienter à nouveau. Mais encore, chez ceux qui ont reçu la délégation du pouvoir, et qui ont le devoir d'appliquer la loi, il y aurait un revirement correct, une décision loyale. On pouvait s'attendre, à ce moment, à une prompte liquidation de cette affaire Dreyfus-Esterhazy qui pèse sur nous dun poids si lourd et si mortel.

Il s'est trouvé que ces prévisions ne se sont vérifiées qu'à moitié Il y a eu un grand changement d'opinion. Des adversaires de la veille ont réclamé cette revision qu'ils repoussaient. Il y a eu aussi un changement dans la région gouvernementale, et MM. Brisson et Bourgeois, débarassés enfin de la dictature de M. Cavaignac, appuyée sur des faux, ont parlé le langage qui devait être le leur. Pourtant, malgré cette profonde différence, il semble qu'il y ait stagnation, que des obstacles invisibles se soient dressés, que la force d'action aille s'épuisant de délais en délais.

M. Cavaignac ne prétendait-il pas rester au pouvoir, après

le discours et l'affichage qui ont trompé la France ? Il le pouvait, à la condition d'un absolu revirement de pensée, en présidant à la revision juste et nécessaire. Il le pouvait, en interrogeant le lieutenant-colonel Picquart, gardé en prison pour le crime d'avoir dénoncé le faux maintenant prouvé. Il le pouvait, en faisant véritablement l'enquête qu'il a faite de façon si médiocre. Il s'y est refusé, et il est tombé, comme le voulait la logique des choses. Avant lui était tombé M. de Boisdeffre, chef tout au moins incapable de l'État-major. Après lui est tombé son cousin M. du Paty de Clam, convaincu d'entente avec Esterhazy. Après lui encore est tombé Esterhazy, lequel n'avait pas à tomber de bien haut, mais qui s'est laissé choir de l'autre côté de la frontière.

Il paraît que tous ces faits nouveaux ne suffisent pas, et que non seulement Dreyfus doit rester quand même le traître, mais encore que la question de sa trahison ne puisse même être examinée. S'il faut en croire des affirmations, le nouveau ministre de la guerre en aurait décidé ainsi. Selon d'autres affirmations, il serait effrayé en découvrant les responsabilités encourues, et ne voudrait pas prendre sur lui de requérir contre un général. C'est donc que le ministre de la guerre, chargé d'appliquer la loi, se fait une fausse idée de la loi, laquelle est exactement la même pour un général que pour un caporal. Pour recourir à un exemple, est-ce que les condamnations prononcées il y a quelques années contre les généraux d'Andlau et Caffarel n'ont pas été admises comme elles devaient l'être, et l'armée d'alors n'a-t-elle pas connu un sentiment de délivrance en se voyant séparée de ces trafiquants ?

De même, aujourd'hui, si M. Zurlinden croit servir les

vrais intérêts de l'armée dont il est le chef en refusant de faire la lumière, il se trompe. Il aurait le plus grand tort de croire que les actes d'un Henry, d'un du Paty de Clam, d'un Esterhazy, enchantent les officiers de l'armée française. Sans doute, et fort heureusement, les méfaits commis par un individu n'engagent que lui, et l'attitude dédaigneuse de l'honnête homme peut suffire au soldat forcé de subir les voisinages compromettants. Mais il viendrait un ministre de la guerre qui établirait les distances et qui éviterait les promiscuités, quel réconfort il apporterait à toutes ces victimes de la grandeur et de la servitude militaires que célèbre Alfred de Vigny ! de quelle oppression il délivrerait les esprits justes et les cœurs probes !

En dehors de ceux qui veulent, opiniâtrément, étroitement, par dur esprit de parti et de secte, que Dreyfus reste un traître, malgré toutes les raisons d'insuffisance ou d'indignité relevées et prouvées contre ceux qui ont été les artisans inconscients ou conscients de son malheur, on cherche en vain qui pourrait s'alarmer d'une revision judiciaire. Par le remarquable article de M. le commandant F. Robert, paru dans *la France militaire*, toutes les objections sont abordées et résolues. Et M. le commandant Robert, notez-le, conserve encore une croyance à la culpabilité de Dreyfus ! Néanmoins, il comprend le doute, appuyé de tant de faits qu'il énumère, et pour ce motif il est partisan résolu de la revision. Vraiment, est-ce trop demander à M. Zurlinden, ministre de la guerre, que de lui demander d'admettre, du même point de vue, une revision qui n'offense en rien l'armée, qui la rassurerait, bien au contraire, qui la délivrerait de la triste pensée qui l'obsède ! (*15 septembre 1898.*)

§ VIII
LE DRAME ET LES PERSONNAGES

La première péripétie du procès de revision s'accomplit par le procès du lieutenant-colonel Picquart. Les accusations du mois de février s'écroulent par cette confrontation tragique entre un vivant et un mort, ces deux chefs du bureau des renseignements : — Picquart, l'honneur même, se laissant frapper, exclure de l'armée, ne disant que la vérité, gardant héroïquement le silence lorsqu'il croyait son devoir professionnel en jeu, alors qu'il n'avait qu'un mot à dire, qu'un nom à prononcer pour se disculper ; — Henry, avouant son faux, déchirant le voile, venant expirer au Mont-Valérien, à l'endroit même où ses machinations avaient fait enfermer Picquart.

On s'étonne, ou plutôt on feint de s'étonner qu'une telle affaire passionne depuis si longtemps l'opinion publique sans la lasser. On s'étonne que des écrivains ne s'interrompent point d'examiner, de discuter les faits journaliers et les conséquences multiples qui naissent d'un tel drame obscur. C'est qu'il y a ici un sujet qui tient au cœur même de la vie nationale, qui met en question les rapports de la démocratie et de l'armée, l'existence des oligarchies et le principe même de la justice. Comment un tel débat n'exciterait-il pas l'émotion ardente de tous ? Et comment, encore, les terribles scènes d'humanité qui se succèdent avec une rapidité inouïe pourraient-elles laisser le spectateur indifférent ?

Quel roman, quel spectacle, peuvent égaler en inattendu, en passion, en violences, en tourments, ces manifestations effrénées, ces paroles, ces silences, ces douleurs, et toutes ces horreurs secrètes tout à coup inondées de lumière ! Quels personnages ! Ce commandant Esterhazy, âme cy-

nique de mercenaire, jetant les cris de haine que l'on sait dans les lettres à Mme de Boulancy, forcé depuis un an de retenir sa colère et de masquer sa honte, personnage d'un autre temps qui connaît avec stupeur et rage l'ignominie du lazaret moral où il est enfermé, délaissé par ses amis eux-mêmes, et prêt à crier la vérité de la ville d'exil où il s'est enfui ! Ce lieutenant-colonel Henry, qui n'a pu se tenir, lui non plus, qui à dû avouer, crier son faux le jour où il s'est vu acculé, cerné de toutes parts, ce haut fonctionnaire convaincu du plus terrible crime, arrêté, conduit en forteresse, et qui meurt immédiatement sans qu'aucun des siens ait vu la blessure, sans qu'aucune autopsie ait été faite, et dont l'enterrement prend on ne sait quel caractère clandestin ! Cet autre lieutenant-colonel, du Paty de Clam, cousin du ministre de la guerre, hier tout-puissant, aujourd'hui effondré, qui assiste, impassible, à cette déroute, à sa propre défaite, et qui n'a pas une explication à donner, pas un cri à jeter ! Ces généraux, Mercier, Gonse, qui ont esquivé toutes les questions en cour d'assises, qui sont venus pratiquer, sous la foi du serment, la restriction mentale que Pascal transperçait, il y a deux siècles, des rayons lumineux de son intelligence ! Cet autre général, de Boisdeffre, qui ne se départ de son attitude prudente que pour venir jeter son épée dans la balance devant les jurés du procès Zola, et qui s'évanouit subitement dans l'ombre, au jour des responsabilités à établir et des comptes à régler ! Et dans cette ombre où il disparaît, que l'on devrait fouiller à coups de projections de lumière, quels autres profils entrevus, quelles silhouettes inquiétantes ! Et loin de tout cela, dans la solitude de la mer et du ciel, sous le soleil torride, l'homme qui a été condamné sans pouvoir se défendre,

victime probable de l'erreur des uns, de la haine des autres, l'homme qui ne sait pas un mot du débat engagé sur son sort !

Plus on y réfléchit, plus l'intérêt s'accroît. Chaque personnage lancé dans une telle action devient un champ de bataille où les sentiments contradictoires se donnent l'assaut. Qui nous dira par quelles hésitations, par quelles transitions, est passé M. Henri Brisson avant de se retrouver le serviteur décidé de la loi ? Il lui a fallu la leçon des événements, la brusque vision de l'abîme de mensonge entr'ouvert. Et M. Félix Faure ? En vertu de quelles arrière-pensées obscures essaie-t-il de s'opposer à la marche logique des choses ? Quelle idée se fait-il des devoirs d'un chef d'Etat ? Et tous ceux qui pourraient, qui devraient parler, et qui ne parlent pas ? Tous ces ex-ministres, ces anciens hommes d'Etat, qui ont su, à n'en pas douter, comment les choses se sont passées en 1894, et qui sont coupables d'indifférence et de prudence ? Tout cela forme vraiment une figuration extraordinaire autour des grands premiers rôles.

Il faut mettre à part le général de Pellieux, qui apparaît bien comme ayant été lancé en avant et sacrifié, lors de l'enquête Esterhazy et du procès Zola, par des chefs peu scrupuleux sur le choix des moyens. Le premier cri que celui-ci a jeté, lors de la découverte du faux de Henry, a été un cri de colère et de dépit. Il ne voulait pas, disait-il, rester avec des gens sans honneur, et il fallut agir sur lui pour lui faire reprendre une démission donnée avec un tel éclat. Mais aux temps où nous sommes, il ne suffit pas de démissionner, de se retirer pour laisser la place libre à ceux qui sont tout prêts à s'em-

parer des positions et à commettre des abus de pouvoir. Le devoir de l'homme qui s'est trompé est de reconnaître son erreur, de laisser parler sa conscience. M. Paul Meyer a convié M. le général de Pellieux à ce devoir en des termes d'une correction parfaite, d'une élévation de sentiments indéniable. Il n'est pas question de lui demander d'affirmer l'innocence ou la culpabilité de Dreyfus avant les résultats du procès en revision qu'il accepte. Qu'il donne seulement son opinion nette, sans réticence, sur les manœuvres auxquelles il s'est trouvé associé sans le savoir. Qu'il rectifie loyalement le jugement qu'il a porté sur la personne et la conduite du lieutenant-colonel Picquart, alors qu'il ne savait pas le fond des choses. S'il fait cela, on peut lui prédire qu'il apportera un vrai réconfort à l'esprit public, et qu'il connaîtra un succès de meilleur aloi que celui de l'audience où il répétait le triste : « Allons-y ! » du lieutenant-colonel Henry ! (*22 septembre 1898.*)

§ IX
LE JUGE

Si l'on veut mesurer le chemin parcouru en un an, déterminer les différences de situations, mettre en contraste deux manières opposées de rendre la justice, il suffit de se souvenir du procès Zola et d'observer la conduite du procès en instance devant la Cour de cassation.

En février, les jurés délibérèrent sous la terreur : la salle des Assises garnie de manifestants, — les témoins militaires, rudes et insolents, cherchant visiblement à en imposer à la défense, ne se doutant pas que l'énergie civique de Labori, de Georges et Albert Clemenceau était de celles que l'on n'entame pas. Rappelez-vous le colonel Henry, sur une question de Labori, prenant tout de suite un air de défi,

toisant son interrogateur, lui répondant avec un « Monsieur l'avocat » qu'il voulait rendre dédaigneux, et le même colonel Henry jetant le démenti de sa colère hypocrite (comme tout cela s'est éclairé depuis !) à l'impassible Picquart, fort de la vérité, sûr du lendemain. Rappelez-vous le général de Pellieux, sorte d'avocat d'office de l'État-major, pesant sur les décisions des jurés en les menaçant d'envoyer leurs enfants à la boucherie. Et rappelez-vous enfin le personnage principal, chef d'État-major général, M. Le Mouton de Boisdeffre lui-même, venant fausser la balance de Thémis, jetant son sabre sur un plateau, menaçant de donner sa démission si l'acquittement d'Émile Zola était prononcé. Six mois à peine écoulés, cette démission était donnée, après le double coup de théâtre de l'aveu et du suicide du faussaire Henry, et la France n'était bouleversée par aucun cataclysme. M. Le Mouton de Boisdeffre a été remplacé par M. le général Renouard, lequel a été lui-même remplacé par M. le général Brault. Trois chefs d'État-major général en moins d'un an ! Et notez que l'un des bureaux, le fameux deuxième bureau, a été, lui aussi, renouvelé par la mort d'Henry, le départ, ou plutôt la fuite, de du Paty de Clam, l'envoi à Vincennes de Lauth. Il ne reste de l'ancien personnel que l'excellent Gribelin, qui remonte mélancoliquement la lampe qui a éclairé les coulisses et la répétition de la tragédie.

Mais au moment de la comparution de Zola devant la Cour d'assises de la Seine, les jurés ne pouvaient prévoir que les événements iraient si vite, et puis, qui sait ? leur verdict d'attente a peut-être laissé à la vérité en marche du champ et du temps devant elle qui lui étaient nécessaires. Toujours est-il que jamais, sous le couvert de la justice régulière, la pesée du dehors ne fut plus caractérisée. Ceux qui ne mena-

çaient pas comme Henry, Pellieux et Boisdeffre, prenaient, comme Mercier, des airs d'augures qui détiennent des secrets redoutables, qui sont inspirés par la déesse équivoque et inexorable de la Raison d'État, et qui apportent à la barre la restriction mentale sous la foi du serment. Ajoutez un président qui libère ou restreint le débat, selon l'occurrence. Et, pour achever de créer l'atmosphère de paix et d'impartialité nécessaire au grave débat et au verdict juste, évoquez les manifestations et les cris de mort du dehors qui venaient corroborer les murmures violents du dedans. La seule présence de la foule était un danger. Oh ! les manifestants actifs n'étaient pas le grand nombre, et les bandes organisées qui occupaient les couloirs, les salles, qui attendaient aux issues, qui acclamaient Esterhazy et qui poursuivaient le fiacre de Zola, pouvaient être facilement dénombrées. Mais elles n'étaient venues que pour essayer d'allumer les passions de la foule, pour jeter l'étincelle sur la soute aux poudres. Il n'en fut pas comme les meneurs le désiraient. Une grand affluence de population était là, garnissant les quais d'où l'on apercevait le Palais de Justice, le quai des Grands-Augustins, le quai de la Mégisserie, mais ces milliers de curieux étaient des silencieux, regardaient passer les groupes violents sans que rien trahît leur pensée intime. Ils avaient au moins conscience qu'ils n'étaient pas renseignés sur ce qui se passait, et ils ne se prononçaient pas. Leur présence, toutefois, n'était pas pour rassurer les jurés, dont les noms et les adresses étaient publiés matin et soir par les journaux du parti de l'État-major, et l'on peut, sans exagération, affirmer que jamais verdict ne fut rendu dans des conditions aussi défavorables à l'impartialité du juge.

Au contraire, cette fois, par cet admirable soleil de

novembre, qui fait luire un été tardif aux vieilles pierres des monuments, aux restes de verdures, à l'eau étincelante du fleuve, les magistrats de la Cour de cassation délibèrent en une tranquillité absolue. Personne dans les locaux et les couloirs qui avoisinent la salle des délibérations. Le quai de l'Horloge aussi calme que d'habitude. Aucun besoin d'escouades de gardiens de la paix, de gardes à cheval, de régiments mobilisés, pour garantir l'ordre que nul ne songe à troubler. Les passants qui flânent, et ceux qui vont rapidement à leur labeur, se contentent de jeter un coup d'œil à la façade, et nul ne s'avise de stationner devant ce mur derrière lequel il se passe quelque chose. Ce n'est pas seulement l'enquête tenue discrète qui crée ces entours paisibles. Le jour où le procureur Manau a requis, où le rapporteur Bard a lu son rapport, il en fut de même. On sait que l'on connaîtra en entier les résultats de l'enquête, les dialogues de haut intérêt engagés en ce moment entre les conseillers et les cinq ex-ministres de la guerre, et l'on attend.

On attend, parce que c'est enfin la Justice, attentive, patiente, servante désintéressée de la vérité. On attend, parce que c'est enfin le Juge, celui qui écoute et qui prononce sans haine et sans crainte, celui qui assume la plus haute responsabilité, celui qui représente la fonction idéale entre toutes, dans une nation civilisée. Le juge à passions et à intérêts existe, hélas ! et son emploi devient alors une misérable, une épouvantable usurpation. Le juge qui ne connaît que la passion du vrai et qui abdique son individu social pour prononcer sur les conflits où se joue le sort des humains, celui-là tient le plus beau rôle qui puisse être. Il est la parole qui prononce le juste arrêt, il est le geste

qui délivre ou qui flétrit. Il perd, pour ainsi dire, son nom et sa personnalité d'homme chétif et faillible. Il devient une personnification anonyme de la Loi équitable. (*11 novembre 1898.*)

§ X
LA SEULE SOLUTION

Ainsi, en une année, presque jour pour jour, depuis l'instant où le doute bientôt appuyé de preuves est entré en l'esprit de M. Scheurer-Kestner, la situation a changé de telle façon que l'accusé est enfin admis à se défendre. Personne ne peut nier l'importance, la grandeur d'un tel résultat. Personne non plus, en dehors des hommes de parti et des aveugles volontaires, ne peut contester la légitimité d'une telle mesure. C'est la simple justice. Après tout ce que nous avons appris depuis un an, on admettra bien, à l'encontre de l'opinion de M. Zurlinden, lequel n'a eu connaissance d'aucun fait nouveau, que l'hypothèse de l'innocence de Dreyfus et de la culpabilité d'Esterhazy est au moins recevable. Songez alors au malheureux officier arrêté en 1894 sans savoir pourquoi, victime de l'enquête rapide accomplie par Henry et du Paty de Clam, finalement jugé sur des pièces secrètes qui n'ont pas été communiquées à son défenseur, et qui même, horreur des horreurs ! ne lui ont pas été montrées à lui, l'accusé ! à lui dont on va briser la vie, tuer l'honneur, à lui que l'on va exposer, comme à l'ancien pilori, au mépris de ses compagnons, aux injures des assistants, aux huées meurtrières de la foule inconsciente !

Ce sort, il le subit sans le comprendre. Il voit bien qu'il est la proie d'une effroyable erreur, le vaincu d'une fatalité

incompréhensible, qu'il paie le crime de quelque scélérat embusqué dans l'ombre. Cela, il le sait, il le crie. Il le crie à du Paty de Clam, l'instructeur qui projette la clarté d'une lanterne sur son visage de torturé. Il le crie à ses juges, à son avocat, aux troupes de la parade d'exécution. Il le crie à la foule par-dessus les murailles de l'Ecole militaire, et il continue encore et sans cesse, au Cherche-Midi où il est ramené, sur le bateau qui l'emporte, et de l'île où il est enfermé, reclus, au mépris de l'arrêt qui ne l'a condamné qu'à la déportation, Masque de fer d'une démocratie qui a M. Félix Faure pour Louis XIV. Depuis quatre années qu'il expire dans ce bagne pire que le bagne, car il est aggravé par la solitude, par le silence, par l'atroce énigme de la condamnation, il n'a pas cessé, par ses lettres à sa femme, à M. le président de la République, à M. le ministre de la guerre, à M. le général de Boisdeffre, chef de l'Etat-major général, de faire entendre la même plainte jamais lasse, le même cri d'appel monotone et lugubre qui retentit sur la mer, vient battre avec les flots les rivages de la France indifférente.

Cette évocation ne procède pas d'une creuse opinion, ne se traduit pas en faciles effets de rhétorique, on envisage la possibilité de plus en plus précise que les faits se soient passés ainsi, que le prisonnier de l'île du Diable vive dans l'épouvantable incompréhension de son sort. Il n'est pas la première victime d'une erreur judiciaire, le premier accusé ayant excité l'animosité de tous, le premier citoyen qui ait été jugé contre la loi, le premier homme qui ait eu les hommes contre lui. Mais, dans ce nombre immense qui le condamnait, un doute a soudain germé : une voix, celle de Bernard Lazare, puis deux, puis dix, puis cent, puis des

milliers, se sont élevées, ont déclaré que la justice avait pu se tromper. Bientôt les preuves vivantes, non seulement de l'erreur, mais du crime, se sont révélées. L'invincible force de la vérité a poussé les coupables eux-mêmes à avouer leurs actions mauvaises. Esterhazy a signifié sa trahison par des confidences formelles, des lettres signées, des démarches et des moyens de défense en rapport logique avec sa personnalité de mercenaire. Henry a dit son rôle par les réponses de son interrogatoire qu'il a certifiées et signées de son sang. S'il n'avait pas sombré dans le suicide, il aurait été chassé de l'armée, comme du Paty de Clam a été chassé de son poste. Celui que Dreyfus nomme dans ses lettres suppliantes son exécuteur testamentaire, celui qui aurait dû, en effet, être son protecteur naturel, le gardien de sa vie et de son honheur, M. le général de Boisdeffre a jugé lui-même devoir démissionner après l'aveu du colonel Henry, qu'il avait couvert de sa responsabilité.

Et il se trouverait encore, en notre pays de civilisation et de libre esprit, en notre France du XVIIIe siècle et de la Révolution, en notre nation qui a eu pour révélateurs et pour guides de son génie tous ces grands hommes, nos vrais chefs dans l'Histoire, dont les noms viendraient ici en foule, — il se trouverait, dis-je, des Français qui n'admettraient pas que l'accusé fût averti de son sort, fût admis à donner des explications que lui seul peut donner ! C'est impossible, ce serait la fin de toute équité et de toute raison. La révision sans Dreyfus, ce serait la négation, la moquerie de la revision. On n'a jamais pensé que les magistrats de la Cour de cassation, qui représentent parmi nous et pour nous le plus haut pouvoir judiciaire, consen-

tiraient à cette comédie d'une instruction dont le principal intéressé ne connaîtrait pas le premier mot. Il n'y a pas de pièces secrètes qui tiennent, et la pièce archisecrète entre toutes, celle qui peut être au fin fond de la plus formidable armoire de fer, au ministère de la guerre, sous la garde de Gribelin, même cette pièce-là ne peut rester cachée pour l'homme que l'on veut accuser par elle, ni pour son avocat. Les accusateurs la connaissent bien ! Comment les défenseurs ne la connaîtraient-ils pas ? Qui vous dit qu'un mot ne va pas éclaircir ce problème, rendu impénétrable par l'absence de discussion ?

Les conseillers à la Cour de cassation n'ont fait que le simple devoir qui leur est commandé par la loi en conviant Dreyfus à prendre enfin la parole dans ce grave débat où se joue son sort. En un autre temps, ce serait faire injure à des magistrats que de les féliciter parce qu'ils ont fait ce qu'ils sont chargés de faire. Il ne peut y avoir qu'une conscience en France pour approuver la procédure qui doit nous mener enfin à la prompte, décisive, légale solution attendue par tous. (*19 novembre 1898*.)

§ XI
DEUX ESPRITS

Beaucoup de bons Français sont attristés et indignés depuis une année par tant de dénis de justiee avoués, par tant de preuves de mauvaise foi quant aux faits, par tant de renoncements aux idées qui firent la grandeur héroïque de notre nation. Beaucoup d'étrangers qui aiment ce que la France représenta jusqu'à ce jour ont été stupéfaits que de telles choses aient été possibles dans le pays qui a donné

au monde sa généreuse philosophie humaine, sa Révolution, sa Déclaration des droits de l'homme.

Les uns et les autres, devant le spectacle de notre discorde, ont eu un sentiment de désespoir, comme si une honte ineffaçable devait rester sur la page de notre histoire qui vient d'être vécue.

Les uns et les autres, trop prompts à se désespérer et à se lamenter, ont mal jugé. Ce n'est pas une honte qui restera de tout ceci pour la France, c'est une gloire.

C'est une gloire que, de tels événements s'étant produits, il se soit trouvé immédiatement, à l'appel de quelques-uns, tout un parti pour protester contre les méfaits accomplis, pour vouloir leur réparation, pour en appeler à l'idée de justice de l'iniquité commise dans l'ombre. Qu'il se soit rencontré des hommes comme Esterhazy et comme Henry, qu'ils aient eu des associés conscients, qu'ils aient été couverts par leurs supérieurs militaires, par le pouvoir civil, par les représentants élus, que tout ce monde ait cru que l'on pouvait supprimer la vérité, fausser le droit, au nom de l'odieuse raison d'Etat, ce n'est pas là une nouveauté, ni en France ni ailleurs. C'est une manifestation de la vieille politique, rien de plus. Ce qui est une nouveauté, ce qui n'était peut-être possible qu'en France, à l'aide des seules libertés d'écrire et de parler, c'est qu'une force jeune se soit levée contre la force encore subsistante du passé, et qu'elle ait eu raison de tout l'appareil suranné et formidable. Car elle a eu raison de ces obstacles qu'on prétendait lui imposer, des formules et des brutalités, du fait acquis et du secret d'Etat, de la théorie des deux justices et des préjugés de race.

La victoire est tellement complète que si, par impossible,

l'invraisemblable avait pu survenir, si le coup de force cynique que l'on annonçait avait pu se faire, si la Cour de cassation avait été dissoute par Esterhazy, si les journaux avaient été supprimés par du Paty de Clam, si la garde de Dreyfus avait été de nouveau remise à M. André Lebon par M. Cavaignac, replacé au ministère de la guerre, eh bien ! même ainsi, on n'aurait pu supprimer ce qui était acquis, détruire l'enquête menée pour la vérité de l'Histoire. Désormais le dossier de l'affaire Dreyfus n'est plus caché dans une armoire de ministère : il a été soumis au débat public, il a été éclairci par les témoignages, commenté par l'éloquence, soumis à l'impartiale investigation. On ne pouvait même plus le falsifier. La violence qui aurait pu triompher et proclamer le silence sur la France n'aurait été que la violence d'un jour, une victoire sans lendemain possible. L'excitation du moine et la pesanteur du bras séculier ne peuvent plus rien contre l'imprimé, symbole et arme de la résistance de l'esprit humain.

C'est l'esprit humain qu'il faudrait faire reculer. La tâche est impossible : tous ceux qui l'ont essayée s'y sont brisés, tous ceux qui l'essaieront s'y briseront. L'esprit humain, c'est l'esprit d'affranchissement, l'esprit critique, l'esprit d'examen, qui veut savoir, qui ne veut pas se laisser imposer la volonté de maîtres qu'il ne s'est pas donnés, qui prétendent le régenter toujours au nom du même droit divin, devenu le droit du plus fort, du dirigeant, du possédant.

En face de lui, c'est l'esprit d'autorité, qui continue l'ancienne lutte, qui se prétend en possession de secrets de sorciers, de sortilèges, de remèdes tout-puissants, pour gouverner les hommes, assurer leur tranquillité et leur bonheur : il faut le laisser opérer, ne pas lui demander de

comptes, se fier à lui, subir ses arrêts. Amère ironie ! l'homme s'est cru libéré, on lui a dit que ses délégués ne seraient plus ses maîtres, mais qu'ils exprimeraient ses désirs d'équité, qu'ils réaliseraient son rêve de bonheur, qu'il pouvait avoir confiance en ces nouveaux venus, puisqu'ils sont, eux aussi, des hommes, puisqu'ils ne sont revêtus d'aucune mission providentielle, d'aucun prestige surnaturel. Et voilà que ces délégués se mettent à parler le même langage que les maîtres d'autrefois, affirmant qu'ils ont hérité de leurs prédécesseurs le pouvoir arbitraire et la décision despotique. Et voilà que nous avons vu reparaître, par une singulière transmission atavique, les chefs de tribu, les féodaux, les rois absolus, sous les formes familières de nos guerriers, de nos magistrats, de nos législateurs, de nos ministres.

Cette résurrection ne pouvait que susciter la protestation et l'action de ceux qui ne veulent pas être gouvernés par des revenants du passé. On a donc dit très justement que le débat ne se bornait pas à l'affaire Dreyfus. C'est le débat entre deux formes d'esprit. Ceux qui se réclament de l'esprit d'autorité disent que le sort d'un individu ne les intéresse pas ; que tout gouvernement est impossible s'il est entravé ainsi par la discussion. Ceux qui se réclament de l'esprit d'examen disent que si la justice est violée pour un seul individu, tout le corps social souffre ; que l'individu ne peut être à la merci de tous ; que ce serait la destruction de l'ordre que l'on prétend garantir ; qu'il n'y a plus de liberté et de sécurité pour aucun être humain si n'importe lequel des sociétaires peut être exclu de la société sans débat.

Pour soutenir ce principe vital, un parti s'est levé pour Dreyfus, réclamant d'abord que justice lui fût faite, inno-

cent ou coupable, puisqu'il avait été mal jugé ; plaidant ensuite les causes d'innocence, à mesure que les présomptions de l'erreur des uns, du crime des autres, s'accumulaient. Ce parti qui a réveillé la conscience de tous continue son œuvre. Il ne laissera pas au vieil esprit autoritaire l'occasion d'une laide revanche, il lui arrachera Picquart, le soldat sans reproche, victime volontaire qui s'est offerte à la vérité, et que doit sauver l'esprit de vérité. (*24 novembre 1898.*)

§ XII
ESQUISSE D'ESTERHAZY

Un commandant Walsin-Esterhazy, dans une armée française, cent ans après la Révolution, un quart de siècle après la proclamation de la troisième République, à une époque où se fait le changement profond de l'armée professionnelle en armée démocratique, malgré que le pouvoir de caste règne encore dans le haut commandement, un Esterhazy, dis-je, est une monstruosité, une curiosité historique, un legs des siècles. On peut le regarder de face et de profil, scruter l'expression ardente et mauvaise de son visage, écouter ses paroles désordonnées, lire ses lettres où se trahit son esprit morbide et inconscient, sans cesse on a l'impression étrange de trouver devant soi une épave des anciens âges, un débris encore vivant, par une singulière fortune, des bandes sauvages d'envahisseurs qui parcouraient autrefois le monde en quête de batailles et de rapines. Il méritera d'attirer l'attention des savants de l'Histoire autant que les empreintes et les fragments de fossiles placés aux collections des Muséums. Avec quelle émotion passionnée ne verrait-on pas se reconstituer, ressusciter,

se mouvoir et agir un de ces animaux fabuleux! avec quelle hâte n'enregistrerait-on pas les sursauts miraculeux de l'une de ces existences conservées! C'est avec la même attention stupéfaite et haletante que l'on peut regarder s'agiter cet être attardé, dont les manifestations brutales, aidées d'une ruse instinctive, sont marquées du caractère fatal d'une agonie.

On peut croire, en effet, que c'est une forme de la vie sauvage qui s'en va, celle qui s'incarne en la personnalité du commandant Esterhazy. Les documents ne manquent pas pour l'apprécier. L'homme a pris soin de se décrire lui-même en une foule de bavardages, de confidences parlées et écrites. Et même, par son silence, au jour où Albert Clemenceau lui fit subir l'interrogatoire tragique auquel s'étaient refusés les juges militaires et civils, il acheva de donner la vision de sa physionomie véritable, étrangère à notre milieu moderne de pensée et de civilisation. De tous ces traits épars surgit spontanément, dans le décor de notre époque, un personnage qui donne à examiner le problème attachant de la survivance de mœurs et de manières d'être que l'on pouvait croire abolies.

Observez-le, dans ses rapports avec Mme de Boulancy, dans son attitude devant le conseil de guerre et devant la Cour d'assises, dans ses combinaisons avec Henry et du Paty de Clam, dans sa vie de famille, dans ses inventions de faussaire et d'escroc, dans ses attaches féminines, dans ses chantages aux généraux, autorisés, hélas! par les secrets communs et la protection inavouable. Lisez le livre des *Lettres d'un coupable*, où la documentation d'Esterhazy a été réunie par Henry Leyret: il y a là, par la brève et magistrale introduction, par la sûreté de la méthode, l'im-

portant sur le personnage. Partout vous retrouverez l'ancien mercenaire, le vrai sans-patrie celui-là, le chercheur d'aubaines et le profiteur de circonstances. Il est de la même race sans attaches que ces soldats employés par Carthage, qui se tournèrent contre elle après la première guerre contre Rome, il descend de ces bandes qui parcouraient l'Europe du Moyen âge, se mettant à la solde du mieux payant, changeant de parti selon les circonstances, au cours de l'action engagée. C'est le routier et c'est le condottiere, honte et plaie des armées d'autrefois, inaptes à comprendre un mouvement d'indépendance, avides seulement des hasards fructueux, des pillages de rencontre, prêts à tous les butins, rançonnant, massacrant amis comme ennemis, faisant de la guerre un métier et de leur drapeau indifférent le pavillon qui couvrait leur industrie.

Mettez l'un de ces hommes sur le pavé de Paris à la fin du XIX[e] siècle. Il ne comprendra rien, non seulement aux idées pour lesquelles on dispute, mais même aux obligations de discipline et de patriotisme que lui impose l'uniforme qu'il se trouve avoir revêtu. Il ne peut se faire à la règle de son état, il ne peut vivre honnêtement et strictement de sa solde, il a le goût de l'argent, de la dépense, de la fête, de la noce, de la débauche facile. Rapidement, il sera aux expédients, poursuivi par des créanciers, cherchant à faire argent de tout. Les obstacles l'irriteront, et il écrira d'une plume courante les imprécations qu'il adresse à M[me] de Boulancy ; il raillera la « belle armée de France » qui ne lui assure pas la basse et libre vie qu'il veut ; il parlera de s'enrôler à Constantinople, mais non sans avoir fait au pays qui l'emploie une plaisanterie de sa façon ; il rêvera d'être un capitaine de uhlans sabrant des Français, souhai-

tant d'en faire massacrer cent mille, et finalement évoquera, en sa rhétorique de mélodrame, le rouge soleil de bataille qui éclairerait Paris pris d'assaut et livré au pillage de cent mille soldats ivres !

Il y a loin du rêve au réel. Le commandant Walsin-Esterhazy est un pauvre homme, tristement besogneux, qui ne connaît de champs de bataille que le Moulin-Rouge et les cafés du quartier Bréda. La poudre de ses feux d'artifice de phrases est mouillée, et il se promène à travers la ville avec cette silhouette de capitan tragi-comique si bien vue par le dessinateur Ibels. Chez lui, les aspirations ne sont pas servies par les moyens, les grandes et terribles choses qu'il appelle se résolvent en piteuses pratiques et en louches opérations. Le mercenaire qu'il est s'en va simplement, par l'escalier de service, frapper à la petite porte d'une ambassade étrangère à laquelle il offre les bouts de documents qu'il grappille çà et là, en écoutant les conversations, en copiant les circulaires confidentielles qu'il obtient on ne sait comment. C'est une chute, pour un descendant des malandrins de grandes routes, mais c'est une chute logique, c'est toujours le reître qui s'offre au dernier enchérisseur, pour n'importe quelle besogne de carnage ou d'espionnage.

Le triste, c'est que cette épave a été recueillie, choyée, protégée. On sait comment le général de Pellieux et le commandant Ravary l'ont renvoyé indemne. On sait comment un d'Orléans l'a salué sur les marches du Palais de justice. Et combien d'autres manifestations ! C'est là le mal, qu'il faut guérir. Ceux qui croient que l'armée n'a pas souffert de tels actes, que les officiers épris de leur devoir n'ont pas été indignés de cette apothéose, offensent étrangement

ceux qu'ils prétendent défendre. Ce serait leur faire injure que d'admettre qu'ils peuvent se méprendre sur Esterhazy et qu'ils peuvent méconnaître Picquart, l'homme du devoir et de la vérité. Allez vers celui-ci, opposez aux instincts malfaisants aperçus dans l'ombre cet honnête homme, ce fier esprit qui apparaît aujourd'hui en pleine lumière devant la France qui le reconnaît pour l'un des siens, et qui veut enfin se reconnaître en lui. (*1er décembre 1898.*)

§ XIII
PICQUART

ESQUISSANT la physionomie de reître et de mercenaire du commandant Walsin-Esterhazy, j'étais forcément amené à dire la physionomie haute et sereine du lieutenant-colonel Georges Picquart. Au sortir de la lecture des lettres du uhlan, si bien étiquetées par Henry Leyret : *Lettres d'un coupable*, non seulement on reste sous l'impression de rêve, de fantasmagorie, que donne l'agitation de cet individu qui incarne en lui la race des anciens pillards, mais encore on ressent une stupéfaction et une horreur à la pensée qu'un tel homme ait pu avoir, en notre société d'après la Révolution, un pouvoir quelconque pour le mal.

Songez que, telles circonstances données, Esterhazy aurait pu vivre ce qu'il a écrit. Tel qu'il est, malgré ses allures de Rodomont et de Tranche-Montagne, ce malheureux être inconscient n'est guère plus effrayant qu'un épouvantail à moineaux. Le vide s'est fait autour de lui. Même ses anciens amis si empressés, l'ont abandonné. Le prince d'Orléans ne lui donnerait plus l'accolade sur les marches de l'Hôtel de Ville, aux cris de : « Vive le commandant ! » Il n'oserait plus envoyer à Picquart des

témoins qu'il lui serait, d'ailleurs, assez difficile de trouver, et ce capitaine Fracasse n'a pas la mine bien fière lorsqu'il implore de la Cour de cassation le sauf-conduit qui lui permettra de regagner au plus vite Londres ou Amsterdam. Supposez, toutefois, le même individu amené à prendre part à une répression, lâché dans une grève, pouvant à sa guise frapper, tailler, saigner une foule désarmée. Quelle revanche de son inaction, de son impuissance, de ses dettes, de ses méfaits, de sa trahison ! N'est-il pas véritablement affreux de penser que la mission de défenseur de l'ordre puisse être attribuée à un être de cette espèce anti-humaine, et que certains chefs de M. Esterhazy aient pu inscrire sur son livret des mentions honorables, sans savoir quels appétits elle servaient !

Mais quoi ! la saisie de M. le juge Bertulus ne nous a-t-elle pas appris en quels termes de complicité familière le commandant Walsin-Esterhazy correspondait avec un grand chef, peut-être avec deux, qu'il serait intéressant de confronter avec lui ? Et tout cela ne prouve-t-il pas surabondamment qu'il y a encore, non dans l'armée, mais dans sa direction, la manifestation persistante de cet esprit d'ancien régime qui fut jeté hors frontières par la Révolution, ou qui se réfugia au Bocage vendéen ? Sans vouloir rendre les descendants responsables des fautes et des crimes des pères, sans vouloir suspecter en rien les changements d'opinions et de convictions, je ne vois pas qu'on puisse contredire l'affirmation prouvée d'Urbain Gohier qu'il y a en France un reste de l'armée de Condé, c'est-à-dire une caste hostile à la démocratie, regrettant les privilèges qu'elle a perdus, voulant défendre par tous les moyens ceux qu'elle a conservés. Cette caste méprisante et ennemie, qui applau-

dit le dominicain, qui prend son mot d'ordre au jésuite, ne peut pas concevoir l'idéal de vérité de l'homme moderne. Ne cherchez pas ailleurs la raison des actes d'ignorance et de perversité dont nous avons eu, depuis une année, la révélation stupéfiante.

Il y a des Blancs parmi nous, il ne servirait de rien de le vouloir contester, et il n'y a de remède à une telle scission que le règne de la loi, sans cesse revisée, améliorée, selon la notion de liberté et de justice qui anime l'homme social. Mais s'il y a une minorité de Blancs, puissants par les situations acquises, il y a aussi des Bleus, et ceci conduit à examiner la situation de l'armée telle qu'elle existe, de par la Révolution et les réactions successives.

Songez que les soldats de 1792, menés depuis à travers l'Europe par Napoléon, furent, en 1814 et en 1815, sacrifiés aux revenants de l'ancien régime ; que quatorze mille officiers furent mis en demi-solde pendant que les officiers émigrés *passaient généraux ;* que les officiers de marine qui avaient servi sur la flotte britannique *conservaient les grades que l'amirauté anglaise leur avait donnés ;* que les campagnes faites contre la France *comptaient pour la retraite* ! Et observez que, malgré les étiquettes successives et les révolutions, rien n'a été changé à cette reprise de possession du haut commandement, à cette séparation entre les Blancs et les Bleus. Vous pourrez constater là le même phénomène que dans de nombreuses catégories sociales, même dans le clergé, à savoir que toute notre politique, depuis un siècle, se débat entre deux Frances, l'une qui détient le pouvoir, l'autre qui le subit. Demandez-vous, en conclusion, pour le sujet qui nous occupe, si les officiers bleus de l'armée, qui croient à l'importance de leur pro-

fession, qui se donnent à leur travail, sont bien flattés d'être dirigés par des chefs tels que ceux-là, visibles par l'affaire Dreyfus, où ils n'ont apporté, pour mettre les choses au moindre, que légèreté, jactance, incapacité.

Jamais cette situation de l'officier bleu n'est apparue saisissante comme à l'apparition du lieutenant-colonel Picquart dans l'affaire Dreyfus. La biographie de Picquart est simple d'événements jusqu'à la crise actuelle. Le soldat irréprochable est tout à son labeur, à ses études, jusqu'au jour où, continuant son devoir, il se trouve en face du problème moral que sa conscience a bientôt résolu. C'est le signal qu'il donne lui-même de sa disgrâce. Le soldat humain d'aujourd'hui s'est heurté aux chefs représentatifs d'autrefois. Le Bleu, par le seul fait qu'il a voulu être véridique et équitable, a rencontré le mauvais esprit d'autorité des Blancs, qui lui ont indiqué, avec des réticences, des finasseries, qu'il n'avait qu'à laisser tout aller, qu'il nc fallait rien changer à la chose mal jugée, que l'important était de garder intact l'appareil du pouvoir, malgré l'injustice et le forfait.

Doucement, fermement, Picquart a refusé de comprendre. Il a résisté à toute cette intrigue ourdie autour de lui par Henry, du Paty de Clam, Lauth, Gribelin, sanctionnée par Gonse, Pellieux et Boisdeffre. Il s'est trouvé que ce refus de s'associer à l'œuvre mauvaise a suffi, que tout l'appareil factice est à terre après le suicide de l'un, la fuite, la disgrâce, la démission des autres. La force de la vérité qui est en Picquart a provoqué l'effondrement, tout jeté à bas. Mis en réforme, enfermé au Cherche-Midi, c'est lui qui triomphe, puisque son acte de devoir, simplement accompli, a dénoncé le péril, dispersé et mis en question la jésuitière militaire.

De tous les points de la France, les signatures ont afflué pour le prisonnier, affirmé la solidarité civique. Combien d'anciens officiers ont signé ! Et combien d'officiers silencieux savent que le lieutenant-colonel Picquart est un des leurs, une victime des Blancs, le premier des Bleus ! (*15 décembre 1898.*)

§ XIV
HOCHE PARLE

Quelques personnes ont cru devoir, à Versailles, honorer la mémoire de Hoche par des cris nationalistes proférés au passage des régiments et par des pierres lancées dans les carreaux d'une synagogue. Le pouvoir civil aussi a été conspué, disent certains comptes rendus. Voilà donc le général de la Révolution transformé pour les besoins d'un parti en militaire d'ancien régime ou en faiseur de coups d'Etat. Nous assistons depuis deux années à des spectacles si étranges, à une telle confusion d'idées et d'actes, que la fantaisie d'hier pourrait rejoindre les autres. Pourtant il serait tout à fait fâcheux de laisser passer une occasion semblable de rendre hommage à un général soumis aux lois, ardent pour la justice et la liberté, ennemi de la suprématie de l'Église. Car Hoche fut tout cela, n'en déplaise à ceux qui ont manifesté à contre-sens le jour anniversaire de la naissance de celui qui fut le commandant en chef des armées de la Moselle et du Rhin, le pacificateur de la Vendée.

Je ne ferai, en effet, qu'une allusion aux faits de la biographie de cet homme admirable. On sait qu'il est sorti du peuple, des masses profondes de la plèbe, fils de Louis Hoche, palefrenier attaché au chenil du roi, élevé par sa tante, fruitière dans le faubourg de Versailles où l'enfant

était né. On sait que de bonne heure il a travaillé de ses mains et qu'il a aimé les livres. On sait que, le 14 juillet 1789, il était garde-française et que le soldat de la monarchie se transforma en insurgé pour aider le peuple à prendre la Bastille. Ce sont là les origines de Hoche : il ne les a jamais oubliées. Lorsqu'il entre dans l'armée, le 1er septembre 1789, sergent de grenadiers de la garde nationale de Paris, il est le soldat de la Révolution. Il reste tel alors qu'il conquiert ses grades d'année en année, de mois en mois : adjudant au 104e régiment d'infanterie le 1er mai 1792, lieutenant au 58e régiment d'infanterie le 18 mai, capitaine à l'ancienneté le 1er septembre de la même année. En 1793, adjudant général chef de bataillon, adjudant général chef de brigade, général de brigade à l'armée du Nord, général de division commandant en chef l'armée de la Moselle, puis commandant en chef les armées de la Moselle et du Rhin. De 1794 à 1797, commandant en chef l'armée d'Italie, l'armée des côtes de Cherbourg, l'armée des côtes de Brest, l'armée de l'Ouest, l'armée de l'Océan, les 12e, 13e, 14e et 22e divisions militaires, l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée de Rhin-et-Moselle... Il s'arrête, il meurt à Weïzlar, le 18 septembre 1797 : il a vingt-neuf ans.

Ce sont là des états de services assez remarquables, et Lazare Hoche peut être considéré, semble-t-il, comme un professionnel digne d'être donné en exemple.

Que dit-il, ce professionnel ? A lui la parole.

Il dit ceci dans une lettre au général Chérin, en prévision d'une tentative de restauration monarchique : « Quel que fût le monarque, et par cela seul qu'il serait le monarque, il lutterait contre le principe, contre l'essence de la Révolu-

tion, qui est l'abolition des classes ; il serait, malgré lui, forcé de recréer une noblesse, et la résurrection de cette noblesse deviendrait la cause de sa ruine en irritant le tiers état qui ne serait plus *tout*, c'est-à-dire *tout le monde*... Il nous faut un gouvernement qui consacre, dans le fait comme dans le droit, le principe de l'égalité : ce gouvernement ne peut être que le gouvernement républicain. »

Il plaide ainsi la cause des derniers montagnards : « Pourquoi violer les lois et faire juger militairement quelques malheureux exaltés ? Ils m'ont proscrit : je ne puis être taxé de partialité en leur faveur, mais je parle pour les principes ; il est temps. Défiez-vous de ceux qui, avec des formes élégantes et polies, vous donnent le change sur la situation de la république, et qui désignent les patriotes au pouvoir des assasins en les peignant comme des terroristes. »

A l'un de ses officiers qui s'était montré l'adversaire de l'autorité civile, il envoie un ordre de destitution, avec cette déclaration formelle : « Fils aînés de la Révolution, nous abhorrons nous-mêmes le gouvernement militaire. » Michelet, qui cite ces paroles, qui les voudrait gravées sur le tombeau de Hoche, ajoute : « Ce n'étaient pas de vaines paroles. Dans les vastes contrées entre Rhin et Moselle, qu'il gouverna un moment, il se hâta de limiter son autorité, de supprimer le gouvernement militaire et d'organiser un pouvoir civil indépendant du général. Forcé de lever des contributions, il les levait par les magistrats du pays, les faisant ainsi juges eux-mêmes et de la nécessité et de la juste mesure où ces contributions de guerre remplaçaient les anciens impôts, en laissant un grand bienfait : la justice égale, la suppression des privilèges. »

Au citoyen Carnot, membre du pouvoir exécutif, il écrit d'Angers, le 10 ventôse an IV : « ...Quand je ne serai plus dans l'armée de l'Ouest, qui maintiendra la paix que nous aurons signée et qui fortifiera dans les cœurs l'esprit de concorde ?... Il n'y a que des enseignements publics qui puissent atteindre ce but, opérer ce prodige, et qui les donnera, ces enseignements ? Qui sera chargé de l'éducation du peuple ? Qui fera l'éducation des enfants ? J'ai su comment procédaient les ministres du culte, et quand j'ai vu où ils arrivaient, j'ai compris que ce n'était plus entre leurs mains qu'il fallait laisser l'éducation et l'instruction des familles. La théocratie ne fait que des esclaves ; elle prend l'enfant au berceau ; elle ne lui laisse pas un moment de liberté ; elle l'enserre de tous les côtés ; elle lui trace son chemin ; elle lui fait peur de tout ; elle ne l'éclaire véritablement sur rien ; elle l'entoure de spectres... C'est là comment les prêtres ont élevé les hommes ou plutôt comme ils les ont rabaissés... Il faut donc, en tolérant l'exercice des pratiques chrétiennes, enlever au sacerdoce l'enseignement des communes, et par là même la direction de tout l'esprit du public. Plus je vois ce pays, plus je sens que ses malheurs sont venus de son ignorance. »

Après avoir lu ces fermes déclarations et bien d'autres, après avoir évoqué les actes du héros de la Moselle et de la Vendée, il est difficile d'enrôler l'ombre de Hoche pour la faire marcher sur l'Elysée avec les ligueurs de M. Déroulède, les Œillets Blancs du pesage d'Auteuil et l'armée noire du père Du Lac. (*27 juin 1899.*)

§ XV
ÉPARGNONS
LA
VICTIME

En dehors de toutes les idées, de toutes les opinions mises en jeu par la si simple, si extraordinaire et si épouvantable affaire Dreyfus, j'ai subi une impression puissante, tyrannique, que je n'ai pas été, j'en suis sûr, seul à éprouver. Cette impression, ce sont les récits des journaux qui me l'ont imposée, à la suite de la première nouvelle du retour donnée par une dépêche de Céard adressée au *Temps*. Il m'a semblé, en lisant les comptes rendus les plus divers, dans des journaux ennemis, que la tragique apparition de la réalité allait pouvoir rendre, pour ce qui concerne le capitaine Alfred Dreyfus, son sens exact et sa force d'humanité à l' « Affaire » et que le reporter se trouvait chargé, en cet instant, de donner à tous une grande leçon de choses.

On a dit, et on a eu raison de le dire, que l'affaire Dreyfus dépassait Dreyfus ; que depuis longtemps il n'était plus question de Dreyfus. Il est absolument certain que le terrible événement a remis en présence des adversaires qui somnolaient, le parti de la raison d'État et le parti du libre examen, le parti de l'autorité qui ne veut pas expliquer la brutalité de ses décisions, le parti de la liberté qui veut sauver l'individu de la tyrannie abstraite des mots. Les uns veulent tout garder de l'ancien appareil de justice : l'accusé traité en coupable, la défense opprimée, le verdict rendu dans l'obscurité. Les autres veulent toute la vérité, toute la lumière, sont épouvantés à l'idée du droit absolu que des hommes s'arrogent sur d'autres hommes, en vertu du prétendu droit de punir.

Il y a eu cela au fond de ce débat, et il n'y a eu que cela. Toutes les autres polémiques, faites de mensonges et d'in-

jures, qui ont prétendu instituer le monopole du patriotisme et traiter de sans-patrie des hommes enflammés au contraire par l'idée du grand rôle de la France, toutes ces polémiques ne comptent pas. Elles relèvent de l'esprit de parti, qui se sert de tous les moyens, des armes les plus odieuses, pour je ne sais quel vain désir de suprématie et de pouvoir. Ce sont là des misères d'un jour, qui seront oubliées demain. Il n'y aura en présence que des formes d'esprit et des intérêts sociaux, le monde d'hier et le monde de demain. Le débat sera ainsi plus grave et plus haut.

Ce débat admis, ne vient-il pas à l'idée de tous que le malheureux Dreyfus doit désormais être mis à l'écart de cette bataille ? Les adversaires ne peuvent-ils se battre maintenant sans prétexte, confronter leurs idées, heurter leurs amours et leurs haines, sans torturer et blesser encore celui qui a été martyrisé dans son honneur et sa vie, dans la vie et l'honneur des siens ? Ce n'est plus l' « Affaire » aujourd'hui qui est en cause, depuis que Dreyfus a mis le pied sur le sol de France. Tout s'efface pour laisser voir un homme, un être semblable à tous les autres êtres, sur lequel s'est appesantie l'erreur de juges trompés par des criminels. Ce n'est plus une abstraction, ce n'est plus un parti, ce n'est plus le dreyfusisme, c'est Dreyfus lui-même qui se montre à nous. Le voici, dans le canot qui aborde Port-Haliguen sous les rafales de pluie et de vent. Le voici qui gravit la cale péniblement. Il disparaît encore dans la nuit, en voiture, en wagon, pour reparaître à l'aube, dans la campagne de Rennes, puis à la porte et dans la cour de la prison. La plupart de ceux qui l'entrevoient ont une émotion à la vue de celui qui pendant plus de quatre années a été retranché du monde. Ceux qui

ne désarment pas se taisent. La caractéristique de cette arrivée, c'est le silence, silence de l'accusé qui vient chercher la justice, silence des spectateurs qui savent tous que ce prisonnier ne sait pas un mot de son destin. C'étaient des journalistes, dira-t-on, ils étaient là pour faire métier d'observateurs, non de manifestants. Comme si les journalistes avaient gardé cette réserve, depuis bientôt deux années. J'aime mieux croire qu'ils ont senti l'impossibilité de rien révéler, par un cri brutal, des passions et des haines déchaînées.

Relisez les comptes rendus, vous y sentirez une détente, une accalmie, une commisération. Hé quoi ! c'est là Dreyfus ! Il ne devait jamais revenir, et il est revenu. Il avait été enterré vivant, et il sort de son sépulcre, il surgit comme un spectre. Il va, il obéit aux ordres, il est fantomatique et muet. Il n'a pas un mot de colère ni de reproche. Le monde entier sait son histoire, il ne la sait pas. Il ignore Esterhazy et Henry, il croit que c'est Boisdeffre, son chef, qui l'arrache enfin à Mercier désabusé. Mais il peut tout ignorer et ne pas interroger, sa réapparition parmi nous suffit pour nous demander ce que nous avons fait de lui, en quelle figure nous l'avons changé. Sans un mot, il nous pose la question à laquelle il va bien falloir répondre.

Je ne sais quelle sera l'attitude de la foule au cours du procès qui va s'ouvrir. Ce que je sais, c'est qu'elle devrait être la même que celle des spectateurs de Quiberon et de Rennes. Dreyfus devrait être sous la protection tacite de tous, même de ceux qui ont pris la part la plus vive à la querelle. Dreyfus est une victime sacrée, et ceux qui le désignent, même innocent, comme la cause détestée de la crise où la France s'est débattue, ceux-là offensent, ceux-là

outragent la vérité. Comment l'innocent peut-il être accusé des méfaits des coupables ? Comment ceux qui ont découvert le crime d'Esterhazy et le crime d'Henry auraient-ils pu les taire et offrir Dreyfus en holocauste à l'affreuse théorie du mensonge patriotique ?

Laissons-le donc en dehors de ce combat qui est l'éternel combat de l'humanité. Après le verdict du conseil de guerre, chacun sera libre de sa propagande et de son action. Ce serait procédé de barbares que de faire Dreyfus l'enjeu d'une telle dispute qui passe au-dessus de sa tête. Tout le monde n'a-t-il pas senti, à l'annonce du débarquement, l'impossibilité de renvoyer à l'île du Diable, pour satisfaire quelque parti que ce soit, celui qui a été la proie de la fatalité, le jouet du destin ? (*4 juillet 1899.*)

§ XVI

L'ABNÉGATION DE L'OFFICIER

L'ABNÉGATION de l'officier, elle existe, mais elle n'est pas où on la cherche, où on croit la trouver.

Il ne faut pas la chercher dans les obligations professionnelles, dans le genre d'existence imposé par les écoles spéciales, la caserne, les habitudes de garnison. Laissons de côté le simple soldat, qui n'est qu'un militaire temporaire. Regardons seulement l'officier, qui a fait un choix définitif de la carrière des armes, qui donne son temps pendant la paix, qui risque sa vie, à l'égal des soldats, pendant la guerre. Je ne crois pas exprimer une opinion exagérée en affirmant que cet officier a fait le meilleur choix. Qu'il compare son sort, non pas seulement au sort des prolétaires de l'usine et de la mine, des forçats du travail qui vivent dans le feu des fourneaux

ou dans la nuit de la terre, mais au sort de milliers et de milliers de ses concitoyens de la classe moyenne, employés, petits commerçants, esclaves du bureau et du comptoir.

Discipline pour discipline, car chacun subit l'obligation et la règle, c'est l'officier qui est le plus libre de ses mouvements. Il n'est pas fixé à une chaise, à un fauteuil, à un rond de cuir. Il ne respire pas l'atmosphère étouffante d'une pièce encombrée de paperasses, parmi des employés qui craignent les courants d'air, qui surveillent jalousement les portes, les fenêtres, les vasistas. Il peut, marié, s'il est homme d'intérieur et de famille, ou célibataire, s'il est homme de réflexion et de travail, s'il sait fuir le café, se créer la vie la plus saine et la plus enviable. Il a eu, ce que n'ont pas tous les Français, une éducation hygiénique : natation, équitation, escrime. Il est propre, brossé, correct. Il a les bénéfices de la marche, les joies des promenades à cheval, au pas, au trot, au galop. Il apprend à connaître la France par les changements de garnison. S'il a la curiosité d'autres cieux et le goût colonial, le monde s'ouvre à lui. S'il reste, au contraire, en lui, de l'humeur casanière, il peut, aux jours des congés, retourner, pour un prix réduit et infime, dans son pays natal, « chez lui », où il espère bien un jour aller vivre de sa retraite et cultiver son jardin.

Il est mal payé, ou peu payé, en ce sens qu'il a certains frais de représentation auxquels il ne peut se refuser. Soit. Mais, ici encore, la comparaison avec tant et tant de métiers manuels et bureaucratiques ne serait pas au désavantage de l'officier. Très loyalement, cet officier, interrogé, ne peut se plaindre de la matérialité de l'existence. Et même il devra ajouter qu'il se réjouit de son sort plus que beau-

coup d'autres, puisque ce sort, il l'a, le plus souvent, choisi, et non subi.

Non, l'abnégation de l'officier ne consiste pas à avoir accepté la vie des casernes et des camps, et la monotonie des garnisons où il peut cultiver soigneusement les vertus militaires.

Son abnégation, c'est l'abdication de sa personnalité. Son sacrifice est là, il n'est pas ailleurs, et il est grand, je n'essaierai pas d'en diminuer l'étendue.

Le jour où le jeune homme entre dans l'armée, il accomplit un acte de renonciation, il fait abandon de sa volonté, il s'engage à enfouir au plus profond de lui-même ses instincts, ses préférences, ses idées, ses jugements. Il n'est plus qu'une partie obscure d'une vaste organisation qui doit se mouvoir selon la loi et le bien public. L'officier qui ne veut pas ou ne sait pas réfléchir croit qu'il ne fait ce sacrifice de son individu qu'à l'esprit de corps, et il prend là sa conception étroite et fausse d'un honneur de l'armée spécial, que nous avons vu se manifester d'une façon si inattendue et si barbare chez quelques-uns. L'officier qui réfléchit sait bien, au contraire, que ce n'est pas l'armée qui exige ce sacrifice, mais que c'est la nation, dont l'armée est une émanation. Il se soumet, mais je comprends qu'il souffre d'être l'isolé, le sourd, le muet, si magnifiquement pénétré et décrit par Alfred de Vigny dans son livre de *Servitude et grandeur militaires*.

Une telle situation d'hommes annihilés dans une nation vivante, qui s'exprime perpétuellement par les mille voix de la publicité, par la presse, la tribune des législateurs, la tribune des réunions publiques, les associations, les syndicats, par la révolte individuelle même, — une telle

situation peut entraîner une terrible impossibilité de vivre de la vie normale lorsqu'il y a, par exception, des arrêts de cette discipline qui commande les êtres, soumet les esprits et les consciences.

On l'a bien vu lorsqu'un conseil de guerre, en 1894, a condamné Dreyfus sans lui communiquer toutes les pièces qui prétendaient l'accuser. Les officiers qui composaient ce conseil de guerre n'ont pas compris qu'ils cessaient d'être des officiers pour devenir des juges, que le général Mercier n'était rien devant eux. On l'a bien vu lorsqu'un conseil de guerre, en 1898, a acquitté Esterhazy, sur l'avis du général de Pellieux. Les officiers qui composaient ce conseil de guerre n'ont pas compris, plus que les premiers, qu'ils étaient promus, au nom de la loi, à la dignité de juges, et qu'ils avaient le droit absolu de rejeter l'avis du général de Pellieux.

On a bien vu encore cette même manifestation de l'esprit militaire quand le lieutenant-colonel Picquart, le commandant Hartmann, ont compris d'un esprit ferme, d'un cœur courageux, qu'ils devaient dire la vérité, toute la vérité, lorsqu'ils étaient appelés comme témoins. Ils ont eu contre eux des hostilités ; ils ont eu aussi, contre eux, peut-être, l'effarement de certains de leurs camarades qui les estimaient, qui les aimaient, et qui les voyaient avec stupéfaction franchir le cercle inflexible où l'armée est enfermée en tant qu'armée.

Il en est de même pour les juges du conseil de guerre de Rennes. Ils ne sont plus des colonels, des commandants, des capitaines. Il serait trop facile, s'il en était ainsi, de les considérer comme liés hiérarchiquement et de leur imposer la fausse théorie de l'honneur spécial de l'armée. Ils ne

sont plus des officiers : ils sont des juges, devant lesquels comparaît à nouveau Dreyfus, condamné en 1894 et reconnu depuis, par le suprême pouvoir de la Cour de cassation, comme la déplorable victime d'une erreur judiciaire. Ils sont des juges devant lesquels comparaissent des témoins qui sont les généraux Mercier, Boisdeffre, Gonse, Pellieux, le lieutenant-colonel Picquart, et d'autres, de divers grades.

Il se trouve, par une faveur du sort, que ces juges de Rennes échappent, pendant la durée du procès, aux obligations de leur profession habituelle. La loi qui nous régit les libère, pour un instant, de leur charge professionnelle, leur permet et leur ordonne de parler librement, de faire connaître à tous que le sentiment de justice est en eux. Quel orgueil devrait gonfler le cœur de ces officiers qui sortent du rang pour prononcer un verdict de vérité, et qui rentreront dans le rang avec le sentiment du devoir accompli ! Ils sont allégés du poids de la servitude, ils sont la conscience agissante de la nation. Comment ne seraient-ils pas fiers de devenir aussi des responsables vis-à-vis d'eux-mêmes ? comment ne feraient-ils pas entendre, eux, dont la bouche est toujours muette, la parole définitive de vérité et d'humanité ? (*1er août 1899.*)

§ XVII
RÉPARATION IMPOSSIBLE

L'ARRÊT de la Cour de cassation est affiché dans toutes les communes de France. On a réintégré Alfred Dreyfus dans l'armée. Il était capitaine, il y a douze ans : il est commandant aujourd'hui. Il a été fait chevalier de la Légion d'honneur et décoré sur le front des troupes,

à l'Ecole militaire, où il avait été dégradé. Je crois qu'aucun homme ayant quelque sentiment de solidarité humaine, ayant connu la dureté et la douleur de la vie, ne peut lire sans émotion le compte rendu de cette cérémonie. Sans doute ce sont là des rites, des conventions, des puérilités, qui font apparaître ce qu'il y a encore d'enfantin dans nos mœurs. Mais nous ne pouvons supprimer ces apparences, puisqu'elles représentent le passé qui est en nous, qui anime toujours tant de nos pensées et de nos gestes. Il y a encore un état de guerre, il y a encore des armées, et même les partis qui affirment rompre le plus violemment avec le présent montrent parfois qu'ils conçoivent leur action sous la forme surannée des batailles barbares. Ce n'est que peu à peu, avec la lenteur de l'évolution naturelle, que nous nous défaisons des liens et des habitudes d'autrefois.

Donc, en 1895, quand un jugement a proclamé qu'un officier était un traître, il a fallu, de par une loi représentative des coutumes anciennes, rendre visible cet état de trahison que l'on dénonçait en Alfred Dreyfus. Pour cela, on l'a fait comparaître dans la grande cour de l'Ecole militaire, devant les troupes en armes, devant ses chefs en grand costume, pour lui infliger le martyre du déshonneur. On lui a arraché ses galons, on lui a brisé son épée, on l'a fait passer devant les soldats rassemblés, sans souci de la torture qui décomposait son visage, sans souci des cris d'innocence qu'il ne cessa de jeter vers les ennemis qui lui répondaient par des injures, les indifférents qui ne comprenaient rien à ce spectacle épouvantable, les silencieux qui peut-être évoquaient le doute dans le mystère de leur conscience.

Cela fait, le « traître » fut enfermé à l'île du Diable, mis

à la double boucle, entouré de gardiens armés, séparé des siens, n'ayant plus avec le monde des vivants que des communications administratives.

Il passa là cinq années. C'est un sujet de méditation à proposer à tous, à ceux qui l'injuriaient alors, à ceux qui l'injurient encore aujourd'hui.

Pendant qu'il était là-bas, la vérité s'est fait jour. Pour la connaître, il faut lire les débats *in extenso* du procès Zola, du premier examen de la Cour de cassation, du procès de Rennes, du deuxième examen de la Cour de cassation qui vient d'aboutir à l'annulation du verdict de Rennes, comme le premier examen avait abouti à l'annulation du verdict de 1894. Ceux qui n'ont pas lu une ligne de tout cela, ou qui n'ont lu que les résumés falsifiés des journaux nationalistes et antisémites, affirment mordicus que « tout le monde a été acheté par les juifs », que la réhabilitation de Dreyfus coûte « quatre ou cinq milliards aux Rothschild » !

Heureusement le nombre de ces gogos de la politique diminue de jour en jour. Les élections de 1906 ont montré que les sornettes et les calomnies n'avaient plus cours, et qu'il ne suffisait pas de pousser des hurlements de haine pour avoir raison. Il y a en France d'autres questions à régler maintenant. Que le général Mercier et ses acolytes s'en aillent où ils voudront méditer leur défaite et vivre de leur honte, puisqu'une loi d'amnistie a trop tôt effacé les conséquences de leurs actes. C'est aujourd'hui seulement que cette loi aurait pu être votée, et le ministère Waldeck-Rousseau, on l'a bien vu, n'avait pas terminé l'affaire avec la grâce accordée à l'innocent.

Cet innocent, croit-on vraiment en être quitte envers lui

avec un grade et une croix d'honneur ? Avouons que la réparation est ici impuissante à compenser le supplice. Comment faire pour que cet homme puisse oublier les douze années de souffrances qui lui ont été infligées ? Quelle douceur de paroles peut faire disparaître l'amertume et la lie qui ont abreuvé ce malheureux ? Il n'a de consolation que la tendresse des siens, l'affection de ses amis, l'estime des hommes qui ont combattu pour lui, la poignée de main de quelque inconnu pitoyable et respectueux.

On s'étonne de son impassibilité, à Rennes, en 1899, et hier encore, à l'Ecole militaire, pendant que le général Gillain lui frappait trois fois l'épaule de son épée, l'embrassait sur les deux joues. Terrible impassibilité de l'homme écrasé par le destin, et à qui l'on demande une plainte, une protestation ou un cri de joie pour avoir échappé à ses bourreaux ! Celui-ci n'a que son silence à offrir à ses tourmenteurs d'hier, à ses interrogateurs d'aujourd'hui. Il a l'âme des victimes muettes, mais qui ne connaît ces impassibilités qui ne trouvent pas une parole, ces farouches timidités qui ne veulent pas être consolées et qui éclatent en sanglots dans la solitude. Lisez le compte rendu du *Temps* : « Comme on crie : Vive Dreyfus ! il interrompt d'une voix étranglée : « Non, Messieurs, non, je vous en prie... » Mais il ne peut en dire plus long. L'émotion est trop forte. Les lèvres remuent, mais il ne prononce aucune parole. »

Il ne faut pas demander de discours à celui qui a ainsi souffert. Le drame de sa vie ne devrait nous inspirer à tous que sévérité pour nous-mêmes, mansuétude pour les autres. Voyons partout l'erreur possible, et défions-nous des inspirations de la haine. Pour Dreyfus, il va reprendre sa vie au point où il l'avait laissée, comme l'y a convié son

chef de Vincennes, le lieutenant-colonel d'artillerie Bouisson, qui a trouvé très simplement pour son compte une formule de réparation. Comme on l'interrogeait sur l'accueil qui serait fait à Dreyfus, il a répondu en ces termes : « Mais nous le recevrons comme un excellent camarade !... Nous lui dirons de prendre place parmi nous et de travailler. »

Il faut s'en tenir à cette sage conclusion de l'irréparable. (*27 juillet 1906.*)

VIII. — ANGLETERRE

§ I. STANLEY. — § II. GLADSTONE — § III. LA VERTE ERIN.

§ I
STANLEY

Ce Stanley, violent et habile, actif et patient, qui passe trois années obscures à la recherche et à la délivrance d'Emin, et qui publie, avec grand fracas, l'histoire de ces trois années, ce Stanley est évidemment l'entreprenant homme d'affaires que l'on veut voir en lui. A coup sûr, il a transformé l'exploration, il est un représentant d'intérêts nouveaux, c'est au nom du commerce et de la banque modernes qu'il envahit les territoires, qu'il terrorise les peuplades. C'est un produit du journalisme américain, un prompt et pratique reporter, parti, la première fois, pour servir la curiosité publique, lancer une affaire de publicité.

Le jour où l'envoyé du *New-York Herald*, botté, armé, traînant après lui des escouades et des embarcations, s'est rencontré avec l'évangélique Livingstone, ç'a été la mise en présence de deux méthodes, la fin d'une chose et le commencement d'une autre, ou plutôt le recommencement, l'humanité alternant sans cesse entre les prêches d'idées et les décrets durement imposés.

Au bord du Tanganika, à l'instant de cette entrevue, les douceurs et les résignations de l'apostolat qui veut con-

vaincre ont laissé la place libre, en Afrique, aux volontés et aux ambitions des civilisés pressés de posséder et de jouir. Le rapide et brutal aventurier du Nouveau-Monde, muni d'armes perfectionnées et d'engins scientifiques, envahissait la paisible case d'oncle Tom où le vieillard lisait et expliquait la Bible aux nègres, à l'heure où le soleil se couche. Si peu observateurs que fussent les indigènes qui assistaient à cette réunion et à cette confrontation des deux hommes si différents, ils durent avoir, tout au moins, l'idée confuse qu'une mansuétude allait disparaître, que cet arrivant inattendu avait plutôt les allures d'un soldat conquérant que d'un patient instituteur.

Mais qu'on laisse de côté les intentions, qu'on ignore le but. Que Stanley entrecroise ses courses sur le sol du noir continent pour servir des hommes d'argent de l'Europe et de l'Amérique, qu'il vienne chercher de l'ivoire ou qu'il rêve le gouvernement d'un territoire inconnu, qu'il serve tour à tour ou à la fois les États-Unis, l'Angleterre et le roi des Belges, ce ne sont là que les apparences et le décor de vie de l'explorateur qui retourne sans cesse à cette Afrique où il a trouvé la fascination de son esprit, l'emploi de son être, le champ où peut errer son inquiétude.

C'est la nature de cette inquiétude, le ressort de cette activité, qu'il faudrait connaître, — le ferment qui travaille sans cesse cette âme agitée. Les traités signés avec les directeurs de journaux, avec les sociétés qui annoncent l'exploitation des territoires non encore reconnus, avec les comités de secours philanthropiques et intéressés, les résultats difficiles à atteindre, la découverte d'un Livingstone, la délivrance d'un Emin, et même les rêves de richesse et de pouvoir, ce ne sont là que les

prétextes qui font mettre Stanley en route, les conditions dans lesquelles peut se mouvoir sa remuante personne.

Chacun de nous, quoi qu'il fasse, dans quelque rayon qu'il s'exerce, obéit à une loi intime, non formulée par lui-même, qui n'en est pas moins profondément écrite dans sa chair et dans son sang, dans ses centres nerveux et dans les replis de son cerveau, et qui constitue son individualité. Celui-là, cet Anglo-Saxon énergique et ombrageux, n'apparaît-il pas, après lecture de ses livres et examen de ses actes, comme irrémédiablement voué à un instinct qui est en lui et qui est l'instinct de la Force ?

La force, l'emploi de la force, c'est cela, vraiment, plus que la mission à remplir, plus que l'homme perdu en Afrique et qu'il faut retrouver, plus que l'Afrique même à traverser et à marquer d'un sillon de parcours sur les cartes géographiques, c'est cela qui sollicite et enivre pour le départ ce violent qui s'attriste dans les villes des civilisés comme un libre animal mis en cage.

Sans doute il est de son temps et de son pays, il croit à la puissance du dollar, il se promet des joies d'orgueil à diriger les hommes. Il n'est pas en proie à de hautes idées et, quand il accepte de s'en aller, il n'examine pas les motifs de ceux qui l'envoient en expédition. Lorsque sa mission est remplie, il montre plutôt une joie de la réussite qu'une émotion d'humanité. Il est l'homme d'un milieu et il subit des circonstances. Tout au long de sa biographie, il apparaît, pendant les périodes intermédiaires d'accalmie, comme un misanthrope fébrile, à la fois dédaigneux et discuteur, ne se retrouvant enthousiaste et équilibré qu'au moment d'appareiller et de s'enfuir à toute vapeur vers les aventures.

Alors il est lui-même. Il s'en va pour s'en aller, il marche pour marcher. Le besoin de force qui gronde en lui pourra enfin se donner carrière. Il veut la mise en scène de cette énergie trop longtemps muette et comprimée. Il embauche une troupe comme un condottiere, choisit des lieutenants qu'il examine et jauge avec des façons de souverain absolu, s'approvisionne des dernières armes de précision inventées par les mécaniciens subtils. Il s'assigne un rendez-vous, se trace un itinéraire, se jure de passer où il a dit qu'il passerait, d'arriver où il a dit qu'il arriverait.

Ses moyens sont restreints. Il ne peut guère disposer que de troupes de cinq ou six cents hommes. Il ne sait pas quels obstacles il rencontrera sur sa route. Mais il compte sur le bon ordre de son armée minuscule, sur la qualité supérieure de son armement, pour étonner et effrayer les populations qui seraient tentées de lui disputer le passage. Il ne lui en faut pas plus pour jouer supérieurement au guerrier et au diplomate. Il s'entend à requérir des bateaux, à échelonner un convoi, à répartir les charges entre les porteurs, à exiger les marches forcées, à ordonner les haltes... Si le combat se présente, il ne le refuse pas. Il a vite reconnu la configuration du pays hostile, occupé les hauteurs et les défilés favorables. Il monte sur un tertre comme un général en chef, braque sa jumelle sur les noirs qui fuient et reviennent, intervient quand il le faut, le revolver au poing. Ceux-là auront compris cet homme qui le feront gouverneur d'une province et général en chef d'une armée, qui le laisseront libre de son dessein et de son action, de ses excursions et de ses batailles rangées.

C'est un convaincu de la raison d'Etat. « Obéissez aux

ordres, et tant pis pour le reste ! » dit-il pour résumer la manière d'être qui doit être la sienne et celle de ses compagnons. Ce n'est pas un cruel, c'est un indifférent. Il veille sur les existences de ceux qui ont accepté sa direction, puisque ces existences sont nécessaires à la bonne fin de son expédition, mais on voit bien qu'il s'est fait de rigides notions de la vie et de la mort, de la supériorité et de l'infériorité des races, et qu'il n'accorde guère plus d'attention à la disparition des Zanzibari ou des Soudanais qu'à l'évanouissement des moucherons qui pullulent au-dessus de la rivière qu'il suit, des marécages qu'il traverse.

Deux soldats lui ont été enlevés, un jour, et il se borne à inscrire sur son carnet de marche : « Deux Egyptiens, un caporal et un gamin d'environ quinze ans, l'un et l'autre presque blancs, nous furent enlevés près du fort Bodo. Nous n'avons jamais pu découvrir ce qui leur advint. Je suppose que, après leur capture, on a dû les emmener, comme jadis les Nasamons d'Hérodote, au campement des Pygmées. Je me suis souvent demandé quelles ont dû être leurs impressions, quand ils se sont trouvés au milieu des Ouamboutti. » Et il cite une poésie de 1562, où il est question de cannibales et de chrétiens à la marmite.

Il est pourvu d'autorité et d'assurance. En ce temps où un si grand nombre d'hommes sont atteints de maladies de la volonté, ne savent pas s'ils doivent agir et à quelle action ils doivent se résoudre, Stanley, lui, sait se décider vite et pratiquement. Il semble que l'hésitation lui soit presque inconnue.

Immédiatement, avant d'aller à la recherche d'Emin, seul de son avis contre tous les membres du comité de

secours, il a reconnu qu'il fallait, partant de Zanzibar, faire le tour de l'Afrique par mer pour prendre le terrain à revers et ne pas être exposé à la désertion des soldats, désireux de retourner en arrière et de revenir chez eux. Quand les désertions se produisent, il sait prononcer l'arrêt des coupables, assister à la pendaison de l'un d'eux, mais il sait aussi faire grâce à deux autres, et la mise en scène de la grâce, aussi solennelle et habile que celle du châtiment, lui livre ces hommes simples, troublés par son calme, exaltés par sa magnanimité. Ils se jettent à ses pieds en pleurant et se relèvent avec enthousiasme : « Tant que le Bonnet-Blanc ne sera pas en terre, aucun de nous ne l'abandonnera ! Mort à celui qui l'abandonnera ! Mort à celui qui lâche Boula-Matari ! Montre-nous la route du Nyanza ! Conduis-nous, chacun te suivra ! » N'est-ce pas une vieille garde de grenadiers fidèles acclamant un Napoléon ? Et n'y a-t-il pas chez Stanley, entouré de portraits de Napoléon, une préoccupation particulière ? L'histoire de l'Europe ne pourrait-elle se recommencer un jour dans l'Afrique centrale ?

Quand il a retrouvé Emin, il reprend de nouveau la forêt, où il a déjà marché pendant cent soixante jours. C'est pour retrouver son arrière-garde, c'est aussi pour laisser au pacha d'Ouadelaï le temps de prendre une décision. Partira-t-il ? Restera-t-il ? Cette décision, Stanley n'a pas la patience de l'attendre sur place. Il lui faut combattre à nouveau pendant ce second voyage : il préfère la bataille à l'expectative ennuyeuse au bord du lac Albert : « Je suis, dit-il, au plus épais d'une population amie, et si j'embouche la trompette de guerre, dans quatre heures j'aurai deux mille combattants prêts à repousser toute attaque. Et s'il

s'agit de lutter de ruse, eh bien ! qu'on me mette en présence du plus retors des Arabes ! »

Au départ définitif, tous ceux qui veulent suivre Emin étant rassemblés, il prend les mesures suprêmes avec une lucidité et une décision singulières. Il décrète et il organise la retraite comme il dirige la marche en avant. Il affirme immédiatement son autorité vis-à-vis des Egyptiens du Pacha. A la suite d'une découverte de complot, il fait sonner la revue dans le carré, et l'appel n'ayant pas été obéi assez promptement pour le satisfaire, les retardataires sont délogés de leurs huttes à coups de trique, enfermés dans le carré, surveillés par des sentinelles armées de carabines. Ceux qui n'avaient pas obéi à l'appel furent garrottés dans leurs huttes, quelques-uns fouettés, d'autres mis aux fers et sous bonne garde.

« Maintenant, dit Stanley au Pacha, veuillez dire à ces Arabes, je vous prie, que ces manières de rébellion, comme on les pratique à Doufilé et Ouadelaï, ne sont pas de mise ici, car au premier essai qu'ils en feraient, je me verrais obligé de les exterminer. » Il ajoute dans une de ses lettres : « Le Pacha ayant traduit mes paroles, les Arabes s'inclinèrent, affirmant qu'ils obéiraient religieusement à leur père. »

Rien n'est moins étonnant que la froideur de contact entre Stanley et Emin, le placide savant qui paraît avoir attendu avec une absolue tranquillité l'arrivée de l'expédition de secours. Pendant cette marche de retour vers Zanzibar, quand l'un des lieutenants de Stanley, parti pour l'ascension de la montagne aux Neiges, revient avec une collection de plantes, Stanley écrit cette brève note de froid humour : « En botanique, le Pacha se trouvait dans son élément, et il classa les types. »

Pour lui, Stanley, il a beau servir des entreprises commerciales, entrer dans l'Histoire comme un chargé d'affaires du reportage et du négoce, il ne s'attarde pas aux cueillettes de simples : c'est une âme de dur et insatiable conquérant qui est en lui. A chaque instant, dans les pages écrites par l'explorateur, et sans qu'il ait le génie de l'expression, une sensation de force qui se satisfait passe entre les lignes, se fait jour sous les mots. Il n'avait pas l'emploi de son activité en Amérique et en Europe, et en aurait-il trouvé l'emploi qu'il n'était pas en situation sociale de l'exercer.

Il a découvert intrépidement en Afrique l'espace qui manquait à ses courses, son instinct de combativité s'est satisfait dans l'incertain du voyage.

Il est avide de parcourir toujours et sans cesse des territoires, de refouler devant lui des populations, de planter des drapeaux sur des agglomérations de cases, de barrer des fleuves, de sillonner des lacs, de gravir des montagnes. Ceux qui l'observent peuvent croire qu'il va s'arrêter tout à l'heure, quand il sera arrivé au haut de ce plateau qui fut si lointain et qui est maintenant si rapproché. C'est mal se rappeler les événements de tous les temps, c'est mal connaître ces frénétiques, malades du désir d'action et du désir d'inconnu. Ils sont semblables entre eux, tous ceux qui, avec une puissance différente, ont parcouru la terre et chevauché l'humanité.

Parvenus à ce sommet qu'ils donnaient comme point d'arrivée à leurs efforts, ils aperçoivent de nouveau l'horizon, cet éternel horizon, toujours aussi mystérieux, aussi bleuâtre, aussi reculé dans le réel et dans le rêve. C'est là qu'ils veulent aller maintenant. C'est derrière cette ligne fuyante qu'ils veulent regarder et qu'ils veulent être, là-bas, ils ne

savent pas où, n'importe où, plus loin ! Et pourtant, aujourd'hui, ils savent que la terre est ronde et qu'ils reviendront toujours, inexorablement, qu'ils le veuillent ou non, au point d'où ils sont partis pour suivre les nuées et conquérir les mirages. (*10 juillet 1890.*)

§ II

GLADSTONE

Les quatre-vingt-quatre ans de M. Gladstone ont été célébrés en Angleterre, en Irlande, en France, en Europe, on peut dire dans le monde entier. Les notices ont rappelé que le grand vieillard — *the great old man* — était né au mois de décembre 1809 ; qu'il avait été élu député pour la première fois en 1832, à l'âge de vingt-deux ans; qu'il avait débuté au ministère à l'âge de vingt-quatre ans, en 1834, comme lord de la trésorerie, nommé par sir Robert Peel. Puis toute la biographie à la suite de ces premières dates de la vie publique, et des formules de respects et d'hommages.

Il doit y avoir quelque raison à cela, à cette presque unanimité, aux rares réserves formulées.

L'admiration pour cette vieillesse courageuse, pour ce travail de tous les jours, pour ces yeux lumineux de guetteur de phare qui regardent à tous les horizons de mer des Iles-Britanniques, cette admiration, on la comprend pour l'Angleterre, pour l'Irlande. Il y a une fierté locale, un contentement, même chez les adversaires, à voir s'épanouir, résister, une telle force individuelle, une telle expression de la race. Mais pour que la sympathie ait passé les détroits, franchi les océans, pour qu'une affirmation de solidarité vienne du dehors, il faut qu'il y ait en Gladstone plus qu'une force locale, qu'une gloire de race.

De fait, il y a en lui autre chose.

Il n'est pas seulement britannique, malgré son origine, son éducation, le milieu dans lequel il a vécu... Non pas qu'il ait échappé à sa naissance et aux influences. Britannique, il l'est. Homme d'État britannique, il a prouvé qu'il l'était, — et même qu'il l'était trop, — en certaines circonstances. Sans cela, il n'aurait pas duré dans le pays qui a la conscience que l'on sait de sa personnalité, de son intérêt. Mais il a eu en lui une force intérieure, un instinct, si l'on veut, et un courage, j'aime à le croire, qui l'ont amené à être plus que britannique, à voir les ensembles, à se solidariser avec le reste du monde, — à être humain.

Humain, homme comprenant et aimant les hommes, c'est cela qu'il a été en plus d'une circonstance, et pendant presque toute la seconde période de sa vie, sa période montante, son ascension morale. Le fait n'est pas commun dans la région où vivent les hommes de gouvernement, et il valait la peine d'être noté, à l'heure qui sonne ces quatre-vingt-quatre ans.

Ses ennemis lui reprochent des changements d'opinions, de conduite, des tergiversations, des abandons, des reniements, des apostasies.

Il n'est pas le même, en effet, aux jours de sa vieillesse qu'aux jours de ses débuts. Lorsqu'il mourra, on pourra mesurer une distance de sa naissance à sa mort. Entre son berceau et sa tombe, il y aura une existence d'homme, longue, remplie, enrichie chaque année d'acquisitions nouvelles.

Radical aux jours de sa vieillesse, après avoir passé par le libéralisme, il fut tory lorsqu'il débuta, à vingt-deux ans! Est-ce cela qui lui est reproché? Il fut protectionniste, — il

est devenu libre échangiste. Il fut partisan d'une religion d'État, — il ne l'est plus. Il voulut empêcher les Israélites d'entrer au Parlement, — il a demandé depuis leur admission. Il crut aux privilèges, — il a fait abroger par décret, contre les lords, l'achat des grades dans l'armée. Il voulut, en Irlande, le règne de l'Église établie, — il a obtenu, au prix d'efforts acharmés, le désétablissement de l'Église irlandaise. Il fut l'adversaire résolu de cette Irlande en détresse enchaînée à l'Angleterre, triste ponton amarré au vaisseau de haut bord, — il est devenu son acharné défenseur.

S'il y a abandon, reniement, apostasie, c'est que les mots sont pauvres et trahisseurs, que les idées sont plus pauvres encore. C'est le reproche d'avoir abandonné le parti de la conservation sociale, le parti obstiné qui veut, sous prétexte de traditions, garder ce qu'il a, ses terres, ses titres, son argent, qui veut défendre ce lot toujours et quand même. C'est le reproche d'avoir quitté la rade sûre pour la haute mer aventureuse où vogue l'humanité, d'avoir déserté le port à l'abri, la digue protectrice, pour les hasards et les naufrages. L'égoïsme de ceux qui persistent dans leurs avantages héréditaires se fâche et reproche son imprévoyance à l'esprit généreux qui affirme le grand inconnu et la grande misère du monde, et qui s'en va à la découverte.

Imprévoyance, — c'est bientôt dit. L'Histoire enregistre, au contraire, que c'est le rôle de Gladstone qui est le rôle prévoyant. Quand on ne va pas chercher l'inconnu pour lui faire sa part légitime, c'est l'inconnu qui vient. Les ports tranquilles et les digues solides sont des métaphores dans le langage irrité des satisfaits : il n'y a rien à construire contre l'humanité qui veut vivre, qui a le droit de vivre, et qu'il y a folie à vouloir empêcher d'être.

C'est probablement ce que Gladstone a compris. Il a quitté le temps d'hier pour le temps d'aujourd'hui. Il n'a pas résisté, il a obéi au courant irrésistible. L'instinct généreux qui va par impulsions, par étapes, avec des reculs, des arrêts, des avancées soudaines, se résout forcément, au tard de la vie, en compréhension. Ou tout au moins l'ensemble des efforts accomplis, le total d'une existence, aboutit à donner l'idée d'une conception, non pas strictement voulue, mais néanmoins ordonnée, harmonieuse en dépit des discordances.

Des discordances, il y en a eu au cours de la longue carrière de Gladstone, et comment en serait-il autrement? J'entends ici d'autres discordances que celles des changements médités, de l'évolution cérébrale. L'homme politique n'a pas toujours été lui-même, le vieil esprit a soufflé souvent en lui, a vaincu l'esprit nouveau. S'il a été l'avocat éloquent et l'aide empressé de telles nations en telles années, il est resté coi d'autres fois. S'il a parlé, travaillé pour les Italiens, les Polonais, les Arméniens, les principautés danubiennes, s'il a fait respecter l'indépendance des Boers du Transvaal, s'il a aidé la Grèce à maintenir son intégrité, il n'a rien dit au jour du rapt de l'Alsace-Lorraine. Succédant à Disraeli, qu'il accusait d'avoir volé Chypre, il a gardé Chypre. C'est sous son ministère qu'Alexandrie a été bombardée et que l'Angleterre a pris l'Egypte aux Egyptiens.

Là, Gladstone a été anglais, et non pas homme, — servant d'une politique d'intérêts d'un jour. A-t-il eu l'hésitation, la peur habituelle aux hommes d'opposition qui passent au pouvoir? A-t-il compris qu'il lui fallait céder, sur ces points, au féroce préjugé national, que c'était

pour lui jouer le tout pour le tout que de résister? A-t-il craint, s'il voulait l'absolu de sa conscience, de ne pouvoir faire aboutir le reste de son œuvre? Ou bien était-il sincère lui-même, pas assez dégagé des passions qui l'entouraient? Tout cela, sans doute, se trouve vrai à la fois, et de ce qu'il a fait pour les hommes il faut encore être reconnaissant à Gladstone.

Il a fait ce qui vient d'être dit. Et il a fait, il fait encore, à l'heure actuelle, — l'Irlande. Il maintient son espoir, il entretient l'étincelle de sa vie, il la garde, comme un dogue fidèle et grondant, contre les lords, contre l'Angleterre, sa patrie. C'est le suprême courage.

Par cela, en contraignant ses idées à changer, en prenant la parole, pour ne plus jamais la quitter, contre l'injustice anglaise, en demandant obstinément que l'Irlande soit aux Irlandais, Gladstone a été un homme d'Etat suffisamment exceptionnel.

Il a, dans une région morale hermétiquement close, ouvert des fenêtres, abattu des murailles, donné de l'air, il a augmenté la dose d'humanité de son pays, transfusé une ivresse nouvelle dans ce sang de conquérants et de marchands. Il se passerait en Angleterre ce qui s'est passé en Gladstone si la vieille nation libérait l'Irlande: un rajeunissement.

On peut dire de Gladstone que la vie l'a sans cesse rajeuni, a donné à sa vieillesse le désir, l'énergie de la jeunesse, le pressentiment des choses futures.

C'est l'impression qu'il donne, dans la semaine de ses quatre-vingt-quatre ans. L'octogénaire solide, le bûcheron du parc d'Hawarden apparaît plus jeune que les jeunes qui lui disputent le bonheur de sa réussite. L'aura-t-il, son

Irlande libre ? la verra-t-il définitive, cette œuvre à moitié faite? Qui sait? Mais regardez-le, dites s'il n'a pas une clarté dans les yeux, sur le front?

Je l'ai vu, un soir de neige et de brume, à la Chambre des Communes, parlant devant la Bible, qui pèse sur la table aussi lourdement que la masse en vermeil. Il se révélait très fin, correct, bonhomme, acteur supérieur, très à son aise, sachant provoquer l'hilarité et l'applaudissement. La discussion était quelconque, mais il y avait un gros événement en question : l'affaire de Parnell et de Mme O'Shea, où Gladstone eut l'attitude que l'on connaît, — très politique, très anglaise encore, — où il fut chrétien, rigoriste : il l'est, d'ailleurs, il a trouvé là un appui au pays anglican. Cette forte tête grave, ce jour-là, se compliquait de malice, et l'homme d'Etat apparaissait, au milieu de la Chambre des Communes, comme un M. Punch s'amusant des événements et défendant les préjugés.

Mais voyez-le aux vitrines, comme je l'ai vu à Londres, photographié, assis paisiblement devant un mur de briques, — voyez-le à côté du vieux Bismarck.

Bismarck, abattu, vidé par la maladie, l'air rude et arrogant disparu, semble, dans ses foulards et sous sa casquette de molleton, un fauve à l'hôpital. Rien d'heureux, rien d'humain dans les yeux : un vieux tigre, chassieux, perclus, blotti dans un coin, enragé de ne plus pouvoir mordre. Gladstone, son aîné, agit dans la sérénité, car c'est un homme d'action aussi, il a le cœur paisible, une pure lumière sur la face. Cette vieillesse est jeune, restera jeune après la mort. La jeunesse de l'autre est née vieille.

Les peuples, croyant suivre les bergers, suivent des loups. Le loup écrit sur son chapeau : « C'est moi qui suis

Guillot, berger de ce troupeau », et les moutons sont mangés par le berger, — bête de carnage qui s'intitule pasteur de peuples. Gladstone, lui, à travers les pâturages de la verte Erin, a été un bon pasteur de peuples. (*1er janvier 1894.*)

§ III
LA VERTE ERIN

En trente ans, la population irlandaise a diminué d'un tiers. Le chiffre de six millions d'habitants dénombrés en 1859 était tombé en 1887 à quatre millions. Par contre, le nombre des indigents recueillis dans les work-houses augmente dans des proportions effrayantes. Pour prendre les mêmes dates, en 1859, il y a eu 114.594 pauvres assistés, et en 1886 il y en a eu 316.165. On compte à part ceux qui reçoivent des secours à domicile, et qui sont 633.021, soit plus d'un sixième de la population totale. Telle est la foule misérable résignée à mourir de faim, ou l'armée exaspérée prête au crime et à la révolte, que l'Angleterre veut réduire par la menace de sa loi cruelle, et non guérir et apaiser par des remèdes d'humanité et de justice. La lutte vient d'entrer dans une nouvelle phase. Il y a eu conflit, rixe, sang versé, deux hommes tués à Mitchelstown. L'état de siège est proclamé presque partout, le bill de coercition va être appliqué. Les violents passent outre aux réclamations des apitoyés. La vieille Angleterre a décidé qu'il fallait en finir et brusquer l'agonie de cette Irlande qui s'éternise.

Elle en finirait d'ici peu s'il fallait en croire les apparences. La force armée devrait fatalement avoir raison de la faiblesse sans armes. L'Irlande ne peut pas plus lutter contre l'Angleterre que la Pologne ne pouvait lutter contre

la Russie. Les opprimés, sans canons, sans fusils, sans argent, sans agriculture, sans industrie, ont pourtant encore une ressource, et cette ressource est constituée par l'excès même des maux qu'ils ont à souffrir.

Aujourd'hui, encore une fois, dit-on, l'Irlande va manquer de pommes de terre. Comme en 1845-1846, comme en 1879-1880, c'est la famine et c'est la misère. La pomme de terre, qui apparaît dans les repas bien ordonnés comme une superfétation, comme un ornement de la table, comme une dorure mise autour des viandes, c'est là-bas, de même que dans beaucoup de nos campagnes, le nécessaire de la vie, la ressource journalière indispensable. La pomme de terre, grise ou rouge, n'est pas seulement la « frite » vendue dans la rue, dont on emplit un cornet et qu'on saupoudre de sel. C'est le gros aliment résistant, qui remplace le pain, que le paysan dévore, et qu'il digère en buvant de l'eau.

Il y a des années productives et des années stériles. Les vaches grasses et les vaches maigres défilent réellement devant le cultivateur comme dans le songe de Joseph. La nature inconsciente semble souvent capricieuse et volontaire, infligeant à l'homme des châtiments, se refusant à lui donner des récoltes en échange de son travail. Elle ne lui doit rien, et elle le lui prouve. Le soleil se montre ou se cache, il y a des mois de sécheresse ou des mois de pluie sans raison, parce que c'est comme cela, et ce serait bien inutile, malgré les phrases sur l'ordre des saisons et les décrets de la Providence, de chercher une explication de ces hasards, une organisation de cette fatalité.

Les résultats sont appréciables, c'est tout ce que les philosophes, métaphysiciens, économistes, sociologues, peuvent inscrire sur leurs tablettes. On peut davantage

récriminer lorsque l'action malfaisante de l'homme vient s'ajouter à cette action néfaste des éléments, à ce mauvais état des choses. C'est le cas en Irlande, où la stérilité de la terre est causée en partie par la tyrannie de l'impôt, par la guerre faite aux pauvres, par les évictions de fermiers. On a préféré mettre hors des maisons, chasser des champs, ceux qui ne pouvaient pas payer leurs loyers. Les champs ne se sont pas cultivés tout seuls, la terre est tout naturellement retournée à sa production de ronces et d'herbes folles. La pomme de terre est absente, et la famine est proche.

Que l'on ajoute à cela maintenant la barbarie, l'horreur des expulsions, telles qu'elles sont décrites par Philippe Daryl : les huissiers se présentant chez les tenanciers, aux portes des masures délabrées tombant en ruines au milieu des landes qui étaient autrefois des champs fertiles, mettant le feu aux tristes cabanes parce que l'argent manque pour payer le terme échu. C'est tout ce que les propriétaires et les législateurs ont trouvé comme solution. Lisez :

« Les huissiers chargés d'instrumenter étaient escortés d'un fort détachement d'agents de police à cheval.

« Les opérations commencèrent chez le nommé Patrick Reardon, de Droum, au milieu d'une lande absolument stérile, pour laquelle il avait à payer 112 francs par an. Il était père de huit enfants et ne possédait pas même un porc, pas même une paire de poulets. En fait de meubles, quatre chaises boiteuses, une table et une marmite. Entouré de sa famille, il attendait assis à terre, selon la coutume, les exécuteurs de la loi : il fut requis de payer, et sur sa réponse qu'il n'avait pas d'argent, on l'informa que le feu allait être mis à sa chaumière pour l'obliger à en sortir. L'acte

suivit de près la menace : une allumette approchée du toit de chaume suffit à le faire flamber. Toute la population de Glenbeigh et des environs, accourue sur le théâtre du drame, avait accueilli les agents par des huées et salua l'incendie par des cris d'indignation. Les agents de la loi n'en poursuivirent pas moins leur œuvre effroyable.

« Après cela, ils se dirigèrent vers la demeure d'un second fermier, Thomas Burke, inscrit au rôle des débiteurs pour une somme de 112 francs par an, et père de six enfants. Pas plus que le précédent il n'avait un sou à offrir. Ordre fut donné d'incendier son toit ; mais ce toit se trouva si humide qu'il fut impossible d'y mettre le feu ; il fallut attaquer les murs à coups de pioche pour les jeter à bas.

« Le tour d'une troisième chaumière arrivait. Celle-ci était occupée par deux vieillards, Patrick et Thomas Daggin. La famille du premier se composait de huit personnes et celle du second de dix. A eux tous ils avaient 200 francs de fermage et pas un shilling en poche. Pourtant, la femme de Patrick déclara qu'elle venait de recevoir de sa fille, servante à Belfast, un mandat-poste de deux livres sterling, qu'elle voulait donner pour arrêter les opérations : on n'accepta pas cette offre navrante, et le feu fut mis au toit. »

Le sol est improductif, les outils manquent pour le violenter, les engrais pour l'amender, il n'y a pas d'animaux dans les étables, il n'y a pas de feu dans l'âtre, pas de soupe à donner aux mioches. Bah ! qu'est-ce que tout cela ? Huissiers, mettez le feu au toit de chaume !

Le chaume flambe, et les murs aussi. Songez donc aux affreuses illégalités qui pourraient être commises si les hommes d'affaires prévoyants n'agissaient ainsi. Une fois les huissiers partis, les expulsés pourraient rentrer.

Ces gens qui n'ont rien pour se vêtir, qui n'ont rien à manger, auraient un abri pour loger leur famine et pour prolonger leur agonie. C'est véritablement inadmissible, il vaut bien mieux brûler la maison.

Ce sont ces épouvantables attentats, ces crimes abominables journellement commis, qui peuvent sauver ce qui reste de l'Irlande. Il est impossible que le mouvement d'opinion régularisé par la Ligue agraire n'aille pas recrutant sans cesse, en Angleterre comme en Irlande, de nouveaux partisans. La politique bascule en Angleterre comme ailleurs, et ceux qui se refusent à traiter les Irlandais en bêtes traquées peuvent revenir au pouvoir. On finira par comprendre qu'il ne s'agit pas seulement d'un différend politique à régler, qu'il y a surtout un problème social à résoudre. L'Irlande, c'est notre Vendée, disent les libéraux qui aident les conservateurs dans leur œuvre de mort. Stupéfiant rapprochement ! Où sont donc, en ce cas, l'équivalent de la France de la Révolution, la guerre civile forcée, le régime que l'Irlande veut imposer à l'Angleterre ? Où est surtout le pacificateur qui est prêt à traiter les vaincus en égaux ? La Vendée a reverdi après les batailles de Bleus et de Blancs ; le blé a repoussé dans les champs. La terre d'Irlande, noircie par les incendies, rougie par le sang, redeviendra-t-elle jamais la terre de pâturages fleuris de la verte Erin ?

Il ne faut pas s'étonner que la pauvreté et la famine accourent dans un pays quand on les y a appelées avec tant d'insistance. Les Irlandais, aujourd'hui, ne sont pas plus avancés qu'au temps de Jonathan Swift, alors que le satirique colère, désespéré, et froidement ironique, conseillait aux parents irlandais de manger leurs enfants et soumettait

à la férocité du monde civilisé le fameux opuscule : *Simple proposition pour empêcher les enfants des pauvres d'Irlande d'être à charge à leurs parents et à leur pays* (Dublin, 1729, in-8°). (*3 septembre 1890.*)

IX. — ALLEMAGNE.

§ I. BISMARCK. — § II. MOLTKE. — § III. MALADIE IMPÉRIALE.

§ I
BISMARCK

Le voici, de profil, la tête levée, large d'épaules, dans le portrait le plus significatif qui ait été fait de lui, dans cette toile de Franz von Lenbach, peinte en 1879, qui est au musée national de Berlin.

La brutalité et la finesse se mêlent, s'affirment singulièrement sur ce visage, l'alourdissent et l'affinent, le durcissent et le spiritualisent. Le front, peu élevé, est agrandi, ou plutôt encerclé, par un crâne en dôme, boîte solide, ronde, luisante, calotte de pierre, prison des idées fortes et peu hautes. Le cervelet est énorme, pesant comme les instincts, gênant à l'œil comme une superfétation. La joue creuse tombe à grands pans, accrochée aux maxillaires, s'en vient rejoindre ces plis de graisse, fanons semblables à ceux des ruminants et des grands carnassiers. L'oreille est énorme, allongée, velue, comme celle d'un faune. C'est en avant de cette tête solide, de cette mâchoire inexorable, que vient s'inscrire la finesse, comme en façade, pour tromper sur les appétits. Le menton est dur, droit, long, mais modelé délicatement, c'est un menton semblable à celui de certaines femmes volontaires. La bouche, rentrée, serrée,

est en embuscade sous la moustache. Le nez, un peu relevé, aux narines bien ouvertes, est minuscule.

On voit surtout les yeux, des yeux qu'on peut deviner bleus, d'un bleu de flamme, deux points de feu qui pénètrent et qui brûlent. Ce sont ces étincelles-là, à l'abri sous les sourcils épais et frisés, sous les paupières lourdes, qui font oublier l'animalité de la mâchoire et de l'oreille. L'acuité, le droit lancer de ces regards, leur clignement de réflexion, achèvent de rendre redoutable ce masque d'autorité, qu'ils viennent éclairer d'intelligence et renforcer d'observation. Mais qu'observent-ils donc, ces yeux lumineux et attentifs ? Le jour où le peintre, à la recherche d'une expression, a dit à son modèle : « Restez ainsi », M. de Bismarck suivait au ciel un vol d'oiseaux légers, une course, en circuits et en zigzags, d'hirondelles. Le chancelier rêvait, dit-on, restait silencieux et pensif au milieu des cris aigus et des rapides coups d'ailes, comme le petit soldat des romances.

Cet homme est un barbare, évidemment. Il est étranger non seulement à ce temps-ci, mais encore à cette Allemagne qu'il a rassemblée autour du trône d'un roitelet. Il ignore son art, sa littérature, sa philosophie. Il admire Gœthe sur parole, il prend en pitié les rêveries solitaires et désintéressées d'un Kant et d'un Hegel. Pour Henri Heine, il l'eût fait jeter en forteresse. Il est, ou plutôt il se croit le maître de l'Europe, mais il l'est par la force comme un baron féodal peut l'être après un guet-apens. Il a agrandi le pouvoir des seigneurs de régions du Moyen âge, mais son pouvoir est de même nature. Il gouverne l'immense territoire comme son prédécesseur du dixième siècle gouvernait, au-dessous de son château crénelé, le

versant de la montagne, le passage de la route, le cours du fleuve. Il est resté le hobereau des Marches de Brandebourg, le junker despote maître de ses valets de ferme et de ses chiens de chasse, méprisant le citadin, aimant à tout casser quand il descend en ville, se récréant aux noces bruyantes, aux plaisanteries grasses. Il aura eu le pouvoir, mais il l'aura exercé étroitement, avec la seule gaieté d'une mystification qui de temps à autre apparaît visible.

La restreinte intellectualité de sa pensée et de son action doit frapper quiconque y réfléchit. Il n'est pas question, bien entendu, des moyens employés. Que l'on se mette en dehors des admirations et des haines de lutte, que l'on cherche à juger dans le temps l'œuvre de Bismarck : bien ingénieux celui qui dirait la conception morale qui se dégage, l'idée maîtresse qui apparaît. Seule, une activité au jour le jour se manifeste, tout s'accomplit en raison d'une utilité sans cesse déplacée par les événements. Bismarck a unifié l'Allemagne, mais il l'a vassalisée, soumise à la Prusse. Il est l'homme d'État d'une patrie ; moins encore, d'une monarchie ; moins encore, d'un roi ; — il n'est pas, il ne sera pas, dans l'histoire future, l'homme d'État qui laisse après lui le sillon ineffaçable d'une idée, l'agent de civilisation, le politique d'humanité qui peut être appelé un philosophe agissant.

Ce nom seul de philosophe allume en lui une colère et le fait éclater en railleries. Il a, d'ailleurs, un étonnement et une haine devant les mots ; il ne cherche pas à briser leur enveloppe pour connaître leur sens ; il ne veut pas savoir leur histoire, quelle évolution physique, quel travail cérébral ils représentent. C'est une des causes de son mépris pour la France. Nous sommes pour lui les êtres vains,

chercheurs de phrases, les Celtes bavards enivrés de leur bavardage. Les Celtes et les Slaves sont de race féminine. L'Allemand seul est mâle, capable de féconder un continent. On surprend là, chez ce puissant, une infériorité flagrante. Avec sa grande connaissance de l'Histoire, qui apparaît dans ses lettres, dans ses discours, dans la moindre parole de sa conversation, il est pourtant passé à côté de remarques essentielles. Il n'a pas voulu voir, ou plutôt son tempérament, sa caste, sa race, l'ont empêché de voir que les idées tenaient autant de place que les faits ; que les faits non commandés par les idées se révélaient tôt ou tard comme des apparences ; que l'œuvre de force était une œuvre stérile.

Le mot prononcé est une arme, le mot écrit en est une autre. Les rhéteurs sont inutiles ou nuisibles, mais des rhéteurs, il y en a partout. La France n'a pas le monopole de la hâblerie, du chauvinisme. Le verbe d'un orateur peut porter plus loin que le boulet d'un Krupp, la page d'un écrivain défie les projectiles qui percent et renversent tout. S'il lisait ceci, le prince sourirait encore de mépris. Romantisme, billevesées, choc de phrases, songerait-il. Il n'aurait pas l'idée de se demander sur quoi l'humanité s'est orientée, il ne voudrait pas voir que l'épée est souvent sortie du fourreau parce que quelques-uns ont parlé, il se refuserait à comprendre le symbole de Minerve cuirassée et casquée. Minerve, ce n'est qu'une statue, et une statue, c'est de l'art. « L'art est gai ; la vie est sérieuse », a-t-il dit un jour. Donc il fond des canons, perfectionne les fusils, demande des subsides, habille en soldats des millions d'hommes. Il est plein de foi, il croit à la bataille, mais sa croyance est sans motif, il n'a pour la

multitude des vivants ni un souhait de meilleure vie ni un rêve de dignité. Il veut simplement attaquer et se défendre. Consciemment ou non, il est le barbare.

Mais il est le barbare subtil. Un envahisseur de territoires, un écraseur de peuples, au XIXe siècle, après tant de cultures raffinées, d'expériences complexes, ne peut être une force sans raisonnement, un élément aveugle allant devant lui sans arrêts, sans calculs, sans précautions. Le cerveau de l'homme, d'ailleurs, est divisé en cases, et des facultés diverses, se servant, s'équilibrant, se logent en ses circonvolutions.

Qui sait même si les ancêtres directs de Bismarck, les seigneurs pillards, n'apportaient pas, quand il le fallait, des tempéraments dans leurs excursions fougueuses ? Leurs batailles, habituellement, étaient précédées d'embuscades. Encore avant ceux-là, un Attila, un Gengis-Khan, étaient, sous leur violence, de cauteleux personnages susceptibles de feinte et d'ironie. Ne les devine-t-on pas gouailleurs à froid dans les entrevues et les marchandages, bernant un ambassadeur, discutant une rançon, grossissant un butin, avec des phrases à double entente, doucereuses, railleuses ?

Bismarck apparaît ainsi, furieux à ses débuts parlementaires, s'exaltant encore parfois dans de rapides accès, se contenant de plus en plus à mesure qu'il avance en âge, traitant froidement l'adversaire, avec une politesse méchante. Il prend cette attitude dans sa carrière d'ambassades, à Paris, à Pétersbourg, à Paris de nouveau, à Londres, à Biarritz.

Il fixe définitivement son caractère pendant les six mois de la guerre de France. Il est calme, travailleur, patient,

féroce. Il est pour les mesures rigoureuses, il déplore les incertitudes du roi, les lenteurs du parti militaire, il est pour l'incendie des villages qui s'insurgent, pour la mise à mort des francs-tireurs « hypocrites », il est triste des retards apportés au bombardement. Cela tranquillement, sans éclat, en se renfermant dans son rôle de civil, en déplorant poliment son impuissance.

Ce n'est qu'à la tribune du Reichstag qu'il s'oublie parfois, ou fait semblant de s'oublier, qu'il prend une voix colère, ferme le poing, sort de la salle, le sabre traînant, pendant le discours d'un adversaire. Ces violences sont des exceptions, accès subits ou mises en scène raisonnées. La subtilité est vraiment le fond de sa nature. Le don de l'observation nette, de l'intuition rapide, lui a été réparti.

Il a le sens du vrai et du possible, comme un de ces romanciers fouilleurs de foules et analystes d'âmes qu'il regarde comme des amuseurs. Depuis le jour où il s'est plu à fumer un cigare devant le président de la Diète de Francfort, au grand scandale des êtres de convention réunis autour du tapis vert, il s'est plu à mystifier et à ébaubir la vieille politique européenne. Il a été diplomate, mais au rebours des autres diplomates. Il a dit tout haut ce qu'il était de mode de dire tout bas, il a pris comme règle le contrepied des habitudes momifiées et automatiques, il a bousculé les carcasses réduites, les têtes branlantes, les perruques mal attachées de tout le personnel vivant des traditions du mensonge.

On parlait dans les coins, ou plutôt on ne disait rien, on hochait la tête d'un air entendu, on prenait des prises dans des tabatières du XVIIIe siècle, ornées de miniatures, on mangeait avec des simagrées. Lui, s'est mis à penser

tout haut, à crier ses projets, à se moquer des silences et des courtes duplicités qui ne trompent personne. On a voulu le faire boire pour le faire parler. Il a bu, comme le terrible buveur qu'il est, avalant une bouteille de n'importe quoi, d'un coup, à la régalade, sans toucher les lèvres. Il a bu, il a parlé, mais il a dit les choses qu'il voulait dire, et c'étaient les autres, peu faits pour la boisson, qui hoquetaient leurs pauvres secrets de deux sous.

On a voulu le faire jouer pour connaître sa prudence ou son étourderie. Encore une diplomatie qu'il connaissait. Il a joué, quoique ayant horreur du jeu et ne sachant presque rien des cartes, et il a perdu précipitamment de grosses sommes, donnant à son adversaire et à la galerie l'idée qu'il voulait leur donner de son incapacité et de son imprévoyance.

Il a su profiter ensuite d'un renom de brutale franchise inconnue dans ce monde de chuchoteurs. Une fois qu'il a été bien admis qu'il disait tout, il a caché ce qu'il a voulu. Il a repris sournoisement, quand il en a eu besoin, l'arme secrète de perfidie qu'il avait dédaignée. Quoique l'affirmation de la vérité soit restée le moyen de ses prédilections, dans sa vie privée comme dans sa vie publique, au point qu'il raconte à Johanna von Puttmaker, sa femme, dans une correspondance publiée, ses rencontres avec d'anciennes maîtresses et ses visites à d'anciens rendez-vous d'amour, sa finesse de perception et sa souplesse d'esprit lui ont permis toutes les volte-face.

Il agit ainsi pour la suprématie du petit pays dur et pauvre qu'était la Prusse, pour faire monter au sommet ce roi raillé, sans argent et sans puissance. C'est la croyance au roi qui domine la vie du hobereau assujetti. On raconte

que Frédéric-Guillaume IV demanda un jour à Bismarck s'il approuvait sa politique de réformes libérales. « Non ! » répondit celui-ci. — « Eh quoi ! pas même comme vassal assermenté de la couronne ! » Le vassal fut troublé, comprit et se soumit.

On est loin de tout désir civilisateur, et la mission providentielle se montre d'un exercice restreint. La conception monarchique d'un Henri IV ou d'un Richelieu, quoi qu'on en pense, se présente d'une autre allure.

Mais ici, il y a une influence d'origine, une marque indélébile, dont il faut tenir compte dans un essai d'explication du caractère et de la politique de l'homme.

M. de Bismarck est un paysan, un âpre fermier amoureux de la terre. Sa noblesse provinciale est une noblesse campagnarde, et l'Université, la diplomatie, le Parlement, la guerre, n'ont pu effacer chez lui le souvenir du milieu initial, des premiers goûts, des premiers travaux.

Au retour de l'Université, à l'époque où l'homme se forme et s'affirme, de vingt-quatre à trente-deux ans, il vit chez lui en paysan et en chasseur : il cultive ses terres, épie le gibier, nage dans les rivières, court les marchés, vend ses grains, ses bestiaux, surveille les rentrées de fourrages et de légumes, économise l'argent, achète des champs.

Au repos à Varzin, il est de même. Il fait des coupes en forêt, plante des arbres, fabrique de la bière, distille, possède des soieries, des papeteries, des poissonneries, parcourt avec ses chiens son parc et ses champs, transforme l'excédent de son revenu en un capital de prairies et d'arbres, ajoute sans cesse, avidement, de la terre à la terre. Certaine photographie qui a été faite de lui ne renseigne pas sur l'homme intérieur comme le portrait de

Lenbach, mais affirme pourtant une force d'habitudes et une dominante de caractère. Le maître du domaine, enfermé dans une pelisse de caoutchouc, un chapeau mou enfoncé sur les yeux, un bâton à la main, s'avance entre deux molosses, ce pasteur d'hommes a l'air d'un berger en surveillance de troupeau.

C'est avec ce désir de possession qu'il s'est rué dans la politique européenne. Terrien rapace, fermier du roi, puis de l'empereur, il a voulu agrandir les possessions de son maître, devenues les siennes. Il a ignoré le repos, perpétuellement il a convoité la propriété du voisin. Par ruse et par force, plaidant, se battant, il a ajouté le champ au champ. Il a pris à tous, aux petits, aux grands, aux forts, aux faibles. Il a dépossédé les rois et les princes en même temps qu'il dépossédait les peuples.

Il a pris les propriétaires comme laboureurs en même temps qu'il prenait les propriétés. C'est ainsi que la Prusse est devenue l'Allemagne, bribe à bribe. Et quand l'Allemagne a été à lui, il a songé à la France, il a songé à la Hollande, il resonge à la France, il songe à la Russie. Il conquiert un pays ainsi qu'il annexe à Varzin une bande de terre. Comme le paysan matinal, errant à l'aube, dans la rosée et dans la brume, il jette ses regards partout autour de lui, il passe sa vie à envier l'horizon.

Quelle sympathie un être ainsi organisé pouvait-il éprouver pour l'intelligence humaine? Quelle pitié pouvait-il ressentir? Son intelligence, à lui, l'occupe suffisamment. Il croit qu'elle est la cause et que la possession est le but. S'il s'inquiète parfois du morcellement futur de ce qu'il a conquis, s'il éprouve le besoin de se rassurer, son inquiétude et sa confiance forcée en lui-même tournent au mysti-

cisme. Par moments il se refuse à une tablée de treize convives. Il n'entreprend rien un vendredi, il croit aux anniversaires, aux dates fatidiques, aux combinaisons de la Kabbale, aux prédictions, il proclame un Dieu personnel.

Souvent, d'ailleurs, il fit connaître sa croyance à un Dieu complice de ses desseins. Il manifestait ses principes religieux et royalistes à la tribune des Etats généraux de 1847, et il renouvela ses déclarations dans les diverses assemblées représentatives où il prit place. Devenu chancelier, répondant un jour, de son banc ministériel, aux protestants orthodoxes qui lui reprochaient de ne pas pratiquer, de ne pas mettre sa conduite d'accord avec ses croyances, il allégua les travaux qui lui prenaient tout son temps, et ajouta: « De ce que, chaque dimanche, je ne me rends pas au temple pour y chanter des cantiques et entendre le sermon du prédicateur de la cour, il n'est pas permis de conclure que, dans mes rares moments de loisirs, je ne me livre pas à des méditations religieuses, je n'élève pas mon âme au Très-Haut. »

Le jour de l'entrée en campagne, en janvier 1870, il reçoit la communion dans sa chambre, en tenue du régiment jaune de la grosse cavalerie de la Landwehr, casque sur la tête, bottes montantes, sabre et revolver à la ceinture. Pendant le siège de Paris, il a pour livre de chevet, dans la villa de Versailles où il loge, les *Lectures quotidiennes de la communion des fidèles* et le *Cordial journalier du chrétien croyant*. Ce fut à cette époque qu'il s'exprima ainsi :

«... Je ne comprends pas comment des hommes peuvent vivre, comment ils peuvent accomplir leur devoir et laisser les autres l'accomplir s'ils n'ont pas la foi dans une religion révélée, dans un Dieu qui veut ce qui

est bien, dans un juge suprême et dans une vie future. Si je cessais d'être chrétien, je ne servirais pas mon roi une heure de plus ! Si je ne plaçais pas ma confiance en Dieu, je ne la placerais pas dans un maître terrestre ! Mais regardez donc, moi qui vous parle, j'avais assez pour vivre ; j'occupais même une situation assez élevée. Pourquoi est-ce que je travaillerais et peinerais sans relâche sur cette terre? Pourquoi est-ce que je m'exposerais aux vexations et aux souffrances si je ne sentais pas que je remplis mon devoir vis-à-vis de Dieu ? Si je ne croyais pas en une divine Providence, qui a destiné cette nation allemande à quelque chose de bon et de grand, j'abandonnerais immédiatement ma charge d'homme d'Etat. Que dis-je ?... je ne l'aurais même pas acceptée. Les ordres et les titres ont peu d'attrait pour moi. C'est parce que je crois résolument en une autre vie après la mort que je suis royaliste, *autrement je serais républicain.* »

Puis il ajoute :

« Enlevez-moi cette foi et vous m'enlèverez l'amour de ma patrie. Sachez bien que, si je n'avais pas été aussi bon chrétien, vous n'auriez pas eu un aussi grand chancelier de la Confédération. Si je n'avais pas été aussi bon chrétien, j'aurais tourné le dos à toute la cour, et, si demain vous me trouviez un successeur qui soit meilleur chrétien que moi, je me retirerais sur-le-champ. Si vous saviez comme je m'en irais volontiers ! J'aime tant la vie de campagne, les bois et la nature ! Arrachez-moi le lien qui m'unit à Dieu, et je deviendrai un homme qui, demain, fera ses paquets pour Varzin et s'en ira cultiver ses terres. S'il n'y avait pas un ordre de Dieu, pourquoi me subordonnerais-je à ces Hohenzollern ? Ils sont d'une famille

de Souabe qui n'est pas plus noble que la mienne !... »

La physionomie de Bismarck est ainsi fixée par ce trait. Le soldat piétiste pose son sabre sur la Bible exterminatrice. Avant de perpétrer ses faux, de mentir aux diplomates, d'organiser l'invasion, la victoire, le massacre, le vol des territoires, des rançons, des existences, il lève vers le ciel des yeux extatiques, il se met en communication avec les puissances surnaturelles, et il déclare que Dieu est avec lui, qu'il lui a donné mission de ravager la terre et de punir les hommes. Il n'est pas seulement le lourd féodal, conquérant rapace des terres et des villes, le hobereau excité qui veut faire de son roi un empereur, le froid observateur du carnaval français de 1867, le cuirassier blanc qui parcourt les étapes de notre ruine. Il est l'archange qui exécute les ordres du Tout-Puissant, il tient à la main un glaive flamboyant, il jette sur la ville de la Révolution et de la République la foudre sacrée.

Une telle profession de foi n'a rien pour étonner. Tous ces grands tueurs au cerveau touché par la démence se croient les chargés d'affaires de la Divinité. Un maladif orgueil les exalte, les dresse en hommes providentiels au-dessus des foules terrorisées. Leur délire conçoit des plans prodigieux de domination universelle, leur inspire en même temps les puériles pratiques de la plus basse superstition. La brutalité forcenée et l'inquiétude fétichiste vont de pair chez un Bismarck et chez un Napoléon. Nettement leur caractère de monstres apparaît, ils incarnent les forces mauvaises, les instincts de destruction, les désirs aveugles. Toutes les vieilles abominations héritées qui grouillent encore dans l'humanité ignorante et incertaine se reconnaissent en ces personnages-types, se manifestent à leur suite en entraîne-

ment de folie, en acclamation furieuse. L'humanité consciente, lentement formée, gardienne du trésor sacré des idées, a peine à résister à une telle débâcle. Sans cesse elle risque de sombrer, on n'entend plus sa voix, l'animalité l'assaille, elle est en proie à la sauvage ingratitude des foules comme à la haine des conducteurs de peuples, représentants féroces du Dieu des armées.

Comprenez bien ce que dit Bismarck lorsqu'il affirme que, s'il n'était pas croyant, il serait républicain. Au moins il montre le fond de sa pensée, comme l'autre déclarant sa rage contre les idéologues. Le Dieu qu'il nous prêche, casque en tête, sabre au côté, en nous couvrant de mitraille, c'est, en effet, le tyran des religions révélées, l'absolu de l'Autorité, le maître sans pitié qui couvre la terre de misères et de maux, de flamme et de sang. Le Dieu de Bismarck, c'est l'idole gorgée d'affreux festins que l'homme rebelle veut abattre depuis qu'il a pris le sentiment de son œuvre et de sa force. Devant Zeus qui prétend être irresponsable, Prométhée s'est levé, a réclamé sa libre vie, dérobé le feu, annoncé l'affranchissement de l'esclave. Depuis, la bataille dure. L'esprit humain, chaque jour, s'est emparé d'une parcelle de puissance. Une nouvelle création est née, s'oppose aux forces obscures de la nature, un idéal de justice est proclamé contre la sauvagerie primitive prolongée en injustice sociale, l'homme faible et héroïque lutte contre le terrible Dieu de Bismarck, force d'ignorance et de crédulité qui s'évanouira avec les fantômes de la nuit.

Pour le reste, qui est la pensée, l'art, la recherche désintéressée de la vérité, Bismarck le méprise, et son œuvre sans lendemain lui apparaît seule digne de ses soins et de son amour. Quoiqu'il ait, dit-on, Daudet et Taine sur sa

table, en même temps que ses livres piétistes, il ne croit pas au rôle des faiseurs de livres. Quoiqu'il ait, sur les champs de bataille, des mots de peintre comme celui-ci : « Tout était blanc et bleu de cuirassiers et de dragons morts », il passe sans entrer devant la porte des musées. Il a bien autre chose à faire, les tableaux fugitifs et l'histoire chancelante qu'il crée lui sont une besogne journalière dont il s'occupe avec une passion de tous les instants. Après avoir été le psychologue divinateur des mobiles d'actions et des états d'esprit, il est le constructeur et l'installateur des décors de canonnade et de massacre, de signatures de traités, d'entrées triomphales, d'inaugurations de monuments. Il connaît l'homme par le détail, et il fait se mouvoir et se tuer les foules. Voilà son roman, à lui.

C'est dans des livres comme ceux du docteur Moritz-Busch, ce bureaucrate pédant, domestique empressé, historiographe minutieux, qu'on peut trouver Bismarck, un Bismarck corrigé évidemment par lui-même, mais pourtant très significatif, très imprudent d'aveux. L'un de ces livres : *le Comte de Bismarck et sa suite*, montre « le Chef » jour par jour, pendant la guerre de 1870, tient un compte rendu fidèle de ses propos de table. L'autre : *Notre Chancelier*, le raconte à Berlin et à Varzin. C'est ce second volume qui fournira la conclusion d'une citation. Cherchez, dans ces quelques lignes, la part de comédie et la part de sincérité :

« C'était à Varzin, en 1877 ; le crépuscule tombait, et le prince était, selon son habitude, après le dîner, assis près du poêle, dans le grand salon du fond, où se dresse la statue de Rauch : *la Victoire distribuant des couronnes*. Après

un silence prolongé, pendant lequel il jetait de temps à autre des pommes de pin dans le feu et regardait droit devant lui, il commença tout à coup à se plaindre de ce que son activité politique ne lui avait valu que peu de satisfaction et encore moins d'amis. Personne ne l'aimait pour ce qu'il avait accompli. Il n'avait fait par là le bonheur de personne, ni de lui-même, ni de sa famille, ni de qui que ce fût. Quelqu'un suggéra qu'il avait fait celui d'une grande nation. « Oui, mais le malheur de combien ? répondit-il. Sans moi, trois grandes guerres n'auraient pas eu lieu ; quatre-vingt mille hommes n'auraient pas péri ; des pères, des mères, des frères, des sœurs, des veuves, ne seraient pas plongés dans le deuil... J'ai réglé tout cela avec mon créateur, mais je n'ai récolté que peu ou pas de joie de tous mes exploits ; rien que des ennuis, des inquiétudes et des chagrins. » Il continua ainsi pendant quelque temps, tandis que ses auditeurs, silencieux et surpris, contemplant l'homme de fer auquel la Victoire semblait jeter ses couronnes, se rappelaient involontairement ces lignes du monologue d'Hamlet : « Combien usés, vieillis, insipides et inutiles me paraissent tous les biens de ce monde ! Honte ! O honte sur lui ! Ce n'est qu'un jardin abandonné, où tout monte en graine et dont les herbes grossières et malfaisantes ont pris entièrement possession. »

Si les yeux du portrait regardent les fins oiselets qui volent, montent et descendent dans l'air léger, ce n'est pas la rêverie qui les rend fixes et si perçants. Ces regards-là sont les yeux du chasseur qui guette, qui se raffermit, qui va épauler. Ou bien n'y a-t-il pas, planant très haut, l'épervier qui va se laisser tomber ? Un vol de corbeaux ne s'élève-t-il pas dans les croassements, avec un battement

d'ailes funèbre? Ce regard ne regarde-t-il pas en dedans, ne fixe-t-il pas, dans le monde des obsessions, des oiseaux aux becs durs, qui flairent le vent, et cinglent vers les plaines couvertes de cadavres? (*18 février 1888.*)

§ II
MOLTKE

L'IDÉE que l'on se fait généralement, et pour cause, du maréchal de Moltke, en Europe, et surtout en France, est l'idée de l'homme de guerre inexorable, du savant préparateur de champs de bataille, du comptable expert des rencontres d'armées, celui qui tint sans une erreur le registre des tués et des blessés des conflagrations des peuples, des tueries de civilisés.

Le volume de Mémoires du maréchal, qui a été publié en Allemagne par le lieutenant-colonnel de Leszczynski, et traduit en France par M. Jæglé, professeur à Saint-Cyr, ce volume ne fait pas revivre ce de Moltke-là, dont la physionomie, marquée par l'Histoire, s'aggravera sans doute de légende à mesure que passeront les siècles. C'est un autre de Moltke qui apparaît dans ces pages, sans arrangement d'attitude, sans souci de publicité, et, on aime à le croire, sans cette toilette de l'imprimé que font parfois subir aux phrases des morts les exécuteurs testamentaires, les éditeurs de papiers posthumes. On peut le croire, aucun Allemand épanoui d'admiration, attendri de regrets devant cette grande mémoire du bon génie scientifique et militaire de sa patrie, n'aurait songé à maquiller cette littérature d'outre-tombe. Il y a bien, par-ci par-là, quelques lignes de points qui indiquent des arrêts de confidences, mais la préface de l'éditeur de Berlin nous prévient que ces passages supprimés étaient sans aucun intérêt, et il n'y a,

alors, qu'à se réjouir de cet allégement du livre et de cette lecture évitée.

L'essentiel reste, et cet essentiel, c'est de Moltke intime, c'est le maréchal en famille, soldat piétiste, très bon, très dévoué aux siens, très cueilleur de petites fleurs bleues. De celui-là aussi, tout naturellement, l'Allemagne devait se hâter de s'enorgueillir, et c'est ce qu'elle fait, au nom de la religion, de la patrie, de son unification, de ses femmes et de ses enfants.

Pourquoi le maréchal de Moltke n'aurait-il pas été le bon fils, le bon frère et le bon époux qui nous est surabondamment prouvé par ces lettres ? Parce qu'il a été, dans l'imagination des peuples, une manière d'ogre européen, perpétuellement occupé à souhaiter et à préparer des carnages ? Mais les ogres des contes, malgré leurs affreuses aventures, aiment tout de même leur excellente vieille maman, leur digne épouse, leurs chers petits, tout ce qu'ils ont laissé au logis, tout ce qu'ils aiment à réjouir au retour par une part de butin et la table joyeusement dressée d'un festin de victoire. De plus, aujourd'hui, et pour en revenir au cas du vainqueur de 1870, est-ce que l'existence des grands politiques voués à l'ambition de conquérir des territoires et des indemnités ne se complique pas, malgré la sauvagerie de la conquête, de toutes les conventions admises, de la morale moyenne, de la civilisation ambiante ?

Il n'y a plus de grand carnassier absolu, vivant béatement dans un rêve de force sanguinaire, d'apothéose brutale. Le désir fou de domination n'est pas avoué par ceux-là qui sont en proie à cette terrible manie d'activité meurtrière. Il y a désormais des arrangements de mise en scène, toute une diplomatie, une phraséologie de devoir

et de sentiment. Le Gengis-Khan qui peut çà et là surgir est obligé de prendre des allures de souverain constitutionnel, de procéder à des élections, de consulter des Chambres, avant de déclarer une guerre. Il parle mystiquement du Dieu des armées, il rédige, pour renseigner sa femme et les femmes de ses soldats, les télégrammes qui racontent les villes bombardées et les hommes massacrés. Il fait une guerre méthodique, en tenant compte des conventions internationales, en parlant sans cesse d'une légalité particulière qui règle dans tous ses détails le drame sanglant de la guerre contemporaine.

M. de Moltke peut être considéré comme le représentant autorisé de cette race des amoureux de la guerre de maintenant. Ce n'est pas un soldat à panache, figurant en tête des cortèges dans le décor des villes prises. On peut se le figurer en vêtements neutres, sans insignes et sans ornements, une calotte noire sur la tête, une plume derrière l'oreille. Il peut ne pas sortir de son cabinet, à la condition que ce cabinet soit un cabinet roulant, annexé aux fourgons et aux bagages de l'armée. Car, malgré tout le génie du stratège, la guerre a ses hasards qu'il faut savoir conjurer ou dont il faut savoir profiter séance tenante. Les plans les plus extraordinaires ne sauraient remplacer les actions décisives conçues en une minute, et les actions instinctives qui tournent d'une façon ou d'une autre pendant le pile ou face du destin. Le maréchal de Moltke a évidemment eu le goût de ces énormes péripéties, et la grande préoccupation de toute sa vie a été là. Il n'y a tout de même pas à s'étonner si cette préoccupation ne pèse pas de tout son poids sur la correspondance familière publiée à Berlin et à Paris.

On y trouvera la glose, parfois attentive et profonde, de nombre de faits divers historiques de ce siècle. L'affaire des duchés, la guerre d'Autriche, la campagne de France, ne sont pas, ne pouvaient pas être passées sous silence. De même l'agitation démocratique et socialiste est appréciée avec une rudesse prévue. Mais l'homme qui écrit ces pages au jour le jour a surtout choisi là une occupation à côté, se promène dans un jardin réservé où il sait rencontrer les siens. Sa correspondance aisée, lucide, d'une allure perpétuelle de causerie, est un délassement de son existence de militarisme scientifique. Quoi d'étonnant, alors, s'il garde, presque tout au long, le ton qu'il avait alors qu'il n'était que lieutenant, loin de la maison maternelle, et qu'il demandait à sa mère de lui envoyer de ses cheveux et des cheveux de ses sœurs, et qu'il envoyait, lui, des violettes cueillies au sommet des montagnes.

Il y a, dans cette manière, des paragraphes d'une intimité très tendre, où il revoit le salon de famille, la cafetière sur la table, les sœurs qui brodent, la mère qui raccommode le linge. Il souhaite la guerre à la fin de ces lettres de paix, il parle argent, calcule le prix d'un cheval, décrit les costumes de ses nouveaux grades, et c'est là le langage attendu de ce jeune homme débutant dans une telle carrière. Il fait parfois aussi allusion à des lectures. Dans une lettre datée de Wiegandsthal, dans l'Isergebirge, du 26 juillet 1835, il dit : « ... Je ne suis pas tout à fait seul, car dans ma sacoche il y a un tout petit *Montaigne* et *Child Harold*. » Et il ajoute, ce qui n'est pas non plus si mal : « Mais j'avoue que j'éprouve bien rarement le besoin de lire ; le grand livre de la nature s'ouvre si largement devant moi, les caractères avec lesquels ce livre est imprimé, les

montagnes, les châteaux et les villes, sont si grands et si lisibles, que les yeux ne vous font pas mal comme avec les caractères des petits volumes imprimés. »

A Vienne, il a de l'esprit en transcrivant son dialogue avec un tailleur célèbre, un esprit où il y a un grain du sucre et du sel de Heine. Enfin, à mesure qu'il avance en âge, qu'il monte en grade, son langage devient de plus en plus grave, placide, mesuré, presque tout à la politique lorsqu'il s'adresse à son frère Adolphe, et davantage artiste lorsqu'il a pour interlocuteur son frère Louis. Il écrit à Adolphe, en 1861 : « Je n'ai aucune nouvelle à te donner, tellement l'Europe est ennuyeuse. » A Louis, il fait une très vertigineuse description d'une ascension à la coupole de Saint-Pierre de Rome. Il est terriblement froid, atrocement méthodique, dans ses lettres datées de Ferrières et de Versailles, en 1870, lorsqu'il dit ses préférences entre la famine et le bombardement, lorsqu'il raille les Parisiens privés de café au lait ou préparant des sorties : « Hier, les Français ont encore fait, avec un énorme déploiement de forces, une de leurs tentatives, toujours vaines, de forcer nos lignes. De même que les poules caquettent quand elles vont pondre un œuf, les Parisiens annoncent leur dessein en faisant ouvrir une canonnade furibonde à tous leurs forts. »

Malgré cela, malgré l'image du Moltke qui hante l'esprit, ce Moltke de la fin au visage aminci, desséché, ossifié, qui donnait à contempler la Mort coiffée du casque à pointe, — le livre actuel met surtout en lumière le lieutenant en correspondance avec sa mère, le chef d'état-major préoccupé du cadeau du jour de l'an qu'il offrira à la maréchale de Moltke, son épouse, — laquelle, de son côté, prépare en

secret une pelisse pour ce maréchal si studieux, si bienveillant, d'humeur si égale, et qui n'en a pas moins joué, avec une cruelle exactitude, le rôle de dieu de la guerre au dix-neuvième siècle. (*20 avril 1892.*)

§ III
MALADIE IMPÉRIALE

Un Pascal ou un Bossuet pourrait encore frapper au sceau du grand style quelques considérations sur les maladies qui s'attaquent aux puissants et changent la face des empires. Ceux qui sont forcés de prendre plus modestement les choses ont bien aussi quelques réflexions à émettre sur la situation de ce Kronprinz, que les médecins opèrent et que les reporters épient dans ce doux pays de San Remo tout embaumé de fleurs, tout doré de soleil. Une idée, qui devient une obsession, hante le cerveau, inspire une pitié humaine pour le malheureux en lutte avec ce cancer installé dans sa gorge, comme un intime et féroce ennemi.

On ne pense plus au titre et à la nationalité du patient. Il n'est plus qu'un malade qui souffre, on évoque l'abominable irritation que doivent éprouver les siens — et peut-être lui, — à voir cette agonie décrite, commentée, discutée, dans toutes ses phases, avec les détails précis de la dernière heure télégraphique.

Il ne saurait en être, aujourd'hui, autrement. Avant les inventions qui datent de ce siècle ou qui ont été perfectionnées de nos jours, avant le télégraphe, le téléphone, le journal, il était possible de tenir secrète la nature de la maladie qui venait de fondre sur l'un des maîtres du monde. Cette maladie elle-même, on pouvait se refuser à l'annoncer solennellement, toute l'émotion pouvait se tra-

duire par une agitation intime autour d'une chambre royale, par une allée et venue de médecins affairés et mystérieux. La mort elle-même ne comportait pas tant de commentaires.

Au XVIIe siècle, si près de nous, il n'y a guère, sur les agonies et sur les disparitions inscrites dans l'histoire, d'autres documents publics que les phrases rythmées des oraisons funèbres. Pour que la vérité apparaisse, il a fallu que se retrouvent les ordonnances rédigées par les docteurs. Il a fallu aussi que se dévoilent lentement les pages de mémoires qu'un Saint-Simon écrivait secrètement, après les grandes journées, alors qu'il avait clos sa porte, qu'il évoquait les événements dans le silence du soir.

Il n'en va plus ainsi. Les mémoires s'écrivent au grand jour, des mémoires tumultueux, confus, contradictoires, tracés à la fois, à la même minute, par des centaines et par des milliers de plumes. L'encre limpide, l'encre trouble, l'encre corrosive, se mêlent, et l'historien qui viendra plus tard connaîtra, on peut le prévoir, de laborieuses analyses et de singuliers embarras. Quelle besogne il entreprendra s'il veut vraiment connaître toutes ces pièces justificatives que le journal et le livre accumulent ! à quelle annotation sans fin et sans espoir il devra se livrer !

C'est l'âge du papier. Tout vient aboutir au journal, se résout en faits divers, en comptes rendus de tribunaux, en dépêches concises, en causeries de chroniqueurs. Il faut bien se servir de ce que les savants ont découvert, de ce que les inventeurs ont fabriqué. Ces forces rapides, la vapeur, l'électricité, ces mécaniques précises qui font entendre la voix humaine à des distances imprévues, d'autres encore qui impriment l'écriture humaine, qui la

multiplient, en quelques instants, à des milliers d'exemplaires, ces forces et ces machines ne pouvaient rester inactives, aussitôt mortes que nées. La société civilisée s'en est servie, en effet, pour se raconter elle-même et pour raconter l'univers entier. Il n'y a pas de chômage possible avec ces locomotives, ces machines électriques, ces machines à imprimer, qui attendent, qui doivent justifier leur raison d'être, qui exigent leur alimentation journalière.

Impossible de se dérober. Il faut nourrir ces redoutables organismes de fer, si robustes et si délicats d'agencement, qui halètent perpétuellement, qui appellent avec des voix si stridentes, si impérieuses, les hommes qui doivent les manœuvrer. Ce qu'ils réclament, ce sont des nouvelles de partout, des récits d'événements. Ils les veulent pour les imprimer, les transmettre à travers le monde. On peut leur confier ce qu'on voudra, n'importe quoi, du vrai, du faux, du puéril, du stupide, de l'émouvant, du terrible. Tout s'en va avec la même célérité, arrive au même but avec la même certitude.

Qu'il se passe quelque chose ou qu'il ne se passe rien, l'obligation d'annoncer quelque chose au monde entier reste tous les jours la même, le public lit avec avidité ce carré de papier où sont inscrites les confidences de l'humanité, où se reflète l'image fugitive de l'univers.

Quelle cause de curiosité, d'émotion, d'information, sera donc la maladie d'un homme célèbre à quelque titre, un Gambetta, un Hugo, un héritier de l'empire d'Allemagne ! Il suffit que le nom soit en vedette, que la situation soit grande, que la disparition du personnage doive entraîner un déplacement social. Lisez les dépêches qui racontent la

maladie du Kronprinz. Elles s'étendent avec complaisance sur l'étouffement, sur la difficulté de parler, de manger, sur les nuits mauvaises, sur les inquiétudes des médecins. L'opération faite, les spécialistes entrent en scène et controversent sur l'état probable du malade. Des allusions sont faites à l'affection dont on dit le prince atteint depuis sa jeunesse. Les plus optimistes font remarquer que la trachéotomie ne fait qu'arrêter la marche de la maladie, pendant trois ou quatre années, pas davantage. Il ne s'agit pas de guérir le Kronprinz, mais de l'aider à respirer. Il ne pourra plus guère ni parler ni manger, l'activité de la vie lui est interdite, mais son existence sera prolongée grâce à la canule double en argent introduite par l'incision de la trachée.

Voulez-vous une description de la canule ? On vous la donnera, et la description de tout ce que vous voudrez. L'imprimerie a été inventée pour donner des renseignements complets. Les pronostics parcourent le monde avec une rapidité d'éclairs. Partout doivent se propager les renseignements sur les aggravations de douleurs, sur les rechutes irrémédiables, sur le dernier soupir d'un illustre que son mauvais destin a fait naître sur les marches d'un trône.

Cela n'est pas fait, en vérité, pour donner aux gens simples, désireux d'une fin tranquille, le goût de la célébrité. L'homme, lassé par ce qu'il a vu et entendu, usé par ce qu'il a ressenti et souffert, voudrait pouvoir se cacher pour mourir. Cette satisfaction est interdite aux personnages qui figurent dans l'almanach de Gotha. Jusqu'à la suprême pulsation, il leur faut subir l'espionnage des hostiles, la curiosité des gêneurs. Ils n'ont pas le droit de

délirer à huis-clos, ils ne sont pas les maîtres de leurs râles.

C'est ainsi que se paient cette vie de réceptions et de galas, cette vie donnée en représentation, ces heures passées à échanger des formules au milieu des salamalecs. Le Kronprinz qui se meurt a passé son temps de bonne santé à méditer sur des informations diplomatiques, à scruter les nouvelles mystérieuses données par les agences. Aujourd'hui qu'il est, à son tour, livré en pâture aux rédacteurs de correspondances et aux bulletiniers européens, il peut songer amèrement qu'il aurait été préférable d'être l'anonyme qui n'a qu'à tourner la tête vers le mur quand il sent venir le dernier sommeil.

S'il était seul, encore ! Dans son orgueil de monarque, il pourrait faire à l'étiquette les derniers sacrifices et proférer les hoquets définitifs devant des témoins accrédités, suivant un cérémonial fixé par des chambellans chargés de régler les détails des agonies princières. Mais il n'est pas seul, il est père de famille, et l'étiquette, ce sont ses filles désolées qui sont surtout chargées de l'observer. Jusqu'au dernier moment, il faudra faire croire à l'amélioration, à la guérison. On a pu lire une dépêche de trois lignes, qui annonçait que tout allait pour le mieux, et que les princesses avaient été faire leur partie de law-tennis. Si la maladie d'aujourd'hui a un dénouement funèbre, il faudra, pendant la crise suprême de l'agonie du père, que les jeunes filles cachent leurs larmes et sourient héroïquement, pour que ces sourires soient insérés dans le *Times*. Les princesses ne s'amusent pas tous les jours. (*12 février 1888.*)

Le Kronprinz devenu l'empereur Frédéric III, ses souf-

frances et sa fin nous ont été apprise par le récit d'un médecin anglais, le Dr Morell Mackenzie, publié sous ce titre : *La dernière maladie de Frédéric le Noble.*

Voilà un livre intéressant en dehors de toute littérature, et qui restera sûrement en bonne place parmi les mémoires historiques où l'écrivain improvisé avoue une passion, confesse une rancune, se raconte lui-même en racontant la période de temps qu'il a traversée, la fraction d'humanité qu'il a connue. Désormais, la maladie de l'empereur d'Allemagne Frédéric III, grâce aux explications personnelles fournies par le docteur Morell Mackenzie, est devenue le sujet d'un de ces épouvantables et complexes drames, enfermés dans les quelques centaines de pages d'un volume, qui présentent en un raccourci violent l'existence, l'agitation, la destinée d'un peuple, en même temps que l'action intime et intéressée des individus.

C'est une comédie d'appartements, une mise en scène de voyages avec changements à vue, une parade scientifique sur des tréteaux de faculté, c'est un drame populaire. C'est un assemblage de nuancées et fines observations psychologiques, c'est parfois une énigme qui suggère la sensation du tâtonnement dans l'obscurité, c'est en même temps un immense fragment en panorama de l'histoire universelle.

L'original de cette conception de livre, c'est qu'elle n'est pas de fabrication romanesque, c'est qu'elle est imposée par les événements, par la profession de l'auteur, que tout est vu à travers des consultations et des disputes de médecins. La liste des personnages donnés en spectacle comprend :

Le malade, Frédéric III, prince impérial, puis empereur

d'Allemagne, auquel son médecin anglais décerne le nom de Frédéric le Noble ;

Quatorze docteurs, professeurs et chirurgiens allemands et anglais, qui forment, de chaque côté de la chaise longue, du lit, et finalement de la table d'autopsie, deux chœurs s'interpellant, s'invectivant, par-dessus l'homme souffrant, agonisant, mourant. Ces quatorze grands rôles sont tenus par Morell Mackenzie, Gerhardt, Von Bergmann, Tobald, von Lauer, Wegner, Schrader, Landgraf, Noris Wolfenden, Hovell, von Schrœtter, Hermann Krauze, Moritz Schmidt, Bramann ;

L'impératrice Victoria, une femme inquiète qui attend sans cesse, dans le salon à côté, le résultat des grincheux conciliabules, qui dort d'un sommeil léger, toujours prête au réveil, compagne rassurante par de bonnes paroles, garde-malade empressée et active.

Dans le fond passent et repassent, en silhouettes attentives, Bismarck le chancelier, le jeune prince Guillaume aujourd'hui empereur. Le vieux souverain, l'ancêtre, apparaît parfois, immobilisé par la vieillesse.

Sous les fenêtres, la multitude grouille, chuchote, les yeux levés, incertaine de son lendemain, les raides soldats montent la garde, les courriers partent, les télégrammes fonctionnent, l'Europe est dans l'expectative.

Ce tableau, naturellement, n'apparaît pas d'ensemble à l'historien uniquement préoccupé de lui-même qu'est le docteur Mackenzie. Il est trop acteur dans le drame de ce cancer qui de princier devient impérial, pour s'apercevoir de l'importance des actes accomplis et de l'étendue de l'émotion soulevée. Il n'a qu'une idée en tête : diriger la maladie à la place de Gerhardt ou de Von Bergmann.

Diriger la maladie ! C'est une impropre manière de parler. Il ne la dirige pas, il la suit, il cherche à lui donner un nom, et s'il parvient à ce mirifique résultat, même après la mort du sujet, il se tiendra pour satisfait.

Dès le début, il suspecte les collègues auxquels on l'adjoint, il conteste la compétence de tels et tels dans les cas de maladie du larynx. Ceux-ci, de leur côté, voient d'un mauvais œil l'arrivée de l'étranger. Si on les pressait un peu, et s'ils étaient brutalement sincères, ils déclareraient sans doute préférer une mort allemande à une guérison anglaise. Gerhardt et Tobald sont vexés, parce que Mackenzie a pu couper et extraire facilement un fragment de la tumeur installée sur la corde vocale gauche. Une légère congestion s'étant produite sur la corde vocale droite, Gerhardt déclare avec tristesse que Mackenzie a blessé cette corde encore saine en accomplissant son heureuse opération. Mackenzie se venge superbement en rendant Gerhardt responsable de la « transformation subséquente de la tumeur en cancer », en déclarant que Bramann est un laryngoscopiste sans expérience, et qu'il a failli tuer le prince par le chloroforme, ce qui aurait ravi quelques mois trop tôt à la bande savante la déplorable victime.

On va loin, quand les hostilités sont ainsi engagées. Ce qui suit est grotesque et formidable. On a souvent réclamé un Molière s'attaquant aux corporations de ce temps, aux possesseurs de monopoles, aux médecins en particulier. Le Molière est inutile quand l'un des personnages de la profession consent à devenir l'historiographe du groupe. C'est ici le cas. Quel monde on entrevoit à travers ces lignes transparentes où s'égaie correctement ce froid et humouristique pince-sans-rire de Mackenzie, qui a vraiment des

lueurs de style et d'esprit au long de ce compassé et habile procès-verbal :

« Dans la soirée (18 février), le professeur Von Bergmann a déclaré dans notre consultation que mon examen laryngoscopique de la veille avait été un sujet de réflexion sérieuse pour lui, le docteur Bramann et le docteur Schrader, et il était chargé par ces Messieurs de me dire qu'ils considéraient cet examen fait en leur absence comme un manque de courtoisie professionnelle. »

Plus tard, il inscrit encore dans son journal cette note précieuse :

« Bramann est venu ce matin me dire avec un accent de triomphe qu'il avait découvert un grand nombre de nids-cellules dans les matières expectorées, qui ne pouvaient provenir que d'une tumeur cancéreuse. Schrader m'a donné la même nouvelle ce soir, mais sans le même enthousiasme scientifique. »

Quand la trachée a été ouverte, que le tube a été fixé au cou du malade, les médecins en sont arrivés à un état d'exaspération extraordinaire. Tout autant que la gorge impériale, leurs vanités sont malades, se gonflent en tumeurs, crèvent en abcès. Ils sont tous là, s'épiant, se fusillant de regards haineux, envoyant en cachette aux journaux des notes qui réalisent toutes les folies de la réclame. Mackenzie ne songe qu'au court tube rectangulaire qu'on ne lui a pas laissé placer au premier jour. Il parle avec amertume, comme d'une ennemie personnelle, de la canule employée par les médecins allemands. Il écrit de sombres chapitres de récriminations qu'il intitule :

Schrader n'est pas heureux avec le tube.

La canule gêne.

On m'empêche de soulager Son Altesse impériale.
Mon tube est essayé trop tard.
Je propose un nouveau tube.
Je fais faire un autre tube.
Enfin il exulte :
Le cas m'est de nouveau confié.
La trachée tombe en morceaux.
Un tube plus confortable.

On l'attendait, le confortable anglais. Old England triomphe. Si Mackenzie n'était un aussi grave personnage, il manifesterait sa satisfaction par une gigue épileptique, il ferait retentir la triste demeure de Hip ! Hip ! Hurrah ! faits pour consterner le parti Von Bergmann qu'on peut croire définitivement vaincu.

Il n'en est rien cependant, et cette épouvantable canule est encore la cause d'une série d'événements décisifs et tragiques. Malgré la confortabilité du tube, l'empereur Frédéric en arrive à ne plus pouvoir respirer. Il suffoque, il va expirer, si on ne procède pas encore une fois à un changement d'appareil. Von Bergmann est convoqué pour l'opération, et même c'est lui qui sera l'opérateur.

Regrettable décision ! Aussitôt Bergmann entré, Mackenzie remarque qu'il se trouve dans un état de « violente excitation », et il insinue très nettement que cette excitation est produite par un abus de boisson. Néanmoins on laisse le professeur titubant et surexcité travailler comme il l'entend la gorge impériale. Il retire la canule et en introduit une autre, mais il l'introduit violemment, par un autre chemin que la première incision, il l'enfonce n'importe où, dans les chairs, en dehors de la trachée. Il y a embarras de respiration, accés de toux, hémorragie. Bergmann essaie encore

de forcer un passage quelconque, retire encore le tube, enfonce son doigt dans la plaie. « Imaginez un homme, dit Mackenzie, qui essaierait de passer de force à travers le mur d'une maison quand la porte est devant lui grande ouverte ! » D'ailleurs Mackenzie et les autres assistants regardent ces manipulations jusqu'à l'arrivée du docteur Bramann, heureusement à jeun, qui place facilement la canule à sa place habituelle.

Von Bergmann parti, les langues se délient. Mackenzie fait à l'empereur des réponses extraordinaires :

« Pourquoi Bergmann a-t-il mis son doigt dans la plaie ? — Je l'ignore, Sire », répondis-je. Sa Majesté continua : « J'espère que vous ne laisserez pas le professeur Von Bergmann me faire d'autres opérations. » Je répondis : « Après ce que j'ai vu aujourd'hui, Sire, je dois vous dire respectueusement que je ne puis plus avoir l'honneur de soigner Votre Majesté si le professeur Von Bergmann est autorisé à toucher votre gorge une autre fois. »

Il faut aussi donner sur cette séance l'opinion de Bergmann :

« Ce qu'il y a de remarquable, c'est que Von Bergmann ait été sous l'impression que l'empereur éprouvait de la gratitude pour *lui* parce que *Bramann* avait introduit le ube, et que Sa Majesté avait montré sa satisfaction par « un mouvement joyeux de la main », et en leur donnant (à Bergmann et à Bramann) « une reconnaissante poignée de main ». Cela démontre bien que Von Bergmann n'était pas alors dans un état à bien observer les choses. »

Le résultat de cette journée fut la formation d'un abcès sur le devant de la trachée, au point où Bergmann avait forcé avec la canule : « Il était certain que le pus percerait

sa voie en descendant vers la poitrine, et il n'était que trop probable que le devant tout entier du cou serait converti en un énorme abcès, amenant la désorganisation très étendue des parties autour de la trachée, détruisant peu à peu les forces de l'empereur, le conduisant avec trop de certitude à la phtisie, et rapidement à la mort. » Et Mackenzie ajoute : « Cette complication fatale, qu'on se le rappelle bien, n'était en aucune façon le résultat naturel de la maladie ; elle doit être attribuée uniquement au dommage fait quelques jours auparavant par les coups répétés de Bergmann forçant à tort et à travers l'instrument non protégé. »

On ne peut accuser plus violemment le collègue d'assassinat chirurgical.

C'est ainsi tout au long, de Potsdam à San-Remo, de San-Remo à Charlottenbourg. Le médecin anglais n'interrompt ses critiques probablement justifiées que pour entreprendre son panégyrique à lui, Mackenzie, pour célébrer les outils qu'il a inventés, les méthodes qu'il a perfectionnées. Il rend, ici et là, hommage au caractère de son malade, il enregistre une conversation, il note l'emploi d'une journée, il fait allusion à une rapide distraction sous ces rubriques :

Quelques mémorables paroles.

La journée de l'invalide impérial.

L'amour de l'empereur pour la musique.

Mais c'est décidément la maladie, la beauté du cas, qui lui inspire ses plus beaux titres de chapitres, les plus significatifs.

Il écrit :

L'abcès s'étend.

Et l'on entrevoit comme une perspective de paysages putrides.

Il exprime ainsi, toujours en paysagiste, les changements qui surviennent dans l'état de santé de l'empereur :

Un rayon de soleil.

Le ciel se recouvre.

Frédéric III apparaît doux et courageux, silencieux et héroïque, au milieu de ces pénibles traitements. Il attend sans une inquiétude apparente d'être fixé sur son sort, pendant que les fragments de son larynx et ses expectorations voyagent en bouteilles, dans de l'alcool pur, pour être soumis à l'examen de Virchow. Il vit, dans l'atmosphère fétide produite par son haleine, sans une plainte, sans une colère. Il subit l'opération de la trachéotomie, mal faite, à droite de la ligne médiane du corps. Il subit tous les changements de canules qu'il plaît à ce tribunal de médecins de lui infliger, il n'ose pas demander au chirurgien Landgraf d'être moins brusque. Il décore tous ces compères ennemis les uns après les autres. Il est à sa fin, il est nourri par le tube œsophagien, il ne peut plus parler, qu'il s'inquiète encore de la santé de son médecin, un peu enrhumé d'être venu le trouver la nuit : « Tandis que je changeais la canule pendant la nuit, l'empereur passa sa main légèrement sur ma poitrine et me regarda avec un air de vive sympathie, m'exprimant ainsi d'une façon muette ses regrets en me voyant souffrir. » C'est peut-être Frédéric le Noble, mais c'est à coup sûr Frédéric le Patient.

S'est-il seulement aperçu de la vérité que proclame Sir Morell Mackenzie, qui restera comme la juste et logique déduction d'un tel récit :

« Toute l'affaire n'a été qu'une triste farce. » (*29 octobre 1888.*)

X. — L'AUBERGE DE VENISE

§ I. EL PUDRIDERO. — § II. DON FERNANDO. — § III. DON LUIS. — § IV. VOICI LE SABRE... — § V. MILAN DE SERBIE. — § VI. LA BOUCHERIE DE BELGRADE. — § VII. PRINCE WALDEMAR. — § VIII. PAPE SOCIALISTE. — § IX. KARAMOKO, FILS DE SAMORY. — § X. LE TRÔNE DE BEHANZIN. — § XI. LES ROIS AGENTS DES PEUPLES.

§ I
EL PUDRIDERO

MALGRÉ les onze années de règne d'Alphonse XII, les détails insérés dans les télégrammes et dans les correspondances donnent l'impression d'un chapitre brusquement ajouté aux *Rois en exil*. Les rois chassés rentrent parfois dans les capitales où les pavés ont été remués, où des coups de feu ont été tirés sur la voiture qui emporte la couronne, enfermée dans un carton à chapeau. Pour celui qui regarde bien, ces retours sont aussi tristes que les fuites. Les choses brisées ne se raccommodent pas. Il y a de la gêne et de la menace dans ces rencontres à nouveau ménagées entre un peuple et un roi par l'ironie des événements. Les injures et les balles sifflent encore aux oreilles comme d'inguérissables bruits obsédants, il y a sur les mains un sang que rien n'efface, et il se pourrait que le prince réinstallé s'arrêtât inquiètement pour écouter les vivats qui battent

les murailles, demandant s'il ne s'y mêle pas des clameurs de révolution. De 1874 à 1885, on peut dire qu'il en fut ainsi pour le maladif roi d'Espagne qui vient de mourir au Pardo. Le souffreteux jeune homme fut un Zara que sa mère envoya quand même au trône. Les romans historiques peuvent avoir de ces bifurcations.

Il semblait que tout, dans cette cour restaurée, autour de ce trône relevé, fût de la mise en scène peu solide, de la figuration illusoire. On voyait bien les apparences d'une royauté, — un cérémonial, des chambellans, des ambassadeurs, des mariages politiques, des effigies sur des pièces de monnaies, une loge souveraine ouverte sur l'amphithéâtre où court le taureau. On vit même des tentatives de révolte, des régiments soulevés, d'impitoyables répressions. N'importe, cette tragi-comédie du pouvoir fort ne parut jamais comporter du définitif. Pour aucune des raisons sociales qui figurent dans l'actuelle mascarade européenne, on ne manifesta autant de sceptique curiosité que pour le gouvernement de ce Bourbon en dégénérescence couronné à dix-sept ans. On s'attendait sans cesse à la soudaine et complète disparition de ce cortège improvisé. On regardait ce roi mal assis, on épiait la finale plaisanterie qui devait escamoter le trône dans un cinquième dessous, faire de la couronne royale le couvre-chef à transformations d'un roi de féerie.

C'est qu'il n'y a pas assez de distance entre le souverain, monarque absolu ou roi constitutionnel, et le monsieur quelconque du monde civilisé. La reculée n'est plus possible. On a maintenant mesuré très exactement

Ces deux moitiés de Dieu : le Pape et l'Empereur.

Paris a recueilli trop de majestés émigrées, trop de princes en faillite, il les a trop vus « faire la fête » dans les cercles et dans les cafés du boulevard, pour les revoir, en esprit, inflexibles comme des statues de pierre enveloppés dans leur royauté comme dans une ancienne et rigide armure. Ils peuvent quitter nos restaurants et nos petits théâtres pour s'en aller habiter un Pardo tapissé de l'histoire de Don Quichotte ou un Escurial qui a gardé l'écho des pas de Philippe II. Il n'en sera ni plus ni moins. S'il y a eu un charme, le charme est rompu, et le mondain le plus conservateur lit les nouvelles des intronisations et des sacres avec juste autant d'attention que les autres « Déplacements et Villégiatures ». Hé ! celui-là qui vient de partir, sait-on s'il ne va pas bientôt revenir ? Il y a maintenant plus de bas que de hauts dans la profession, et la décisive mise à la retraite ne sera bientôt plus qu'une question de temps pour les maisons royales qui auront connu l'installation d'hôtel garni de l'exil. Avec cette mise à pied, ces courses en fiacre, ces acceptations de la table d'hôte, le prestige est parti, et avec lui les chances de longue durée. Les derniers coups ont été portés par ceux-là même qui croyaient servir « leurs princes » dans le malheur. Les notes des journaux, les réclames entourées de respect insérées dans les échos, les enguirlandements de l'hommage, les éloges donnés à l'infortune noblement supportée, les discrètes allusions à la pauvreté devinée, tout cela, c'était et c'est encore de l'oraison funèbre à l'usage des royautés décavées. On ne comprit pas que le seul silence était de mise, et que rien ne pouvait plus être sauvé après une telle rentrée dans le rang et dans l'humanité.

L'impossibilité pour Alphonse XII de faire prendre au

sérieux sa royauté de dix ans n'a peut-être pas eu d'autre cause. Cette royauté avait été auparavant trop rencontrée sur les trottoirs où l'on flâne et dans les escaliers des lieux où l'on s'amuse. Un futur chef d'empire risque gros à se laisser tutoyer par les gommeux, à se montrer avec les mêmes filles auxquelles donnent à souper les quarts d'agents de change. Quand le jour de la restauration arrive, on dit simplement que le petit monsieur a de la chance, mais que cette chance-là pourrait bien ne pas durer. Un pronunciamiento chasse l'autre. Bien porter l'uniforme, bâiller aux conseils des ministres, chasser la grosse bête, se déguiser en *torero* ou en colonel de uhlans, — cela n'en impose plus. L'irrespect du premier passant venu est pour les monarchies un mal plus terrible que la phtisie terminée en dyspnée, et il ne faut pas être grand docteur pour voir venir la syncope finale des royautés revenues d'exil.

Le Pardo, où vient de gémir et de râler le moribond de vingt-huit ans, est un glacial et isolé château, bâti en plein désert, dans la dure campagne qui environne Madrid. Sur la large et triste route où l'on ne passe guère, les chevreuils frissonnants apparaissent. Le palais carré, flanqué de tours, est muet et aveugle. Sous ses ponts-levis, croupit l'eau des fossés, croît l'herbe aquatique, verdit la lentille d'eau. Une forêt de chênes lui verse son ombre froide. Les vents font rage à ses pignons. La neige des monts de Guadarrama emplit le ciel à l'horizon. A quelques mètres, il y a une bâtisse qui est un asile de mendicité. C'est là que le roi, crachant le sang, malade de la maladie des pauvres, a voulu mourir. C'est le décor espagnol dans lequel il a voulu entendre les prières du moine et les pleurs de la reine. Il semblerait qu'à défaut de phrases de Bossuet ou

de mots de Shakespeare, quelque triste philosophie pût être émise sur cette fin de royauté, sur cette agonie transportée dans cette demeure désolée. — La voici, en effet, cette philosophie pour monarchies décadentes. Ecoutez les historiographes ordinaires, les Dangeau qui, cette fois, arrivent aux effets de Saint-Simon : ils sont tout occupés à apprendre au monde que Sa Majesté le roi avait, en sa prévoyance de chef de famille, souscrit des traités avec quatre compagnies d'assurances sur la vie ! Ecoutez encore, et vous apprendrez ce grand fait d'histoire contemporaine : le 31 décembre 1874, aussitôt sa proclamation au trône connue, Alphonse XII, roi d'Espagne, successeur de Charles-Quint, fut interviewé par un correspondant du *Times !*

Apprenez maintenant la fin.

Un roi d'Espagne qui meurt doit être enfermé dans le Panthéon souterrain de l'Escurial. Le cadavre prend place dans l'un des coffres de marbre noir et de bronze parallèlement alignés : d'un côté, à droite, les rois ; — de l'autre, les reines. La porte est refermée sur la salle funéraire revêtue de porphyre et de jaspe. Le silence n'est plus troublé qu'aux heures du matin, par le prêtre qui va et vient autour du maître-autel placé au-dessus du royal caveau. — C'est un chapitre complet de l'histoire d'Espagne que raconte ainsi le décor funèbre. Il n'y a qu'à écouter et recueillir ce que disent les pierres froides et somptueuses, en leur muette éloquence. Peut-être surprendrait-on là un des derniers soupirs de la monarchie, une explication de sa manière d'être d'autrefois, une raison de sa décrépitude d'aujourd'hui. Peut-être verrait-on nettement le lien qui unit le despotisme sans contrôle au cérémonial rigoureux comme une règle de couvent.

Le cérémonial, ce fut la forme voulue et achevée de la monarchie espagnole, le principe définitif posé en décor pour cacher toutes les tares et tous les écroulements. La vie s'en était allée déjà avec les anciens rois, maîtres de la moitié du monde, — les formes avaient disparu pour laisser la place à des ombres de cauchemars, — les ordres n'étaient plus exécutés, n'étaient plus donnés même, les volontés étaient mortes. N'importe ! les choses vidées restaient debout. Les simulacres faisaient des gestes autoritaires, l'étiquette suppléait au pouvoir disparu et à l'obéissance partie. Pendant des siècles, la machine remontée marcha toute seule, et aujourd'hui encore des ressorts remuent, des roues tournent, sans qu'on puisse donner d'autre explication que celle de l'impulsion lointaine. Malgré les changements de dynasties, les secousses prolongées et les détraquements des révolutions, la cour d'Espagne a gardé les lignes principales de l'organisation de confrérie adoptée par les successeurs de Charles-Quint. Le gouvernement intérieur des palais et des villégiatures est encore réglé par un reste de ce code qui fixait la dépense d'un voyage du roi, qui décidait pour la reine une immuable façon de marcher, de manger, de parler, de se vêtir, qui empêchait cette reine de regarder par la fenêtre, qui la faisait déshabiller à table, pendant un repas tardif, l'heure du coucher étant sonnée, qui laissait, enfin, asphyxier Philippe III, le gentilhomme chargé du feu étant absent.

C'est dans les lettres de Mme de Villars et dans la *Relation du voyage d'Espagne* de Mme d'Aunoy qu'il faut regarder le noir tableau de cette existence monarchique. Les deux Françaises qui avaient suivi Marie-Louise d'Orléans à la cour de Charles II ont su tout voir et tout dire, à ce point

que leur récit a pu être résumé de la saisissante façon que l'on sait au second acte de *Ruy Blas*, Marie d'Orléans transformée toutefois en Maria de Neubourg. Il y eut même matière pour deux écrivains. Paul de Saint-Victor n'eut, lui aussi, le jour où il écrivit son étude : *La Cour d'Espagne sous Charles II*, qu'à transcrire en son style lapidaire les observations des grandes dames exilées par le mariage politique de leur princesse. En une phrase, il sut faire tenir une de ces journées royales d'une si effroyable tristesse ordonnée et solennelle : « De grands levers tristes comme des exhumations, la messe entendue derrière un grillage, le conseil présidé en silence, le dîner public transformé en cérémonie culinaire, une promenade monotone dans de vieux carrosses aux rideaux tirés, des chasses sanglantes et liturgiques comme des hécatombes, de longs tête-à-tête avec le confesseur, des audiences où tout se passait en gestes et en pantomimes, des couchers pareils à des ensevelissements, tant on y mettait de gravité et de pompe, telles étaient les fonctions du palais royal. »

Le même code qui réglait ces existences est intervenu à la mort d'Alphonse XII. Depuis trois siècles, le dernier acte de chaque règne se joue dans le même décor, le sinistre Escurial, le palais sépulcre en forme de gril, aux murs nus, aux cours de cloître, au jardin dessiné comme un cimetière. Les temps sont changés. Le roi de hasard ne règne plus sur le Portugal et sur les Pays-Bas, sur Naples et sur Milan, sur la Sardaigne et sur la Sicile, il a perdu ses colonies d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, il n'est plus le guerrier cuirassé, il n'est plus le seigneur en pourpoint de velours, son exil a connu les plaisirs galvaudés des capitales européennes, — mais il lui reste le cénotaphe

blasonné et sa place dans le souterrain où l'on jette les royautés mortes.

Le dernier petit roi a été mis au cercueil de plomb, une vitre, incrustée dans le métal, laissant voir le visage mort, on a forcé les mains raidies à prendre le crucifix en argent et le portrait de la reine. Puis le chemin de fer est intervenu, a fait chavirer un moment les traditions : il y a eu train mortuaire, wagon d'honneur, wagons pour dignitaires, train pour le public. A la station dernière, l'Histoire costumée a reparu : les huissiers aux vêtements héraldiquement chamarrés ont pris la tête du cortège, le corps du roi a été porté par des grands d'Espagne et reçu au seuil de l'Escurial par le prieur entouré de ses religieux, le *Miserere* a été chanté par les moines. Après l'office, le grand chambellan a levé la vitre de la bière, a crié par trois fois dans l'oreille du roi : « Señor ! señor ! señor ! » puis proclamé : « Le roi ne répond pas, donc le roi est mort ! » — et enfin Alphonse XII a été descendu dans le caveau par le même escalier, à côté de la sacristie, qui servit à descendre le cercueil de Charles-Quint.

C'est alors qu'une station a lieu dans la première salle rencontrée à cette descente de l'escalier du Panthéon. C'est cette station qui représente la plus violente intervention dans la fête funèbre. Tout le mépris du corps, toute l'horreur de la nature, que le catholicisme a fait lever dans les âmes, apparaissent dans cette attente infligée aux puissants de la veille. Le roi doit rester là, ne pas trouver sa place définitive, ne pas reposer de l'infini repos, tant que son successeur est vivant. Le mort attend le maître régnant, — et celui-ci est exposé, descendant à la crypte où sont alignés les siens, à heurter le roi de la veille mangé aux

vers. L'Espagne appelle cette salle, ou ce palier, de ce nom énergique et répugnant : *el Pudridero.*

L'écrivain de *Hommes et Dieux* cite de Saint-Simon ce paragraphe, concentration de l'idée qui court dans l'étude sur la cour d'Espagne : « Rien n'influe tant sur le grand et sur le petit que la mécanique extérieure du journalier du souverain. C'est ce qu'une expérience continuelle apprend à ceux qui sont initiés dans l'intérieur par la faveur ou par les affaires, et à ceux du dehors assez en confiance avec ces initiés pour qu'ils leur parlent librement. Je dirai, en passant, par l'expérience que j'ai faite de vingt ans durant et plus en l'une et l'autre manière, que cette connaissance est une des meilleures clés de toutes les autres et qu'elle manque toujours aux histoires, souvent aux mémoires, dont les plus intéressants et les plus instructifs le seraient bien davantage s'ils avaient moins négligé cette partie, que celui qui n'en connaît pas le prix regarde comme une bagatelle indigne d'entrer dans un récit. Toutefois suis-je bien assuré qu'il n'est point de ministre d'Etat, de favori, de ce peu de gens de tous étages qui se trouvent initiés dans l'intérieur des souverains par le service nécessaire de leurs emplois ou de leurs charges, qui ne soit en tout de mon sentiment là-dessus. » Et Paul de Saint-Victor ajoutait : « Au XVII[e] siècle, les monarchies se font hommes ; les peuples perdent leur caractère multiple et leur existence collective : incarnés dans le roi, une individualité les résume. Ils prospèrent ou ils dépérissent, non seulement du génie ou de l'incapacité du prince, mais encore de sa santé forte ou débile, de son régime vicieux ou salubre. On comprend, dès lors, l'importance qu'acquiert la vie privée d'un homme dont le cerveau est la loi, dont les nerfs sont les mobiles

d'une nation. Tout en lui devient historique : son tempérament, ses habitudes, ses infirmités, son entourage, ses maîtresses, le genre de vie sérieux ou frivole, dissipé ou solitaire, que lui impose le cérémonial. S'il est supérieur, il tient toujours par quelque côté à ces influences assidues ; s'il est médiocre, elles l'accaparent et le dominent tout entier : la politique devient alors une question de chambre à coucher. »

S'il en est ainsi, si la fatalité monarchique veut que le sort d'un peuple soit lié au sort d'un homme, — si c'est tout un pays que l'on enterre par morceaux dans le Panthéon de l'Escurial, — l'Espagne fera bien de forcer sa pensée tremblante à descendre par le petit escalier du maître-autel et de la fixer un instant sur cette chose et ce mot effrayant de symbolisme : — *El Pudridero*, le Pourrissoir ! (*4 décembre 1885.*)

§ II
DON FERNANDO

La mort du roi de Portugal n'a pas préoccupé l'imagination des monarchistes et la curiosité des reporters autant que la mort du roi d'Espagne. Il s'en faut de beaucoup que la même conduite ait été faite aux deux voisins de trônes par les publicistes spéciaux qui ont l'entreprise des pompes funèbres de première classe, des nécrologies écussonnées. Est-ce nécessité de varier le menu des gazettes ? Etait-il impossible de faire franchir une seconde fois les Pyrénées à l'intérêt du lecteur boulevardier ? Ou le roi Ferdinand était-il si mince personnage que sa disparition ne dût comporter que l'entrefilet de moyenne grandeur employé pour morts de toutes catégories ?

C'est vraisemblablement cette dernière raison qui doit être adoptée. Les harnachements et les panaches de corbillard sont employés à bon escient dans les cortèges d'obsèques et dans les phrases d'oraisons funèbres. Les larmes blanches sur fond noir sont comptées soigneusement par les poseurs de tentures et par les journalistes en deuil. Pour Alphonse XII, il y eut effort ; pour don Fernando, on a laissé aller les choses.

La vérité, c'est que ce défunt roi de Portugal ne fut pas un souverain pour de bon. Il ne régna pas, il fit semblant de régner. Sa personne, tenue à l'écart, n'était que le centre d'un décor sans importance qui ne trompait personne. Aussi n'a-t-on pas organisé la grande mise en scène. Quelques formules, quelques phrases de condoléance, et c'est tout. Il est inutile de faire davantage quand, avec l'homme, s'est écroulée l'illusion monarchique entretenue pendant son existence. Auguste-François-Antoine, duc de Saxe-Cobourg, — car ce roi de Portugal n'était même pas Portugais, — aura bien représenté dans l'histoire d'un pays le soliveau tombé on ne sait d'où, envoyé par on ne sait qui pour gouverner n'importe quoi. A vrai dire, et pour parler très exactement, il ne fut pas le roi, — il fut l'époux de la reine. On autorisa le mari de dona Maria II à faire peindre la couronne sur ses voitures, à la faire graver en tête de ses feuilles de papier à lettres, mais cela ne tirait pas à conséquence. Titre honorifique, brevet de complaisance, et rien de plus. La reine morte, il fallut une décision des Chambres pour conférer la régence au veuf, qui vivait tranquillement dans la ruche. Mauvaise affaire quand le droit divin se complique de parlementarisme. Don Fernando l'éprouva. La période de minorité terminée, on fit signe à

l'intérimaire : celui-ci ne se le fit pas dire deux fois, se hâta de quitter la place.

C'est alors qu'une placide conception de la monarchie apparaît. Le roi qui n'est pas roi s'en retourne dans le domaine qui fait partie de sa liste civile. Il rentre au château de la Penha, le fait restaurer, se distrait aux lignes de l'architecture mauresque, fait les cent pas dans les allées bordées de camélias, de citronniers et d'eucalyptus. Quand il a fini, il va se coucher. Le lendemain, il recommence. Il a de bons jours où il reçoit des visites. Il voit des reporters qui se sont égarés en cherchant la vraie résidence royale, il leur donne avec bonhomie des renseignements sur lui-même, leur fait visiter ses collections, admirer les meubles, les étoffes, les tapis, les tableaux, les faïences, les bronzes, les bibelots dont il aime à s'entourer. — Et puis, un beau soir, ne sachant plus que faire, voyant l'ennui venir, voulant se donner une compagne, il épouse une danseuse, qu'il pourvoit d'un brevet de comtesse.

Ce roi rentier et collectionneur en Portugal, et cet autre musicien et pourvu d'un conseil judiciaire en Bavière, — ce sont des figures d'épilogue, des personnages bonasses ou mystérieux, forcés par le Destin de venir au dernier acte de la pièce, un peu avant que le rideau tombe, et chargés de dire les mots de la fin de la monarchie. (*20 décembre 1885.*)

§ III
DON LUIS

Le roi Louis de Portugal, qui vient de mourir, a été montré comme s'adonnant à la littérature, usant les loisirs du trône à des adaptations dramatiques, à des traductions de poésies. Les noms des écrivains protégés ainsi par le monarque

sont des plus illustres, et s'il y a eu manie dans ces préoccupations, cette manie a été véritablement intelligente, ne s'attardant pas aux mauvais choix, allant à des œuvres significatives. C'est tout ce qu'il fallait constater dans l'ignorance où l'on se trouve de la qualité des travaux qui ont été le remède au désœuvrement royal. La seule observation intéressante porte, en effet, sur une tendance d'esprit, sur la nécessité où s'est trouvée une tête couronnée de penser à autre chose qu'aux devoirs monarchi ques et à l'expédition des affaires.

Il y a eu là une vocation plus forte que la vocation de hasard imposée par l'hérédité. Prendre une attitude sous le dais de velours à franges d'or, tenir le sceptre immuablement dans sa dextre, c'était peut-être récréatif tout au début du règne, mais l'agrément de cette apothéose et des responsabilités qu'elle entraîne n'a pas tardé à disparaître, et un cabinet de gendelettre a été vite annexé à la salle du trône. S'il n'y a eu qu'adaptations et traductions, la profession distrayante n'a été exercée qu'avec timidité. Mais il est bien permis de croire que la Majesté en partie libérée a voulu un peu s'exercer pour son propre compte et qu'elle a ajouté, à ses exercices de style, de la prose et des vers de son cru. C'est ce qu'il y aurait intérêt à connaître. On essayerait de deviner, à la lecture de ces essais qui équivaudraient à des confidences royales, la vraie nature et la sensibilité particulière de ce littérateur en exil au pouvoir. Alors on saurait peut-être si l'on est en présence d'une prétention ou d'une délicatesse, d'une vanité ou d'une souffrance.

Si ce défunt roi de Portugal avait pris d'excessives précautions, il aurait pu tout au moins se renseigner lui-même

sur la réelle façon de vivre de ses confrères sans liste civile et sur l'accueil que reçoivent d'habitude leurs productions. S'il avait pu échapper aux curiosités du public, aux investigations du reportage, s'il avait pu, gardant un strict incognito, présenter lui-même ses livres à des éditeurs, faire des tentatives pour écrire dans les journaux, il aurait appris sur la vie humaine en général, et sur la vie littéraire en particulier, de singulières choses auxquelles il n'a jamais dû penser, même en traduisant Shakespeare. Il aurait connu les pérégrinations des poètes, les mœurs de la librairie, la difficulté de paraître, l'indifférence de la critique. Il n'a pas osé, ou il n'a pas pu faire une telle expérience. Il est parti, laissant probablement après lui des manuscrits, des herbiers où tombent en poussière quelques petites fleurs de sentiments, quelques maximes usées comme des feuilles sèches.

Malgré la distinction d'esprit que les panégyristes veulent prouver en énumérant les occupations du prince disparu, la cause monarchique n'en perd pas moins de son prestige quand l'un de ses représentants fait ainsi mine de déserter son poste pour prendre quelque distraction à côté. Les royalistes intransigeants ne voient jamais d'un bon œil ces compromis où ils découvrent la faiblesse d'une volonté, la lassitude d'un rôle. Le roi, pour eux, est toujours l'être symbolique qui s'appuie sur l'épée et sur la main de justice, ils trouvent déplaisant de lui voir courir le guilledou des poètes. Conduire les hommes est une action incompatible, pour ces fervents, avec des amusettes qui ne sont que des mots et des chansons. A chaque sonnet réussi le monarque abdique davantage. Le droit divin, même ayant subi une diminution par l'adjonction du droit constitution-

nel, est incompatible avec des stations sans fin dans une bibliothèque. Pour conclure, le roi Don Luis de Portugal, comme beaucoup d'autres, en se laissant aller à cette déchéance de gratte-papier, s'est assis, sans y être forcé, à la table de l'auberge de Venise où Candide trouve assemblés les rois déchus. (*22 octobre 1889.*)

§ IV
VOICI LE SABRE...

Le roi Milan de Serbie a fait porter au mont-de-piété de Vienne le sabre à la poignée enrichie de diamants qui avait été donné au fondateur de la dynastie des Obrenovitch par un empereur de Russie. Pressé de temps et d'argent, il n'a pas eu la patience de faire sauter les pierres précieuses qui avaient seules une valeur pour l'employé au bureau des engagements. Il a tout envoyé, le fer héroïque avec les violettes améthystes, les jaunes topazes, les vertes émeraudes. Que lui importe ce bric-à-brac de musée des souverains ! Il n'a que faire de suspendre à son côté ce sabre plus long que ses jambes, d'accrocher en trophée cet inutile accessoire. Les finances sont en triste état, les budgets se déséquilibrent, les contribuables n'arrivent pas à solder les factures des fêtes royales. Au clou, le sabre de mon père !

S'il survient une aubaine, on le dégagera. Sinon, on tâchera de faire face à la dépense à l'époque du renouvellement. Et s'il n'y a pas d'argent au jour de l'échéance annuelle, on fera trafic de la reconnaissance, ou bien le sabre sera vendu à l'encan, avec les vieux couverts en argent des familles en déchéance, et le linge des pauvres.

Le roi d'opérette qui vient de remettre en honneur le

poème et la musique de la *Grande Duchesse* mène gaiement, pour son compte, la faillite d'une royauté. Ce n'est pas la première déconfiture enregistrée en ce siècle. Il y en a eu de grotesques, il y en a eu de lamentables, mais on n'en avait jamais vu de plus cocasse, mieux faite pour inspirer l'irrespect aux royalistes les plus têtus.

De pauvres diables de rois, dépossédés par leurs grands carnassiers de voisins, ou tombés du trône tout seuls, parce que l'échafaudage s'en allait par morceaux et que les épaules des derniers fidèles se meurtrissaient à le soutenir, pauvres hères sans occupations possibles, sans ressource aucune, ont parfois inspiré un sourire et une pitié à ceux qui les ont vus passer. L'exil a pu être dur à quelques-uns de ces princes effarés, à certaines de ces princesses touchantes qui ne comprenaient rien à ce qui leur arrivait. On aurait admis un caravansérail d'invalides, une table d'hôte suffisamment nourrissante, une maison de retraite complaisamment ouverte, pour ces épaves des royautés liquidées. Mais quelle sympathie peut bien éveiller chez les croyants royalistes le besogneux roi de Serbie ? quelle commisération peut-il exciter chez les hommes de tous les partis sensibles à toutes les déchéances humaines ?

Ses infortunes ne sont pas dramatiques, même pour les plus larmoyants spectateurs. Le vaudeville est installé dans la principauté danubienne, et Milan, malgré son nom d'oiseau de proie, n'est qu'un volatile faiseur de tours, une sorte de pie exercée qui s'en va cherchant par les salles et les corridors du palais de Belgrade, découvrant ce qui brille, l'argenterie et les joyaux. Mettre au mont-de-piété le sabre du valeureux Milosch pour continuer la fête révélée à l'Europe par les lamentations de la reine Nathalie, c'est

juste aussi intéressant, que dis-je ? c'est bien moins intéressant que la démarche du jeune homme qui s'en va engager sa montre pour aller au bal le soir et pour offrir à souper à sa maîtresse, ou à celle d'un autre. Si les juges serbes jugeaient bien, s'ils voulaient ou s'ils osaient scruter la preuve morale qui vient de leur être fournie, ils n'hésiteraient pas à prononcer le divorce en faveur de la déplorable princesse outragée, contre le roi cynique qui donne à marchander le glaive défenseur de la couronne, qui bazarde contre le papier d'une reconnaissance la pièce d'honneur de la panoplie des ancêtres.

Ceux qui ont assisté à l'une des représentations des *Rois en exil* entendent encore les exclamations et les rires du public des clubs et du boulevard protestant contre la mise en carton à chapeau de la couronne d'Illyrie. Ils se souviennent aussi que la gouaillerie se changeait en indignation lorsqu'il était découvert que Christian avait descellé les diamants, les avait remplacés par des cailloux de strass. Qu'on dise encore que les poètes ne sont pas des voyants. Avec la pièce de Daudet sifflée au Vaudeville, on était pourtant encore en deçà de la vérité d'aujourd'hui. Qui aurait pu prévoir le roi régnant qui s'en va frapper au guichet du prêteur et qui exhibe aux yeux stupéfaits de l'employé le sabre recourbé de la dynastie des Obrenovitch ! (*16 septembre 1888.*)

§ V
MILAN DE SERBIE

Le prince Rodolphe d'Autriche se suicide, le roi Milan de Serbie abdique. Suivant la tournure d'esprit, la surexcitation nerveuse, le plus ou moins de distraction réalisée, l'un

sort de la vie, l'autre quitte son poste. Chez ces deux-là, du moins, le goût de l'autorité était en baisse, l'exercice du pouvoir avait perdu son attrait si puissant sur certaines âmes de commandement. Les habitudes s'affaiblissent, la manie de régner qui est inculquée aux jeunes princes aussitôt que leurs yeux s'ouvrent, que leur cervelle fonctionne, cette manie perd de sa force à l'usure des événements, au contact des hommes, au frottement des difficultés.

Celui qui s'est tué était, dit-on, un délicat et un passionné, peut-être un halluciné qui n'avait pu mettre d'accord son rêve avec la réalité. Celui qui a déclaré qu'il avait assez présidé de conseils de ministres, signé de proclamations, communiqué avec les ambassadeurs, apparaît évidemment sceptique, pratique, un moderne jouisseur peu soucieux de responsabilités, désireux de rentrer dans le rang, de mener l'existence désœuvrée de prince démissionnaire.

Ce que l'on sait des actes et du caractère de ce roi qui vient de prendre sa retraite empêche de le considérer comme un philosophe désillusionné, las des tracas de gouvernement et des efforts inutiles. Il ne s'en va pas parce qu'il n'a pu réussir à faire le bonheur d'un peuple, parce qu'il lui a été impossible de jouer un rôle à la taille de son ambition. Il ne descend pas de l'estrade où il figurait sceptre en main, couronne sur la tête, il ne descend pas mélancoliquement ces quelques marches pour devenir le solitaire dégoûté de l'action, amoureux de silence, déterminé à vivre la seule vie de l'esprit, sans croyance, sans vanité, sans regret.

Il n'est pas parti parce qu'il a été visité un jour d'une inspiration humaine supérieure, il est parti par faiblesse

monarchique, par ennui des difficultés, par renoncement de vaincu d'avance. Le prince qui veut résister, qui garde opiniâtrément sa foi au dogme de la royauté, se fera de plus en plus rare. Le comte de Chambord lui-même, supérieur aux prétendants remorqués par le boulangisme, n'a été qu'un abstentionniste très prudent, jaloux de son repos, attentif à la prolongation et à la tranquillité de son exil. Pourquoi donc celui-ci, qui a connu le plaisir tel qu'il est pratiqué à Paris et à Vienne, qui aime mieux courir les fêtes des capitales de l'Europe plutôt que de séjourner dans sa monotone ville de Serbie, serait-il héroïque et opiniâtre ? Il est assez loyal pour affirmer qu'il joue mal le rôle de monarque, qu'il sera seulement à sa place dans les théâtres, les cafés et les restaurants de nuit. Il met d'accord ses goûts et sa manière de vivre. Tant pis s'il est traité de déserteur par les souverains irrités du mauvais exemple, et peut-être envieux d'une telle affirmation d'indifférence.

Ce n'est pas sa faute, après tout, s'il a, sur le trône, les instincts des rois en exil peu désireux de revendications. Il n'a pas en son âme une parcelle de l'âme fière et fidèle d'une reine Frédérique. Le personnage qu'il veut jouer, même avant qu'on l'y force, c'est ce Christian d'Illyrie en lequel Daudet a si bien marqué le désir de jouissance au jour le jour, l'oubli d'une tradition, la fin d'une race.

Qu'il s'en aille donc, ce roi Milan, qu'il obéisse à la vraie nature qui est en lui, qu'il ne reste pas un cabotin de royauté, puisque ses vraies aspirations sont d'un soupeur et d'un boulevardier. Si l'histoire que l'on raconte est vraie, si c'est une femme de la société viennoise qui a fait sortir de Belgrade le mari divorcé de la reine

Nathalie, cette démission est encore légitime, et ceux qui parlent gravement, à propos d'une telle aventure, des intérêts méconnus de l'Autriche, de la Russie ou de l'Allemagne, doivent bien faire rire le couple énamouré qui s'est désintéressé de l'équilibre européen ! (*13 mars 1889.*)

§ VI
LA BOUCHERIE DE BELGRADE

On ne saura probablement jamais comment se sont accomplis les meurtres au palais de Belgrade. Si aucun de ceux qui ont commis ces actes féroces ne se laisse aller à quelque aveu, les racontars devront être accueillis pêle-mêle, sans aucun choix possible. Il est peu probable, également, que le lieutenant-colonel Mischitch, désigné comme le chef du complot, et ses acolytes Norvacovitch, Maschin, Akana, etc., rédigent des mémoires assez explicites pour fixer la vérité. Des hommes d'action de ce genre ne peuvent connaître la passion et le désintéressement de l'historien. En supposant l'un d'eux capable de prendre la plume après s'être servi du revolver, on peut supposer qu'il ferait comme beaucoup d'autres, qu'il se donnerait un rôle de héros et de justicier plutôt qu'un rôle de tueur, et nous n'en saurions pas davantage. Nous serons donc toujours en présence des versions qui ont été abondamment répandues par la presse, en y comprenant la version « officielle » qui représente le roi Alexandre comme voulant obliger sa femme Draga à le quitter, discussion qui dégénéra en une lutte à main armée entre les partisans de la reine et les partisans du roi, avec la conclusion que l'on sait !

C'est ce conte qui aurait été envoyé aux légations étran-

gères pour être transmis aux gouvernements. Et personne n'a bronché ! Il y a pourtant, en Europe, des gouvernements monarchiques dont les chefs doivent être un peu effarés d'une telle manière de changer l'ordre de succession au trône. Ce n'est pas, je le sais, la première fois que pareille aventure arrive, qu'une révolution de palais dépossède par la violence le souverain pourvu du droit divin, propriétaire du royaume et maître du peuple. Mais jamais la tragédie n'a été plus rapide, plus féroce et plus complète. Comment donc l'Europe monarchique reste-t-elle impassible et muette devant un tel forfait ? Comment, à la seule annonce télégraphique de l'événement, les représentants des royaumes et des empires n'ont-ils pas été appelés, et comment un tribunal international ne s'est-il pas formé pour faire l'enquête nécessaire et établir les responsabilités ?

Il n'en a rien été, et il n'en sera rien. Le roi est mort, vive le roi ! Alexandre Obrenovitch est décédé, on ne veut pas savoir comment. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il n'est plus sur le trône, qu'il est au cimetière, bien et dûment cloué dans sa bière. Il n'y a donc plus à s'occuper de lui. Au contraire, son successeur, George Karageorgevitch, est vivant et bien vivant, il a été proclamé roi par la Skouptchina. Il n'en faut pas davantage. Les puissances le saluent comme elles avaient salué son prédécesseur, les chargés d'affaires étrangers restent fermes à leur poste. Personne n'est curieux de savoir comment s'est passée la scène d'égorgement, si le roi a tué la reine et s'est suicidé ensuite, s'ils ont lutté au contraire à coups de revolvers contre les officiers et les soldats insurgés, s'ils ont été mis en lambeaux et jetés par les fenêtres, s'ils ont été tués dans un placard, une chambre

secrète, une salle de bain ou dans la cour. On ne veut pas savoir non plus qui a fait le coup : on sait que ce sont des gens revêtus d'uniformes et bien armés, et voilà tout.

L'opinion générale est que le roi Alexandre Obrenovitch était un énervé, que la reine Draga était une femme de mauvaise vie, surtout parce que, veuve d'un ingénieur, elle avait épousé un souverain et se permettait, comme beaucoup de vraies reines et impératrices, de jouer son rôle avec ostentation et sottise. Cela est peut-être vrai, mais ce n'est pas cela que j'examine. Si tous les imbéciles et toutes les parvenues qui ont été hissés au sommet par les circonstances étaient mis à mort, il y aurait un massacre effrayant par le monde. Ce qu'il s'agit de savoir, c'est si l'homme armé d'un revolver peut jouer le rôle de juge sans s'exposer à être jugé à son tour. Un tel principe admis nous mènera loin, et nous aurons beau jeu à parler civilisation, progrès, à comparer notre temps policé au temps barbare.

En réalité, le règne de la violence continue, malgré les raisonnements, les conseils, les magnifiques écrits, légués aux siècles par l'élite pensante de l'humanité de tous les temps, malgré les efforts des écrivains d'aujourd'hui, des hommes de bien qui se réunissent en congrès, forment des ligues, s'applaudissent des résultats de leur propagande. Ils ont raison tout de même, car il y a un résultat, c'est l'étonnement de plus en plus grandissant devant les drames ignobles de ce genre. Un autre résultat, c'est peut-être cette inertie des cours européennes, effrayées à la pensée des violences nouvelles qu'elles pourraient susciter en intervenant pour faire la vérité et désigner les coupables. Qui sait quels troubles, quelle guerre, suivraient une

intervention, combien de nouveaux cadavres pourraient s'amonceler encore ?

De quelque façon qu'on examine cette situation étrange, un aveu d'impuissance est ainsi fait par les potentats qui se proclament sans cesse les responsables de la paix du monde. Ils sont obligés d'assister, impuissants, à une scène de carnage telle que le massacre du palais de Belgrade. Que dis-je ? il leur faut accepter et consacrer l'assassinat politique froidement prémédité et sauvagement exécuté, sous peine de déchaîner de plus grands malheurs. Ils auront beau jeu maintenant à flétrir et à vouloir réprimer les attentats nihilistes et anarchistes, à réclamer des extraditions, à envoyer les coupables à la pendaison, à la guillotine, au garrot, à la fusillade. On n'a jamais fait pis nulle part. L'égorgement de Belgrade est à l'égal des modèles du genre : la dynamite aussi y a son rôle, fait sauter les portes du palais.

Cela n'empêche pas et n'empêchera pas les écrivains royalistes de nous vanter les bienfaits et la stabilité du système monarchique. Il est joli, le système ! Je ne crois pas que la République soit une faiseuse de miracles, puisse transformer les hommes du jour au lendemain, les rendre vertueux, avoir raison des intérêts, supprimer les vilenies. Mais la monarchie, qui oublie avec tant de sans-gêne son histoire débordante de crimes et d'exactions, prétend assurer la sécurité publique, l'ordre dans la rue, la paix des consciences ; elle prétend créer un homme idéal, soumis à la règle, résigné à l'injustice sociale ; elle affirme représenter l'harmonie et la perfection en face de nous qui savons la tristesse de la condition humaine et essayons d'y remédier.

La scène de boucherie qui vient de se passer à Belgrade est un document nouveau à l'appui de cette prétention, et le silence de l'Europe monarchique en est un autre. (*19 juin 1907.*)

§ VII
PRINCE WALDEMAR

Le « cas de M. Waldemar », prince de Danemark, pour n'avoir pas un Edgar Poë comme subtil analyste, n'en constitue pas moins le sujet d'une histoire suffisamment extraordinaire. Etre appelé à régner par une décision d'assemblée délibérante, savoir que des délégués vont entrer tout à l'heure, portant des parchemins munis de sceaux, et se trouver réduit à l'expectative, n'avoir que le choix embarrassant de la phrase enveloppée et diplomatique qui refusera sans refuser, qui rembarrera les espoirs sans fermer toute issue aux espérances, rien de plus pénible pour un prince qui croyait en avoir fini avec les années d'apprentissage.

C'est son état de régner, à ce personnage. Depuis le moment où il a su prononcer deux paroles, lire l'alphabet, assembler des jambages, on lui a persuadé qu'il n'était pas fait comme les autres hommes, qu'il était né pour le trône, qu'il était destiné à passer sa vie sur une estrade, les pieds sur un coussin, la tête coiffée d'une couronne, tenant un globe d'une main et un sceptre de l'autre. Quand il a eu à peu près l'âge d'homme, on lui a expliqué que l'Europe était encombrée d'empereurs, de rois, de princes de tous genres ; qu'il faudrait attendre un peu pour trouver une place, mais que les choses finiraient par s'arranger, les déplacements étant continuels.

D'abord les événements ont donné raison à ces profes-

seurs de maintien monarchique. Le prince Waldemar a vu son frère proclamé roi de Grèce, une de ses sœurs couronnée impératrice de Russie, sa sœur cadette épouser le prince de Galles, et lui-même, enfin, est devenu un jour le gendre du duc de Chartres. Le programme semblait devoir s'exécuter tout seul : l'expulsion des Orléans avait à peine eu le temps de faire naître une préoccupation quand les délégués de la Sobranié ont télégraphié à Cannes pour offrir de changer le titre honorifique de prince de Danemark en titre effectif de prince de Bulgarie. M. Stambouloff et les autres signataires de la dépêche affirment que Waldemar est seul capable de « faire le bonheur et d'assurer la prospérité de la nation ». On s'attend là-dessus à voir le nouveau souverain accepter avec empressement et partir en toute hâte pour Tirnova. Point. Il ne bouge pas, il hésite, il est tout près de refuser. Les acclamations populaires ne l'excitent pas, le vote de la Chambre élue ne lui dit rien qui vaille. Il voit d'énormes mains prêtes à retirer brusquement en arrière le fauteuil sur lequel on l'invite à s'asseoir, la culbute possible ne lui semble pas un dénouement réjouissant. Avant de répondre, il consulte donc son père, il prend l'avis du tsar russe, il fait pressentir l'empereur allemand. Aucun encouragement ne lui vient. Il acquiert même la certitude qu'Alexandre III ne consentira pas volontiers à reconnaître la validité des élections bulgares, que le choix fait par la régence sera par lui considéré comme nul, quand même ce choix tomberait sur un beau-frère.

Il n'y a qu'à se le tenir pour dit et à s'abstenir. La retraite sera couverte par le chambellan qui déclare aux reporters que l'attitude du prince est celle de la réserve la plus abso-

lue, par les journaux officieux de Copenhague qui se mettent tout à coup à parler du trône de Bulgarie avec le dédain le plus amusant, laissant entendre qu'on ne peut consentir à jouer le rôle de vassal du tsar et du sultan... qu'on ne va pas aller s'enterrer dans ce petit pays... qu'on peut prétendre à mieux que cela !...

La vérité, c'est que le métier de souverain devient de plus en plus difficile à exercer. Les inconvénients sont en passe d'égaler les bénéfices, les intéressés ne trouvent plus leur compte aux inventaires. Les rouages des grandes machines fonctionnent encore, mais les petits commerces qu'on essaie d'installer aux carrefours des routes et aux intersections des fleuves n'ont pas de réussites brillantes. Les certitudes disparaissent, les risques s'accroissent. Si une comparaison est permise, la situation des États minuscules et des principautés infinitésimales vis-à-vis des énormes empires qui couvrent l'Europe de leur ombre, ressemble beaucoup à celles des petites boutiques qui s'obstinent à vivre dans les rues avoisinantes des grands magasins. La concurrence vitale s'exerce, les gros budgets et les armées formidables accélèrent la centralisation monarchique, l'accaparement des petites royautés. On peut prévoir comment cela finira, se demander si les souverains dépossédés n'auront pas à rire avant un siècle, mais en attendant, la vie est dure aux princes qui veulent débuter, qui cherchent une scène, fût-elle de quatrième ordre, et ne trouvent d'engagement nulle part.

Précisément le cas de M. Waldemar est un des plus frappants qu'on ait encore observés. Il ne demande pas mieux que de passer de Danemark en Bulgarie, il est prêt à endosser n'importe quel « costume national », à pronon-

cer des discours dans n'importe quel langage, à s'éprendre de n'importe quel coin de terre susceptible de produire une liste civile. Mais la malchance s'en mêle. Il y a des empêcheurs de régner en rond, et ce sont des confrères couronnés, des aînés dans la carrière, qui s'ingénient à rendre les commencements durs au pauvre monde ! Ils ne s'aperçoivent donc pas qu'il n'est guère de jeu plus imprudent, que les petits peuples des Balkans et d'ailleurs vont se lasser de quémander des chefs de hasard par toute l'Europe, et qu'ils se satisferont tout à l'heure du soliveau du bon La Fontaine. (*14 novembre 1886.*)

§ VIII
PAPE SOCIALISTE

Les catholiques français qui se promènent en pèlerins et vont voir le pape en Italie, le comte de Paris en Angleterre, le tombeau du Christ en Judée, ont été reçus en audience par Léon XIII. Ils ont sans doute le droit de se dire ouvriers manuels : ils ont été en apprentissage, ils manient encore de temps à autre les outils du charron, du menuisier, du charpentier, mais ils sont surtout, il faut le reconnaître, des ouvriers manuels en promenade. Ils ont quelques vacances d'ateliers, ils en profitent pour des voyages circulaires qui leur permettent le tour de la chrétienté à prix réduits, avec indemnités probables pour les femmes et les enfants laissés au logis. Du reste, ces questions de comptabilité sont ici indifférentes, l'intérêt est dans les paroles prononcées par le pape Léon XIII, le fin pape italien qui a un peu du profil de Voltaire, qui sait mesurer ses paroles et nuancer son enseignement.

Il a été, comme d'habitude, pontife infaillible et ecclé-

siastique adroit. On a lu le discours qu'il a prononcé dans la salle des Béatifications, entouré de douze cardinaux, devant les deux mille cinq cents pèlerins conduits par le cardinal Langénieux. Celui-ci, en présentant sa troupe, a formulé cette simple requête : « Tous les patrons et ouvriers catholiques demandent au pape de vouloir bien résoudre les difficultés de la situation sociale actuelle. » Quelle a été l'idée principale du discours de Léon XIII, ainsi mis en demeure de désigner l'infaillible remède ? La foi et la charité ont été les deux principales vertus théologales invoquées, avec cette remarque que la solution chrétienne avait eu à subir d'irrémédiables atteintes par le fait des funestes doctrines socialistes. Mais rien n'est perdu si les riches consentent à aimer moins la richesse et le plaisir qu'elle procure, si le patron considère l'ouvrier comme un frère, renonce aux profits obtenus trop vite et malhonnêtement. De son côté, l'ouvrier, quoi qu'il arrive, doit bien se garder de rêver une modification de la propriété, il doit se soumettre avec résignation, rester fidèle à l'Eglise et au pape. On sent bien que c'est surtout à cette attitude de l'ouvrier que tient le prévoyant discoureur et qu'il reste sceptique en ce qui concerne les riches et les patrons.

Mais les paroles curieuses sont celles qui ont été prononcées par le pontife lorsqu'il lui a fallu énoncer devant ceux qui l'écoutaient sa théorie du travail. Il s'en est acquitté avec une dextérité sans pareille : « La religion ennoblit le travail. Le paganisme prétendait résoudre la question sociale en dépouillant, au moyen de l'esclavage, le faible de ses droits. Le christianisme annonça au monde que tous les hommes sont égaux devant Dieu. Il enseigne que le

travail est la condition naturelle de l'homme. Accepter le travail est un honneur ; s'y soustraire est une lâcheté et une trahison. » C'est ainsi que tout le monde est mis d'accord et que la conception du travail inscrite aux livres saints est sauvegardée. Par cet ennoblissement proclamé : « La religion ennoblit le travail... » le pape laisse à ce travail sa tache originelle, sa basse extraction. Il sait par cœur les paroles de l'Evangile qui font l'apologie des lis qui ne filent pas, qui ne travaillent pas, et qui sont si orgueilleux et si superbes. Il connaît aussi, dans la Bible, les versets de la Genèse où le travail est maudit. Les voici, traduction Ledrain :

« Parce que tu as écouté la voix de la femme, dit-il à l'homme, et que tu as goûté de l'arbre à l'égard duquel je t'avais donné cet ordre : « Tu n'en mangeras pas », que le sol soit maudit pour toi ! Dans la peine, tu t'en nourriras tous les jours de ta vie.

« Il fera pousser pour toi l'épine et la ronce, et tu dévoreras l'herbe des champs. A la sueur de ta narine, tu mangeras le pain jusqu'à ce que tu sois retourné à la terre d'où tu as été tiré, car tu es poussière et à la poussière tu seras rendu. »

Malgré les habiles tournures de phrases, les précautions de langage employées pour admettre le travail asservi, la doctrine catholique n'a pas changé. La sincère préférence apparaît à travers les paroles prononcées, c'est toujours la résignation complète qui est demandée aux uns, la concession de la charité qui est demandée aux autres. L'aumône est le remède recommandé, il n'y en a pas d'autre. Ces profonds docteurs d'Eglise n'ont pas été sans s'apercevoir pourtant que l'aumône n'avait jamais détruit la misère,

mais l'avait conservée et aggravée. Ce n'est pas un remède, c'est un germe de paupérisme, et jamais ce germe n'a mieux fructifié que dans les pays catholiques, où la charité s'est trouvée d'accord avec le dogme. L'ombre des cathédrales a été la grande production de mendicité depuis le Moyen âge. Dans les villages proches des couvents grouille la population des loqueteux, des humbles marmoteurs de prières, des lamentables incapables d'un effort, qui attendent le sou de leur subsistance de la bonne volonté du passant. Certes, donnez-leur ce sou, videz vos poches, distribuez un peu de joie à ces misérables, — mais ne croyez pas avoir résolu la question sociale. (*24 octobre 1889.*)

§ IX

KARAMOKO, FILS DE SAMORY

Le prince soudanais Karamoko est promené de cirque en hippodrome et de concert en théâtre. On fait défiler devant lui les chevaux savants et les biches apprivoisées, les amazones en robes bleues et les chasseurs en habits rouges. Pour distraire le petit roi noir, les sonneurs de cor s'époumonnent sur les pistes sablées, les prestidigitateurs escamotent des femmes assises sur des fauteuils, les cantatrices vocalisent devant le trou du souffleur, les danseuses fléchissent sur leurs pointes avec des airs d'extase. L'Africain est guidé comme un touriste à travers les places et les avenues. On lui montre les Champs-Elysées, le Trocadéro, la Seine, le Boulevard.

De fait, on ne peut guère lui montrer que cela, on perdrait ses paroles et le temps de l'interprète à vouloir lui expliquer les forces intellectuelles et la physionomie morale de la société française. Quel commentaire lui ferait ad-

mettre, si grande que soit sa volonté d'apprendre, que la civilisation, sur le point de l'univers où il se trouve, n'est pas seulement représentée par un jardin bien tenu, une voiture bien attelée, une table bien servie, un théâtre bien éclairé ? Quels efforts réussiraient à lui faire entrevoir qu'il est des œuvres abstraites, des transformations de la réalité en mots et en phrases, qui ont influé à leur tour sur la vie spirituelle et physique de ce peuple ? Quel ingénieux enseignement lui montrerait le rapport qui existe entre la barrière qui clôt un champ et une parole prononcée un jour à la tribune d'une Assemblée ? Il n'y faut pas songer. Le cerveau du prince n'est pas apte à percevoir l'action qu'a pu exercer un livre de pensées signé Pascal, un discours prononcé par Mirabeau, un roman observé par Balzac, un volume de poésies rêvé par Hugo, une histoire évoquée par Michelet. La puissance des idées, déjà mystérieuse pour ceux qui l'exercent et pour ceux qui la ressentent, ne lui apparaît pas, même obscurément. Il n'est encore frappé que du pouvoir grossier des sorciers, mages, griots et marabouts, il ne sait pas que c'est là le commencement des religions qui aboutiront à des philosophies, à travers les tyrannies et les révoltes. Tous les philosophes, les politiques, les écrivains, ne parviendraient pas à lui dire par des mots, à lui faire comprendre par des exemples, ce que c'est exactement que le passé de la France et quelle nouvelle société est sortie de la Révolution ! La Révolution ! Karamoko en est encore à Attila.

C'est l'intéressant de cette rencontre des troupes françaises du Sénégal avec les bandes armées du Soudan. Deux humanités sont mises en présence, une guerre de cinq ans a lieu, un traité de paix est signé, et l'on s'aperçoit

que les espaces ne sont rien entre ceux qui se tuaient hier et qui vont faire commerce demain, qu'il y a surtout du temps accumulé, qu'il existe là une séparation de quinze siècles, que l'homme d'autrefois continue à vivre auprès de l'homme d'aujourd'hui. Une preuve nouvelle en est apportée par les récits de nos officiers. Il semble, à lire ces pages, qu'une armée régulière du XIXe siècle rencontre une horde attardée des anciennes invasions barbares, conseillée par de fins et cruels diplomates. C'est ainsi qu'apparaît l'empire de l'almamy Samory, un empire grand comme la France, qui va de la Gambie anglaise jusqu'au pays des Achantis, du Ségou jusqu'aux environs de Sierra-Leone, et qui est composé de cent cinquante-sept Etats. C'est le champ de manœuvres de 60.000 soldats armés de fusils et de 5.000 cavaliers. Mais ce n'est pas ici une perpétuelle marche en avant, un goût des aventures nomades comme chez les Barbares, c'est l'agrandissement sur place. Samory a commencé par être caravanier. Il est de cette race des Saracolais, les plus anciens et les plus intelligents habitants de cette partie du Soudan, tour à tour vainqueurs et vaincus dans la perpétuelle bataille des peuplades, finalement essaimés à travers le pays, amoureux des voyages et jaloux de conserver leurs mœurs, fiers vis-à-vis des autres noirs et grands entrepreneurs de commerces d'esclaves. Avant d'être conquérant, Samory a été captif. Revenant un jour d'une conduite de marchandises, il trouve son village dévasté, il apprend que sa mère a été emmenée par les vainqueurs. Contre la liberté de sa mère, il offre au roi Sory ses services de soldat. Quand il revient, précédé d'une réputation d'intelligence et de bravoure, ses congénères l'acclament, le mettent à leur tête, il s'empare de tout le

Ouassoulou, aide Sory à prendre le Sangarah, puis le détrône et le jette en prison. Il se convertit à l'islamisme, lit le Coran, rallie les noirs musulmans, ouvre des mosquées, proscrit les boissons fermentées. Il n'a pas que les instincts subtils de l'homme de gouvernement, il devine les infaillibles procédés stratégiques. Les troupes nombreuses qui pourraient être employées à donner l'assaut, il les fait servir à l'étroit investissement des villages qu'il assiège, il construit des camps retranchés, vient à bout de ses adversaires par la famine. Sans cesse son territoire s'agrandit, englobe les hameaux noirs perdus dans les hautes herbes, jusqu'à ce qu'il se rencontre avec les Français sur une rive du Niger. La campagne dure longtemps, cinq ans. La saison de 1884-85 est désastreuse. Une armée noire commandée par Malinkamory, hiverne à Galé, en face du fort de Kita. La ligne des forts est menacée sur une longueur de 300 kilomètres. Il faut la hardiesse d'un coup de main, une surprise de nuit, une lutte engagée par 300 hommes contre 8,000 pour que la panique gagne Samory dans sa capitale Sanankoro, pour que la paix soit signée, que le Niger soit accepté comme ligne de démarcation.

Samory a quarante-cinq ans. Sa taille dépasse six pieds. Son visage est beau, son regard pénétrant, son maintien marqué de la souple dignité orientale. Ses mains et ses bras sont couverts de tatouages. Son corps est enduit de beurre parfumé. Le bord de ses paupières est recouvert d'un fard argenté. Chez lui, il est vêtu de robes blanches. A la guerre, il porte des robes jaunes qui disparaissent presque sous les sachets de cuir remplis d'amulettes. Il est le maître de cent femmes, le père de quarante enfants. Diaoulé-Karamoko est le troisième. A sa mort, son empire sera partagé entre

ses fils et ses lieutenants. Les peuples soumis se révolteront. Plus l'extension militaire aura gagné de terrain, plus la désagrégation sera rapide. — Tel est l'état actuel, telles sont les prévisions.

On ne peut donc apprendre au jeune homme qui a vécu une telle vie que l'extériorité de notre civilisation, ce qui est décor et mode. L'intimité de notre esprit et de notre caractère lui est fermée. Nous pouvons l'expliquer en partie, il ne peut emporter de nous que des images. Il se souviendra de villes très peuplées, de maisons très hautes. Mais peut-être ne faudrait-il pas croire le stupéfier avec nos manières et nos spectacles. Il a vu des chevaux, des fauves et des danseuses qui lui font peut-être prendre en pitié les jeux, les cages et les grimaces de notre société policée. Il sait maintenant que les noirs ne sont pas seuls à aimer les brillants et les verroteries. Il a vu assez de personnages chamarrés de galons, couverts de plaques, enrubannés de rouge, de violet et de vert. A l'Opéra, au foyer de la danse, il a été entouré par des femmes qui croyaient à une distribution de bracelets, et il a vu convoiter les bagues de son marabout. Son nez épaté, ses narines obliques, ses grosses lèvres, son teint noir nuancé de rouge, ont été fêtés par des sourires qui promettent et par des yeux qui implorent.

Qui sait si Karamoko, fils de Samory, n'a pas hâte de quitter sa chambre du Grand-Hôtel pour sa case ? Et qui peut savoir quelles confidences il fera à son père et souverain, Samory, fils de Lakaufia et de Sakouna-Kamara ? (*22 août 1886.*)

§ X
LE TRONE DE BEHANZIN

Si on en avait cru les informations les mieux autorisées, les troupes françaises envoyées au Dahomey auraient saisi, avec le trône en or de Béhanzin, l'emblème de la richesse et de la puissance du roi africain. Mais il a fallu immédiatement en revenir à des notions d'une réalité moins excitante, reconnaître que le trône en or était un fauteuil en bois doré fourni par une maison de Hambourg. Les conquérants en marche à travers le continent noir, l'Afrique mystérieuse, et qui se croient au but suprême, se trouvent simplement en présence de l'ordinaire civilisation européenne. Ils croient trouver l'âge de pierre, ou l'âge du fer, ou l'âge des métaux précieux, travaillés d'une façon encore barbare, et c'est l'âge de l'ébénisterie moderne qu'ils découvrent. L'industrie du bois fonctionne là-bas, comme au faubourg Saint-Antoine. Le roi, vêtu d'un veston, s'assied sur un fauteuil « de style », commandé sur prospectus et adressé contre remboursement. On ne voit pas trop quelle notion nouvelle pourra être apportée à ces clients au courant des récents modèles, des hausses, des baisses et des derniers prix.

Ces mécomptes seront de plus en plus fréquents. La facilité des communications et des transports exposera de plus en plus les Européens, entrepreneurs d'expéditions lointaines, à rencontrer ce qu'ils croiront apporter avec eux : les surprises inattendues du progrès célébré par les penseurs de la race blanche. L'armement des nations, peuplades, tribus, que l'on peut croire dépourvues de tous les avantages dont s'enorgueillissent les vieux civilisés, pourra particulièrement étonner ceux qui croient inaugurer pour la circonstance des engins nouveaux, d'une précision rare.

Les canons mignons et les bijoux de fusils, dont les boulets et les balles traversent à des distances extraordinaires les corps les plus durs, réduisent les humains en bouillies inappréciables, en poussières fugitives, ces canons et ces fusils sont exposés un jour à subir un déchet devant des mécaniques encore plus rapides, plus légères, capables de plus longues portées.

L'industrie et le commerce ne font pas seuls la loi, l'exportation du meuble et de la quincaillerie peut s'aggraver par le transport d'armes excessivement meurtrières. On croira marcher vers le sauvage classique brandissant des massues, tirant des flèches empoisonnées, et l'on apercevra, si quelque puissance adverse croit y trouver son intérêt, des hordes régulières en possession des inventions de la veille. Peut-être même l'invention encore inédite dans les vieilles capitales de l'autre continent sera-t-elle déjà admise chez les êtres méprisés de la race inférieure, et s'apercevra-t-on immédiatement que l'on a affaire à des jouets de mort un peu compliqués, non encore classés sur le marché européen. Les barbares sont des barbares, et ils ne vont pas, du jour au lendemain, s'assimiler la pensée humaine dans l'état de développement où elle est aujourd'hui parvenue chez nous, après tant de siècles de luttes, d'héritages accumulés, après tant de souffrances consenties par la foule, de réflexions ourdies par les poètes, les philosophes et les hommes d'action. Mais ce qu'il y a dans notre état social de barbarie persistante, mise à la dernière mode scientifique, cela, malgré les formes raffinées, sera immédiatement compris par n'importe quel sauvage auquel on montrera les effets du mécanisme.

Ce fusil, ce canon, il n'est pas capable de les concevoir et

de les fabriquer. Mais qu'un capitaine instructeur, toujours prêt à entrer en scène, lui fasse apercevoir comment cela se manie et quels effets l'on en obtient, et le barbare se reconnaîtra en bon exercice de barbarie, se servira de ces instruments de brutalité comme s'il n'avait fait que cela toute sa vie. Probablement les théoriciens de la guerre, les approbateurs du vieux de Moltke, qui exprimait comme l'on sait son dégoût de la paix, à la façon de Napoléon méprisant les idéologues, ceux-là verront — dans cette propagande si rapide et si vite comprise, dans cette suppression des distances et cette facilité à organiser le carnage — la preuve que les temps sont venus, que l'unité terrestre va devenir un fait accompli. C'est la croyance mystique aux fléaux de peuples, aux bienfaits des carnages, c'est l'évolution brusquée au grand dommage des masses profondes de l'humanité. En supprimant des milliers d'êtres, on perdra le bénéfice de la croissance régulière, des trouvailles lentes si ingénieuses et si fines, cela pour installer partout le fusil perfectionné et le fauteuil en bois doré. C'est de la civilisation à rebours, de la science mal comprise, la suite d'hier plutôt que l'annonce de demain. (*25 novembre 1892.*)

§ XI
LES ROIS AGENTS DES PEUPLES

Aussitot que la mort de François II de Bourbon, ex-roi des Deux-Siciles et de Jérusalem, duc de Parme, de Plaisance et de Castro, grand-duc héréditaire de Toscane, a été annoncée, il a été immédiatement beaucoup question du souper que le Candide et le Martin de Voltaire firent dans une hôtellerie de Venise avec les six étrangers qui se trouvèrent six rois en exil, venus passer

le carnaval à Venise, comme ils le dirent l'un après l'autre en refrain, après le récit de leurs aventures à peu près pareilles.

De fait, la constatation n'a pas perdu son actualité. La lucidité de l'esprit de Voltaire, en même temps qu'elle lui faisait percevoir nettement ce drame de son temps, lui constituait ce don de vision en avance que l'on désigne volontiers du nom de prophétie. De même que nous vivons dans une société autant pressentie dans ses développements qu'observée dans ses premiers mouvements de caractères et d'intérêts par Stendhal et Balzac, de même l'hôtellerie de Venise s'est agrandie, est devenue fatalement une sorte d'institution européenne, régulière, indispensable, répondant au besoin créé par les révolutions et les fins de monarchie.

Il a fallu ajouter des étages, construire des annexes, bâtir des pavillons dans le jardin. Combien de noms ne pourrait-on pas relever sur le registre des inscriptions ? Combien sont venus s'ajouter aux noms du grand sultan Achmet III, de l'empereur de toutes les Russies Yvan, du roi d'Angleterre Charles-Édouard, des deux rois de Pologne, et du roi de Corse Théodore. On se souvient bien que Candide, après ce défilé, ne veut plus rien entendre, néglige quatre nouveaux venus, altesses sérénissimes qui avaient aussi perdu leurs Etats par le sort de la guerre. Il n'a plus en tête que la pensée de retrouver sa chère Cunégonde, en attendant qu'il prenne le parti de cultiver son jardin.

Ces quatre nouveaux venus ne constituaient que le commencement du défilé qui dure encore, et l'ex-roi de Naples, dont on vient d'annoncer la fin, est un de ceux que la mort vient d'isoler du gros de la troupe, pendant la minute d'un

fait divers. Celui-là habitait au cinquième étage de l'hôtellerie, non à Venise, mais à Paris, dans une rue de Passy. Car Paris, ville des révolutions violentes, hostile aux royautés, érigeant la guillotine pour Louis XVI sur la place Louis XV, dans le frivole décor du XVIIIe siècle, Paris est débonnaire aux épaves, leur donne volontiers l'indifférence et l'abri de sa foule mouvante.

Il faut bien dire aussi que ce ne sont pas seulement les forces populaires et les violences des révolutions qui désagrègent et jettent en bas les dernières monarchies.

L'irrésistible montée de la marée humaine augmente sa force conquérante par toutes les forces adverses qu'elle rencontre et qu'elle entraîne. De sorte que nous assistons à ces spectacles, qui peuvent sembler inattendus, et qui sont pourtant dans la logique de l'histoire : des monarchies devenant des agents directs de destruction pour d'autres monarchies. Toute l'histoire de France jusqu'à la Révolution est le champ de bataille où le suzerain de l'Ile-de-France abat les souverainetés concurrentes au profit apparent de la royauté une, en réalité au profit de la nationalité française qui veut se formuler, vivre, jouer son rôle dans le monde. Le jour où la monarchie semble à son apogée, le soleil de Louis XIV au zénith, est en réalité le jour du commencement de sa décrépitude. En moins d'un siècle la France aura supprimé ce vain symbole.

Cherchez, de même, quel a été l'un des plus vifs agents destructeurs d'un royaume tel que le royaume de Naples. Vous trouverez naturellement la poussée populaire, l'instinct de vivre personnifié par le bel aventurier héroïque Garibaldi. Mais qui est avec lui ?

Qui est avec lui devant Gaëte ? Qui bombarde la ville par

terre et par mer ? Qui force le roi François de Bourbon et la reine Marie à capituler sur les ruines de la ville, incendiée par les bombes, empoisonnée par le typhus ? Qui fait ensuite une entrée solennelle dans Naples conquise et délivrée ?

Qui, si ce n'est Victor-Emmanuel II, roi de Sardaigne et de Piémont, qui est, non seulement le cousin à la mode royale, puisque tous les rois sont cousins entre eux, mais le cousin par vrai cousinage familial, Ferdinand II étant le petit-fils de Victor-Emmanuel Ier, dont Victor-Emmanuel II est l'arrière-petit-neveu?

Les historiographes de l'actuelle agonie monarchique feraient bien de réfléchir sur un tel phénomène avant de donner leurs conclusions. Il est probable que Victor-Emmanuel II se sentait un peu mieux l'allié de son cousin de Naples que des chemises rouges de Garibaldi, et pourtant c'est avec les chemises rouges qu'il s'en va courir les routes et faire campagne. C'est que la force dominante était la force italienne, qui voulait absorber tous ces ménages étrangers de rois, de roitelets, de principicules, en attendant d'absorber le pape lui-même, et sans doute le roi, pour remplacer enfin quelque jour l'unité par l'union.

On peut être tranquille sur les destinées de l'humanité. La foule, lentement, irrésistiblement, fait sa vie, et tout travaille pour elle, même les rois mangeurs de peuples. Continuons à chercher notre chère Cunégonde, en attendant de cultiver notre jardin. (*30 décembre 1894.*)

XI. — GUERRE EN MANDCHOURIE

§ I. LA GUERRE ET LA PAIX. — § II. LE CHARNIER. — § III. JOKOKA ET JOKKI. — § IV. THÉATRE DE LA GUERRE. — § V. HORREURS DE LA GUERRE.

§ I
LA GUERRE ET LA PAIX

On entend railler les « pacifistes » parce que, une fois encore, la guerre a éclaté sur un point du globe. « Vous voyez bien, — dit-on, — que ceux-là sont des niais qui entreprennent une propagande pour la paix, qui rêvent de désarmement général, de fraternité universelle, etc. La seule annonce que les Japonais ont sauté sur les Russes suffit à mettre à néant tous les efforts, toutes les opinions, tous les écrits en faveur de la paix. »

Il est trop facile d'avoir raison ainsi. S'il n'y avait plus de guerres depuis longtemps, on n'aurait pas besoin de conseiller la paix à l'humanité, et ce qui se passe en ce moment en Extrême-Orient ne fait, au contraire, que justifier les propagandes antiguerrières. Voudrait-on nous faire croire que ces propagandes sont d'aujourd'hui ? Ce serait vraiment peine perdue. Je ne parle pas seulement des ligues et des tribunaux d'arbitrage, qui ne sont pas d'invention si récente. Mais l'esprit antiguerrier a fait son apparition, on peut bien le supposer, en même temps que

la guerre elle-même. Du jour où un être a souffert de la violence, pour lui-même ou pour un être proche, il s'est élevé en lui une protestation qu'il n'est au pouvoir de personne d'étouffer, et contre laquelle la raillerie ne peut rien. Que cet être ait répondu à la violence par la violence, cela ne prouve pas grand'chose en faveur de la guerre. Cela prouve que la guerre existe, et voilà tout, ce qu'il est bien inutile de vouloir démontrer davantage. Sur ce point-là, je pense que tout le monde est d'accord. Si les Japonais, ou même les Russes, ou les Allemands, ou les Anglais, ou n'importe qui, voulaient entrer en France pour tuer, brûler et piller, les partisans de la paix prendraient les armes pour se défendre, et cela ne ferait pas d'eux, pour cela, des partisans de la guerre.

Qu'est-ce, d'ailleurs, qu'un partisan de la guerre, et en quoi est-il moins ridicule qu'un partisan de la paix ? On écrit des phrases sur la paix, on en écrit aussi sur la guerre, sur sa nécessité, sur sa poésie. Mais ne nous payons pas de phrases. Contentons-nous des faits précis, des faits sanglants, retenons seulement les documents, les récits, les histoires, les mémoires. C'est de cette bibliothèque-là qu'est née la propagande pour la paix. A force de visiter les champs de bataille, d'enterrer les morts, d'écouter hurler les blessés, de compter les victimes du froid et de la faim, une partie de l'humanité s'est prise de dégoût pour cette charognerie, et elle a affirmé que les peuples avaient mieux à faire qu'à s'entr'égorger.

« Mais, — disent les railleurs, — puisque les peuples continuent tout de même à s'entr'égorger ! C'est donc qu'il n'y a rien à faire pour les empêcher d'en venir aux mains, et que tous les prêches sont inutiles. L'animal humain

cherche la bataille, il aime à savoir qui est le plus fort, il veut se mesurer avec ses « rivaux ». Il imite en cela la nature, où les fortes espèces prédominent, où les espèces faibles n'ont qu'une valeur de fumier, etc., etc. »

Nous connaissons tous ces beaux raisonnements. Ils ne concernent que la force physique, ou plutôt ils ne concernent que le nombre. Rien de tout cela ne tient debout. L'homme a conquis la terre, ou à peu près. Il peut encore être vaincu par les éléments comme il est vaincu par les maladies, par l'usure, par la mort. Mais il a été victorieux d'êtres infiniment plus forts que lui, et si la théorie du « plus fort » était la vraie, il aurait dû être écrasé, dépecé, dévoré par le mammouth ou le grand félin. Il y avait donc en lui quelque chose de plus fort que la force, il y avait une lueur d'intelligence particulière qui lui faisait apercevoir sa victoire comme possible sur le colosse et sur le féroce. Cette lueur d'intelligence lui donna la prudence et l'adresse. Il mit la réflexion en lutte contre l'instinct aveugle, et les descendants des monstres qui auraient pu faire une bouchée de lui sont aujourd'hui des animaux de ménagerie. Pour cela, il a fallu que l'homme fasse la guerre. Oui, sans doute, mais c'était pour avoir la paix ! Ce besoin de paix est au fond de notre nature tout autant que la nécessité de combattre.

Aujourd'hui, je le répète, il ne s'agit plus de la force physique. C'est le nombre, et le nombre armé, qui prétend imposer ses lois. La nation qui pourra aligner le plus de soldats, construire le plus de cuirassés, posséder une artillerie et une cavalerie supérieures, c'est cette nation-là qui l'emportera. Voilà le fait. Il n'y a pas à en disconvenir. Mais il faut convenir aussi que l'homme ainsi armé a rem-

placé le mammouth et le grand félin. Le nombre peut avoir raison d'une faiblesse qui serait une grande valeur intellectuelle, morale, sociale. Un petit peuple sera écrasé par un gros peuple, et cela pourra être une perte pour l'humanité. Le gros peuple vainqueur pourra dire qu'il est le vainqueur, ce sera vrai, mais il aura pu vaincre une faiblesse qui valait mieux que sa force. Dix brutes peuvent assommer Shakespeare et l'empêcher d'écrire *Hamlet*.

Comment donc les philosophes, les écrivains, les poètes, appelés à se prononcer sur la guerre et la paix, ne maudiraient-ils pas la guerre, et ne célébreraient-ils pas la paix, à l'aide de leurs raisonnements les mieux équilibrés, de leur plus belle éloquence? On peut les traiter de phraseurs. Les proclamations des chefs d'armée aussi sont des phrases, mais à l'audition de celles-ci la sottise des peuples s'exaspère.

On dit que le rêve de la paix est banal, qu'il y a une beauté dans la chevauchée brutale, dans le crachement de la mitraille, dans le spectacle des villes incendiées, des femmes violées et égorgées, dans l'héroïsme qui brave la mort. Cela serait préférable aux églogues qui ont pour décor la nature travaillée par l'homme, les scènes pastorales, la gaieté des vendanges, la beauté des moissons. Fadaises que tout cela! Fadaises, les péripéties émouvantes de tous les labeurs humains, depuis la confection de l'objet utile jusqu'à l'exécution méditée du chef-d'œuvre de l'art! Dédaignons ces passe-temps et ruons-nous à la bataille. Eugène Delacroix a peint, pour la bibliothèque de la Chambre, *la Guerre et la Paix* : Attila ravageant l'Italie à la tête de ses hordes, — Orphée chantant ses poèmes aux hommes et aux femmes, aux vieillards et aux enfants. Là, le feu et

le sang, le ciel obscurci de fumée. Ici, la verdure paisible, le ciel bleu, la joie de la lumière. C'est bien ainsi qu'il fallait montrer les deux faces de la destinée. Vive Attila ! A bas Orphée !

Laissons ces délicieux paradoxes. Les hommes de maintenant font la guerre, aujourd'hui en Extrême-Orient, demain peut-être ils la feront en Europe. Chaque homme, néanmoins, préfère la paix. Voilà la situation absurde. (*6 mars 1904.*)

§ II
LE CHARNIER

La terre entière, en ce moment, est inquiète. Partout où un journal paraît, où une dépêche arrive, où une conversation s'échange, les hommes ont la même préoccupation. La Bourse baisse, les rentiers ont peur, le commerce se ralentit. Les mères regardent leurs enfants avec plus de tendresse. Les hommes, s'ils ne sont pas inconscients, sont plus graves. Dans les rues, devant les transparents lumineux des journaux, tous les yeux levés regardent les cartes géographiques, les lignes des côtes, des rivières, des défilés de montagnes, les bateaux de diverses couleurs, les petits drapeaux qui signifient la position des armées. Tout le monde semble écouter des bruits de canonnades et d'explosions.

C'est qu'il y a, sur un point du globe, en Extrême-Orient, un charnier où les morts s'accumulent. On n'en sait pas le nombre, à travers les nouvelles contradictoires, les exagérations, les mensonges des gouvernements. On sait seulement que le tas augmente. Des centaines hier, des milliers aujourd'hui. Il y a des blessés sous les morts, des

chairs encore vivantes qui commencent à pourrir, des bouillies sanglantes de pieds, de mains, d'intestins, de cervelles. L'odeur infecte de la chair décomposée s'élève de la Mandchourie, s'en va, flottante à tous les vents, infecter les continents et les mers. L'humanité commence à sentir cette odeur fétide, ce charnier qui fume à l'horizon oriental du monde.

Comment en serait-il autrement? Comment serions-nous dignes de notre nom et de notre orgueil d'hommes, si nous n'étions pas troublés et épouvantés à l'idée du carnage qui s'accomplit méthodiquement là-bas, à l'aide des engins perfectionnés et des matières foudroyantes que le savant invente pour l'homme de guerre ? Toutes les nations ont connu ces abominations, ont été gagnées par la fièvre du meurtre, ont subi passivement le destin qui les jetait aux champs de bataille. Toutes savent exactement les péripéties du drame que jouent les Japonais et les Russes, les marches sinistres au rendez-vous du combat, les furieux duels d'artillerie, les sauvages fusillades, les déroutes désespérées, les amoncellements de morts et de blessés, la boucherie des ambulances... Ces spectacles sont connus, et chacun peut se les représenter, comme s'il y assistait, tant l'imagination des civilisés a été éclairée et surexcitée par les drames qu'ils ont vécus et par ceux qu'ils ont devinés à travers les pages évocatrices de l'Histoire.

J'entends les belliqueux prendre en pitié ces réflexions, recommencer leurs apologies de la guerre. J'entends M. Paul Bourget citer Joseph de Maistre proclamant la guerre divine, parce qu'elle suscite des « héroïques », des « charitables », etc., etc.

Je préfère Tolstoï, le vieux Tolstoï à l'esprit de vraie cha-

rité, l'écrivain indomptable qui crée un monde en Russie par sa seule parole, et qui dément la sotte nouvelle donnée par les journaux qu'il avait été ému à la vue de son épée de Sébastopol. Cette épée, il l'a retrouvée dans un grenier, il l'a donnée à un ami, qui l'a perdue, et Tolstoï espère bien qu'on ne la retrouvera pas. Ce héros possède, en effet, une arme qui vaut mieux qu'une épée, c'est sa plume, et c'est par cette arme que sera vaincu le glaive, que seront vaincus les vaisseaux cuirassés, les torpilleurs, les canons et les bombes. Si nous n'avions pas cet espoir au cœur, si nous n'apercevions pas les signes visibles que le dégoût est venu des ignominies de la guerre, que la vaillance des énergiques sera employée autrement qu'aux œuvres de mort, si nous n'avions pas cette conviction, si nous ne vivions pas de cet espoir que nos adversaires traitent de chimère, ce serait à renoncer à ce qui fait l'honneur de la vie, à attendre comme des animaux résignés la fin de toutes les souffrances, à laisser là, tous, si humbles serviteurs de l'idée que nous soyons, cette plume qui a déjà tant fait pour l'affranchissement du genre humain.

Tolstoï n'abandonne pas son outil de bon travail. Il croit que l'écrit sauvera le monde, il continue son œuvre d'ouvrier prévoyant, il annonce qu'il commence dès à présent un livre où il dira les horreurs de la guerre russo-japonaise.

Il y a déjà une terrible collection de ces horreurs. Chaque jour amène sa récolte sanglante. Avez-vous lu le rapport de l'amiral Togo faisant savoir à son gouvernement dans quelles conditions s'est fait l'« embouteillage » de Port-Arthur ? Ce récit est d'une sobriété effrayante, mais il dit tout, laisse tout entrevoir : le départ de l'expédition, le soir, par une tempête du Sud-Est, à travers une mer dont les

vagues étaient hautes comme des montagnes, — l'impossibilité de garder les navires réunis, — l'ordre d'abandonner l'attaque ne parvenant pas aux navires, — ceux-ci se dirigeant vers le goulet sous la canonnade incessante des Russes, — un bâtiment qui se fait couler au centre du goulet, — un autre près d'une roche à l'entrée du port, — un autre encore en travers du passage, — puis un autre, — puis deux autres encore. Aucun homme n'a été sauvé de quatre de ces navires. Les torpilleurs ont recueilli ce qu'ils ont pu. La flotte est restée au large de Port-Arthur jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le lendemain de cette nuit tragique, pour rechercher les équipages des navires coulés. On n'a rien trouvé, et l'amiral Togo fait le compte de cent vingt-neuf tués ou disparus, et de vingt blessés. Il affirme que le souvenir de ces victimes vivra longtemps dans la marine impériale, et il conclut : « Les honneurs posthumes ont été conférés aux morts. »

Quand verrons-nous un autre spectacle ? un arrêt subit des combattants aux prises, comme il est arrivé parfois aux jours des guerres civiles. Les Russes et les Japonais ne sont pas encore prêts pour un dénouement pareil qui laisserait face à face le Tsar et le Mikado. Tant pis pour les Russes et les Japonais. Mais continuons, pour eux et pour tous, à faire de la publicité pour les horreurs de la guerre. (*14 mai 1904.*)

§ III
JOKOKA ET JOKKI

Le *Petit Temps* a publié un article de reportage russe que les journaux de tous les pays devraient bien reproduire, et qui devrait être aussi tiré sur feuille volante à des

milliers d'exemplaires. Il y aurait un recueil à faire, relatant les « faits d'armes », je veux dire les horreurs commises en Corée et en Mandchourie. C'est par ces sanglantes leçons de choses que l'on peut essayer de guérir l'humanité de sa furie guerrière, de sa sottise et de son ignominie. Dans un tel recueil, le récit du reporter russe pourrait bien avoir la première place. Qu'on en juge. La conclusion sortira naturellement de cette tragique histoire, racontée par un officier de la marine russe.

Deux espions japonais sont arrêtés par des cosaques russes au moment où ils allaient faire sauter un pont sur la ligne du chemin de fer de la Mandchourie.

Lorsqu'ils furent conduits à Karbine et introduits dans la petite chambre de la *fansa* chinoise, transformée en salle d'audience par le conseil de guerre, les juges et le public, composé presque entièrement d'officiers, ne purent s'empêcher de leur témoigner une admiration enthousiaste. « En effet, — dit le marin russe, — ces hommes ont été mus par les sentiments les plus nobles : ils étaient décidés, comme patriotes, à user de tous les moyens pour assurer la victoire aux leurs, et comme soldats, sur l'ordre de leurs supérieurs, ils ont marché au-devant d'une mort certaine. » Cela, c'est le sentiment de l'honneur et du sacrifice, si bien analysé par Alfred de Vigny comme le mobile de la grandeur et de la servitude militaires. Ce qui suit est plus nouveau.

Les accusés avouèrent leurs crimes, dirent leurs noms et qualités.

— Tchomo Jokoka, quarante-quatre ans, colonel d'état-major, sorti le premier de la haute école militaire de Yeddo.

— Teisko Jokki, trente et un ans, capitaine d'état-major.

Et le capitaine, au bout d'un instant, ajouta :

— Bouddhiste.

Le colonel, interrogé alors sur sa religion, répondit :

— Je suis chrétien... Mais je suis quand même un véritable Japonais, né de parents Japonais... Seulement, dans ma jeunesse, j'ai été séduit par la douce parole du Christ, et je me suis converti au luthérianisme.

La peine de mort par strangulation fut prononcée. Les deux hommes restèrent impassibles, le colonel chrétien très doux, le capitaine bouddhiste plus hautain.

Le général Kouropatkine, consulté, n'atténua pas la sentence de mort, comme les officiers russes le souhaitaient, mais il changea le mode d'exécution : la fusillade remplaçant la potence.

Le colonel Jokoka demanda la permission d'écrire à sa famille, puis il embrassa le capitaine.

— Je meurs plus tranquille que vous, colonel, dit celui-ci.

— Pourquoi donc ?

— J'ai rempli mon devoir envers la patrie et envers la divinité... Vous n'êtes en règle qu'avec la patrie...

— Que voulez-vous dire, capitaine?

— J'ai beaucoup réfléchi, colonel, à ce que vous m'avez dit du christianisme... Vous en vantez toujours la supériorité... Eh bien ! je trouve que vous n'êtes pas en règle avec le Christ... Moi, je n'ai rien à me reprocher.

— Vous avez peut-être raison, capitaine... Et moi, j'ai une grâce à vous demander... Donnez-moi l'autorisation d'accomplir le premier acte vraiment chrétien qu'il m'aura été donné d'exécuter durant ma vie... Vous savez qu'il me reste tout un tas de billets de banque chinois... J'en ai pour

mille roubles russes... Eh bien ! je désire remettre moi-même cet argent au commandant pour qu'il le donne à la Croix-Rouge russe, pour les pauvres blessés d'entre nos ennemis... Consentez-vous à ce don ?

Jokki réfléchit un instant.

— J'ai toujours eu une grande affection pour vous, mon colonel, et si cela peut vous faire plaisir, je veux bien que vous donniez cet argent à nos ennemis.

Le colonel remit alors les billets au commandant russe, en l'informant de l'emploi qu'il fallait en faire. Le commandant objecta que cet argent devrait être plutôt envoyé aux familles des condamnés. Ceux-ci répondirent ensemble que le Mikado n'oublierait pas leurs femmes et leurs enfants. Le commandant insista de nouveau. Jokki, un instant, hésita, mais le colonel Jokoka, avec plus de force, dit son désir « de donner cette compensation pour le mal qu'il avait fait sur cette terre », et le capitaine Jokki baissa la tête et acquiesça.

On leur demanda alors en quoi on pouvait leur être agréable. Le bouddhiste demanda un bain : on ne put lui fournir qu'un baquet d'eau. Le colonel chrétien réclama un prêtre : on lui envoya le pope du régiment, et il se fit lire le sermon sur la montagne, dont il suivit le texte dans sa Bible japonaise. Lorsqu'il arriva au verset : «... Car si vous n'aimez que ceux qui vous aiment, quelle récompense en aurez-vous ?... Et si vous ne faites accueil qu'à vos frères, que faites-vous d'extraordinaire ? » il referma le livre, ferma les yeux, remua les lèvres silencieusement, puis dit à son compagnon :

— Jokki, vous avez raison, vous mourrez l'âme plus tranquille que moi, car jamais je n'ai senti plus vivement com-

bien ma vie a été en désaccord avec la parole de Jésus.

Ils montèrent alors dans la voiture, qui traversa la foule grouillante venue pour voir l'exécution, une foule « hideuse », dit le marin russe. Ils allumèrent des cigarettes, demandèrent à ne pas être attachés aux poteaux. Le colonel chrétien se banda les yeux avec un mouchoir que lui tendit le commandant russe. Le capitaine bouddhiste refusa dédaigneusement, dit qu'il voulait voir comment on manœuvrait. Le commandant russe recommanda aux soldats de viser droit au cœur. Le signal fut donné. Jokoka tomba à gauche. Jokki, sans avoir cligné des paupières, tomba en avant.

On peut espérer que nul ne rééditera, à propos de la mort de Jokoka et de Jokki, la théorie des races inférieures et de la supériorité des Blancs sur les Jaunes. Si l'on objecte que le colonel Jokoka était chrétien, que son attitude, par là même, est un hommage à notre fameuse civilisation, c'est au moins la preuve que la race jaune est susceptible de se transformer et de parvenir à « notre » perfection. Mais le capitaine bouddhiste ne le cède en rien au colonel chrétien, puisqu'il l'amène à reconnaître qu'il n'a pas vécu selon la loi du Christ : il prouve ainsi qu'il comprend et qu'il choisit. Le dialogue de ces deux hommes, le bouddhiste qui objecte, le chrétien qui acquiesce, est une manifestation d'ordre nouveau contre la guerre, accomplie par deux vrais soldats, deux héros selon l'esprit des armées et des peuples. Le colonel qui donne son argent pour les blessés russes (quelle leçon donne ce Japonais aux chrétiens français qui ont ouvert une souscription pour les blessés russes seulement !), ce colonel qui veut réparer de son mieux, à son heure suprême, « le mal qu'il a fait sur cette terre »,

est aussi un héros d'une autre manière, il met en action, peut-être sans le savoir, les paroles d'un Tolstoï. Le capitaine bouddhiste sert le dessein de son colonel sans y croire, s'associe à son acte par volonté de raisonnement, par acceptation philosophique. Tous deux sont admirables, et leurs ennemis ont pu entrevoir, à la lueur des coups de feu dont ils ont foudroyé leurs corps, un idéal de pensée qui leur survit, qui ne peut plus être perdu pour l'humanité. (*3 juillet 1904.*)

§ IV
THÉATRE DE LA GUERRE

Je me souviens qu'aux jours du siège de Paris, dans la ville mal éclairée, il y avait perpétuellement, par les rues et les places, des groupements d'ombres dans la brume de l'hiver. A la clarté de quelque bec de gaz ou de quelque réverbère, les gens lisaient les journaux, commentaient les nouvelles, discutaient la trouée prochaine, l'arrivée probable des armées de province. Les noms de Gambetta, Chanzy, Faidherbe, revenaient sans cesse dans ces conciliabules, qui étaient parfois des discussions, parfois des dissertations stratégiques, accompagnées du grondement des canons des forts.

On n'entend pas le canon aujourd'hui dans Paris, mais on se figure l'entendre. Sur certains points, en effet, devant les journaux qui affichent en transparents d'immenses cartes du théâtre de la guerre russo-japonaise, des groupes se forment tous les soirs, commentent l'emplacement des drapeaux, les changements de positions survenus depuis la veille. C'est bien la preuve que le globe terrestre commence à être connu, que le cercle des préoccupations s'est agrandi,

que les événements lointains ont partout leur répercussion. Ce n'est pas seulement à Paris qu'il en est ainsi, il est bien certain qu'en Allemagne, en Angleterre, en Amérique, l'opinion suit aussi passionnément les marches et les contremarches des armées de Kouropatkine et d'Oyama.

Tout le monde ne donne pas son avis dans les groupes qui stationnent devant les journaux de Paris. Quelques-uns parlent, le plus grand nombre écoute. Ceux qui parlent approuvent ou blâment, refont les opérations des généraux. Les russophiles sont toujours contents. A chaque pas en arrière que fait Kouropatkine, ils se déclarent enchantés. Il a son plan, comme l'avait Trochu, et ce plan consiste à battre en retraite, à attirer de plus en plus les Japonais vers le Nord, ce qui équivaut à leur laisser prendre la Mandchourie. Les japonisants répondent qu'il agit peut-être ainsi parce qu'il n'a pas assez d'hommes et de canons pour s'opposer à l'envahissement méthodique de l'armée ennemie, et qu'il a bien raison, en effet, de vouloir sauver son armée, malgré l'opinion de Saint-Pétersbourg qui voudrait lui voir prendre l'offensive et remporter la victoire avec des moyens insuffisants.

L'argument n'est pas toujours accepté. Si Kouropatkine recule, c'est parce qu'il veut reculer, qu'il veut remporter un succès complet, définitif, écrasant, lorsqu'il aura reçu ses renforts. Alors, on verra de quoi il est capable. Il refoulera les Japonais vers leurs ports d'embarquement, écrasera ceux qui ne parviendront pas à échapper, délivrera Port-Arthur. A ce moment, la flotte de la Baltique entrera en scène, achèvera sur mer la triomphale action de terre, détruira tous les cuirassés, tous les croiseurs, tous les torpilleurs japonais. Et il n'y aura plus qu'à signer la

paix à Tokio, une paix onéreuse, naturellement, qui comportera une indemnité formidable, rayera définitivement le Japon de la liste des nations guerrières parmi lesquelles il avait prétendu prendre place.

Tel est le plan russe, d'après les causeurs du boulevard, et il faut reconnaître qu'il est bon. Il ne s'agit plus que de le mettre en œuvre. C'est commencé, déjà, puisque Kouropatkine a quitté Liao-Yang, s'en va vers Moukden, qu'il évacuera probablement aussi pour se retirer à Kharbine, qu'il est également prêt, s'il le faut, à laisser aux mains de l'ennemi. Il sera hors de la Mandchourie, et il n'aura plus qu'à y rentrer.

Il y rentrera peut-être, mais il faut avouer qu'un pareil plan est un plan de pis aller, preuve d'une effroyable imprévoyance chez les dirigeants russes, qui s'attendaient à une guerre provoquée par la prolongation de leur séjour en Mandchourie, et n'avaient qu'à moitié préparé cette guerre attendue.

Cette imprévoyance, on ne peut l'inscrire à l'actif de Kouropatkine, qui ne fait que ce qu'il peut faire, encore qu'il se soit opposé trop tardivement au dernier mouvement de Kuroki, lequel a décidé de la chute de Liao-Yang. Mais que dire du gouvernement, de l'état-major, du tsar, qui courent le risque de cette effroyable aventure. Précisément, l'autre soir, dans un groupe, quelqu'un prit la parole pour faire remarquer ceci :

« On nous vante sans cesse, pour l'organisation des armées de terre et de mer, les gouvernements monarchiques, l'autorité d'un seul. Or l'escadre russe de Port-Arthur a déjà perdu deux cuirassés, trois croiseurs, un transport, l'escadre de Vladivostock a perdu un croiseur, trois autres

croiseurs ont dû se réfugier dans des ports neutres et se laisser désarmer. D'autres bateaux sont avariés, en réparation. L'escadre de la Baltique n'a pu encore prendre la mer. Je demande ce qu'il pourrait y avoir de pis avec un gouvernement démocratique. Quelle clameur contre un ministre républicain si pareils désastres nous frappaient! Là-bas, tout est parfait, et les journaux continuent à annoncer que les Russes iront signer la paix à Tokio. Sur quels bateaux?

— Sur les bateaux japonais, — répondit quelqu'un. Attendez seulement que Kouropatkine...

La discussion continue. (*14 septembre 1904.*)

§ V
HORREURS DE LA GUERRE

Les journaux apologistes de la guerre font de même que les autres: lorsqu'il leur arrive des nouvelles comme celles-là, transmises de Chéfou à l'arrivée du prince Radziwill, lieutenant dans l'armée russe, ils intitulent leur récit: *Horreurs de la guerre* Pourquoi pas: *Beautés de la guerre*? Il y a ici un illogisme qui est à la louange de la nature humaine. Le plus théoricien des théoriciens, lorsqu'il se trouve en contact avec des faits semblables, ne peut empêcher le dégoût et la pitié d'envahir son esprit.

La vérité, c'est que nous croyons avoir « civilisé » la guerre, parce que nous avons établi des rites, des cérémoniaux, quelques faibles garanties, quelques timides palliatifs à l'usage de ceux qui sont en présence pour s'égorger. Nous avons la croix rouge des ambulances et le drapeau blanc des parlementaires. Quand deux troupes se sont canonnée et fusillées pendant des heures, que l'espace

abandonné est couvert de cadavres, alors un parlementaire, muni d'un drapeau blanc, s'avance et propose qu'avant de reprendre la lutte, on prenne le temps nécessaire pour enterrer les morts et enlever les blessés. Généralement l'armistice était accepté, avec tous les saluts militaires de rigueur. Ces habitudes sont, dit-on, dédaignées par les belligérants de Port-Arthur. Ceux-là font vraiment la guerre, l'exigent complète, avec toute sa fureur, toute sa sauvagerie, tout son sang. Ni les Russes ni les Japonais — affirme le prince Radziwill — ne veulent plus respecter le drapeau parlementaire. Deux compagnies japonaises, ne pouvant plus tenir, arborent le drapeau blanc pour se rendre, les Russes continuent le feu, et des Japonais placés en arrière des deux compagnies les foudroient aussi de leur fusillade pour avoir demandé grâce.

On n'enterre plus les morts. Les combattants prennent comme auxiliaires les cadavres qui se décomposent au creux des vallées et au sommet des collines. La puanteur et la peste s'ajoutent au bombardement et à la famine. Tous les moyens sont bons pour qui veut tuer ou mourir. La guerre est la guerre. Ce n'est pas un échange de politesses. Plus de drapeau blanc, plus de croix rouge! Que l'on pointe des canons sur les hôpitaux et sur les voitures d'ambulances! Il faut massacrer les malades, achever les blessés: les malades et les blessés, guéris, reviendraient au combat. Pas de pitié, pas de quartier! La bête humaine en furie, irritée par la longueur de temps, par la faim, par la misère, veut s'apaiser par une hécatombe. Port-Arthur ne finira pas par une capitulation, mais par un massacre.

Le général Stœssel, commandant la place de Port-Arthur, a peut-être aussi dit cela à la garnison pour l'empêcher de

faiblir, pour mettre ses Russes dans le même état d'esprit impitoyable qu'il suppose aux Japonais. Ce général veut rester au poste qui lui a été confié, faire une belle fin, faute de mieux, c'est-à-dire disparaître avec tous ses soldats dans les ruines de Port-Arthur. Son chef Kouropatkine lui a donné l'ordre de tenir jusqu'au mois de janvier, et il tiendra, ou il périra (1). Aussi lui faut-il enivrer sa garnison de la fureur guerrière. Une compagnie russe qui se voit forcée d'abandonner une position accablée par la mitraille fait dire à Stœssel qu'elle ne peut plus résister, et Stœssel répond : « Mais vous pouvez mourir. » On pourra trouver cela magnifique, cela n'en sera pas moins absurde. La position est tout de même perdue, et avec elle les soldats, tués jusqu'au dernier. C'est la nécessité de jeter les autres soldats au désespoir qui fait ainsi parler et agir un commandant de place.

Du coup, en apprenant ces désastres, ces abominations racontées par le lieutenant Radziwill, qui a vu deux cadavres s'étreignant encore, le Japonais étranglant le Russe, le Russe crevant de ses doigts les yeux du Japonais, lorsque la vision d'un champ de bataille est fournie par ces quelques lignes où l'on voit les blessés, étendus parmi les morts, faire des gestes d'appel pendant huit jours, jusqu'à ce que le dernier bras retombe, que l'immobilité et le silence s'établissent, — alors on ne peut résister à tant d'effroyables évocations d'une réalité impossible à connaître tout entière, et tous les journaux affichent ces récits : *Horreurs de la guerre*. Le lendemain, quand on aura repris un peu d'a-

1. Il a capitulé, a été traduit, la campagne terminée, devant un conseil de guerre (1907).

plomb, que les vapeurs du sang se seront dissipées, on raillera les pacifistes, on reparlera de la nécessité divine de la guerre. M. Paul Bourget citera Joseph de Maistre, dont il a déjà copié cette forte pensée sur un éventail : « Une preuve que la guerre est vraiment divine, comme l'a dit Joseph de Maistre, c'est qu'elle fait aussitôt jaillir de l'âme humaine deux nobles sentiments : l'héroïsme chez ceux qui vont se battre, et chez les autres, la charité. »

En attendant, comme il faut bien trouver quelque aspect reposant parmi tant d'ignominies, on propose à notre admiration ce petit garçon russe de treize ans, Nicolaï Souyef, qui a su traverser et retraverser les lignes japonaises pour porter une correspondance entre Stœssel et Kouropatkine, et qui a quitté encore une fois Port-Arthur pour aller explorer un camp japonais. Il est certain que ce petit garçon russe a du courage et du sang-froid, et que son acte est plus à admirer que les atrocités environnantes. Celui qui s'offre en sacrifice a toujours le plus beau et le plus grand rôle, et l'on aime mieux regarder ce Nicolaï Souyef, risquant sa pauvre petite existence de treize ans, que ces chefs donnant l'ordre de mourir quand même, que ces combattants fusillant les parlementaires et les ambulanciers, laissant mourir les blessés sur les champs de bataille, livrant les morts en pâture aux oiseaux charognards venus de tous les points de l'horizon.

Malgré les traits de désintéressement, de fierté morale, de sacrifice consenti, qui pourront être cités, comme celui des femmes employées dans les hôpitaux de Port-Arthur, qui préfèrent risquer le massacre en restant à leur poste de devoir, il ne faut pas nous lasser de montrer l'ignoble aspect et la sottise épouvantable des scènes de

guerre. C'est surtout la sanglante imbécillité d'un tel carnage qui hante l'esprit. Il semble que cette guerre d'Extrême-Orient se passe dans le lointain du temps, tellement la barbarie primitive, l'inconscience des instincts déchaînés, se révèlent par toutes les paroles, par tous les actes. La guerre, une école d'héroïsme ! C'est aussi une école de vol, de viol et de crime, voilà la vérité, qui n'est pas constatée d'aujourd'hui. On sait cela depuislongtemps, on va le savoir mieux encore.

C'est la vie de l'homme conscient avec ses travaux pénibles, ses luttes morales, ses souffrances, ses responsabilités vaillamment acceptées, c'est cette vie-là qui est une école d'héroïsme. La guerre est inutile pour former l'esprit et le cœur de l'homme Elle peut donner une tristesse et un sentiment du devoir à certains êtres d'élite, elle ne fait que dévoyer les autres, que les rejeter à la barbarie d'où ils ne sont qu'à moitié sortis. Le bénéfice d'une telle aventure n'est pas suffisant. Il ne manque pas à l'homme, dans l'existence la plus ordinaire, d'occasions de lutter et de se donner en sacrifice. (*22 septembre 1904.*)

XII. — RÉVOLUTION EN RUSSIE

§ I. EN SIBÉRIE. — § II. LE TSAR. — § III. MAXIME GORKI. — § IV. EN RUSSIE. — § V. L'AMIRAL ROUGE. — § VI. LE POPE GAPONE. — § VII. UN CHEVALIER. — § VIII. LA RÉVOLUTION RUSSE.

§ I
EN SIBÉRIE

Un affreux drame s'est joué à Yakoutsk, en Sibérie, entre des soldats russes et des prisonniers politiques. De nouveaux renseignements sur la bestialité humaine peuvent être considérés comme acquis. On sait une fois de plus quelles violences stupéfiantes, quelles tueries arbitraires, peuvent être accomplies administrativement par les fonctionnaires d'un pays civilisé. Les trente prisonniers apprenant, en arrivant à Yakoutsk, que les règlements venaient d'être durement modifiés par le nouveau gouverneur, M. Ostachine, et consignant leurs plaintes dans une pétition régulière, se sont vus soudain assaillis, forcés de se défendre contre les soldats. C'est une échauffourée d'abord, une discussion où tout le monde parle et crie à la fois, et bientôt c'est une boucherie : le sang coule, les hommes tombent. Sous les coups de feu, sous les coups de crosse de fusils, six déportés sont tués, neufs sont blessés.

A travers le récit très méticuleux, on voit le triste pays couvert de neige, avec quelques taches de mousse, les

pauvres hangars où les traîneaux s'arrêtent, où les bêtes mangent et dorment, la petite maison de village où sont réunis les suspects politiques attendant la réponse du gouverneur Ostachine. Réponse favorable au premier moment, et défavorable le lendemain : tous les prisonniers seront expédiés à la fois, l'encombrement des stations intermédiaires ne sera plus évité, l'achat des provisions ne sera plus facilité par le paiement à l'avance des frais de voyage. C'est en confirmation de ces ordres nouveaux que les militaires s'avancent, fusils chargés, qu'ils enfoncent la porte, qu'ils cernent la maison. Les brutalités se produisent, les coups de feu partent, les soldats s'en vont, il ne reste plus que des morts étendus dans le sang, des blessés qui geignent et reviennent lentement à eux.

L'un, Nicolas Zotoff, se relève, va à l'un de ses camarades, lui relève la tête, découvre au-dessus de l'œil gauche une blessure par où le cerveau est sorti. Dans la pièce voisine, des agonisants demandent à boire. Dans une troisième chambre, Sophie Gourévitch est étendue sur un lit : elle a été éventrée à coups de baïonnettes. Elle est compréhensible, alors, l'exaltation de Zotoff, une exaltation qui va croissant, qui va de l'horreur à la fureur. Il entend de tous côtés les appels, les malédictions de la souffrance, les voix implorantes qui réclament le médecin ou qui veulent du poison, exigent la mort. Il ne sait que faire, va chercher de la glace, sort dans la cour occupée par les soldats, va parler aux fusilleurs de tout à l'heure, les exhorte à porter secours aux blessés. Mais il aperçoit, derrière ses hommes, le gouverneur Ostachine... Une folle colère lui monte à la tête, il se jette énergiquement en avant, il court, cherche son revolver dans sa poche, le trouve,

tire deux fois sur l'abominable tyranneau galonné, le blesse, le met en fuite. Mais lui, Zotoff, est arrêté, conduit devant une cour martiale immédiatement rassemblée, condamné à mort avec deux de ses amis, Haussmann et Bernstein.

Ces hommes sont morts avec sérénité, les nerfs brisés par tant d'émotions violentes, mais l'intelligence calme. Ils sont restés maîtres d'eux-mêmes, ont parlé en mystiques martyrs du triomphe assuré de leur cause. Bernstein, blessé, apporté jusqu'à la potence, pendu dans son lit, a dit à ses camarades un mot d'une sombre profondeur, où se résument toutes les poésies tragiques et toutes les philosophies du néant : « A quoi bon se lamenter, dit-il doucement pendant qu'on le porte au gibet. Laissez les morts enterrer les morts. »

On doute, en apprenant que de semblables atrocités viennent de se passer, de la signification jusqu'à présent donnée aux mots de progrès et de civilisation. La Russie fait sa partie dans le concert européen, elle est l'amie et peut-être même elle sera un jour l'alliée de la France, ses souverains ont admiré nos philosophes, elle a une littérature qui comprend la misère de l'homme, qui s'apitoie sur la souffrance. Et c'est là, chez ce peuple, qu'un poste de commandement est confié à un fantaisiste sanguinaire comme cet Ostachine. C'est sous la protection d'un être de ce genre que l'on met des condamnés couverts par la loi qui les a frappés. S'il y avait quelque notion de justice par le monde, un pays ayant souci de son renom se désintéresserait d'un tel acte qui est un crime de lèse-humanité, et c'est par un jury international que serait jugé le crime de ce barbare, — auquel peut-être on donnera de l'avancement. (*5 janvier 1890.*)

§ II
LE TSAR

Le dimanche 23 janvier 1905 restera une date de l'histoire de la Russie, et aussi de l'histoire du monde. Ce qui s'est passé, ce jour-là, à Saint-Pétersbourg, la fusillade d'une foule qui voulait dire sa misère au tsar c'est un événement qui marque une fin et un commencement. On ne savait pas, jusqu'à présent, l'état vrai de la Russie. Le pouvoir autocratique pouvait croire qu'il avait réalisé cette folie d'enfermer l'immense empire dans la nuit et le silence. Une muraille infranchissable semblait avoir été élevée autour du vaste territoire qui forme à lui seul la moitié de l'Europe, déborde sur la partie septentrionale de l'Asie. Les géographies vous apprendront que ce territoire occupe plus de cinq millions de kilomètres carrés en Europe, près de dix-sept millions en Asie, en tout plus de vingt-deux millions de kilomètres carrés, — ce qui équivaut à la moitié de l'Asie, aux deux tiers de l'Afrique. Schrader nous dit, dans une notice de son Atlas, que c'est la vingt-troisième partie de la surface de la terre, plus du sixième des terres émergées. Comme aire, c'est quarante et une fois la France, plus de deux fois l'Europe, deux fois l'empire chinois, six fois la France avec ses colonies. Seul, l'empire britannique dépasse l'empire russe en étendue (environ d'un million de kilomètres carrés), mais l'empire britannique est dispersé, tandis que l'empire russe forme une masse entre la Baltique et le Pacifique, l'océan Glacial et la mer Noire, le Caucase, la Caspienne, le Turkestan, la Mongolie, la Mandchourie.

Un seul homme, le tsar, est chargé d'administrer ce vaste morceau de la terre, sur lequel vit une population de 108 millions d'habitants.

Si Hugo a donné une définition exacte du pape et de l'empereur lorsqu'il a écrit :

> L'univers ébloui contemple avec terreur
> Ces deux moitiés de Dieu, le pape et l'empereur,

alors le tsar est Dieu, puisqu'il est à la fois pape et empereur, souverain temporel et spirituel de la Russie, — de toutes les Russies. Il est le chef de l'Etat, l'arbitre des consciences, il lie et délie toutes choses sur la terre et dans le ciel, il est le maître absolu de la vie et de la mort.

On dit que son peuple croit cela, attend son malheur ou son bonheur du tsar tout-puissant. Beaucoup, sans doute, espèrent en ce maître, le révèrent et le craignent. La forme des placets que les trois délégués voulaient remettre à Nicolas II prouve que cette croyance est au fond de beaucoup d'esprits et de cœurs. Combien ne savent pas encore que leur sort ne dépend de personne que d'eux-mêmes, trop ignorants, trop inconscients pour avoir la pensée qu'ils seraient libres s'ils le décidaient ainsi. Cette pensée suffirait. Car, en réalité, le tsar n'y peut rien, malgré son pouvoir absolu. O stupidité ! un seul homme disposant du sort, de la vie, de millions et de millions d'autres hommes. Comment cette opinion peut-elle être chez un seul, et aussi chez des millions d'autres.

En réalité, l'instant est redoutable et solennel pour celui qui a encore le titre de maître de la Russie. Il apprend en ce moment qu'il n'est rien, puisqu'il lui est impossible de prendre une décision. Il aurait pu faire un geste vers cette foule qui lui demandait une parole et un acte. Il a fui à Tsarkoë-Sélo, puis, de là, à Péterhof, d'où la mer peut l'emporter vers l'exil si la révolution est triomphante.

Ce tsar omnipotent est, dès à présent, pris entre le peuple et les représentants du régime tsariste : les hommes de sa famille, les ministres, les chefs de la police, de l'armée et de la religion. Ceux-ci seront plus inexorables et plus cruels que le peuple. En empêchant le tsar d'aller au peuple, ils défendent leurs privilèges, leurs situations, leurs fortunes, leur luxe, leur jouissance. Il est leur prisonnier et il le sait bien. S'il fait mine de céder aux revendications populaires, il peut mourir de la mort mystérieuse et tragique qui a été celle de certains des Romanoff. S'il ne cède pas, il sera emporté un jour de colère vengeresse. Défaite pour défaite, mort pour mort, mieux vaudrait pour lui accomplir l'acte qui libérerait sa conscience et le ferait vivre respecté dans la mémoire des hommes.

L'émeute aujourd'hui, la révolution demain à Saint-Pétersbourg, la défaite en Mandchourie, Port-Arthur aux mains des Japonais, c'est beaucoup à la fois pour un seul homme, prétendu tout-puissant, qui n'est qu'un pauvre homme comme les autres, chargé d'une tâche trop lourde, et qui n'a peut-être pas auprès de lui un seul être qui le comprenne et qui l'aide. Qui sait à quel degré de misère morale, de lâche abandon, l'autocrate peut se trouver réduit ? Ce ne sont pas les avertissements qui lui ont manqué. Quelle réponse a-t-il faite à la lettre que lui écrivit Tolstoï ? Tout son destin y était annoncé d'avance.

Quand même les ouvriers de Saint-Pétersbourg seraient encore décimés, écrasés, quand l'hécatombe serait effroyablement accrue, quand on n'entendrait plus que des appels de blessés, des râles de mourants, quand il n'y aurait demain que le grand silence de la mort, le tsar se croirait-il victorieux ? L'avenir le détromperait bientôt. (*28 janvier 1905.*)

§ III
MAXIME GORKI

Maxime Gorki a été mis en liberté, sous caution d'une somme de vingt-cinq mille francs qu'un négociant de Moscou a versée pour lui. Cette nouvelle a enlevé l'anxiété à tous ceux qui craignaient pour l'écrivain la Sibérie, ou pis encore. On dit que le mouvement d'opinion qui s'est manifesté dans tous les pays d'Europe est pour quelque chose dans cette libération que l'on n'osait espérer. Tant mieux. Il faut, alors, continuer, ne pas oublier qu'il y a encore en prison, non seulement des écrivains, des savants, des professeurs, des étudiants, mais des inconnus, des manifestants anonymes, de ceux que la police prend au hasard dans ses coups de filets, et qui n'ont pas la notoriété d'un Gorki pour attirer l'attention du monde sur eux. C'est une amnistie complète qu'il faudrait en Russie pour commencer la pacification, pour empêcher la fusillade de la population dans les rues et le meurtre des grands ducs sur les places publiques.

Maxime Gorki sera l'un des ouvriers de l'œuvre nécessaire. Ce que nous connaissons de ses écrits suffit à prouver son esprit tendre et profond, son âme populaire, son courage d'écrivain. Il vient de cette vie obscure qu'il fouille maintenant par les coups de lumière de ses livres. Il ne sait pas au juste en quelle année il est venu au monde, vers 1868, croit-il. Ses parents étaient de pauvres gens, et il ne les a guère connus. Ils sont morts alors qu'il était encore enfant, et il a commencé à errer par les villes, par les steppes, au long des fleuves. Il a été apprenti chez un cordonnier, chez un graveur, chez un peintre d'icones, puis aide-cuisinier sur un bateau à vapeur... Jusque-là, il savait à peine lire, et il avait quinze ans. C'est un chef-cui-

sinier qui fut son initiateur, lui fit connaître les écrivains russes et français.

J'ai lu quelques livres de Gorki : *les Vagabonds*, *Dans la steppe*, *Wania*, *Caïn et Artème*, *Les Trois*. Ces livres, avec les biographies des traducteurs, contiennent les renseignements que Gorki donne sur lui-même, sur la formation de son intelligence et de sa conscience.

L'une des nouvelles : *Konovalov*, met en scène d'une façon admirable l'homme ébloui par la révélation de l'imprimé. Ce sont, à n'en pas douter, les sensations de Gorki transposées. Deux garçons boulangers vivent dans le sous-sol où ils pétrissent la pâte, cuisent le pain. L'un d'eux possède, de Rechetnikov, ce livre âpre et douloureux : *Ceux de Podlipnaïa*. L'autre lui demande de lire, et c'est alors une stupeur, un émerveillement. Konovalov veut sans cesse la suite du livre, et il exprime ainsi ses sensations :

— « On regarde dans le livre et l'on dit différentes paroles. Et tu écoutes et tu comprends ; il y avait sur la terre différentes gens, Pila, Cissoïko et Aproska... Et tu plains ces gens-là, bien que tu ne les aies jamais vus et qu'ils ne te soient rien ! Peut-être que, dans la rue, il y en a des dizaines comme eux de vivants ; tu les vois, mais tu ne sais rien d'eux, et ils ne te regardent pas ; ils vont et passent... Et, dans le livre, ils n'existent pas... Pourtant tu les plains au point que le cœur t'en fait mal... Comment comprendre cela ?... »

Il continue, parlant de ceux qui écrivent des livres :

« — Ils vivent, ces gens, et ils voient la vie, et ils absorbent en eux toute la douleur de la vie. Leurs yeux doivent être des yeux extraordinaires !... Et leur cœur aussi... Ils regardent la vie et une tristesse leur vient... Et ils versent leur tristesse dans les livres... »

Il réclame un autre livre. Son compagnon lui lit la *Révolte de Stenka Rasine*, de Kostomarov, et bientôt Konovalov est dans un état de passion inconcevable, il regarde le lecteur avec avidité, ses yeux sont brûlants comme du feu... On arrive à la capture de Stenka...

« — On l'a pris! hurla Konovalov... »

Et ses paroles se précipitent :

« — Attends. Ne lis pas. Dis, qu'arrivera-t-il maintenant? Non, arrête, ne le dis pas, on le tuera ? Oui. Lis plus vite ! »

C'est bientôt la scène de la torture, et cette phrase :

« Et alors Stenka grinça si fort des dents qu'il les cracha par terre avec du sang... »

Konovalov, alors, jure, saisit le livre, le jette à terre, pleure, rugit, puis :

« — Montre-moi donc où c'est écrit des dents?

« Je lui montrai et il enfonça son regard dans les lignes.

— « C'est ainsi que c'est écrit? il cracha ses dents avec du sang !... Et les lettres sont les mêmes que partout?... Seigneur ! Comme il a dû souffrir, dis? Ses dents! Et à la fin qu'y aura-t-il? La mort? Ah! Dieu soit loué, enfin on l'a tué !

« Il exprima cette joie de la mort avec une telle ardeur, un si intense soulagement passa dans son regard, que je frémis de cette compassion, de ce souhait de mort pour le torturé. »

Cette page saisissante des *Vagabonds* donne une idée de la vérité simple des récits de Gorki, de la manière directe, hardie, dont il exprime les sensations de ses héros, par la parole, par le geste, sans grands commentaires. Il ne s'attarde pas en longs développements psychologiques, il montre les gens, il fait entendre leurs paroles. Ses récits

sont animés d'une fièvre extraordinaire lorsqu'il a vraiment trouvé un cas singulier et frénétique d'existence, comme le cas de Konovalov, de Malva, de Tchelkache, de Vania Kousine, de Caïn et Artème, ou de ces trois vagabonds affamés qui marchent sur la route interminable de la steppe, obtiennent un morceau de pain du malheureux menuisier bientôt étranglé par l'un des voyageurs disparu dans la nuit. Le roman des *Trois* est bien étonnant aussi par la description de la basse vie de malheureux, prisonniers d'un milieu d'ivrognerie et de prostitution, qui veulent et qui cherchent autre chose. Le personnage principal, Ilia, capable d'un crime, est une conscience qui s'éveille. Un tel livre répond suffisamment au reproche fait à Gorki de trouver les éléments de sa littérature dans l'abjection. C'est l'écrivain de la vie errante et misérable, parce que c'est cette vie-là qu'il connaît. Mais l'esprit qui est en lui est un esprit bienfaisant qui veut illuminer les ténèbres. (*15 mars 1905.*)

§ IV

EN RUSSIE

Aux horreurs de la guerre russo-japonaise ont succédé les atrocités de la guerre civile en Russie. Nous ne savons pas tout, puisque ce malheureux pays est presque isolé du monde, que les lettres, les télégrammes, les journaux, s'accumulent aux gares frontières. On entend la clameur de la bataille, on voit la lueur rouge de l'incendie, mais l'on ne sait quelles forces sont en présence, dans quelle direction se décide la victoire. Il apparaît bien, pour le moment, que c'est un bouillonnement confus, que les colères sont déchaînées de part et d'autre, et que, si le

tsarisme est impuissant à sauver son autorité bafouée, sa tyrannie enfin refoulée, on ne sait pas encore quels éléments vont être prédominants, comment la vie sociale de demain s'organisera, même de façon provisoire.

On n'a pas suffisamment écouté Tolstoï lorsqu'il disait et répétait sans cesse que les formes politiques en jeu n'étaient que d'importance secondaire, que la vraie question était la question agraire. Ce que l'on sait de l'agitation paysanne donne aujourd'hui raison au solitaire de Yasnaïa-Poliana. A l'heure actuelle, les paysans prennent sans doute fort tranquillement les terres dont ils ont besoin pour vivre et qui ne sont plus défendues par personne. Que pèsent, en effet, les réformes politiques en balance d'un fait de ce genre ? Pourtant, il faudra bien, dans l'état actuel du monde, avec les nécessités de la vie universelle, que la Russie se donne une organisation. Les anarchistes répondront qu'ils n'en voient pas la nécessité. Mais la nécessité est une déesse implacable qui s'impose aux aveugles comme aux clairvoyants.

En attendant, on pille, on égorge, on martyrise, et l'on ne peut même désigner avec précision les criminels. Il y a des partis masqués en Russie, et l'on a vu la police chargée de maintenir l'ordre pactiser avec des hordes surgies inopinément pour massacrer les juifs et ceux que l'on nomme là-bas, comme on les a nommés ici, au temps de l'affaire Dreyfus, les intellectuels. C'était une intellectuelle, pour prendre un exemple, cette pauvre institutrice dont une correspondance du *Temps* nous a dit l'affreux et ignoble martyre. Quel crime avait commis cette malheureuse femme pour être assommée à coups de fouets, à coups de marteaux, par une populace délirante, par les cosaques

ivres d'alcool et de sang ? Quelle faute avait-elle à expier pour être ainsi déchiquetée, dépouillée de ses vêtements, projetée en l'air, foulée sur le sol par les bottes des soldats, aux applaudissements d'une multitude stupide ? Sans doute elle avait essayé d'apprendre à lire aux petits enfants, elle avait essayé elle-même d'apprendre ce que c'était que la liberté de l'esprit et la bonté du cœur. On lui a bien montré qu'elle avait tort, et l'on peut être certain qu'elle a compris et qu'elle ne recommencera plus, puisque son corps en lambeaux a cessé de vivre et connaît maintenant le repos du néant, dans cette terre qui pourrait être si belle et si bienfaisante pour tous les hommes avant d'être leur cimetière à tous.

Nous connaissons ce fait. Combien d'autres se sont passés sans autres témoins que les acteurs, les uns criminels, les autres victimes. On les connaîtra un jour, et si les victimes survivantes ne parlaient pas, les criminels eux-mêmes ne pourraient se tenir de hurler leurs crimes et de vomir le sang qui les étouffe. Nul ne peut se soustraire au châtiment de ses actes, la brute meurtrière doit vivre et mourir avec le souvenir de son méfait. C'est une vérité profonde que Hugo a formulée dans la *Conscience* lorsqu'il a montré Caïn fuyant devant le regard implacable. Il peut s'en aller au loin, se cacher derrière un mur de bronze, la fortification d'une ville, enfin au sépulcre. Rien n'y fait :

Puis il descendit seul sous cette voûte sombre.
Quand il se fut assis sur sa chaise, dans l'ombre,
Et qu'on eut sur son front fermé le souterrain,
L'œil était dans la tombe et regardait Caïn.

Le Caïn russe, assassin d'Abel, entendra donc toujours

l'interrogation tragique : Qu'as-tu fait de ton frère ? Mais que penser du monde civilisé qui assiste sans bouger, sans même protester, à ces crimes contre l'humanité ? On a mis une flotte en route pour empêcher la Turquie de consommer la mort des Macédoniens. Et aucun gouvernement n'élève la voix pour sommer le tsarisme de se séparer des bandes d'égorgeurs, de donner enfin au peuple russe le droit de se réunir, de parler, d'avoir des représentants. C'est un danger pour le monde entier que cet immense empire livré à la douleur et au crime. On entend déjà les porteurs de titres russes se lamenter sur la diminution de leurs profits et la perte probable de leurs capitaux. Mais qu'est-ce cela en comparaison du péril grandissant, de toute une nation qui sera peut-être envahie demain par l'ivresse de l'instinct ?

On pourra discourir alors, dénoncer les violences, appeler au secours la contre-révolution impuissante. Qui sera responsable d'une telle catastrophe ? Là-bas, comme partout, ce seront les dirigeants qui auront voulu quand même et toujours maintenir la triste masse humaine dans la misère et dans l'ignorance. Des hommes font d'autres hommes leurs esclaves, leurs bêtes de somme, les obligent au labeur sans espoir, ne leur laissent qu'un salaire dérisoire pour prolonger en eux la force nécessaire au travail. Et ils s'étonnent qu'un jour le cri de faim, de révolte et de liberté sorte de cette masse humaine terrorisée ! Des hommes laissent d'autres hommes dans l'ignorance, ne veulent rien leur apprendre des droits et des devoirs de la vie. Et ils s'étonnent que les misérables, poussés à bout, en appellent à la violence, et se lancent d'une poussée irrésistible sur le vieux monde qui ne leur a offert que

l'exemple de ses appétits et de ses iniquités ! Quelle folie, et quelle ignorance aussi, hélas ! chez ces maîtres de la société, ces gouvernants, ces dirigeants incapables de se diriger eux-mêmes ! Ils peuvent encore lancer leurs cosaques sur la foule. Un jour prochain, cette foule sans armes aura raison, par son flot toujours grossissant, des sabres et des fouets levés contre elle. Le seul remède, pour calmer l'instinctive fureur de justice de cette foule révoltée, ce serait de lui donner sa part légitime des biens de la terre et de lui ouvrir l'esprit. Il est déjà bien tard, en Russie. Que le tsar s'en aille donc, et laisse la tâche à d'autres, — si les grands-ducs le laissent partir et s'en vont avec lui ! (*8 décembre 1905.*)

§ V
L'AMIRAL ROUGE

L'« AMIRAL ROUGE » a été fusillé il y a dix jours dans l'îlot de Berezan, qui émerge de la mer Noire. L'« Amiral rouge », c'est le lieutenant Schmidt, qui prit, lors de la révolte d'Odessa, le commandement d'un croiseur sur lequel il arborait le drapeau rouge. Blessé et pris au débarquement, emprisonné et jugé, il fut condamné à mort avec trois matelots : Tchastnik, Gladscof et Antonenko. Il fit appel de cette condamnation, mais inutilement. Cet appel ne fut pas transmis au tribunal militaire compétent par l'amiral Tchouknine, commandant la flotte de la mer Noire, qui confirma purement et simplement la condamnation. Cela s'appelle user d'un pouvoir discrétionnaire !

Pourtant on affirme que le lieutenant Schmidt, devant le tribunal, ne s'était pas montré un adversaire du tsarisme.

Il ne prétendait pas à changer la forme du gouvernement. Il s'était révolté pour mettre fin aux abus effrayants qui pèsent sur la Russie. On peut être surpris que le lieutenant insurgé de Sébastopol, avec l'attitude qu'il eut au jour de l'exécution, ne se fût pas aperçu que le principal abus, celui d'où découlent tous les autres, était précisément le tsarisme, c'est-à-dire l'ignorance d'un être mis à la place de la civilisation et des lois.

Enfin, tsariste ou non, le lieutenant Schmidt fut condamné à être pendu.

La seule preuve d'humanité et de respect que le commandant de la flotte de la mer Noire, décidant sans appel de l'exécution, consentit à donner, ce fut de changer la pendaison en fusillade. Le lieutenant fut sauvé de la potence et de la corde, eut les honneurs d'un peloton d'exécution.

Différence appréciable, paraît-il. Mais l'homme qui a fait le sacrifice de sa vie pour une cause qu'il croit juste sait accepter la mort sous la forme où elle se présente. Pendaison ou fusillade, que lui importe ! Le martyr suspendu au gibet anoblit l'instrument infâme de son supplice. On a crucifié Jésus-Christ entre deux voleurs, Jeanne d'Arc a été brûlée, John Brown a été pendu. Tant que l'humanité aura une histoire, la croix, le bûcher, le gibet de ces victimes se verront sur le ciel, au-dessus de la mêlée sociale, et s'il y a un jour un apaisement, il sera né de la mort de ces victimes.

Ce jour-là, l' « Amiral rouge », le petit lieutenant russe, le fusillé de Sébastopol, aura l'hommage de tous parce qu'il aura su se lever contre l'injustice.

Lisez le récit de son exécution par le correspondant de

la *Rouss*. Lorsque Schmidt entendit la lecture de la sentence de l'amiral, il pâlit, mais resta calme, comme les trois matelots condamnés avec lui. Il se trouvait à ce moment sur le navire *Pruth*. Son avocat, M. Winberg, se rendit aussitôt près de lui, se tint à ses côtés pendant les quatre heures qui précédèrent l'exécution. Schmidt eut les larmes aux yeux, mais non pour s'apitoyer sur son sort : ce fut pour plaindre les trois matelots qu'il entraînait avec lui dans la mort. Il avait espéré leur grâce. « Ils ne sont pour rien dans mon acte, — répétait-il, — ils sont si jeunes, si dévoués !.. Ma consolation était de mourir seul. »

Il protesta aussi contre l'accusation d'avoir fait tirer son croiseur : « Je ne saurais mourir sans protester contre cette calomnie, — dit-il. Affirmez bien que je n'ai pas tué un seul homme. » Puis il écrivit des lettres à sa famille pendant que l'on préparait les sacs dont on devait couvrir les condamnés pendant l'exécution, et les bières où l'on devait mettre leurs corps. Ce fut avant l'aube, vers trois heures du matin, que les condamnés furent embarqués sur une chaloupe et conduits à l'île Berezan. A l'arrivée, il était quatre heures. De nombreuses troupes étaient présentes : infanterie, artillerie, le commandant et les officiers du *Pruth*, un officier de gendarmerie et un prêtre. Les pelotons d'exécution étaient composés de soixante matelots.

Schmidt demanda pardon aux trois hommes qui allaient mourir avec lui. Puis il prononça, s'adressant aux soldats, ces paroles significatives :

« N'oubliez pas le lieutenant Schmidt, qui donne sa vie pour le peuple russe, pour sa chère patrie, pour vous, mes

frères ! Des hommes comme moi sont nombreux : ils seront plus nombreux encore ! »

Il embrassa le commandant du *Pruth*, dit adieu à ses camarades les officiers, refusa de s'attacher au poteau et de se laisser couvrir la tête d'un sac. « Adieu à tous ! » — cria-t-il alors. Il fallut quatre décharges pour le faire tomber, tout criblé de balles, inondé de sang.

Il faut transcrire ces détails, non pour la satisfaction d'émouvoir ceux qui les lisent en frémissant, mais pour répandre chez tous l'horreur de tels spectacles, de tels méfaits accomplis au nom de la justice, pour faire comprendre au récit d'actes de ce genre que nous ne sommes pas encore sortis de l'époque de barbarie. Certains, qui se disent chrétiens, se réjouissent d'un tel état de haine et de guerre. Ils affirment que l'homme est ainsi, ne peut changer, qu'il lui faut réprimer la révolte par la violence, laver l'injure par le sang. Ceux-là se trompent. Le sang appelle le sang. Celui qu'ils nomment leur maître a dit que mourront par l'épée ceux qui se seront servis de l'épée. C'est le cas de Schmidt, dira-t-on, qui en avait appelé à la force, qui a été vaincu par la force.

Cette façon de raisonner est mauvaise, sera créatrice de nouvelles violences. Schmidt était vaincu, jugé, reconnu coupable. Si le tsar avait eu la prescience de l'avenir, il s'en serait tenu au prononcé de la sentence. Il aurait proclamé que l'ère des vengeances ne pouvait pas s'ouvrir, qu'il fallait faire la paix entre les hommes d'une même nation, et il aurait donné la vie à Schmidt, Tchastnik, Gladscof, Antonenko. Faisant ainsi, il aurait fait davantage pour la paix sociale qu'en laissant l'amiral Tchouknine

proclamer que la sentence était valable, que le dernier mot devait être au peloton d'exécution.

C'est une imprudence. Si les révolutionnaires de demain imitent l'exemple qui leur a été donné, à quelles représailles faut-il s'attendre ! Il faut leur demander de ne se souvenir que de l'acte généreux de Schmidt, se révoltant pour eux. Ils l'honoreront en ne vengeant pas sa mort, en faisant grâce à leurs ennemis, au lendemain de leur victoire. « Des hommes comme moi sont nombreux, — a dit le lieutenant avant de tomber sous les balles, — et ils seront plus nombreux encore ! » On a tué l'homme, mais sa voix, désormais, s'entendra toujours. (*6 avril 1906.*)

§ VI
LE POPE GAPONE

Il est certain aujourd'hui que le pope Gapone a été jugé et condamné à mort par un tribunal composé de cinq hommes, puis étranglé et pendu dans la chambre où il avait été attiré. Cela se serait passé dans la petite ville d'Ozerki. On ne peut dire avec exactitude quel jour le meurtre a eu lieu. On a fait l'autopsie du corps, on l'a enterré au cimetière d'Ouspensky, à la frontière de Finlande.

Les détails de cette mystérieuse affaire sont atroces. Gapone venait à un entretien secret dans le dessein de livrer à la police politique trois chefs du parti socialiste révolutionnaire. Le prix de cette trahison aurait été de cinquante mille roubles, et ce n'était qu'un commencement. Le prêtre avait à peine terminé cet exposé que la porte s'ouvrait, et que quatre hommes surgissaient, qui saisissaient le coupable, le garrottaient, l'interrogeaient, rédigeaient un compte rendu de ses aveux. Il aurait, en effet,

tout avoué : l'acceptation d'une amnistie gouvernementale en échange de services policiers, — un vol de vingt mille roubles dans la caisse des syndicats ouvriers, — la tentative de corruption d'un révolutionnaire pour livrer les trois chefs recherchés par la police. Immédiatement il fut condamné à mort, et immédiatement aussi il fut empoigné, étranglé par une corde et hissé à un clou. Pendant plusieurs jours le cadavre resta là en décomposition.

C'est ainsi que le drame perpétuel de la vie et de la mort s'aggrave parfois de mélodrame. Tout y est, la mise en scène funèbre et terrible apparaît complète, avec une simplicité qui augmente la sensation d'épouvante : le guet-apens, les aveux, les hommes cachés derrière une porte et qui écoutent, l'irruption soudaine dans la pièce où chuchotaient les deux causeurs, les voix impératives qui arrachent les aveux, qui prononcent la sentence, puis la corde, l'étranglement, la pendaison.

Le premier mouvement, chez beaucoup de ceux qui lisent cet horrible fait divers politique, est, je crois bien, d'approbation. Sans savoir les détails de la triste aventure, on estime, cela avec raison, que Gapone a commis le plus grand des crimes, qu'il a trahi ceux qui avaient confiance en lui, qui lui avaient confié leurs secrets ; que c'est là un acte abominable, le plus noir de tous les forfaits. Oui, si Gapone a fait cela, — et il l'a fait, il n'est guère possible d'en douter, — Gapone fut un bandit indigne de pitié, un lâche assassin qui envoyait secrètement à la mort des hommes avec lesquels il faisait semblant d'avoir partie liée. Et pourquoi fit-il cela ? Pour une somme d'argent. Il avait connu sans doute les plaisirs de la vie, les joies

de la richesse passagère, alors qu'il explorait la Côte d'azur où se prélassaient, dit-on, les grands-ducs. Quels plaisirs ! et quelles joies ! Enfin la fête des restaurants, des hôtels et des théâtres avait sans doute fait une forte impression sur son âme basse, sur son esprit dévoyé, et il revenait en Russie vendre ses frères de combat. Voilà ce que l'on dit, et c'est stupéfiant d'apprendre ces choses en regardant le portrait de cet homme, ce visage doux et pensif de prêtre et d'apôtre. C'était un masque, paraît-il. Il y avait derrière ce front et ces yeux un être vil.

Tant pis ! Mais il ne fallait pas tuer ce misérable.

Un parti qui travaille pour l'avenir, comme le parti révolutionnaire russe, un parti dans lequel il y a des hommes de pensée et des héros, et aussi de nobles et fières victimes, résignées à tous les sacrifices, ce parti-là ne doit même pas exécuter un Gapone.

Malgré tous les arguments, les dégoûts, les colères, ce traître n'est plus, dans cette chambre obscure où il se débat, qu'un malheureux homme assailli par la force, jugé sans témoins appelés par lui, sans un avocat venu au secours de sa parole bégayante. Il est jugé, et il est exécuté par ses juges. Il a fait des aveux, dit-on, mais ceux qui l'ont tué ont seuls entendu ces aveux. Personne ne saura jamais quelles explications, quelles paroles suprêmes Gapone a pu prononcer pour nier son crime ou pour le diminuer. C'est donc aussi un crime qui a été commis contre lui. Il était coupable, — soit. Ceux qui l'ont étranglé sont des hommes qui ont, eux aussi, d'avance, offert leur vie à leur cause, et qui donneraient cette vie sans pâlir si elle leur était demandée, — soit encore. C'est précisément parce que ces hommes sont ainsi qu'ils ne devaient pas se mettre

au niveau du malheureux qui avouait sa vilenie. Pourquoi le châtier avec les mêmes armes de mort qu'il employait? Pourquoi affirmer la même lutte sauvage que l'on veut vaincre? Pourquoi ajouter sans cesse le meurtre au meurtre, le sang au sang? Il n'en a donc pas encore assez coulé, sur cette pauvre terre, et la sottise et la cruauté de l'animal humain sont donc éternelles? De qui viendra le mot d'apaisement?

Ce mot, beaucoup l'ont prononcé, hélas! et ceux-là étaient, non seulement les meilleurs, mais les plus prévoyants parmi les hommes. On ne les a pas encore écoutés, mais il est impossible que l'écho de leurs voix n'aille pas sans cesse se prolongeant. S'ils ont entendu, les cinq hommes qui ont pendu le pope Gapone n'ont pas compris, — ils n'ont pas compris que leur acte était un acte de vengeance inutile et odieux, qu'il leur suffisait de dénoncer le traître et de le laisser vivre pour le châtier. Ils devaient cet exemple au monde entier qui a les yeux sur la Russie, qui attend d'elle de grandes pensées et des actes magnifiques. Que la Douma prononce la suppression de la peine de mort, — comme la Chambre française aurait dû le faire au jour même de l'attentat de Vaillant, — l'humanité respirera, les terroristes traqués n'auront plus à répondre à la mort par la mort.

Cette question de la suppression pure et simple de la peine capitale, qui était (sous l'Empire!) un des articles du programme républicain, il serait d'une haute morale sociale de la poser à nouveau, et de la résoudre. En réalité, c'est l'arbitraire qui prononce, qui envoie celui-ci à la guillotine, et cet autre, aussi coupable, au bagne ou à la prison. Combien d'exemples de la sinistre fantaisie des lois

pourraient être cités? La vérité est que le meurtre est toujours ignominieux, qu'aucun homme n'a le droit de prendre la vie d'un autre homme, quel que soit son crime. La torture a été abolie, mais ne reste-t-il pas toujours de la torture dans la mort ? Où commence donc notre droit de torturer et de supprimer un être ? Bien hardi celui qui saurait le dire, qui trouverait insuffisants nos autres moyens de répression et de défense !

Rappelez-vous, à travers tant de beaux plaidoyers de Victor Hugo pour l'inviolabilité de la vie humaine, cette admirable pensée :

« Faut-il vous le redire sans cesse ? Cet homme, pour se reconnaître et s'amender, et se dégager de la responsabilité accablante qui pèse sur son âme, avait besoin de tout ce qui lui restait de vie. Vous lui donnez quelques minutes ! De quel droit ? Comment osez-vous prendre sur vous cette redoutable abréviation des phénomènes divers du repentir ? »

Et le poète avait encore raison, lorsqu'il affirmait, à la tribune de l'Assemblée constituante de 1848, que la peine de mort était le signe spécial et éternel de la barbarie. Civilisons-nous ! (*18 mai 1906.*)

§ VII
UN CHEVALIER

Une jeune fille a été brutalement « knoutée » à Saint-Pétersbourg pour avoir proféré une plaisanterie inoffensive au défilé d'un régiment de gardes. Elle aurait reçu, pour ce fait insignifiant, vingt-sept coups d'un fouet à lanières de métal.

Il faut raconter en détail cette abominable histoire. J'en

trouve le récit tout au long dans une correspondance du *Temps*, qui aura bien mérité du monde civilisé en faisant connaître un pareil méfait.

Donc, le vendredi 10 août, le matin, le régiment des chevaliers-gardes passait musique en tête, revenant du Champ-de-Mars, regagnant ses quartiers. Les gens massés sur les trottoirs regardaient les brillants soldats et écoutaient leur musique. Puis la fanfare fut remplacée par un chant joyeux. Alors Anna Smirnoff, une couturière, fit cette réflexion :

« Comme ils sont gais, les chevaliers-gardes ! On dirait vraiment qu'ils ont repris Port-Arthur ! On peut leur crier bravo ! »

Il y eut des rires dans la foule, des coups de sifflets des gamins, car il y a des gavroches à Saint-Pétersbourg comme à Paris. Il y eut aussi quelques cris de : « Bravo, les gars de Port-Arthur ! »

Ce fut tout, ce fut assez. Anna Smirnof ne pensait déjà plus aux paroles prononcées par elle, et elle continuait son chemin par une petite rue, lorsqu'elle entendit derrière elle un trot de chevaux. Elle se retourne, voit un officier et six cavaliers qui viennent sur elle. Elle se réfugie dans une maison, — la maison numérotée 4-12, à l'angle de la Fourchtaskaïa. Elle se cache derrière une porte, mais deux cavaliers ont mis pied à terre, l'empoignent, la mènent à l'officier qui attend. Anna Smirnof appelle au secours, réclame un agent. Peine perdue. Elle est conduite au cercle des officiers du régiment.

Un officier supérieur intervint alors, « entra dans une violente colère ».

— Si encore, — dit-il, — cette *traînée* s'était bornée à

insulter les simples soldats ! Mais non, il lui fallait des officiers !

Il donne un ordre. La prisonnière est conduite à la caserne. Elle crie, se débat :

— Tuez-moi de suite, puisque vous êtes armés, et que je ne peux pas me défendre.

On l'enferme dans les écuries. Elle s'affaiblit alors, vaincue par la peur, se jette aux genoux de l'officier qui l'a arrêtée, lui demande pardon, jure de ne plus recommencer. L'officier lui affirme qu'il ne lui sera fait aucun mal : il est sans doute satisfait de la leçon qu'il a donnée à cette imprudente. Mais l'officier supérieur de tout à l'heure reparaît, il n'entend pas que les choses se passent ainsi. Cette brute fait disposer un lit de foin dans un coin de l'écurie, puis, s'adressant aux cavaliers de l'écurie de droite :

— Qui de vous veut faire son plaisir de la donzelle ?

Quel chevalier que ce chevalier-garde !

Il fait la même question aux cavaliers de l'écurie de gauche. Il croit que les hommes vont se ruer sur cette proie avec de grands éclats de rire. Pas du tout. Par deux fois, il obtient la même réponse des cavaliers :

— Non, Excellence, il n'y en a point parmi nous pour faire leur plaisir de cette fille.

Ce fut ainsi que les soldats donnèrent une méprisante leçon à leur chef. Celui-ci aurait dû comprendre, mais aucune notion d'humanité ne peut pénétrer dans un cerveau de ce genre, envahi par la vanité et la bestialité.

L'officier supérieur donna l'ordre de faire venir les exécuteurs pour fouetter la « donzelle » de vingt-cinq coups de fouet. Ceux-là obéirent. Deux d'entre eux maintinrent Anna Smirnof debout contre un poteau, tandis que

les cinq autres la frappaient chacun à leur tour. Quelques gémissements au début, puis le silence de l'être inanimé.

On ne dit pas comment la victime fut ramenée chez elle, mais deux certificats de médecins, dressés le lendemain et le surlendemain, constatent l'état de la femme ainsi lacérée : sur le dos, l'un des bras, la face interne des cuisses, d'énormes ecchymoses, « larges les unes comme la paume de la main, d'autres comme une assiette » ; la peau enlevée à plusieurs endroits ; le système nerveux très ébranlé ; de violentes douleurs de tête ; de violentes douleurs dans le côté gauche, au niveau des côtes ; de plus Anna Smirnof s'est plainte, ensuite, d'être devenue sourde d'une oreille.

Deux photographies ont été annexées aux deux certificats médicaux.

C'est atroce, mais ce qui est atroce aussi, c'est qu'il n'y a plus de journaux à Saint-Pétersbourg pour faire connaître un pareil crime : le dernier journal libéral, le *Vingtième siècle*, avait été supprimé le matin même. Le prince Bébutof, président du club des Cadets, a dû se mettre d'accord avec un membre de l'ancienne Douma pour porter les faits à la connaissance de la presse étrangère. Le régime du knout semble devoir profiter de la disparition des journaux libéraux russes. Le despotisme croit avoir tout gagné lorsqu'il a fait le silence, supprimé les journaux, dissout la Chambre, et que ses soudards peuvent empoigner une femme en pleine rue, l'attacher au poteau d'une écurie, déchirer son corps à coups de fouet. Il se trouve qu'il n'a rien gagné du tout, que la vérité se fait jour quand même, suscite les colères et les vengeances. Plus la compression est forte, plus l'explosion est formi-

dable. Nos journaux réactionnaires se gardent bien de publier le compte rendu exact de telles horreurs, qu'il convient de mettre en regard des violences révolutionnaires. La Russie, en ce moment, se convulse dans le silence. Elle ne peut faire entendre la plainte que lui arrachent enfin les douleurs qu'elle accumule depuis des siècles. Plus d'orateurs! plus d'écrivains! C'est le régime de ténèbres voulu par l'esprit de ténèbres. Quoi d'étonnant si cette obscurité est sillonnée de lueurs d'incendie, si ce silence est tout à coup troublé par les coups de feu et les cris meurtriers? Le martyre d'Anna Smirnof est l'un des épisodes de ce drame qui se joue dans la nuit. Quelle sera la péripétie de demain? (*24 août 1906.*)

VIII
LA RÉVOLUTION RUSSE

Il n'était que trop facile de prévoir, à la suite du knout infligé à une passante des rues de Saint-Pétersbourg, de nouvelles représailles. Une bombe a éclaté dans la maison de M. Stolypine, frappant des innocents, tuant et blessant au hasard. Le général Minn, l'un des chefs qui avaient réprimé les émeutes de Moscou, a été tué par une femme à la gare de Péterhof. De même a été tué le gouverneur de Varsovie. Des crimes répondent ainsi à des crimes, et l'opinion de ceux qui ont le respect de la vie humaine et qui prévoient un long avenir de sang est unanime contre l'acte qui jette à la mort, non seulement le gouvernant responsable, le chef militaire, mais tous ceux qui se trouvent là. Epouvantable justice distributive, qui peut frapper n'importe qui, couper les jambes à des enfants de trois ans!

L'abomination meurtrière est pareille de l'autre côté. Je lis cette description d'hôpital après une répression, dans une lettre adressée à l'*Humanité* :

« Voici un vieillard avec un bras cassé, qui raconte qu'on lui a tué ses trois enfants sous ses yeux. Voici un autre vieillard qui dit qu'on a tué dans la rue ses deux filles, et qu'il a racheté la troisième avec ses quatre enfants pour 1 rouble 80 kopeks ! » Et il répète avec une sorte de rire insensé : « J'ai sauvé les cinq pour 1 rouble 80 kopeks ! » Puis avec inquiétude il ajoute : « Ils ont pris encore la montre, la montre toute neuve ! »

« Voici une mère devant le petit cadavre de sa fillette de dix ans, et qui hoche la tête en murmurant à travers ses lèvres desséchées : « Ma petite fille, mon petit oiseau ! » La petite fille a les yeux à demi ouverts, la terreur y est fixée ; elle porte sur la poitrine une blessure de sabre ; une de ses jambes est fendue à coups de hache.

« A côté d'elle est étendu un garçonnet de sept à huit ans, ayant une plaie faite par une balle au milieu du front.

« Plus loin, sont couchés deux ouvriers, la gorge ouverte. Une femme, dont la moitié de la face a été enlevée évidemment par un coup de sabre. Puis un vieillard, le maître d'école Einstein, les bras liés, montrant une plaie profonde entre les deux yeux : on dit qu'un clou y a été enfoncé. A côté de lui, son fils, un jeune homme, tué par une balle. Puis un enfant de deux ans, fusillé ; l'enfant a l'air de dormir ; un sourire erre sur le petit visage. A côté un bébé à la mamelle, mort étouffé.

« Un vieillard à longue barbe blanche ; on ne voit point ses plaies, mais le drap est entièrement imbibé de sang. Et plus loin une rangée d'autres cadavres mutilés, le

crâne fracassé, les yeux crevés. L'un a la langue coupée.

« Voici une petite fille, une vessie de glace sur la tête. Je m'approche d'elle. La petite me regarde avec attention et gravité tout le temps que sa garde me raconte : « Son père est jardinier. Un malheureux. Et pourquoi le tuer ? On se le demande. Eh bien ! on est venu, on l'a tué, lui et sa femme, ses père et mère, à la petite ; elle-même n'a été que frappée à la tête.

« Par qui ? » demandai-je. La garde et la fillette me regardent avec étonnement : « Par les soldats ; par qui donc d'autre l'aurait-elle été ?... »

« Une fillette de deux ans s'agite avec sa petite jambe cassée. »

Ce n'est là qu'un aspect, entre mille autres, du champ de bataille. La reproduction n'en est pas donnée ici pour amener une apologie des actes des terroristes, mais pour montrer l'état de guerre où est réduit ce grand pays, débordant de misères, et admirable aussi d'espoir et d'énergie. Il est réveillé maintenant de sa léthargie, il ne se rendormira plus. Parmi ses fils, il en est qui ont fait le serment de vivre libres ou de mourir, et ceux-là donnent leur existence sans hésitation.

Est-ce un état irrémédiable que cet état de guerre ? Non, certes. Il y a eu une accalmie lorsque la Douma fut réunie, donna à connaître au monde les désirs légitimes du peuple russe. C'est la dissolution de la Douma par le tsar mal conseillé qui a déchaîné de nouveau la meute des violences. Ce sont les adversaires de la Douma qui veulent la continuation du tsarisme avec les foudroyantes répliques du terrorisme. Mais derrière ce décor ensanglanté, il y a une nation qui souffre, qui ne veut plus souffrir, qui ne vit

pas et qui veut vivre. Ce n'est pas le tsarisme qui peut l'emporter, ce n'est pas la bombe qui peut créer un régime vital. On peut, plus que jamais, prévoir le jour où le mouvement irrésistible de tous emportera le tsarisme, clora la période des exécutions terroristes. (*1er septembre 1906.*)

TABLE DES MATIÈRES

IV. — MIL HUIT CENT SOIXANTE-DIX.

V. — TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

VI. — APPELS A LA VIOLENCE.

VII. — AFFAIRE DREYFUS.

VIII. — ANGLETERRE.

IX. — ALLEMAGNE.

X. — L'AUBERGE DE VENISE.

XI. — GUERRE EN MANDCHOURIE.

XII. — RÉVOLUTION EN RUSSIE.

Paris. — Société française d'Imprimerie et de Librairie.


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 16 04 02 014 6